

FÉLIX FONSECA

"DES QUÉBÉCOIS IMPORTÉS ET LEURS NICHES ÉCONOMIQUES"

L'IMMIGRATION ET L'EXPRESSION DE L'ETHNICITÉ DANS LES PRATIQUES

ÉCONOMIQUES DES PORTUGAIS INDÉPENDANTS DU QUÉBEC

Mémoire

présenté

à la Faculté des études supérieures

de l'Université Laval

pour l'obtention

du grade de maître ès arts (M.A.)

Département d'anthropologie

FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES

UNIVERSITÉ LAVAL

Août 1999

© Félix Fonseca, 1999



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Acquisitions et
services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file *Votre référence*

Our file *Notre référence*

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

0-612-44736-7

RÉSUMÉ

Ce mémoire est l'aboutissement d'un long processus de recherche qui consiste à comprendre comment les immigrants portugais installés au Québec expriment leur ethnicité ou actualisent leurs valeurs culturelles dans leurs pratiques et activités économiques.

L'originalité de cette recherche, qui nous a conduit à un terrain extraordinaire et très enrichissant, réside aussi dans le fait que nous avons choisi de comprendre, outre le rôle de l'immigration économique, l'expression du sentiment d'appartenance dans la culture matérielle des immigrants. Autrement dit, comment l'économie immigrante est chargée de symboles et d'expressions identitaires. Il est clair que la création et le maintien des frontières ethniques dépendent de la capacité d'organisation de chaque groupe d'immigrants; cependant, tout cela a pour finalité leur insertion économique et sociale.

À la mémoire de mon père et de ma mère.

À ma grand-mère qui, un jour m'a dit: "Si Dieu nous a créé, c'est parce qu'il nous donne également le droit de relever tous les défis".

Et pour la paix en Casamance.

AVANT-PROPOS

Le Portugal est un pays de 92 082 km², situé à l'extrême sud-ouest de la Péninsule Ibérique où il longe la côte atlantique de l'Europe à l'ouest et au sud. Il se limite aux frontières espagnoles au nord et à l'est. En 1991, sa population était de 9 862 540 et plus de quatre millions de Portugais vivent à travers le monde.

L'immigration internationale portugaise a pour antécédent les grandes découvertes, les explorations, la colonisation, la dictature de Salazar et probablement l'abolition de l'esclavage dans les plantations brésiliennes. Mais jusqu'à la fin du 19^e, les Portugais qui venaient au Canada et au Québec étaient plus attirés par la pêche à la morue sur le littoral du Saint-Laurent. Et depuis les années 1950, plusieurs y sont arrivés pour travailler dans les secteurs professionnels et dans d'autres secteurs d'activités économiques. Une fois établis, ils ont trouvé les moyens de se lancer en affaires. Aujourd'hui, ils sont 515 000 Portugais au Canada, dont 70 000 à 80 000 au Québec. La majorité d'entre eux a des entreprises et investit dans beaucoup de secteurs économiques de la province. Cela a permis non seulement aux membres du groupe d'avoir des conditions favorables à une autonomie économique, mais aussi d'améliorer l'image de marque de leur communauté ethnique. Désormais, comme tant de groupes ethniques au Québec, les pratiques économiques des Portugais se rapprochent plus d'une économie sociale et communautaire qui sert à dorénavant l'image de sa communauté.

Par ailleurs, ce mémoire n'aurait pu voir le jour sans l'aide capitale et la complicité de ma directrice Madame Lise Pilon et de mon co-directeur Louis-Jacques Dorais, de ma conjointe Marie-Josée Couture et de ma fille Dama-Rosalie Fonséca, que je tiens à remercier vivement pour m'avoir encadré; ils m'ont toujours fait confiance et ont été très patients, mais surtout, ils ont cru en moi et en mes capacités.

Merci à tous les participants à cette recherche, car la réalisation de ce projet fut possible grâce à leur collaboration. Je pense particulièrement à Madame Maria Furtado qui a beaucoup contribué à celle-ci, grâce à ses connaissances, son entreprise, mais surtout son influence dans la communauté portugaise du Canada, mais surtout du Québec. Mes remerciements vont également à tous ceux et celles qui m'ont épaulé, m'ont réconforté et m'ont porté des oreilles attentives. Je pense notamment à: Madame Margarida Marques, professeure au département de sociologie de Universidade Nova de Lisbonne, Madame Seomara Da Veiga Ferreira, du Centre Jeunesse de Lisbonne, Monsieur Serge Drapeau, Conseiller de l'Ambassade du Canada à Lisbonne, Romaric Kossi Églo, Pierre Collange Malou, Alfred Sagna, Aloui Bodjan et Alain Thoubon, pour leur concours lors de mon voyage de terrain à Lisbonne.

Je suis très reconnaissant envers tous mes amis de Québec pour le support moral et économique qu'il m'ont apporté lors de mes moments difficiles. Mes remerciements les plus distingués s'adressent donc à: Monsieur le Député et Ministre Paul Bégin, Monsieur le Député Jean-François Simard, à Monsieur Claudel Toussaint et au Ministère de l'Immigration et des Relations avec les Citoyens pour leur précieux soutien.

Finalement, je voudrais, particulièrement, remercier l'Association des Étudiantes et Étudiants en Anthropologie pour leur complicité dans mes démarches, tous les professeurs du département à qui je dois ce que ne pourrai jamais dire assez, et Madame Suzette Bergeron pour ses encouragements et ses mérites incontestables.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	i
AVANT-PROPOS.....	iii
TABLE DES MATIÈRES.....	v
LISTE DES TABLAUX.....	viii
LISTE DES ANNEXES.....	xi
INTRODUCTION.....	1
Pertinence de l'étude.....	5
Délimitation de notre recherche.....	5
Plan du mémoire.....	6
CHAPITRE I. CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE....	8
1.1. Perspectives théoriques et concepts de la recherche.....	8
1.1.1) L'anthropologie de l'immigration.....	8
1.1.2) Les théories de l'ethnicité.....	12
1.1.2.1) Les théories bioligisantes.....	13
1.1.2.2) Les théories situationnistes ou interactionnistes	14
1.1.2.3) Les théories sociologiques et anthropologiques	15
1.1.2.4) Repenser l'ethnicité	19
1.1.3) Les frontières ethniques.....	21
1.1.3.1) Comment les définir ?.....	22
1.1.3.2) Comment les maintenir?.....	22
1.1.4) L'immigration économique: enjeux et controverses	24
1.1.4.1) Les controverses de l'immigration économique.....	26
1.1.4.2) Les points positifs de l'immigration économique.....	27
1.1.5) La situation de l'immigration économique au Canada et au Québec.....	32
1.1.6) L'immigration et l'économie dans le processus d'ethnicisation.....	37
1.1.6.1) L'émergence de l'ethnicité dans le processus économique	37
1.1.6.2) Quand l'intégration des immigrants favorise l'ethnicité.....	41
1.1.7) Problème et objectifs de recherche.....	47
1.1.7.1) Problème de recherche.....	47
1.1.7.2) Objectifs de recherche.....	48

1.2) Méthodologie de recherche.....	49
1.2.1) La nécessité d'une étude qualitative.....	50
1.2.2) Techniques de collecte de données.....	52
1.2.3) Les lieux et les moments de l'enquête.....	54
1.2.4) Analyse des données.....	56
1.2.5) Les conditions de l'enquête: difficultés rencontrées.....	58
1.2.6) Aspects déontologiques: éthique et confidentialité.....	59
 CHAPITRE II. APERÇU HISTORIQUE DES MIGRATIONS PORTUGAISES. DES DÉCOUVERTES À L'IMMIGRATION.....	 60
2.1) Les découvertes et explorations portugaises.....	60
2.2) La place de la colonisation dans les migrations portugaises	63
2.3) L'immigration portugaise.....	67
2.3.1) Les anciennes migrations.....	67
2.3.2) Les nouvelles migrations.....	69
2.4) L'immigration portugaise au Canada et au Québec.....	71
2.5) Le choix de destination.....	75
 CHAPITRE III. PROFIL DES PORTUGAIS ET GENS D'AFFAIRES PORTUGAIS DU QUÉBEC.....	 78
3.1) Démographie et localisation des Portugais du Québec.....	78
3.2) Caractéristiques socio-économiques des gens d'affaires portugais du Québec.....	81
3.2.1) L'âge et l'occupation.....	86
3.2.2) Niveau de scolarité.....	90
3.2.3) Les revenus	93
3.2.4) Les secteurs d'activités économiques.....	95
3.2.5) La clientèle des gens d'affaires.....	99
3.2.6) Les emplois créés.....	102
3.3) Les motifs d'immigration.....	107
3.3.1) Les raisons économiques.....	108
3.3.2) Les raisons politiques.....	111
3.3.3) Autres raisons sociales.....	112
3.4) Facteurs d'attrait et choix d'établissement	113
3.4.1) Les secteurs d'attrait.....	113
3.4.2) Le choix du lieu d'établissement.....	117
 CHAPITRE IV. LES CONSIDÉRATIONS ETHNIQUES DANS L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DES PORTUGAIS DU QUÉBEC ET LES TRANSFERTS DE FONDS MIGRATOIRES.....	 126
4.1) À la recherche du processus d'ethnisation des Portugais immigrés.....	126
4.1.1) Ethnie versus Nation.....	126
4.1.2) L'attribution d'une identité péjorée.....	130
4.1.3) L'auto-péjoration	131

4.2) Les charges culturelles ou identitaires dans les pratiques économiques des immigrants portugais.....	134
4.3) Les réseaux et institutions ethniques: associations et organismes communautaires comme cadre d'organisation et d'encadrement du milieu ethnique.....	136
4.3.1) Les réseaux et institutions communautaires des Portugais du Québec.....	140
4.3.1.1) Les associations portugaises du Québec.....	141
4.3.1.2) Les églises portugaises au Québec.....	142
4.3.1.3) La presse portugaise au Québec.....	143
4.4) La finalité de l'organisation ethnique portugaise.....	144
4.5) La circulation des capitaux migratoires	151
4.5.1) Le partage des capitaux entre l'immigrant portugais et son pays d'origine.....	152
4.5.2) Le rôle de ces transferts dans le pays d'origine?.....	154
CONCLUSION.....	157
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	166
OUVRAGES ET DOCUMENTS CONSULTÉS.....	171
ANNEXES.....	175

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Entreprises et établissements d'affaires portugaises de Montréal, selon certaines catégories, par sexe, 1999	54
Tableau 2. Entreprises portugaises de Québec, selon certaines catégories, 1999.....	54
Tableaux 3. Nombre et moment des entrevues	56
Tableau 4. Gens d'affaires portugais du Québec, selon la date d'arrivée (Montréal et Québec), 1999.....	83
Tableau 5. Entreprises et établissements d'affaires portugaises de Montréal, 1973 à 1999 (exclut 1975).....	86
Tableau 6. Entreprises portugaises à Québec, par localité municipale, 1994-1999.....	86
Tableau 7. Gens d'affaires portugais de Montréal, selon l'âge et le sexe, 1999.....	87
Tableau 8. Entrepreneurs portugais de Québec, selon l'âge et le sexe, 1999.....	88
Tableau 9. Gens d'affaires portugais de Montréal, selon le niveau de scolarité, par sexe par catégorie, 1999	91
Tableau 10. Entrepreneurs portugais de Québec, selon le niveau de scolarité, 1999	92
Tableau 11. Gens d'affaires portugais de Montréal, selon le Chiffre d'affaire annuel, par catégorie, 1999 (en \$).....	94
Tableau 12. Entrepreneurs portugais de Québec, selon le chiffre d'affaire annuel, 1999 (\$).....	95
Tableau 13. Gens d'affaires portugais de Montréal, selon le secteur d'activité économique par sexe et par catégorie, 1999.....	98
Tableau 14. Entrepreneurs portugais de Québec, selon l'activité économique, 1999.....	99
Tableau 15. Gens d'affaires portugais de Montréal, selon la répartition estimée de la clientèle par secteur d'activité économique, 1999 (%).....	101
Tableau 16. Entrepreneurs portugais de Québec, selon la répartition estimée de la clientèle, par activité économique, 1999 (%).....	101
Tableau 17. Gens d'affaires portugais de Montréal, selon le niveau d'emplois créés par secteur d'activité économique et par catégorie, 1999.....	105

Tableau 18. Entrepreneurs portugais de Québec, selon le niveau d'emplois créés par activité économique, 1999.....	105
Tableau 19. Gens d'affaires portugais de Montréal, selon le niveau d'emplois créés pour la communauté portugaise (Nombre d'employés Portugais), par secteur d'activité économique et par catégorie, 1999.....	107
Tableau 20. Entrepreneurs portugais de Québec, selon le niveau d'emplois créés pour la communauté portugaise (Nombre d'employés Portugais), par activité économique, 1999.....	107
Tableau 21. Les raisons de départ, Montréal et Québec, par sexe.....	113
Tableau 22. Gens d'affaires portugais de Montréal, selon le Chiffre d'affaire annuel, par secteur d'activité économique, 1999 (en \$).....	117
Tableau 23. Entrepreneurs portugais de Québec, selon le Chiffre d'affaire annuel, par activité économique 1999 (\$).....	117
Tableau 24. Le choix d'établissement par le sexe (Montréal et Québec).....	124
Tableau 25. Les montants d'argent envoyés au Portugal par les immigrants portugais, de 1990 à 1996, en milliards de Escudos (monnaie portugaise).....	153
Tableau 26. Le partage des capitaux entre l'immigrant et le pays d'origine, selon les raisons, par âge (Montréal et Québec).....	155
Tableau 27. Montants souscrits et nombre d'emplois créés par les investisseurs immigrants dans chaque province du Canada, de janvier 1986 à décembre 1993 ('000 \$)	176
Tableau 28. Investissements et emplois créés par des entrepreneurs immigrants dans chaque province du Canada, 1991 à 1993 ('000 \$)	177
Tableau 29. Entrepreneurs immigrants au Canada, selon le secteur d'activité économique, 1990 à 1993.....	178
Tableau 30. Immigrants admis au Québec de 1980 à 1996 selon la catégorie	179
Tableau 31. Les immigrants d'affaires du Québec, selon le pays d'origine, 1988 à 1993	180
Tableau 32. Placements d'immigrants investisseurs au Québec, selon la région administrative, 1986 à 1994 ('000 \$).	180
Tableau 33. Placements d'immigrants investisseurs au Québec, selon la région administrative, 1986 à 1994 (en %).....	181
Tableau 34. Placements d'immigrants investisseurs au Québec, selon le secteur d'activité économique, 1986 à 1994 ('000 \$).....	181

Tableau 35. Entrepreneurs immigrants résidants au Québec, selon le niveau d'investissements, 1992 à 1994	182
Tableau 36. Entrepreneurs immigrants résidants au Québec, selon le niveau d'emplois créés, 1992 à 1994	182
Tableau 37. Entrepreneurs immigrants résidants au Québec, selon le secteur d'activité économique, 1992 à 1994	183
Tableau 38. Travailleurs autonomes immigrants au Québec, selon l'origine ethnique et le lieu de naissance, 1991.....	184
Tableau 39. Entrepreneurs immigrants de la RMR de Québec, selon le pays d'origine, 1994... 185	
Tableau 40. Entreprises d'immigrants de la région de Québec, selon la localité municipalité, 1994.....	186
Tableau 41. Estimation de la population immigrante portugaise par continents, 1996.....	187
Tableau 42. Estimation de la population immigrante portugaise selon les 13 principaux Pays, 1996.....	188
Tableau 43. et suite : Estimation de la population immigrante portugaise par pays, 1996.....	189
Tableau 44. Nombre de visa d'immigrants portugais et résidents au Portugal émis à Lisbonne de 1971 à 1995.....	193
Tableau 45. Taux Hypothécaires Résidentiels, Québec, 1999.....	194
Tableau 46. Les activités économiques des immigrants portugais dans les principales villes d'Europe, 1995/96.....	196
Tableau 47. Les activités économiques des immigrants portugais dans les principales villes d'Afrique, 1995/96.....	197
Tableau 48: Les activités économiques des immigrants portugais dans les principales villes d'Amérique (nord, sud) et atlantique, 1995/96.....	198
Tableau 49: Les activités économiques des immigrants portugais dans les principales villes d'Asie et de l'Océanie, 1995/96.....	199
Tableau 50: Institutions et réseaux communautaires, Portugais de Montréal: Associations, services sociaux et religieux, 1973 à 1999 (exclut 1975)	200

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A: Tableaux cités.....	175
ANNEXE B: Autres tableaux.....	195
ANNEXE C: Schéma d'entrevues.....	201

INTRODUCTION

Le phénomène migratoire date du début de l'existence humaine, mais la croissance démographique et les inégalités économiques et sociales entre les pays l'ont accentué en cette fin de siècle. De même, son caractère évolutif et sa diversité tant au niveau spatial que temporel ont engendré diverses visions et de nombreux discours sur la matière. L'immigration représente un enjeu socio-économique, idéologique et politique important. En effet, à l'apogée des grandes conquêtes et invasions, le monde est devenu un ensemble d'espaces segmentaires juridiquement et politiquement découpés; des espaces où les humains sont régis par des règlements, des contraintes et des intérêts qui ne semblent servir que l'économie de différents pays et de différents groupes (P. Georges, 1976:10).

Les immigrants sont des personnes qui ont changé de pays, soit pour améliorer leurs conditions de vie, soit pour fuir les répressions politiques ou les calamités naturelles, soit pour rejoindre des membres de leurs familles en terre d'immigration. Ce sont en fait des personnes qui sont parties travailler ou faire des affaires à l'étranger, des personnes expulsées, rapatriées ou des personnes transférées pour de multiples raisons. En effet, la décision d'immigrer surgit souvent lorsque l'individu ne trouve plus dans son pays les aspirations auxquelles il s'attendait et lorsque les facteurs économiques lui sont défavorables ou encore lorsqu'il n'arrive plus à s'épanouir librement dans son pays. Mais au-delà de tout, cette décision devient évidente lorsqu'il réussit à trouver un emploi à l'étranger. Il est aussi important de tenir compte du fait que la majorité des immigrants sont issus des classes sociales relativement humbles ou pauvres. Ce faisant, l'aspiration à un niveau de vie meilleur et élevé apparaît alors conjuguée avec cette décision. Généralement: "Le gros de l'immigration est formé par des gens qui n'ont pas voulu accepter une diminution de leur niveau de vie (même si celui-ci était déjà trop bas) au-delà d'une limite considérée comme supportable." (Nayade Anido et Rubens Freire, 1978: 117).

Toutefois, tout immigrant doit suivre les mêmes procédures : solliciter son départ ou son arrivée auprès des autorités compétentes, sans attendre les conditions auxquelles il devra faire face pour s'intégrer dans la société d'accueil. Au niveau économique, il est subordonné aux règlements et conditions que lui soumettent les pays d'accueil, en vue de possibilités d'emploi ou de fructifier des affaires ou encore de trouver de meilleures conditions de vie. Qui plus est, les immigrants actifs, ceux qui trouvent du travail en immigration, sont appelés à combler certaines tâches souvent banalisées ou sous-évaluées par les membres de la société d'accueil. Mais, en plus de leur permettre d'acquérir de l'autonomie économique et d'améliorer leurs conditions de vie individuelles ou collectives, ces tâches sont bénéfiques au fonctionnement d'un système économique qui se veut maximalisant.

D'autre part, l'arrivée des immigrants actifs, gens d'affaires, investisseurs ou immigrants indépendants profite non seulement aux sociétés d'accueil mais aussi aux pays d'origine, aux communautés immigrantes déjà établies et aux nouveaux arrivants eux-mêmes en ce sens que le fait de trouver un emploi ou faire des affaires en toute quiétude améliore sensiblement ou nettement certains éléments auxquels ils n'aspiraient plus dans leurs pays d'origine. En effet, si les sociétés d'accueil bénéficient de l'arrivée des immigrants, c'est que ces derniers représentent une main-d'œuvre souvent à bon marché et aussi une main-d'œuvre qualifiée qui permettent de répondre aux besoins d'une production concurrentielle et d'équilibrer certains aspects du développement. Mais aussi les affaires et les investissements de certains immigrants permettent à certaines petites et moyennes entreprises de résister aux soubresauts de la concurrence du marché des affaires. À l'inverse, les immigrants y gagnent beaucoup, même si quelquefois la plupart de leurs activités sont qualifiées ou associées à une économie fermée et peu rentable. De plus, les pays d'origine bénéficient aussi largement du départ de leur population vers les pays riches, et c'est à ce niveau que l'émigration joue un rôle important dans l'économie de sociétés de départ. Car, outre l'exportation des qualifications acquises au départ, autrement dit, outre les fuites de cerveaux, les émigrés jouent un rôle de soupape économique pour les pays d'origine, en ce sens qu'ils rapatrient, d'une manière ou d'une autre, des sommes d'argent importantes tirées des gains accumulés à l'étranger. Ces

rapatriements servent à créer de nouveaux emplois, amortir les coûts que subit le marché du travail dans leur pays d'origine ou à combler certaines dépenses des membres de leurs familles qui ont choisi de rester au pays.

Au-delà de ces aspects, les principales motivations des immigrants internationaux sont conditionnées par l'économie et le marché du travail. Le processus évolutif de ces migrations doit cependant être considéré au niveau d'intérêts particuliers des immigrants et des intérêts de leur collectivité car, en plus de contribuer au développement de la société d'accueil, les immigrants ont souvent pour objectif d'améliorer leurs conditions individuelles, ainsi que celles de leurs familles ou de leurs communautés ethniques en terre d'immigration.

Pour s'assurer qu'ils n'auront pas beaucoup de barrières à franchir dans leur intégration socio-économique, la majorité des immigrants pratiquent des types d'activités économiques où ils ont acquis de l'expérience et de l'expertise depuis leur pays d'origine. Ce sont des personnes qui décident de continuer dans leur domaine pour des raisons d'expérience ou de profits importants qui y sont associés. Dans d'autres cas, les gens d'affaires portugais créent des entreprises et des services très spécialisés qui permettent d'employer des immigrants hautement qualifiés du groupe ethnique, mais aussi d'aller chercher de l'expertise locale. Outre ceux-ci, d'autres professionnels portugais du Québec se sont spécialisés dans des domaines académiques ou dans des services publics.

Le but principal des immigrants portugais est de trouver ou de créer des emplois afin d'améliorer leurs conditions de vie ou investir dans les affaires afin de faire fortune et aider des membres de leur communauté ethnique. Les Portugais du Québec forment aussi une communauté ethnique importante et organisée. Une telle communauté est appréciable, d'abord pour la communauté elle-même, mais aussi pour les communautés en place.

Le Québec une province où depuis des siècles passent et s'installent de nombreuses personnes en provenance d'autres nations dont leur énergie, leurs activités et pratiques

contribuent à la vie sociale, culturelle, politique et économique de leur nouvelle société. Ces derniers doivent également s'y tailler une place.

Vu les conditions dans lesquelles se développent aujourd'hui les activités et pratiques économiques des immigrants, et leur localisation dans l'espace urbain, on ne peut pas nier que la diversité ethnique contribue fortement à la création des niches économiques. De plus, les groupes ethniques dans les grandes sociétés d'immigration ne sont pas homogènes, ce qui fait que dans les grandes métropoles de ces sociétés, les membres de chaque groupe ethnique ont tendance à se concentrer dans un secteur donné qui leur permet d'exercer des activités conformément à leurs valeurs sociales et culturelles. Cette tendance est due, d'une part, au refus de l'échec par rapport aux autres communautés et à la concurrence due au mérite ethnique, le respect que l'on donne souvent aux communautés ethniques qui ont réussi le mieux dans leur intégration en général. D'autre part, les immigrants sont souvent perçus par les populations locales comme des concurrents en matière d'emploi et de services sociaux, cela crée souvent des rejets, des distinctions et de la discrimination, raisons qui peuvent aussi contribuer à les ghettoïser et ainsi les orienter vers des activités économiques séculaires spécifiques. C'est ainsi qu'entre en ligne de compte l'expression de l'ethnicité dans les pratiques économiques des immigrants, qui conduit au développement d'une niche économique.

• Le mot indépendant est utilisé au titre pour alléger le texte et non comme le définit Citoyenneté Immigration Canada. Dans ce mot, nous nous référons aux gens d'affaires portugais du Québec; particulièrement aux entrepreneurs, aux travailleurs autonomes et autres professionnels du groupe ethnique (cf. page titre).

Selon Citoyenneté et Immigration, un Immigrant Indépendant est un travailleur qui possède des compétences dans un métier ou une profession, une expérience et des qualités personnelles répondant aux critères de sélection du Canada. Ces critères tiennent compte de: a - L'âge b - Les études c - Le facteur Étude / Formation d - Le métier ou la profession e - L'emploi réservé f - L'expérience dans le métier ou la profession g - La connaissance de la langue anglaise et / ou française h - Les qualités personnelles i - La parenté au Canada j - Le facteur démographique (fixé par le gouvernement fédéral). De plus, il faut disposer de fonds suffisants pour subvenir à leurs besoins et aux besoins des personnes à leur charge pendant au moins six mois après leur arrivée au Canada. Un candidat indépendant doit disposer de au moins 10 000\$ CAD plus 2 000\$ CAD pour chaque personne à charge.

Pertinence de l'étude

En mettant à jour les mécanismes complexes qu'entretiennent immigration, ethnicité et pratiques économiques d'un groupe ethnique installé au Québec, notre étude permettra de produire une connaissance qualitative sur la place de l'ethnicité dans les activités et pratiques économiques des immigrants.

D'autre part, cette recherche peut contribuer à mieux connaître le rôle des immigrants portugais et en même temps celui d'autres immigrants dans l'amélioration et la transformation de leurs communautés, mais aussi de la société québécoise et de leurs sociétés d'origine. Qui plus est, elle peut aider à connaître les nouveaux arrivants, des futurs citoyens, et les réseaux mis en place pour conserver leurs valeurs culturelles et répondre aux besoins d'une économie exigeante ou, tout simplement, pour mieux s'adapter aux réalités de leur nouvelle société.

Délimitation de notre recherche

Il est important de reconnaître que le phénomène migratoire et l'ethnicité demeurent encore des champs d'étude non épuisés. Plusieurs recherches en immigration n'ont pas assez de marge de manœuvre dans leur objet de recherche et d'analyse pour produire des réponses plus précises qui aideraient à la formulation de nouvelles théories et méthodologies destinées à repenser les discours déjà exprimés à l'égard des immigrants. Cet état de fait résulte de l'action conjuguée de plusieurs acteurs sociaux: celle des décideurs, celle des populations d'accueil et celle des immigrants eux-mêmes. Chacun tente d'imposer sa vision à partir de ses propres conceptions. En conséquence, on a tendance à se consacrer en priorité à la régulation des flux migratoires et aux modèles d'intégration des immigrants dans leur nouvelle société, tout en laissant de côté les aspects ethniques dans les questions liées au marché du travail. Il existe pourtant des signes manifestes révélant des tendances ethniques dans l'installation permanente des immigrants, ce qui peut avoir à long terme des conséquences décisives dans le système économique des sociétés d'accueil. Cela ne dit pas pour autant que nous détenons tous les outils nécessaires pour relever ce défi, mais nous allons toutefois scruter toutes les

possibilités qui peuvent mettre notre démarche dans la bonne position. Dans notre projet de recherche, nous nous limiterons plus à explorer les interrelations possibles entre le milieu ethnique et les activités et pratiques économiques des Portugais ayant immigré au Québec depuis trois ans et plus, de ceux qui ont immigré avec leurs parents ou sont nés au Québec de parents portugais immigrés.

Plan du mémoire

Ce mémoire est divisé en quatre chapitres. Le premier chapitre est consacré à la théorisation, au problème et objectif de recherche et à la précision méthodologique. Nous y développons un cadre théorique sur le rôle de l'anthropologie face à l'immigration, les théories de l'ethnicité et la notion de frontières ethniques. Il y sera aussi question d'analyse et de discussions des discours et pratiques sur l'immigration économique, les problèmes d'intégration économique des groupes ethniques et de l'émergence de l'ethnicité dans le processus économique.

Dans le deuxième chapitre, nous faisons un bref aperçu historique de l'immigration portugaise à travers le monde depuis les découvertes et explorations, et au Canada et au Québec. En effet, pour une telle étude, il est nécessaire de connaître une partie de l'histoire des mouvements migratoires portugais. Ce chapitre descriptif est essentiel en ce sens qu'il permet d'avoir une vision claire du profil des Portugais du Québec et de comprendre les facteurs qui ont poussé plus de 4 millions de Portugais à quitter leur pays et à choisir un pays plus qu'un autre.

Le troisième chapitre concerne le profil des gens d'affaires portugais que nous avons rencontré. Après une description de l'aspect démographique général et de la localisation des Portugais du Québec, nous faisons une analyse détaillée des caractéristiques socio-économiques des gens d'affaires portugais; date d'arrivée au Québec, établissements d'affaires, catégories professionnelles, niveau de scolarité, activités et pratiques économiques, principale clientèle et création d'emplois. Nous chercherons également à connaître les facteurs ou les raisons qui les amènent ou les attirent au Québec.

Dans le quatrième chapitre, il est question de montrer qu'il y a effectivement des considérations ethniques dans les activités et pratiques économiques des Portugais du Québec. Pour ce faire, nous chercherons d'abord à savoir comment ils ont passé du statut de nation au statut de groupe ethnique en terre d'immigration. Cela consiste, dans un premier temps, à montrer le lien entre les notions de nation et d'ethnie, et leur évolution sémantique née de la colonisation puis, dans un second temps, voir comment les immigrants s'approprient l'appellation d'ethnique pour sauvegarder leurs intérêts. Ces deux aspects pouvaient être inclus dans le cadre théorique, mais pour une suite logique et par fidélité à la technique que nous avons privilégié pour rédiger ce chapitre, nous avons jugé préférable de les inclure comme introduction de ce chapitre.

D'autre part, il sera aussi question, dans ce chapitre, de comprendre le rôle des institutions ethniques dans le développement d'une niche économique, les responsabilités, les devoirs et le dévouement des gens d'affaires dans l'épanouissement économique de leur communauté ethnique. En effet, les gens d'affaires portugais doivent leur essor à leur esprit d'initiative à leur persévérance, leur capacité d'organisation et de performance ainsi qu'aux liens de parenté et d'amitié qui les unissent en terre d'immigration. C'est grâce à ces facteurs qu'ils ont réussi dans les affaires et acquis de l'autonomie économique. La dernière partie de ce chapitre sera consacrée aux investissements faits au Portugal par les immigrants portugais. L'objectif de cette dernière partie est de connaître la nécessité d'envoyer de l'argent au pays d'origine.

CHAPITRE I:

CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

1.1. Perspectives théorique et concepts de la recherche

1.1.1) L'anthropologie de l'immigration

Nous vivons dans un univers social où l'individu est le principal artisan de son sens, mais aussi un acteur social. Pour nous comprendre nous-mêmes et comprendre les autres, nous avons besoin de certaines observations et réflexions critiques capables de nous aider à décrire et à définir nos relations afin de poser les limites, les distances et les perspectives qui forment le contenu de notre univers social.

Selon Lapierre, (1973): " les éléments d'un système social sont des personnes ou des groupes et les relations sociales sont des interactions entre ces personnes ou ces groupes" (Jean-William Lapierre, 1973: 27). En effet, lorsqu'on étudie l'individu, le groupe ou les masses et toutes leurs dynamiques, on ne peut que considérer l'univers social comme un lieu où ces personnes et groupes entretiennent des relations mutuelles puisqu'il existe une complexité étroite entre le social et l'individu. Cependant, pour comprendre ces interrelations, nous avons besoin de certaines informations et connaissances permettant d'appréhender leur contenu à leur juste valeur. C'est pourquoi l'anthropologie étudie les rapports socio-symboliques des êtres humains avec leur milieu environnant, social et naturel.

Notre façon de comprendre le monde en tant qu'anthropologue et de justifier nos actions et actes dépend de l'analyse du sens même du regard et de l'observation que nous y portons individuellement mais surtout collectivement au sens herméneutique. Notre vision du monde est en rapport avec notre vision de nous-mêmes et avec la façon dont nous abordons la réalité du monde des "Autres". Elle dépend aussi de nos expériences et

de l'imagination qui nous permettent de s'engager dans l'élaboration de cette réalité. Toutefois, cet exercice nécessite certaines démarches qui nous permettent de comprendre aisément que toute vision individualiste correspond à une conception des groupes humains comme une collection d'individus et réciproquement en collaboration. Car nous sommes un résultat des processus sociaux; des êtres socialement constitués qui agissent à l'intérieur de la réalité humaine (Hastrup, 1995).

Rappelons que le monde actuel est marqué par des changements et des mutations profondes sur tous les plans (économique, culturel, social, juridique, politique, etc.). Les distances entre les nations, entre les pays et les peuples et même entre les continents ne cessent d'être réduites à la taille d'une communauté globale. Mondialisation oblige! Les valeurs et les habitudes entre les différents peuples, elles aussi ne cessent de se heurter à chaque instant où l'on entre en contact avec l'« Autre». Désormais, la cohabitation des cultures et des personnes de différentes appartenances ethniques ne peut se faire que par la différence elle-même; les individus s'identifient à de quelconques entités et créent des frontières plus ou moins fictives entre eux et les autres pour se réfugier afin de défendre leurs valeurs et leurs propres intérêts. C'est ce qui pose plus de problèmes que de solutions, plus de questions que de réponses. L'immigration est l'une des principales causes de ces grandes mutations et cela, grâce aux mouvements incessants des personnes et des biens, et aussi à la géodynamique des migrations internationales (Gildas Simon, 1995).

Pour ces raisons, à l'aube du 21^{ème} siècle, réfléchir sur la question de l'immigration, des identités culturelles ou de l'ethnicité, c'est aussi penser simultanément à formuler des notions et des théories qui peuvent les éclairer; c'est mettre en lumière la relation incontournable entre culture, appartenance ethnique, économie, histoire, etc., mais aussi, révéler les échanges matériels et symboliques que partagent des égaux différents dans un même espace. Il est aussi nécessaire de signaler que ces échanges matériels et symboliques sont traversés par différentes représentations et interprétations contradictoires et très complexes sur les valeurs et les normes qui fondent le bien commun de toute société humaine.

L'anthropologie de l'immigration est née comme une science qui étudie particulièrement la dynamique propre des groupes d'immigrants tout en s'intéressant à leur processus d'adaptation (Ferrié et Boëtsch, 1993). En effet, les anthropologues qui naguère s'intéressaient à la complexité des sociétés dites exotiques ou indigènes et aux sociétés paysannes, ont vite compris que le monde urbain détenait autant de matériaux et de matériels à observer et à interpréter. Ils se sont vite aperçus que les banalités de la vie quotidienne et la complexité des villes et banlieues contenaient des objets qui méritent un regard critique et analytique. À la lumière de ce constat, certains anthropologues ont décidé de revenir pour étudier "l'altérité à domicile" et l'exotisme dans le milieu urbain; l'immigration et la dynamique des groupes immigrés (Ferrié et Boëtsch, 1993).

Autrement dit, l'anthropologie de l'immigration s'est développée dans un contexte de réorientation de la discipline anthropologique. Autrefois confinée à étudier les sociétés "autres", aujourd'hui elle semble s'orienter vers une sorte de dynamique de retour. Ce tournant épistémologique, soulignent Abélès et Rogers (1992), s'est passé dans la plus grande discrétion, mais il amène les anthropologues à redoubler d'efforts et de vigilance dans la construction de leur objet d'étude vers un contexte d'anthropologie du proche. En effet, ce contexte de "proche" confronterait les anthropologues à des questions centrées directement sur l'immigrant en tant qu'individu et sur les rapports qu'il entretient avec son milieu en tant qu'impacts sociaux.

L'anthropologie de l'immigration est aussi née de l'anthropologie urbaine, "elle est une subdivision de l'anthropologie urbaine" (Ferrié et Boëtsch 1993 : 239). Toutefois, ce qui la décale de celle-ci est que cette dernière s'intéresse aux immigrés comme composantes de la ville, tandis que l'anthropologie de l'immigration étudie la dynamique propre des groupes immigrants; entre leurs sociétés d'origine et leurs sociétés d'accueil ainsi que les interrelations entre le phénomène migratoire et ses répercussions dans une société donnée (Idem: 239). Cela dit, l'anthropologie de l'immigration est née de l'anthropologie urbaine; elle s'est affirmée cependant comme une science qui étudie les répercussions et les effets de l'immigration sur les milieux de départ et sur les milieux d'arrivée des immigrants.

L'anthropologie de l'immigration dont l'objet par excellence est l'étude des processus adaptatifs, mais aussi évolutifs des immigrants, offre des outils conceptuels pour saisir le phénomène de l'immigration dans toute sa richesse et sa complexité. Mais n'empêche toutefois que sa conception se heurte particulièrement à la conception de la différence et de l'altérité culturelle (Ferrié et Boëtsch, 1993). De plus, la question de l'immigration fait l'objet d'affrontement de discours et d'idéologies qui créent des difficultés qui se reflètent sur l'objet de mesure et sur l'observation de ce phénomène. L'anthropologie n'est pas à l'abri de cette polémique. La délimitation de son objet d'analyse et de réflexion, et les procédures et méthodes qu'elle a privilégiées ou occultées face à la question n'y échappent pas non plus. Car la question de l'immigration, tout comme tant d'autres questions sociales en anthropologie, a toujours constitué un terrain privilégié où s'affrontent des théories, des visions et des divisions sur la différenciation subjective, objective et matérielle qui institue nos sociétés.

Ferrié et Boëtsch (1993) soulignent, qu'en général, les discours sur l'immigrant sont axés sur une conception dure de la différence et renforcent à la fois la croyance à la force de l'altérité et des préjugés. Ils proposent: "(...) un autre modèle d'analyse des populations immigrantes, fondé sur les continuums de sens- la culture transnationale- et les réseaux qui les expriment spécialement" (Ferrié et Boëtsch, 1993 : 240).

Cette façon d'appréhender l'immigration et sa population, selon des continuums de sens est très utile et à la fois complexe. Car ceux qui quittent un contexte social pour un autre, sont soumis à des processus qui mobilisent leurs ressources et leurs capacités de s'adapter à de nouvelles réalités dans un nouveau milieu. De même, ils auront à faire face à de nouveaux processus sociaux et identitaires. C'est en s'appuyant sur le continuum de sens que l'anthropologie de l'immigration offrira une perspective originale qui dépasse le principe de l'altérité culturelle. En effet, il n'est pas possible d'observer l'altérité. Nous pouvons cependant observer les comportements et certains habitus des immigrants. C'est pourquoi il est nécessaire de saisir la question de l'immigration dans ce contexte, comme le dit Gallissot, l'homogénéisation appartient à l'individu, puisque: " l'identité en ce sens

est toujours unique et synthétique. (...) elle devient plurielle ou multidimensionnelle, mais elle ne perd pas son unité." (Gallissot, 1987 :30).

L'adaptation des immigrants se comprend mieux dans le processus identitaire qui, lui même, doit être compris selon cette logique de continuum de sens, car il se transforme selon l'histoire de vie, les expériences des immigrants et les contacts et rapports qu'ils ont avec divers cercles d'appartenance, de réseaux ethniques ou transnationaux.

1.1.2) Les théories de l'ethnicité

Même si les flux migratoires ont toujours suscité des intérêts particuliers dans nos discours, l'ethnicité et les différences culturelles demeurent des notions essentielles dans les études qui concernent les immigrants, qu'elles traitent de développement, de la croissance ou de l'intégration économique, de la régionalisation ou de la mondialisation de plus en plus grandissante. En effet, la plupart des sociétés qui se caractérisent à l'heure actuelle par leur diversité identitaire, culturelle et sociale, incitent à concevoir et à mettre en œuvre des réflexions penchées sur la diversité elle-même, sur la façon dont se créent les frontières ethniques et sur leur rôle dans une société donnée.

Certains auteurs voient toutefois dans le terme ethnicité une euphorisation raciale, calquée biologiquement. Mais si le concept de l'ethnicité est connu en Amérique du nord depuis le début des années 1970, il est encore peu répandu et peu utilisé dans le langage scientifique des autres pays. Le concept de l'ethnicité est né, d'abord et avant tout, aux États-Unis où il est utilisé comme un paradigme dans l'analyse des relations intercommunautaires observées tant au niveau individuel que collectif (Martiniello, 1995). En effet, son émergence se situe au début des années 1970, notamment aux États-Unis, sous la vague des mouvements de revendication des groupes ethniques pour la reconnaissance de leurs origines. Il s'agit d'une stratégie "collective réactive" des immigrants contre le mythe de la modernité et l'hégémonie du capitalisme (Elbaz, 1997:34). On distingue toutefois deux principaux types de théories de l'ethnicité. Les unes considèrent l'appartenance ethnique comme un des aspects de la nature humaine, il

s'agit des thèses dérivées de la sociobiologie ou de celles des primordialistes qui attribuent aux liens du sang une dimension ineffable et sacrée. À l'opposé de ces thèses suspectées de véhiculer une idéologie raciste ou discriminatoire, se tiennent des discours et concepts qui font de l'ethnicité une construction sociale, en mettant l'accent, soit sur ses aspects objectifs, soit sur ses aspects subjectifs.

1.1.2.1) Les théories biologisantes

Des naturalistes ou des primordialistes comme Van den Berghe, Shils, Geertz, (1970; 1975; 1973) etc., se sont basés sur la sociobiologie ou la logique du sang pour définir l'ethnicité. Ils attribuent les loyautés ethniques aux caractères innés, primordiaux des individus; ce faisant, ils s'intéressent aux enjeux du sang et aux faits naturels dans la construction des groupes ethniques. Pour ces auteurs, l'ethnicité est irréductible aux mentalités individuelles, aux dimensions symboliques et aux formations sociales des individus, mais elle est plutôt liée à leur naissance et à leur filiation. Ainsi le primordialisme se campe avant tout sur des faits biologiques pour définir l'ethnicité, ce qui signifie aussi qu'elle est inscrite dans les faits bio-culturels auxquels les humains ne peuvent pas échapper.

Selon Shils (1975), l'attachement au territoire, à la filiation parentale et à la religion est non seulement une évidence mais aussi un fait sacré et ineffable dans l'attribution d'un individu à une communauté. En effet, l'auteur semble dire que c'est le sang et la fixation dans un milieu déterminé qui permettent de définir l'appartenance ou la non appartenance d'un individu à un groupe, dans la mesure où ces déterminants marquent les individus dès leur naissance, en provoquant chez eux un attachement constant et fixe à leur groupe d'appartenance¹.

À la différence de cette vision, s'opposent des thèses de certains auteurs qui soutiennent que l'ethnicité ou les différences entre les groupes humains dans une société donnée ne

¹ Le primordialisme adopte, dans sa définition de l'ethnicité, une position réductrice qui risque d'entraver une compréhension de la complexité de celle-ci (l'ethnicité).

peuvent pas découler d'un fait inné, même si quelques fois certains signes sont institués dès la naissance de l'individu. D'ailleurs, à ces propos, Bourdieu (1982) souligne que les rites dans une société donnée sont de nature sociale et non naturels, et donc ils sont des signes conventionnels². En effet, les signes conventionnels ne sont pas naturels, mais plutôt sociaux parce qu'ils ne prennent leur sens que dans les rapports sociaux et selon la connotation qu'on leur donne. Cela dit, la logique sous-jacente aux enjeux du sang et de la filiation est en elle-même une métaphore substantielle qui ne tient pas compte des rapports sociaux. De plus, elle peut induire chez certains groupes minoritaires une conscience ethnique essentialisée, mimétique, de celle des majoritaires qui en refuseraient cependant l'existence et la légitimité (Elbaz, 1985). D'autre part, cette altérité ne peut trouver son statut absolu que lorsque les référents d'identification sont symboliquement régularisés par le droit, et donc juridiquement imposé à des groupes dominés (Elbaz, 1997). Tel fut le cas des Noirs dans l'ex gouvernement blanc de l'Afrique du Sud ou dans certaines parties des États-Unis d'Amérique avant l'abolition de la ségrégation raciale, le cas des Gitans dans certains pays d'Europe ou encore le cas des Juifs sous l'emprise nazie.

1.1.2.2) Les théories situationnistes ou interactionnistes

Une autre définition de l'ethnicité nous vient du situationnisme ou des interactionnistes. Ceux-ci partent de la prémisse que l'ethnicité est un phénomène rationnel, un rapport non statique, qui implique une dynamique dont il faut chercher les causes qui mettent les individus en relation avec leur environnement physique. Autrement dit, pour les situationnistes, notre être ou appartenance ethnique résulte des rapports symboliques entre nous-mêmes, compte tenu des dynamiques physiques ou écologiques. De ce fait, si on entre en relation directe les uns avec les autres grâce à certains régulateurs symboliques ou sociaux, comme la politique, le droit, les idéologies, les cultures, l'économie, etc., ces rapports nous marquent dans la façon dont nous nous comportons face à notre espace physique. Cela exclut dès lors le concept inné et substantiel de l'ethnicité, mais non les référents physiques et objectifs lesquels sont également

² C'est l'interprétation qui donne un sens à ce qui relève des manifestations culturelles. L'individu construit le sens qu'il donne à ses actions. Et si les pratiques conventionnelles émanent des habitus qui relèvent de la collectivité, elles sont comprises dans la culture d'une société donnée.

réductionnistes. Car l'ethnicité est définie ici comme un mode d'adaptation face à des contraintes spatiales et écologiques; c'est une forme d'organisation d'individus qui résulte de l'interaction d'un groupe avec son milieu environnant. Cette pensée privilégie les stratégies qui découlent des structures cognitives irréductibles aux facteurs subjectifs pour définir les repères que les individus d'un groupe ethnique considèrent représentatifs et qui leur permettent de déterminer leurs frontières par rapport aux autres.

Même si elle montre que l'ethnicité est un effet temporel et spatial résultant de la dynamique environnementale, physique et sociale, l'approche situationniste ne clarifie pas pour autant les clivages internes aux groupes ethniques de classes ou de sexe différents. Cette thèse n'est pas dialectique car, malgré tout, son approche n'a de sens que si on s'en tient à concevoir l'ethnicité comme un processus né des facteurs limités à un environnement d'action de groupe. L'ethnicité ne résulte pas seulement du fait que l'on se fixe à un environnement donné et que l'on obéit à certaines structures de la société, elle peut aussi être imposée par un processus de différenciations de races, comme elle peut résulter de l'exploitation entre les classes et des rapports sociaux. Cela dit, même si les théories primordialistes et situationnistes sont en désaccord par la définition que chacune de ces approches apporte au concept de l'ethnicité, il est cependant clair qu'elles ne sont pas plus convaincantes; elles sont partielles et partiales. D'une part, elles convergent toutes deux vers une même idée, en ce sens que dans les deux cas, on a recours aux référents physiques, donc naturels, pour définir ou expliquer l'ethnicité. D'autre part, ces approches soustraient par définition que la formation discursive de l'ethnicité est historiquement déterminée par des rapports de pouvoir, d'échanges, de domination et d'exploitation entre les individus et les groupes dans des situations précises.

1.1.2.3) Les théories sociologiques et anthropologiques

En tant que critère de catégorisation, l'ethnicité peut constituer un principe de division de la vie sociale et économique entre différents groupes humains qui partagent un territoire donné; entre "nous" et les "autres". Les transformations au niveau de l'identification et de l'appartenance sont entraînées par des rapports sociaux que les individus d'une communauté donnée entretiennent entre eux et par des changements au sein des critères

"d'inclusion" ou "d'exclusion" dont résultent les mouvements incessants des frontières ethniques (Juteau, 1984). L'appartenance des individus à des groupes ethniques est aussi liée à la formation de classes sociales, aux luttes de classes, à des pratiques de stratification sociale, sexuelle et spatiale du travail. Elle est historiquement déterminée par des rapports de pouvoir, d'échanges, de domination et d'exploitation entre les individus dans des situations précises (Elbaz, 1985). Elle se définit aussi comme une des formes majeures de différenciations sociales, politiques et d'inégalités structurelles. En effet, l'ethnicité est liée aux aspects sociaux, économiques, idéologiques et politiques des individus et aux relations qu'ils entretiennent entre eux-mêmes et entre eux et les différents groupes dans une société donnée (Marco Martiniello 1995). De plus, c'est dans sa dimension conflictuelle qu'elle émerge dans la conscience des individus, leur servant ainsi de cheval de bataille pour la revendication de certains de leurs droits; la recherche de leurs identités et appartenances, de leur liberté ou la défense des intérêts propres au groupe (Poutignat et Streiff-Fenart, 1995).

Selon Juteau (1984), l'ethnicité se définit dans les rapports sociaux entre les individus, car elle constitue un fait social de premier ordre. La question qu'on peut se poser est de savoir pourquoi on impute à la nature ou à la biologie ce qui relève du social et qui lui est indissociable. Pourquoi, en fait, certaines conceptions ou théories, telles que celles des naturalistes de l'ethnicité ou des primordialistes n'ont pas davantage interrogé les sciences qui la décrivent? Cette position est appuyée par Martiniello (1995) qui soutient que l'ethnicité implique certes des critères de types biologiques et culturels, mais il faut les considérer comme des constructions sociales, politiques et non comme des réalités naturelles intangibles et absolues. Autrement dit, l'ethnicité ne devrait pas se définir uniquement par des caractéristiques biologiques, physiques et psychologiques objectives des individus, car elle n'est pas totalement fondée sur ces aspects. Par conséquent, elle pourrait l'être sur la perception de leur importance comme des relations sociales entre individus.

L'ethnicité peut consister en une forme de référence associée à l'appartenance culturelle, sociale, historique ou linguistique, etc. ou une forme de lutte contre les risques de conflits

sociaux liés aux inégalités ou encore contre l'assimilation tout en favorisant la réconciliation entre la diversité culturelle et la cohésion sociale dans une société donnée. En effet, la mobilisation de la culture et d'une histoire communes, ou encore mieux, la mobilisation ethnique se conjugue généralement avec les rapports sociaux (Juteau, 1979). L'insécurité sociale, l'anxiété face au statut social et à l'identité y sont aussi pour quelque chose dans la quête d'appartenance collective. Cela dit, la persistance des individus à se reconnaître dans une quelconque entité ethnique permet de restaurer leur dignité et de dissiper l'humiliation vécue face aux autres. De plus, la mobilisation ethnique par des causes socio-historiques ou économiques, des ressentiments réels ou imaginaires, explique mieux pourquoi l'identification à un groupe prévaut dans certaines situations.

"Le terme groupe ethnique sert en général dans la littérature anthropologique à désigner une population qui: a une grande autonomie de reproduction biologique; partage des valeurs culturelles fondamentales qui s'actualisent dans des formes culturelles possédant une unité patente; constitue un champ de communication et d'interaction; a un mode d'appartenance qui le distingue lui-même et qui est distingué par les autres en tant qu'il constitue une catégorie distincte d'autres catégories de même sorte" (Barth, 1969: 10-11).

En effet, chaque groupe ethnique possède sa tradition, ses caractéristiques et valeurs qui le distinguent des autres. Ce sont celles-ci qui servent de facteurs déterminants dans l'appartenance ou la non-appartenance d'un individu à une communauté ethnique. Ces facteurs varient dans l'espace et le temps, au sein de la même communauté, en terme de groupe. D'autre part:

"Une attribution catégorielle³ est une attribution ethnique si elle classe une personne dans les termes de son identité la plus fondamentale et la plus générale, identité qu'on peut présumer être déterminée par son origine et son environnement. Dans la mesure où les acteurs utilisent des identités ethniques pour se catégoriser eux-mêmes et les autres dans des buts d'interaction, ils forment des groupes ethniques au sens organisationnel du terme" (Barth, 1969: 13-14).

³ Selon Barth, l'attribution catégorielle est une façon d'assigner une personne dans les termes de son identité la plus fondamentale et la plus générale. Cette manière de catégoriser les individus se base souvent sur une identité présumée être déterminée par son origine et son environnement. Par ailleurs, il arrive que des individus utilisent des identités ethniques pour se catégoriser eux-mêmes dans le but de renforcer leur organisation.

L'ethnicité résulterait donc des relations entre des individus qui se désignent comme étant culturellement et socialement identiques ou distincts des autres. Mais elle est aussi le fruit de contacts de cultures identiques, semblables et de la mobilité sociale des personnes. Les groupes ethniques sont également des groupes d'individus désignés par une attribution catégorielle; par un nom ou "ethnonyme". Ils utilisent ces attributs pour se catégoriser eux-mêmes, se réclamant de la même origine; possédant une même tradition culturelle ou spécifiée par une conscience réelle ou imaginaire d'appartenance au même groupe dont l'unité s'appuie en général sur des attributions communes. Cela peut constituer toutefois un moyen de se défendre contre la discrimination politique, idéologique, culturelle ou socio-économique. L'ethnicité résulte aussi des caractéristiques identitaires culturelles et du processus d'identification, car: "l'identité culturelle résulte à fois des facteurs objectifs - la tradition et l'histoire, la langue, les origines ethniques ou nationales, la religion et la conception du monde, les structures politiques et institutionnelles..., et des facteurs subjectifs - la conscience que les membres d'une communauté humaine ont de leur rapport au temps et aux manières de se définir par rapport à autrui." (Elbaz, 1997: 39)⁴.

La conscience de l'identité se réalise non seulement par une adaptation continue, mais aussi par la vision et la conception de chaque groupe ethnique. Cependant, l'identité ethnique est : "la dimension enchevêtrée de l'identité sociale et culturelle d'une personne "(...) l'identité sociale est le faisceau de relations et de positions assumées par le sujet selon sa trajectoire et son cycle de vie, son genre et son statut, ses marques distinctives et son besoin d'intégration" ((Elbaz, 1997:38; 40).

Notre appartenance ethnique demeure aussi longtemps que le groupe est capable de se reproduire et que ses normes sont constantes. Ce sont là des processus, qui font passer les immigrants au statut d'ethnique dans une société donnée, et cela par un processus d'ethnisation (Elbaz, 1997). L'ethnicité émerge aussi grâce à des tentatives de fonder des confiances en réduisant l'incertitude dans la "foule solitaire" (Idem: 35). Elle est le résultat des stratégies des groupes afin d'agir au sein de la société et de la culture

⁴ M. Elbaz définit l'ethnicité dans un recueil de textes qu'il a constitué à l'occasion du cours ANT-13522 *Minorités Ethniques et Mouvements Nationalitaires*, 1997.

dominante (Glazer et Moynihan, 1975). Selon ces auteurs, elle constitue non seulement l'objet d'une division culturelle des sociétés, mais elle se détermine également par des cercles d'appartenance; des processus qui résultent de notre conscience par rapport à l'ensemble des rôles sociaux que nous jouons en tant qu'acteurs sociaux et en relation avec notre milieu. En effet, les immigrants doivent composer avec différents cercles d'appartenance et de référents culturels, ils ont intérêt à entretenir leurs cultures, leurs valeurs d'origine, etc., dans un milieu défini et limité pour des besoins de sécurité, de confiance, mais aussi pour protéger leurs propres intérêts. C'est ce qui fait qu'ils ont besoin de s'identifier à un groupe envers lequel ils sentiraient de l'appartenance, de la confiance ou de la sécurité. Cela peut unir le groupe mais peut aussi le soustraire des autres.

1.1.2.4) Repenser l'ethnicité

Martiniello (1995) propose de repenser les théories de l'ethnicité au niveau individuel et social à partir de la contribution wébérienne, selon laquelle elle repose d'abord et avant tout sur des croyances aux ancêtres communs et sur la communalisation (le processus qui engendre la formation du groupe à partir des consciences individuelles). Car les groupes ethniques sont composés d'ensemble d'individus dont la conscience est nourrie par l'idée d'une communauté d'origine calquée sur la similitude de mœurs et de symboles, la même langue et une histoire commune. Cela signifierait que chacun de nous est ethnique s'il peut se référer à des ancêtres communs, à son passé, à la communauté qui lui ressemble le plus, et même au modèle de socialisation et d'éducation dont il fait l'objet dans ces situations précises.

Repenser l'ethnicité, c'est orienter son champ d'analyse vers une dimension largement subjective, qui considère à la fois l'origine culturelle des individus et la formation des classes sociales car, même si elle est un langage et une identité mobilisée qui tient son efficacité de certains faits objectifs, elle est encore plus fondée sur des perceptions subjectives. En effet, les divisions ethniques se définissent, outre des caractéristiques phénotypiques, confessionnelles ou une même origine nationale, linguistique et

dialectique, par des aspects culturels et des rapports sociaux, pour désigner l'unité d'un groupe au sein des mêmes frontières bien limitées et bien entretenues. Cela dit, l'ethnicité résulte aussi des sentiments d'appartenance de groupes d'individus donnés à une collectivité qui saurait défendre leurs intérêts.

D'autre part, Barth⁵ insiste sur les aspects génératifs et processuels des groupes ethniques qu'il considère comme des types d'organisations qui se basent sur l'assignation et "l'auto-attribution" des individus à des groupes pour des causes en leur faveur. Ces organisations se caractérisent à la fois par l'identité personnelle, sociale et culturelle, les structures politiques et institutionnelles, les facteurs économiques et les relations entre les individus. L'ethnicité est donc une forme d'interaction sociale. Cette prémisse porte principalement sur son acceptation comme un processus continu de "dichotomisation" entre "membres et Outsiders", entre des membres différents qui partagent des espaces communs et échangent ou protègent certaines valeurs de leurs différences (Poutignat et Streiff-Fenart, 1995). L'ethnicité est à la fois un sens de la réalité humaine et le rapport de ce sens dans l'interaction, le processus évolutif qui fait que nous existons en tant qu'égaux, différents et distincts.

Une réflexion théorique sur la notion de l'ethnicité et une démonstration par une conception flexible, dynamique des divisions ethniques, peuvent poser de multiples problèmes d'ambiguïté. De plus, la signification et la désignation du concept peuvent être aussi très ambivalentes, car le fait de désigner certaines catégories d'individus comme des groupes ethniques est en lui-même problématique, d'autant plus qu'il se peut que ces mêmes individus désignés reprennent la dénomination du concept à leur propre compte (Barth, 1969). Cela dit, désigner ou nommer certains groupes d'individus par des caractéristiques phénotypiques, par l'apparence physique, l'appartenance sociale ou ethnique, peut leur profiter, en ce sens qu'ils s'y ancreront et y verront l'unique moyen de sortir de l'anonymat. Cette attitude permet souvent à certains groupes ethniques plus organisés et socialement mieux situés, de créer des mécanismes d'auto-défense contre la

⁵ In Poutignat et Streiff-Fenart, (1995) suivi de *Les groupes ethniques et leurs frontières* de F. Barth, Paris PUF, 270p.

société dominante et des moyens d'auto-suffisance économique, qui peuvent non seulement leur profiter, mais aussi leur permettre de se distinguer au plan socio-économique ou de se distancer des autres avec qui ils partagent le même environnement social. Cette théorie se vérifie plus particulièrement dans les sociétés nées de l'immigration et de ses effets, comme au Canada et au Québec. Dans ces sociétés, la sauvegarde des valeurs acquises ou des cultures d'origines des immigrants et la formation de nouvelles méthodes de réseaux de communications sectorielles ou ethniques sont considérables et très dynamiques. Nécessité oblige.

Les courants de pensée naturalistes se basent sur la sociobiologie pour définir l'ethnicité. Ils l'attribuent aussi aux caractères primordiaux des individus, et s'intéressent aux enjeux du sang et aux faits naturels de la construction des groupes ethniques. Les interactionnistes la considèrent comme un phénomène rationnel qui implique une dynamique dont il faut chercher les causes qui mettent les individus en relation avec leur environnement physique. Toutefois ces théories sont importantes pour notre recherche car, en tant qu'anthropologue, elles nous servent d'antithèse afin de comprendre qu'outre ces caractéristiques, l'ethnicité et les frontières ethniques constituent un enjeu socio-économique de premier ordre.

1.1.3) Les frontières ethniques

Pour que l'ethnicité soit efficace, il faut des mécanismes qui puissent définir les limites entre les différents groupes dans une société donnée, elle dépend aussi de la capacité d'un groupe à entretenir son environnement social et culturel. Pour plusieurs auteurs comme Barth, Juteau et Francis (1969; 1979 et 1947), les groupes ethniques créent des frontières fictives qui leur permettent de sauvegarder leur culture, de contrôler leurs valeurs d'origine et de protéger leurs propres intérêts. En effet, la théorie des frontières ethniques constitue un élément fondamental dans les courants ethnistes.

1.1.3.1) Comment les définir ?

Dans les grandes sociétés d'immigration, l'ethnicité est fortement présente, grâce à la création de "micro sociétés" par les immigrants au sein d'une "macrosociété", la grande société qui inclut à la fois la population locale et la population immigrante. Les immigrants y créent aussi des réseaux qui leur permettent de contrôler leurs systèmes de valeurs et de production pour ne pas être "dilués" ou assimilés à la culture locale dominante. Mais, pour que ces organisations puissent exister et être efficaces, les immigrants ont besoin de certains moyens pour maintenir des espaces bien limités par des facteurs subjectifs, réels ou imaginaires voire même objectifs identifiables. C'est grâce à cette attitude que naissent les frontières ethniques. Car, l'ethnicité peut être aussi une forme de gestion de la diversité, des rapports sociaux et des différences économiques entre groupes ethniques à travers des frontières et des réseaux, entre les nouveaux arrivants et la population locale. C'est aussi cette forme de gestion qui permet aux immigrants de former des niches économiques qui favorisent leur intégration socio-économique à la société d'accueil.

Si l'immigration implique certaines notions permettant de reconnaître l'existence de la diversité culturelle et de garantir aux individus les droits de garder leur culture, elle favorise également l'accès, la participation et l'implication des groupes d'immigrants aux principes et valeurs communes propres à leurs sociétés d'origine. Et les frontières entre différents groupes déterminent le lieu d'interaction où les valeurs de chaque groupe peuvent être maintenues et entretenues (Juteau, 1979).

Tout groupe ethnique est marqué par des frontières externes, internes ou fictives, construites par des relations sociales, mais aussi, une culture matérielle, une histoire et une mémoire ordonnée et entretenue. Les frontières sont en quelque sorte pour un groupe ethnique, une bibliothèque ou un centre d'archives.

1.1.3.2) Comment les maintenir?

Les groupes ethniques et leur persistance comme des unités identifiables, dépendent de l'entretien de leurs frontières. Tout en soulignant la dimension processuelle de l'ethnicité,

Barth (1969) a montré comment les contrastes culturels et sociaux jouent un rôle prédominant dans la spécificité de l'organisation sociale du groupe ethnique. Il montre en effet qu'un groupe ethnique est une catégorie dont la pérennité dépend du maintien et de la délimitation des frontières entre lui et les autres groupes avec lesquels ils partagent le même espace. Cet accent mis sur la nécessité de l'existence et du maintien des frontières ethniques montre comment le concept d'ethnicité est ancré dans la notion de groupe. En effet, ce sont des processus organisationnels qui relèvent de la construction d'espaces scéniques et de l'interaction entre Égos. Cela résulte d'efforts fournis par un groupe ethnique donné pour le maintien de sa cohésion sociale, de son évolution et de sa survie dans une culture dominante.

Toutefois, le maintien des frontières entre différents groupes ethniques ne dépend pas forcément de la permanence de leur culture, car un groupe peut modifier ou changer sa culture sans perdre son identité (Francis, 1947). Mais le manque d'entretien de ses frontières, et le manque de socialisation des individus dans ces frontières peuvent dissiper certaines valeurs et coutumes du groupe pour enfin l'assimiler à la culture dominante. En effet, les frontières ethniques sont produites et reproduites grâce aux interactions sociales entre les acteurs sociaux; leur maintien dépend de leur entretien et c'est la coopération entre acteurs sociaux unis qui conditionne leur existence et non la permanence de leur culture.

La création et le maintien des frontières ethniques sont des thèses valables pour expliquer l'économie immigrante et la création de niches économiques, si on les considère en fonction du contexte socio-économique. Les frontières ethniques consistent à maintenir des particularités propres au groupe, mais aussi la position de certains membres du groupe, comme elle dépend également de la position des leaders de ce groupe. Le maintien des frontières, dans ce cas, permet aux membres du groupe d'acquérir certains pouvoirs et possibilités; les frontières ethniques deviennent alors un lieu de hiérarchisation et de stratification entre les individus du même groupe.

1.1.4) L'immigration économique: enjeux et controverses

L'immigration représente un atout économique important, tant pour les pays d'accueil que pour les pays d'origine. Car, en plus d'être des travailleurs qualifiés, des entrepreneurs, des gens d'affaires et investisseurs de toutes les origines ou simplement des réfugiés ou encore des personnes qui viennent rejoindre des membres de leur famille, les immigrants sont des consommateurs potentiels. Ils consomment des services aussi bien que la population locale, payent des taxes, créent des emplois, et les gens d'affaires immigrants contribuent grandement à l'évolution de l'économie par la création d'emplois et de nouveaux horizons dans les enjeux du marché du travail. De plus, leurs compétences professionnelles et en affaires, leur multilinguisme, leurs relations avec l'étranger et leurs pays d'origine, leur expérience et leur diversité de coutumes et de mœurs, contribuent à faciliter leur accès à des nouveaux marchés mondiaux et à ouvrir de nouveaux horizons dans les jeux du marché économique. En effet, les conséquences économiques de l'immigration sur le marché du travail sont très importantes.

L'impact de l'économie immigrante dans les sociétés d'accueil et au niveau global, a toujours fait l'objet de grands débats et controverses, et cela même si ces débats sont beaucoup plus accentués en Amérique du Nord qu'en Europe. En effet, en ce qui concerne l'Europe, on remarque qu'au cours de la dernière décennie de ce siècle, au cours des années 1990, les experts en la matière ont évité de plus en plus l'expression d'avantages économiques de la main-d'œuvre immigrante provenant de l'extérieur de l'union européenne. Après s'être généralement détournée de l'immigration internationale comme instrument de mesure de la croissance et du développement économique, la France par exemple, s'intéresse de plus en plus à la régularisation de l'immigration et à la chasse aux immigrants illégaux (sans papiers) dont la plupart proviennent des pays en développement.

Certains pays, comme l'Autriche et la Suisse, ont gardé dans leur système d'immigration des éléments d'un modèle de rotation, alors que les pays du nord et la Hollande s'intéressent davantage aux considérations humanitaires de l'immigration. Mais dans un cas comme dans l'autre, la majorité des nouveaux immigrants dans ces pays proviennent

des autres pays de l'union européenne ou des pays avoisinants, avec lesquels ils ont des liens historiques particuliers.

Par exemple, l'Allemagne accueille de plus en plus des immigrants portugais susceptibles de constituer une main-d'œuvre hautement qualifiée, notamment en construction, et utilise, d'autre part, des travailleurs peu rémunérés; une main-d'œuvre à bon marché, provenant de la Turquie, de l'ex-Yougoslavie et des pays pauvres. Dans le cas de la Suisse et de la Suède, certains auteurs révèlent que les niveaux de performance économique des migrants ne sont pas distincts, comme ils ne sont pas très élevés (Blos, et al. 1997). Ces chercheurs concluent que le rendement des immigrants sur le marché du travail se révèle souvent semblable dans les deux pays, malgré les différences conceptuelles marquées de leurs politiques en matière d'immigration. Cela n'est pas aussi étonnant quand on sait que la Suisse est très stricte dans sa politique d'immigration et que la Suède n'attire pas plus les immigrants des pays en développement.

Tandis qu'en Europe le débat se tourne plus vers une recherche de mesures en matière d'immigration, en Amérique du Nord on a continué de mettre l'accent sur les interrelations possibles entre la migration internationale et l'économie. La question qui se pose aujourd'hui en Europe résulte de l'ambiguïté et des difficultés de prouver clairement le lien qui existe entre les flux migratoires internationaux à grande échelle et la croissance économique. Cela est dû aussi au fait que certains tenants du débat soutiennent que la représentativité des immigrants dans l'économie est caractérisée par des emplois peu rémunérés, par leurs grandes ambitions et par le fait qu'ils font l'objet d'un manque de stabilité.

Dans le cas des pays nord-américains, notamment aux États-Unis et au Canada, on peut constater que jusqu'à présent la plupart des économistes évaluent de façon positive l'impact macro-économique des flux migratoires internationaux même si, quelque part, il y a des positions contradictoires. On constate en effet que les immigrants améliorent le rendement du capital économique, même si leur participation a un impact mineur sur les salaires et sur le produit national. On leur reconnaît un esprit d'entrepreneurship créateur

d'entreprises, qui génère des emplois. De même, ils peuvent permettre à un pays de demeurer compétitif dans une industrie qui pourrait perdre sa place de marché au profit de la concurrence internationale (Papademetriou, 1994). Mais également ces efforts ont des effets positifs sur les pays d'origine (Kennedy, 1996; Simon, 1990).

1.1.4.1) Les controverses sur l'immigration économique

Tout point de vue scientifique n'est pas toujours partagé par tout le monde. Certains chercheurs, en Amérique du Nord, ont fait plusieurs nuances sur les avantages d'une économie immigrante rentable à ce point pour les pays d'accueil. Ceux-là tiennent compte, d'une part, des taux élevés de chômage parmi les personnes immigrantes; du nombre de plus en plus élevé de familles nombreuses et des coûts qui en résultent, mais aussi des répercussions négatives de la compétition avec les minorités des groupes établis. D'autre part, ils affirment que la main-d'œuvre peu qualifiée, que constituent les nouvelles migrations internationales, peut retarder la restructuration des économies et la réorganisation de l'industrie dans les pays d'accueil, qui est de plus en plus en faillite et désuète. De plus, selon ces derniers, il est nécessaire de créer des conditions de travail propres et avantageuses aux ateliers de misère qu'affichent l'entrepreneurship immigrant.

Selon les résultats de certaines recherches, le caractère des migrations internationales s'est complètement modifié durant ces dernières années en Amérique du Nord, notamment aux États-Unis, de sorte que le prestige économique d'une certaine époque est en train de s'effriter et de se transformer en perte économique. Et cela, d'autant plus qu'aujourd'hui les nouvelles vagues d'immigrants font preuve d'une moins grande mobilité sociale et d'une moins grande capacité d'acquérir des compétences (Borjas, 1994). Par la même occasion, un rapport du US FGCC (1995) sur les citoyens non américains donne raison à ces chercheurs. Selon ce rapport, les non-citoyens américains avaient trois fois moins de chances que les Américains nés aux États-Unis d'obtenir un diplôme d'études secondaires, soit 31,6 % contre 10%, et environ deux fois plus de chances de recevoir des prestations d'aide sociale; 6% contre 3,3 % ou de se trouver sans emploi; 9,4% contre 5,7%.

D'autre part, les destinations des immigrants aux États-Unis ne sont pas réparties également. Les nouveaux arrivants ont tendance à être fortement concentrés sur les côtes ouest et est du pays. Le tiers de la population immigrante des États-Unis demeure en Californie. Parmi ces immigrants, on compte plus de 40% de leurs enfants âgés de moins de 18 ans, (Rumbaut, 1996 b). C'est aussi le cas au Canada où les provinces anglophones ont tendance à attirer plus d'immigrants que la province de Québec.

Certains chercheurs soulignent que les principales villes d'entrée pour les nouveaux arrivants en Amérique du Nord, accusent une diminution nette des compétences et des revenus, et une augmentation de la pauvreté et de la dépendance à long terme. Une telle analyse tient compte particulièrement de la concentration plus grande des immigrants non qualifiés, comme les Mexicains dans certains secteurs de Los Angeles. Cela représente une attitude qui semble indiquer une possibilité réduite, pour les immigrants et leurs enfants d'échapper aux emplois peu rémunérés et à la pauvreté qui y est associée.

Les préoccupations portent plus sur l'augmentation notoire du nombre d'immigrants non qualifiés durant ces dernières années et mettent surtout l'accent sur les effets de cette immigration chez les travailleurs non qualifiés qui sont nés au pays d'accueil. Par exemple, le cas des Afro-américains, qui sont surreprésentés dans la catégorie des travailleurs les moins qualifiés, reconnus comme étant très vulnérables dans le marché du travail, d'où l'importance des effets possibles de l'immigration sur cette population. Mueller et Howell (1996), attribuent cela aux effets de l'immigration sur les emplois dans les villes qui font l'objet d'une plus grande concurrence entre les immigrants non qualifiés et les Afro-américains. De même, Waldinger (1996), souligne que les conséquences négatives sont réelles lorsque la compétition existe au sein des créneaux traditionnels dans lesquels les Afro-américains ont toujours trouvé de l'emploi.

1.1.4.2) Les points positifs de l'immigration économique

Force est de reconnaître que les résultats des recherches effectuées sur cette matière sont partielles ou partiales. Car, comme le démontrent certaines études faites aux États-Unis, il

y a un déclin relatif de la situation des Afro-américains de sexe masculin en ce qui concerne leurs salaires et leur participation au marché du travail dans les années 80 et au début des années 90. Alors que ce déclin est survenu au moment même où l'on a enregistré les plus hauts niveaux d'immigration de travailleurs dont la plupart sont des personnes non qualifiées. Cela dit, il n'est pas aussi évident d'attribuer à l'immigration des effets qui pourraient affecter directement le niveau de vie de certaines populations.

D'autre part, il arrive que la performance économique des immigrants se compare positivement à celle des nationaux de qualifications équivalentes. De plus, comme l'a montré une étude du US Department of Labor, (1989), il est difficile de confirmer que les effets globaux de l'immigration sur le marché du travail peuvent entraîner une diminution générale des salaires nationaux d'une société donnée. Selon cette étude, le marché du travail urbain confirme que l'immigration a des effets limités et compensatoires sur les salaires et les conditions de travail des travailleurs américains (US Department of Labor, 1989 : 193). L'étude de Rumbaut, (1996 b) sur les villes de San Diego et de Miami, sur *"la nouvelle deuxième génération"*, donne toutefois un espoir à long terme à l'économie immigrante. Selon l'auteur, les enfants d'immigrés ont aujourd'hui un taux de réussite scolaire plus élevé et des valeurs plus positives que les enfants des Américains nés au pays, qu'ils soient blancs, noirs ou hispanophones. Ce qui aura un impact sur l'économie américaine dans l'avenir.

Des débats politiques sur les effets de l'immigration ont permis d'élargir des discussions qui englobent de plus en plus de sujets sur son évaluation et ses répercussions économiques. Parmi ces débats, s'insère la question concernant les conséquences de l'immigration sur les finances publiques, les revenus d'impôt et le fardeau fiscal. Des études effectuées au Royaume-Uni sur la question indiquent des effets positifs qui relèvent en grande partie de la structure asymétrique par âge, et le haut niveau de placement des immigrants. De même, certaines études américaines concluaient récemment que les effets étaient positifs à cet égard contrairement à la perception populaire. Fix et Passel (1994) soutiennent que lorsqu'on tient compte de tous les ordres

de gouvernement, on constate que les immigrants versent des impôts considérablement plus élevés que les coûts des services qu'ils reçoivent.

En effet, la majorité des immigrants quittent leur pays d'origine pour améliorer leurs conditions de vie et se donner un meilleur avenir ou une autonomie économique. Par cette conscience de combattre les affres de la vie qu'ils ont dû supporter longtemps, certains d'entre eux choisissent de s'engager dans des affaires et, par leur sens de l'initiative et leur esprit d'entrepreneurs, ils créeront leurs propres entreprises plutôt que de travailler pour d'autres.

Ce type d'immigrants est en nette progression au Canada et dans la province de Québec, c'est notamment le cas des immigrants d'affaires portugais au Québec. Les entreprises de ces derniers créent et génèrent des emplois, mais aussi elles permettent leur participation à l'assainissement et à la croissance des finances publiques.

Il existe d'autre part une circulation de la main-d'œuvre immigrante hautement qualifiée à l'échelle mondiale, le Portugal y marque aussi son empreinte. En effet, il y a un nombre important d'immigrants portugais hautement qualifiés qui immigrent définitivement ou de façon transitoire, retournant dans leur pays d'origine après un bref séjour, ou en route vers d'autres destinations sur le circuit international. Dans ce cas, nous pouvons citer l'exemple des professeurs qui ont des contrats d'enseignement, des membres des corps diplomatiques ou encore des travailleurs (entrepreneurs) saisonniers, et surtout des gens d'affaires. Même si certains travailleurs hautement qualifiés ne font que séjourner dans le pays où ils travaillent, ils contribuent à l'économie de ce pays, compte tenu des déductions en impôts, des taxes et du fait qu'ils sont des consommateurs potentiels non seulement pour les détaillants, mais aussi pour les grossistes, puisque le gros de leur matériel de travail est acheté sur place.

Par ailleurs, certains d'entre eux appartiennent aussi à la catégorie classique des immigrants, soit par le biais du système politique lui-même qui les recrute pour soutenir le développement économique de leurs sociétés, comme tel est le cas actuellement au

Canada et au Québec qui demandent plus d'immigrants hautement qualifiés ou d'immigrants qui ont l'intention de faire des affaires dans ces sociétés. Ainsi on peut lire dans le Journal de Québec du mercredi 29 octobre 1997, que jusqu'à l'an 2000:

"(...) le gouvernement québécois veut hausser de 37% à 42% la proportion de nouveaux arrivants (...). Environ la moitié des nouveaux arrivants seront des travailleurs ou des investisseurs. (...) Le Québec cherchera à maintenir à 4 000 par année le nombre d'immigrants investisseurs, soit des immigrants qui se présentent en étant disposés à investir un capital important au Québec". (le Journal de Québec du mercredi 29 octobre 1997: 37).

On reconnaît ici que les immigrants constituent un atout économique important. Cependant, si l'arrivée d'immigrants d'affaires est bien perçue au Québec ou en Amérique du nord, celle d'immigrants hautement qualifiés soulève un ensemble de questions, différentes de celles qui ont trait aux immigrants du type dépendant ou ouvriers non qualifiés. Cela est aussi valide, tant au Québec que dans l'ensemble des grands pays d'accueil bien que les deux types d'immigrations aient certains points en commun. Il se peut que, malgré leur scolarité élevée, la formation convienne plus ou moins aux exigences des employeurs des sociétés d'accueil compte tenu de la différence en matière d'équivalence, ou ils coûteraient cher aux entreprises de leurs groupes ethniques ou peut-être que d'autres caractéristiques comme la langue, la culture et bien d'autres choses de plus, limitent leur avancement. De plus, dans la mesure où ces immigrants sont distincts du point de vue ethnique, la discrimination demeure également une possibilité; ils peuvent faire face à des barrières qui ralentiraient ou limiteraient le développement de leur carrière.

Même si les controverses sur l'impact de l'économie immigrante sont plus accentuées, certains auteurs soutiennent aussi que les retombées économiques de l'immigration sont d'une grande importance. Ainsi Pestiau (1991), du Conseil économique du Canada, avance que l'immigration augmente l'efficacité économique dans la collectivité d'accueil en raison d'économies d'échelle, même dans l'évolution de l'espace urbain, et cela bien que ces gains soient moins importants depuis la création de la zone de libre échange nord-américaine. En effet, l'immigration stimule l'économie grâce au dynamisme des

nouveaux arrivants, à leur esprit de travail et au fait qu'une population plus nombreuse élargit le marché de consommation mais aussi celui du travail, même si elle n'augmente pas vraiment le revenu national d'un pays.

Ferguson (1992), dans son exposé au colloque tenu à l'UQAH sur la régionalisation de l'immigration, a annoncé des chiffres qui démontrent une contribution importante provenant des gens d'affaires immigrants du Canada. Il a montré que depuis 1976, il y a eu 300 000 personnes dont 40 000 principaux applicants et leurs proches qui ont investi des sommes évaluées à plusieurs milliards de dollars et ont créé plus de 30 000 commerces de toutes tailles. De plus, d'autres études démontrent que les immigrants posséderaient plus de 16 % des PME. En effet, l'immigration des gens d'affaires ou immigrants indépendants n'est pas nouvelle. Il y a toujours eu des motifs mercantiles ou économiques autant de la part des immigrants que des pays d'accueil de sorte que parfois ces derniers incitent l'immigration ou la restreignent de façon qu'elle soit contrôlable et attendent des immigrants qu'ils soient de véritables partenaires engagés à participer à la croissance économique de leurs nouvelles sociétés.

Toutefois, il n'est pas possible d'étudier le succès économique des immigrants et des groupes ethniques dans les grandes sociétés d'immigration indépendamment des structures sociales et les problèmes auxquels ils font face. C'est-à-dire les obstacles qu'ils doivent surmonter à cet égard pour s'intégrer économiquement; leur capacité d'adaptation aux réalités autres que celles de leur pays d'origine. Car, on constatera que même si des immigrants s'adaptent vite aux nouvelles conditions, créent de nouveaux débouchés et utilisent les circuits habituels ou différents pour ce qui est de la mobilité sociale et de l'intégration économique, ils n'échappent pas aux critères de différenciation entre eux et les autres. Des risques de tensions sociales accrues pourraient ressortir du fait qu'ils appartiennent à un groupe ethnique, et aussi bien que la diversité plus grande qui en découle.

1.1.5) La situation de l'immigration économique au Canada et au Québec

Les immigrants représentent un atout économique important, tant pour le Canada que pour la province du Québec. Ils y créent non seulement des emplois, mais aussi ils y suscitent des investissements non négligeables et des activités très lucratives. Selon Citoyenneté et Immigration Canada (1994)⁶, sur les 252 105 immigrants admis au Canada entre 1986 et 1993, 16 591 sont des entrepreneurs⁷, 12 592 des investisseurs⁸ et 3 346, des travailleurs autonomes⁹. Ils représentent au total 32 529 gens d'affaires, soit 12,9 % de l'ensemble des immigrants admis au Canada durant cette période. On estime aussi que la catégorie d'indépendants a augmenté de 65,1 % entre 1991 et 1992 pour ensuite atteindre une hausse de 15,6 % en l'année 1993, soit 11 100 personnes de plus.

La majorité des immigrants économiques admis au Canada durant cette période proviennent de l'Asie. Ils sont de Hong Kong, de Taiwan et de la Corée du Sud. Il est arrivé respectivement 3 491, 1 748 et 565 gens d'affaires entre 1991 et 1993, puis suivent les gens d'affaires d'origine philippine (163) et allemande (143). La plupart d'entre eux ont élu domicile en Colombie-Britannique (2 885), en Ontario (2 291) et au Québec

⁶ Citoyenneté et Immigration Canada, *Immigration des gens d'affaires*, 1^{er} avril 1994 (tableau V)

⁷ Immigrants Entrepreneurs: ont l'intention d'établir ou d'acheter au Canada une entreprise ou un commerce, de façon à contribuer significativement à la vie économique et à la création d'emplois. Ils doivent: - Disposer de suffisamment d'argent pour établir une entreprise au Canada - Avoir un actif minimum de 200 000\$- Démontrer par leurs qualifications, leurs compétences et leur plan d'affaires qu'ils sont en mesure d'établir une entreprise et de créer des emplois pour eux et pour des Canadiens Citoyenneté et Immigration Canada.

⁸ Immigrants Investisseurs: doivent remplir les conditions suivantes:
 - avoir exploité, dirigé ou contrôlé, avec succès, une entreprise pendant au moins trois ans
 - avoir accumulé par des activités licites un actif net d'au moins 500 000\$ CAD
 - Ils doivent faire un placement minimal de 350 000\$ CAD dans une entreprise ou un fonds géré pour une période de cinq ans (sans avoir accès à ces sommes)
 N.B. Conseils Invest peut faire financer ce montant par des banques canadiennes. Citoyenneté et Immigration Canada.

⁹ Travailleurs Autonomes: Les immigrants de cette catégorie doivent établir ou acheter au Canada une entreprise qui leur permettra de travailler et qui contribuera de manière significative à la vie économique, culturelle ou artistique du Canada (par exemple, les athlètes professionnels, les artistes, les auteurs, les fermiers, les écrivains ...):
 - leur admission n'est soumise à aucune condition
 - ils ne sont pas obligés de fournir des emplois à d'autres personnes
 - ils doivent soumettre la documentation prouvant leur capacité d'établir une entreprise
 - ils doivent disposer de suffisamment d'argent pour réaliser des profits et subvenir à leurs propres besoins et aux besoins des personnes à leur charge. Citoyenneté et Immigration Canada.

(1 806). On les retrouve dans les grandes métropoles du Canada, notamment à Vancouver, à Toronto, à Montréal, etc.

Entre janvier 1986 et décembre 1993, les gens d'affaires immigrants ont déclaré des avoirs totalisant 12 milliards de dollars, soit en moyenne 1 444 000 dollars par immigrant. Toutefois, ce sont les investisseurs qui détiennent les montants les plus importants, soit 2 268 050 dollars (voir tableau 27, annexe A, p.178); les entrepreneurs suivent avec 1 099 000 dollars et enfin les travailleurs autonomes, avec 477 000 dollars. Cependant, le Québec est la province où les immigrants admis au Canada investissent le plus, et cela depuis 1986. Cette attitude des immigrants est due probablement au fait que le Québec a son propre programme de gens d'affaires. Ce programme sécurise plus les immigrants, car ils le trouvent moins risqué et mieux géré. En effet, sur les 11 847 immigrants qui ont investi au Canada entre 1986 et 1993, 2 792 ont investi dans la province de Québec. Au total, ils ont investi 698 000 000 de dollars sur 2 268 050 000 dollars souscrits. Après le Québec, suivent la Saskatchewan où 3 002 immigrants investisseurs ont investi 464 800 000 dollars, la Colombie-Britannique où 1 067 immigrants investisseurs ont investi 268 050 000 dollars et le Manitoba avec 1 450 immigrants investisseurs qui ont investi 220 200 000 dollars. Les autres provinces du reste du Canada ont reçu entre 3 000 000 et 122 500 000 dollars chacune (voir tableau 27, annexe A, 178)¹⁰.

Par contre, en matière d'emplois créés par les investisseurs immigrants, le Québec se place à un niveau plus bas comparativement aux principales provinces de destination des immigrants au Canada. En Colombie-Britannique, les investisseurs immigrants ont créé 7 288 emplois entre 1991 et 1993 et 6 266 emplois en Ontario durant la même période tandis qu'au Québec ils ont créé 1 811 emplois, soit 10,7 % de l'ensemble des emplois créés, ce qui ne justifie pas sa part des investissements reçus (12%). En effet, de 1991 à 1993, les immigrants investisseurs ont créé 16 996 emplois au Canada, dont 13 730 à temps plein et 3 266 à temps partiel. Cela représente 4,7 emplois par entreprise, dont 3,8

¹⁰ Ces données sont tirées du rapport publié par Citoyenneté et Immigration Canada. *Immigration des gens d'affaires*, données statistiques 1993, 1^{er} avril 1994 (tableau V).

à temps plein et 0,9 à temps partiel (voir tableau 28, annexe A, p. 179). Toutefois, ils n'ont investi que 517 969 000 dollars durant cette période, soit 143 758 dollars en moyenne par entrepreneur.

Les secteurs d'activités économiques qui intéressent plus les entrepreneurs immigrants au Canada sont les suivants: le commerce de détail et de gros, le manufacturier, l'hébergement et la restauration. Entre 1990 et 1993, ils étaient 4 864 entrepreneurs, dont 27,5 % ont investi dans le commerce de détail et 17 % dans le commerce de gros. Cela représente 44,5 % d'entrepreneurs qui ont investi dans le commerce; 13,7 % ont opté pour l'hébergement et la restauration, 15,9 % pour le manufacturier et 26,3 % dans d'autres secteurs d'activités économiques (voir tableau 29, annexe A, p. 180). Dans l'ensemble, on remarque que les gens d'affaires immigrants préfèrent investir dans les secteurs d'activités où ils n'auront pas trop de barrières à franchir. En effet, lorsque les immigrants créent des entreprises qui couvrent certains secteurs d'activités économiques donnés, c'est parce qu'ils sont sûrs de bien connaître ces secteurs, mais aussi d'éviter certaines barrières qui limiteraient leur réussite. Toutefois, il faut aussi mentionner que le choix de secteur d'activité peut varier d'une communauté à l'autre, et nous verrons dans ce travail que ce choix peut être influencé par l'origine ethnique, selon les professions traditionnellement acquises ou souvent pratiquées avant l'immigration ou encore lorsque la communauté sert de support à la main-d'œuvre ou comme source économique.

De 1986 à 1993, 402 383 immigrants sont admis au Québec, dont 201 067 sont de la catégorie d'indépendants et 118 042 autres indépendants; 126 065 de la catégorie famille, 75 203 réfugiés, 23 369 parents aidés et 4 510 retraités. Parmi la catégorie d'indépendants, on dénombrait 55 146 gens d'affaires, soit 31 % de la catégorie d'indépendants et 13,7 % de l'ensemble des immigrants admis au Québec durant la même période¹¹. Si on y inclut les données préliminaires de 1994 à 1996, on constatera que le nombre d'immigrants a nettement ou sensiblement augmenté dans toutes les catégories. Ainsi, de 1986 à 1996, 720 701 immigrants sont admis au Québec, dont 234 591

¹¹ Données tirées des rapports du Ministère des Affaires Internationales, de l'Immigration et des Communautés Culturelles, Direction des études et de la recherche, 1994).

indépendants, 4 574 retraités, 25 074 parents aidés, 156 869 familles, 94 659 réfugiés et 141 824 autres indépendants. Ceux-ci représentent, respectivement, 32,5 %, 0,6 %, 3,5 %, 21,8 %, 13,1% et 19,7% de l'ensemble des immigrants reçus au Québec durant cette période (voir tableau 30, annexe A, p. 181). La catégorie de gens d'affaires a aussi augmenté, en tenant compte des années 1994, 1995 et 1996, pour atteindre 63 110 personnes, soit 30 % des indépendants et 8,8 % de l'ensemble des immigrants reçus entre 1986 et 1996.

D'autre part, entre 1988 et 1993, 10 039 gens d'affaires sont admis au Québec; parmi ceux-ci, 7 401 étaient des entrepreneurs, 1 193 travailleurs autonomes et 1 445 investisseurs, dont la majorité provenait de dix principaux pays: Hong Kong (3482), Taiwan (1047), Corée du Sud (731), Émirats Arabes unis (559), Liban (529), Koweït (496), Arabie Saoudite (451), France (370), Syrie (314), Égypte (309). En effet, on a admis au Québec entre 1988 et 1993, 8 288 gens d'affaires provenant de ces pays, soit 82,6 % de l'ensemble des gens d'affaires admis au Québec durant la même période. Dans ces 8 288 gens d'affaires, 6179 sont entrepreneurs, 801 travailleurs autonomes et 1 751 investisseurs¹² (voir tableau 31, annexe A, p.182).

Les immigrants investisseurs ont investi plus dans cinq secteurs économiques au Québec entre 1986 et 1994. Contrairement à la tendance canadienne, le secteur le plus important au Québec est celui de l'industrie manufacturière où ils ont injecté 232 945 000 dollars, puis suivent les secteurs de la construction (99 235 000\$), du commerce de gros (59 805 000 \$), du commerce de détail (45 200 000\$) et celui de portefeuille (8 945 000\$). Ils ont également investi 156 650 000 dollars dans différents autres secteurs (voir tableau 34, annexe A, p.183). Au total, les immigrants investisseurs ont investi 602 680 000 dollars dans ces cinq secteurs, soit près 73 % du total des montants transférés au Québec (près de 826 millions de dollars) par les gens d'affaires admis comme investisseurs au Canada entre 1986 et 1994¹³. Les régions qui bénéficient plus des

¹² Données tirées des rapports du Ministère des Affaires Internationales, de l'Immigration et des Communautés Culturelles, Direction des études et de la recherche, compilations, 06 juin 1994.

¹³ Données tirées des rapports du Ministère des Affaires Internationales, de l'Immigration et des Communautés Culturelles, Direction de l'aide à l'immigration d'affaires, compilation spéciale, 12 juin 1995.

investissements des gens d'affaires immigrants au Québec sont: Montréal, avec 231 515 000 dollars et Québec, avec 116 071 000 dollars, puis suivent les autres régions où l'investissement le plus important est environ 40 millions de dollars (Mauricie-Bois-Franc, 41 440 000 \$) (voir tableau 32, annexe A, p.182). En effet, entre 1986 et 1994, les régions de Montréal et de Québec ont recueilli à elles seules 57,6 % de l'ensemble des investissements fait par les immigrants investisseurs dans les différents secteurs d'activités économiques mentionnés au dessus (voir tableau 33, annexe A, p.183). De plus, 728 entrepreneurs immigrants ont investi 59 768 611 dollars dans les entreprises qu'ils ont créées au Québec entre 1992 et 1994 (voir tableau 35, annexe A, p.184). 41 personnes parmi eux ont investi 200 000 dollars et plus chacun dans son entreprise, soit 5,6 %; 141 autres ont investi 100 000 dollars et plus (19,4 %); 311 autres ont investi 50 000 dollars et plus (42,7 %) et 230 autres, près de 50 000 dollars (31,6 %). Cela représente en moyenne 82 100 dollars investis par chaque entrepreneur dans son entreprise. Ces investissements ont permis de créer ou de maintenir 1 697 emplois, dont 1 326 à temps plein et 371 à temps partiel (tableau 36 annexe A, p.184). En effet, 41 entrepreneurs (5,6 %) ont créé ou maintenu cinq emplois et plus à temps plein, 15 autres (2,1 %) ont créé ou maintenu le même nombre d'emplois à temps partiel et 59 entrepreneurs (8,1 %) ont déclaré n'avoir créé aucun emploi à temps plein. 491 entrepreneurs, soit 67,4 % de l'ensemble, ont créé ou maintenu un emploi à temps plein. Les tableaux 37; 38; 39 et 40 permettent d'observer d'autres facteurs de l'immigration économique au Québec. Toutefois, si le Québec est la province qui bénéficie le plus des investissements des gens d'affaires immigrants admis au Canada, la nouvelle loi de Citoyenneté et Immigration Canada qui entre en vigueur dès cette année (1999), risque de lui faire très mal, car la majorité des immigrants investisseurs demeurent plus en Colombie-Britannique et en Ontario. En effet, la nouvelle loi qui entre en vigueur stipule que tout immigrant investisseur devra investir dans la province où il a élu domicile¹⁴.

¹⁴ Nouvelle loi codifiée par le Ministre de Citoyenneté et Immigration Canada, suite aux revendications des autres provinces qui accueillent plus d'immigrants investisseurs, 1999.

1.1.6) L'immigration et l'économie dans le processus d'ethnisation

1.1.6.1) L'émergence de l'ethnicité dans le processus économique

L'ethnicité est aussi née du processus économique, de la transformation sociale par la lutte des classes et le partage inégal des biens de production dans les sociétés capitalistes modernes. En effet, depuis le siècle des Lumières, le principe d'une élite éclairée qui doit utiliser la nature pour les enjeux du progrès et guider les masses égarées, fut déjà bâti sur une pensée fondée sur la raison. Cette pensée s'est prolongée jusqu'à l'époque contemporaine et a presque canalisé les individus dans des pratiques qui obéissent à la règle de l'économie maximalisante. Grâce à cela, toutes les structures sociales sont touchées de sorte que l'humain est pris dans des rapports de production, de relations, de sens et de pouvoir d'une grande complexité et dans un engrenage de nouvelles techniques et technologies. En effet, en cette fin de siècle, au nom de l'économie se dressent de puissantes structures qui ne jurent que par la globalisation ou la mondialisation des marchés et la disparition des valeurs qui pourraient représenter des barrières à toute évolution de leurs profits. Ces attitudes ont fait de l'humain moderne l'ultime sujet qui dictera ses choix à son environnement. Mais, à l'hégémonie des « grands récits », l'individu compensera probablement par l'attribution individuelle de sens à tous les éléments de son entourage. Ceci ne sera pas sans provoquer une déstabilisation du soi de chaque individu et un sentiment d'insécurité.

Selon Wallerstein (1980), l'ethnicité résulte à la fois du produit de la mondialisation de l'économie capitaliste et de la réaction à celle-ci. En effet, pour comprendre l'émergence de l'ethnicité dans le processus économique, il faut considérer les groupes ethniques dans les rapports aux modifications que les immigrants subissent suite aux transformations plus globales affectant l'organisation sociale dans l'économie mondiale. Car, le lieu de mobilisation des individus face au marché est la classe sociale.

En effet, l'économie mobilise des changements de classes sociales et induit des formations sociales grâce à la production et à la circulation des marchandises. Pour

Wallerstein, 1980), sous l'ethnicité se retrouvent les classes sociales, où les acteurs fondent eux-mêmes leur liberté, et grâce au marché, ils peuvent devenir encore plus émancipés. L'ethnicité serait donc socialement et économiquement construite. Pour la comprendre, il faudrait l'appréhender sous l'angle de l'économie-monde et de la formation des classes sociales, car elle ne peut pas exister en dehors des classes sociales et de leur formation lorsque l'économie entre en ligne de compte. L'ethnicité peut être aussi une réalité, un effet résultant de la structuration sociale par rapport à l'économie (Wallerstein, 1980).

D'autre part, il y a eu une polarisation ou une hiérarchisation des formations sociales dans le temps et l'espace grâce au marché et au colonialisme interne ou économie nationale ainsi qu'entre certains États dont la position économique est déterminante dans le monde. La position d'un État dans le système inter-étatique et la formation politique, économique, productive, qu'il assume dans un espace géopolitique, est déterminante. Les inégalités du développement sont aussi attribuées au transfert systémique du surplus économique de la «périphérie» vers le «centre» grâce à l'échange inégal ou à l'inéquité salariale, comme elles peuvent également être attribuées à l'intervention de l'État sur la circulation des marchandises (Emmanuel, 1972).

Donc, l'émergence de l'ethnicité dans le processus économique découle de l'économie-monde, du colonialisme interne et des inégalités entre les classes sociales. Les premières idées émises par ces auteurs pour expliquer l'ethnicité dans le processus économique sont: les théories de la dépendance, de l'échange inégal et de l'économie-monde et donc des tendances systémiques et économistes (voir Emmanuel 1972; Hechter 1975; Wallerstein 1979/1980). Cette perspective marxiste considère que les classes, les groupes sociaux et les États-nations sont le pur produit du développement des inégalités du capital à l'échelle mondiale. L'accumulation historique et continue des capitaux a été tributaire de son expansion dans l'espace, et de la soumission des formes de production antérieures. C'est en effet grâce à l'histoire du capital et de la circulation continue et constante des marchandises, des capitaux et des forces de travail, que se sont dessinés des rapports entre États, entre les individus et entre la formation des classes sociales.

Selon Wallerstein (1980), le monde n'est pas structuré de façon hasardeuse; il s'est fabriqué depuis le 16^e siècle avec la création des Amériques. Cela se justifie d'ailleurs par la circulation des marchandises, de la production et par la façon dont les réseaux se construisent entre marchandises, humains et cultures. La structuration des groupes de statut découle dès lors de la multiethnicité elle-même car, avant que les individus se divisent en différents groupes de statut, ils ont d'abord vécu unis dans une société commune et multiethnique. Et c'est grâce à l'économie-monde que se sont construits les groupes ethniques et les classes sociales. L'économie-monde a donc créé non seulement la hiérarchisation, la subordination et la différenciation entre les individus, mais aussi entre le « centre » plus riche et la « périphérie » plus spécialisée en fonction de matières premières. Dans l'organisation de l'économie-monde se sont créés des groupes favorisés et des groupes défavorisés; les statuts se sont cristallisés. C'est ce qui a produit la résurgence de l'ethnicité. Pour l'auteur, il existe un système mondial par lequel s'est établie une division internationale du travail fondée sur un ordre qui semble aussi être mondial, celui du marché. D'une part, l'accumulation continue du capital matérialise l'ensemble des relations d'échange et d'autre part, la polarisation économique entre les riches et les pauvres est universelle, car c'est au niveau mondial que se décide ce qu'il faut au niveau national. Tous ces facteurs alimentent la peur des individus de ne pouvoir se défendre seuls. Alors ils choisissent d'intégrer leurs communautés ou leurs groupes d'appartenance, dans lesquels ils peuvent revendiquer leurs droits, et au mieux défendre leurs intérêts.

En fait, Wallerstein perçoit la résurgence de l'ethnicité et du conflit ethnique comme un processus historique surdéterminé par la crise au sein de l'économie-monde capitaliste, la perspective de la dépendance et du développement inégal entre les classes sociales. Sa thèse avant-gardiste est une démarche qui a permis de mieux décrire les transformations spatiales et temporelles résultant de la circulation des marchandises sous le capitalisme (cf. Elbaz, 1984). Elle permet d'avoir une meilleure compréhension des séquences historiques et économiques qui ont favorisé les catégorisations et les structurations des classes sociales. Wallerstein dit qu'il faut voir les faits matériels historiques, comme un lieu de maintien du statut et de la couleur (couleur). États, peuples, groupes ethniques,

nations, se forment processuellement de façon non cognitive, mais plutôt de façon historico-matérielle.

D'autre part, Hechter et al (1975) décrivent historiquement l'origine de la formation des États-Nations et l'espace social qui en découle, comme étant le résultat des rivalités sociales entre dominants et dominés. Le colonialisme interne est en effet une métaphore pour dire la domination d'un groupe par un autre dans une même société. Cette approche propose des éléments empiriques pour définir le sous-développement régional et l'émergence ethnique dans une société donnée. L'auteur nous montre comment l'ethnicité est née de la distribution inégale du pouvoir et des richesses entre majoritaires et minoritaires dans une même société et comment l'État intervient comme défenseur des intérêts du groupe ethnique dominant. En effet, l'éclatement des rapports de domination par l'autodétermination étatique des espaces dominés, peut faire dégénérer l'ethnicité en conflit ethnique, et cela, par la résistance des dominés.

Dans le colonialisme interne, l'auteur décrit la division ethnique du travail dans un marché qui donne à chacun sa place dans la société en créant des classes sociales différentes. En effet, le colonialisme interne ramène la notion de l'économie-monde à l'économie nationale. Les marxistes sont d'accord que c'est grâce à la division du travail et à l'exploitation, donc à l'économie, qu'il y a des solidarités et des mobilisations ethniques. On arriverait, grâce au marché, à redéfinir non seulement la place de chaque individu dans la société, mais aussi à déterminer qui domine qui selon les régions, les ethnies, les cultures, etc. Ce faisant, nous pouvons considérer que l'apparition et la permanence de l'ethnicité sont des aspects constitutifs nés de la genèse et de l'évolution de l'économie-monde et du colonialisme interne. Les rivalités inter-étatiques et la compétition entre individus face au marché ont aussi provoqué la catégorisation, et la hiérarchisation des classes sociales; d'où la tentative des classes dominantes de justifier leurs privilèges par le développement du sous-développement, et aux dominés de se défendre en s'unissant à leurs groupes d'appartenance.

Selon Juteau, (1979), l'apparition de l'ethnicité ou des groupes ethniques s'explique aussi en fonction du contexte socio-économique global. Il faut en effet analyser le contexte qui a créé des rapports inégaux entre des groupes autrefois isolés qui, par la suite, ont été colonisés. Cette affirmation met également l'accent sur la genèse et la fonction des idéologies ethnistes dans la lutte des classes. En effet, l'apparition des groupes ethniques masque les conflits fondamentaux opposant les classes sociales, et donc, leur existence peut être définie par les critères socio-économiques, car ils se développent souvent dans des frontières qui ne sont pas concrètes, mais plutôt créés de façon fictive afin de permettre à ces groupes de s'abriter et de développer une autonomie sociale et économique. De plus, la naissance des groupes ethniques est directement liée aux modifications que subissent les immigrants face aux critères d'inclusion ou d'exclusion émergeant des transformations économiques mondiales. Car ce n'est pas toujours une culture commune qui lie les membres d'une même communauté ethnique, puisqu'elle varie en fonction d'une classe à l'autre.

1.6.2) Quand l'intégration des immigrants favorise l'ethnicité

L'intégration des immigrants dans une société donnée ne se fait pas sans bavure. Il arrive que les immigrants, dans leur quête d'une autosuffisance économique, se heurtent à des facteurs et barrières contraignants: ils deviennent des boucs émissaires dans les discours politiques justifiant des décisions difficiles, ou ils sont victimes de discrimination.

Des conclusions d'études et recherches sur le phénomène migratoire, la performance économique des immigrants et leur utilité dans les sociétés d'accueil peuvent aussi alimenter par inadvertance l'isolationnisme, l'inacceptation et l'intolérance envers eux. À cette effet, Papademetriou (1994) et Espenshade (1994: 6) soulignent le lien qui existe entre la rhétorique anti-immigrante et les restructurations économiques dans les grandes sociétés d'immigration, tant en Europe qu'en Amérique du nord. Quelque part, les immigrants sont considérés en partie comme responsables des coûts élevés des services sociaux et du chômage, en plus d'être particulièrement vulnérables aux réductions des dépenses gouvernementales au chapitre de l'aide sociale et d'autres secteurs. Selon ces

auteurs, il y a aussi une corrélation entre l'opinion négative du public quant au nombre d'immigrants et le taux de chômage dans un pays d'immigration.

D'une part, il relève de certaines décisions politiques que l'on fasse des immigrants les boucs émissaires de décisions difficiles qui doivent être prises pour assainir l'économie d'une société donnée, équilibrer les budgets ou réformer l'assistance sociale. Dans certaines conditions, lorsqu'il s'agit de réduire les dettes sans soulever la colère du public on préfère indexer les groupes politiquement minoritaires, les minorités ethniques en partie, pour justifier le geste (Espenshade, 1994). L'exemple des États-Unis peut beaucoup nous renseigner sur certains faits concernant l'aide sociale et le contrôle de l'immigration, notamment la loi sur le "Welfare Reform Act" (Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act): la réforme de l'aide sociale, et celle sur "Immigration Reform Act" (Illegal Immigration Reform and Immigrant Responsibility Act): la réforme de l'immigration. Adoptées toutes deux depuis 1996, ces lois servent à limiter l'admissibilité des immigrants au programme d'aide sociale et à renforcer les contrôles sur le mouvement des personnes sans papiers. Aux États-Unis, on estime que 45 % des 54 milliards de dollars que devrait permettre d'économiser la réforme de l'aide sociale de 1997 à 2002 proviendront du contrôle du nombre d'immigrants dans ce pays (Espenshade, 1994).

Il faut souligner cependant qu'il est plus facile pour les immigrants de dépendre de l'aide et de l'assistance sociale lorsque qu'ils présentent un taux de chômage très élevé. Il en est de même lorsque ces derniers ne travaillent pas alors qu'ils ont une grande famille, et lorsque les demandeurs d'asile (réfugiés) se trouvent en nombre élevé parmi la cohorte des immigrants dont beaucoup se voient refuser le droit de travailler en attendant qu'une décision soit prise à leur égard.

Il est vraisemblable que l'immigration dans les pays développés devienne un corollaire plus proche de la globalisation en général, qui se meut au gré de l'activité économique. Aujourd'hui, il est quasi certain que même si certains pays délivreront des autorisations de travail à court et à long terme ou imposeront aux gens désireux d'immigrer des quotas

axés sur les compétences et les hautes qualifications, d'autres continueront probablement d'utiliser des fins politiques pour contrôler les mouvements migratoires, ou encore ils utiliseront les immigrants pour justifier des décisions difficilement prises. Pour cela aucun pays ne pourra se passer d'une stratégie judicieuse d'intégration, car les minorités ethniques brandiront toujours le spectre de l'ethnicité pour se défendre contre l'injustice sociale ou pour s'abriter dans leur quête du mieux-être. L'ethnicité s'imposera alors en terre d'immigration et les immigrants s'abriteront dans leurs institutions ethniques (associations, organismes communautaires, etc.), limitées par des frontières bien entretenues pour défendre des intérêts particuliers aux groupes en présence. À ce titre, il est essentiel, non seulement de sensibiliser et d'informer les populations locales à la manière dont les immigrés sont touchés par les mêmes remaniements structurels, politiques et sociaux, mais aussi à la manière dont on doit appréhender le phénomène migratoire.

Force est de reconnaître également que de nombreuses études sur les questions de l'immigration ne fournissent pas toujours des réponses claires quant aux rapports économie/immigration, car c'est là une situation assez particulière et très complexe. Il est aussi vrai que la plupart des tentatives pour mesurer les effets particuliers des ressources liées à l'ethnicité par rapport aux classes sociales restent très ambiguës. Cet état de fait repose en partie sur la controverse et les contradictions autour de la notion de groupes ethniques, mais il implique également des difficultés dans l'identification des effets d'interaction entre l'immigration et l'économie et comment l'ethnicité émerge à partir de ces composantes.

En effet, si certaines études ont démontré que les immigrants contribuent de façon concrète à l'économie mondiale, elles ne disent pas pour autant pourquoi les il sont souvent confinés à des types d'emplois précis, et quelles peuvent être les répercussions de cette situation dans la société. Voilà une question qui mérite une grande attention, car l'occupation et la position des individus jouent un grand rôle dans la stratification sociale et dans les rapports sociaux entre des individus qui partagent un même espace donné. De plus, l'écart économique qui se creuse entre les immigrants et les membres d'une société

d'accueil crée des divisions sociales notoires. Ce sont ces divisions nées de l'exploitation entre les classes sociales qui créent des conflits économiques, mais aussi, divisent les individus. De même que ces conflits se traduisent souvent par la catégorisation des individus. C'est par cette attitude qu'une simple divergence culturelle peut conduire à des rivalités sociales dont le produit sera une concurrence pour le prestige ethnique. En effet, la majorité des économies immigrantes qui se développent en milieux ethniques sont des réactions, soit à la domination des membres de la société d'accueil, soit à la concurrence de prestige entre les groupes ethniques.

Dans son étude sur les femmes portugaises, grecques, haïtiennes et colombiennes immigrées à Montréal, Labelle, (1987), souligne que le fait que l'on considère souvent les minorités ou groupes ethniques comme des minorités à statut colonial, les exclut des principaux groupes d'intérêt en présence et ramène le débat de l'ethnicité à la lutte des classes. Cela confirme sans doute la thèse de Juteau, (1979), à savoir que la naissance des groupes ethniques résulte du rapport "exclusion/inclusion", des inégalités sociales face aux besoins de l'économie. Selon Labelle (1987), outre l'ethnocentrisme, les stéréotypes ou les préjugés, la main-d'œuvre immigrée à bon marché devient une nouvelle classe ouvrière. De plus, les mécanismes de la rentabilité des fonctions de l'immigration sont liés au statut juridico-politique de l'immigré, car seul le fait d'immigrer place une travailleuse ou un travailleur immigré dans une vulnérabilité particulière face à l'État, à la classe dirigeante et à l'élite économique. En effet, les travailleurs immigrants occupent souvent des emplois précaires. Et le confinement dans des types d'emplois précis peut pousser l'immigrant ou l'immigrante à se méfier d'autrui ou à se confiner à sa propre appartenance ethnique.

L'études de Germain (1993-1995) abordant l'immigration et la vie de quartier, montre que grâce à l'immigration le milieu ethnique apparaît comme un milieu stratégique pour chaque communauté. Dans ses études urbaines menées sur sept quartiers de la grande région de Montréal, cette auteur s'est intéressée aux milieux ethniques et aux formes de participation à la vie de quartier de la part des immigrants et des membres des communautés culturelles, tout comme aux facteurs qui facilitent ou entravent le

développement de relations interethniques harmonieuses. Elle conclut que de façon générale, on observe une cohabitation distante mais pacifique intégrée à l'espace urbain et liée au sentiment de sécurité ressenti dans les lieux publics. En effet, cette distanciation est souvent provoquée par des intérêts communs à chaque groupe de culture différente.

On constate donc que les milieux ethniques servent de lieux premiers pour véhiculer des valeurs de différentes cultures, mais aussi comme des lieux de finalité économique; des niches économiques. Cela dit également, que si un espace peut être renouvelé grâce aux mouvements des personnes et des biens, il peut aussi être un milieu stratégique pour la sauvegarde des valeurs propres à chaque groupe. Un milieu où se décide l'avenir économique des immigrants et un univers de socialisation, mais également d'ethnicisation. En fait, le milieu ethnique est un espace de mobilisation des groupes d'intérêts communs de personnes qui veulent protéger non seulement des valeurs culturelles d'origine. Elle est aussi un espace d'échanges de symboles matériels ou non matériels où les immigrants se facilitent l'accès au marché du travail grâce à l'information qui circule au sein de leur communauté.

Dans toutes les sociétés d'immigration, la question ethnique résulte aussi de la discrimination des immigrants au niveau de l'accès au marché du travail. Cette discrimination est alimentée par une image stéréotypée des minorités ethniques. Même si les études et recherches sur la discrimination dans l'emploi ne sont pas nombreuses au Québec, nous savons par des témoignages qu'elle existe de façon systémique. Elle se fonde principalement sur des facteurs historiques et structurels provoquant une segmentation ethnique du travail. De plus, la scolarisation et la connaissance du français y jouent un rôle très important, particulièrement pour les immigrants qui ne maîtrisent pas bien la langue française. On peut se demander alors quoi faire avec ces personnes dans une société où le marché du travail est restructuré sous l'effet de l'automatisation, de l'informatisation et de la globalisation des marchés, de la spécialisation et de la syndicalisation plus avancée des secteurs primaires et publics, mais aussi du bilinguisme.

L'étude de Frenette, (1985), analysant la perception et l'expérience du racisme par des immigrants haïtiens résidant dans la région montréalaise, montre aussi des variations de pratiques discriminatoires selon les milieux de travail et les postes occupés. En effet, selon cette étude, les pratiques discriminatoires sont plus présentes dans le secteur manufacturier, l'industrie du taxi et les emplois non qualifiés que dans d'autres secteurs d'activités. Selon ses conclusions, la discrimination s'exerce plus lors de l'embauche, mais la concurrence entre les travailleurs et les difficultés de communication, dues certainement à la langue, créent également des situations de conflit dans le travail. En effet, les immigrants sont souvent vus par les membres des sociétés d'accueil comme des concurrents dans le milieu du travail. Cela fait que la discrimination recouvre une réalité de plus en plus présente dans le marché du travail et cette discrimination se manifeste par des pratiques diverses de non respect de l'égalité des droits, d'obstacles dans certaines formations, de rejets directs ou indirects des candidatures à l'embauche en fonction d'une origine étrangère, d'apparences phénotypiques et finalement par des attitudes et discours racistes. Et cela, même si dans certains cas, les opérateurs économiques et les autorités politiques se mobilisent pour que les origines ethniques et les statuts sociaux précaires ne soient plus un obstacle à l'égalité des chances.

Ces pratiques ne se limitent pas seulement à l'Amérique du Nord. Dans certains pays de l'Union Européenne, comme la France par exemple, où le taux de chômage est élevé, les discours abondent sur la perception de l'immigration et des immigrants. D'une part, certaines personnes brandissent le spectre qu'il y a trop d'immigrants en France, d'autre part, il y a ceux qui s'opposent vivement aux propositions de l'extrême droite de Jean-Marie Le Pen en contestant l'introduction de mesures qui obligeraient les Français à forcer le départ des immigrants illégaux. Cet exemple de la France n'étant là, d'une part, pour montrer que dans toutes les grandes sociétés d'immigration, il existe différentes perceptions sur les immigrants, notamment celles de ceux qui pensent que ces derniers contribuent aux crises de l'emploi. D'autre part, cet exemple montre que, même si des chercheurs soutiennent en général les valeurs positives des immigrants du point de vue des performances économiques, il demeure dans l'opinion publique souvent mal informée, que les immigrants ne sont pas forcément vus comme tels.

Il importe de comprendre que certaines entreprises et activités ethniques constituent une échappatoire pour ceux qui immigreront, en raison des facteurs discriminatoires cités précédemment. Par conséquent, nous ne soutenons pas que la discrimination subie est la principale raison de la création d'une entreprise par un immigrant, mais nous soulignons toutefois qu'elle peut, dans bien des cas, accentuer le sentiment de confiance des individus envers leurs milieux d'appartenance. Cela sera aussi vrai tant que les entreprises locales ne décideront pas d'avoir des responsabilités particulières dans l'insertion économique des populations immigrées, mais surtout des populations en difficulté, car c'est souvent de la masse non salariée ou moins salariée que viennent des opinions négatives vis-à-vis les immigrants. Cette prise en charge par les entrepreneurs locaux devra prendre en considération la diversité sociale ethnique comme facteur principal dans l'innovation de leur organisation interne;

1.1.7) Problème et objectifs de recherche

1.1.7.1) Problème de recherche

Les Portugais ont toujours parcouru le monde, pour des raisons religieuses, politiques et économiques, soit pour convertir d'autres peuples au christianisme, soit à la recherche de nouveaux espaces où ils pourraient trouver un mieux être économique et social. Leur goût de l'aventure et leur curiosité les ont conduits partout à travers le monde. Leur contact avec le continent nord américain remonte au 15^e siècle, mais ceux qui sont installés au Canada et au Québec entre les 18^e et 19^e siècles, étaient plus attirés par la pêche à la morue sur le littoral du Saint-Laurent. Mais depuis les années 1950, plusieurs y sont arrivés pour travailler dans des secteurs professionnels, manufacturiers, dans la restauration, l'agriculture, la construction, le commerce et dans d'autres secteurs. Aujourd'hui, nombre d'entre eux se sont lancés en affaires. Ils ont créé des entreprises et des conditions qui favorisent une insertion économique et l'amélioration des conditions de vie individuelle, mais aussi celles des membres de leur communauté ethnique. De plus, outre le fait que leurs pratiques économiques sont souvent associées aux valeurs traditionnelles et culturelles d'origine, teintées d'une certaine coloration identitaire, les gens d'affaires Portugais du Québec constituent une grande source économique pour les

membres de leur communauté. Ils créent non seulement des emplois dans la société d'accueil mais, aussi, leurs compatriotes en bénéficient largement.

C'est à cela que se rapporte notre étude, et notre question de recherche se formule ainsi: **comment et pour quelle finalité l'ethnicité s'exprime-t-elle dans les pratiques économiques des immigrants portugais du Québec?**

Par "pratiques économiques" nous parlons de la façon dont les Portugais font leurs affaires, des activités qui leur permettent de gravir l'échelle du succès économique et la finalité et l'objectif de ces pratiques.

L'expression de l'ethnicité dans les pratiques économiques des Portugais indépendants du Québec est une expression qui sert à expliquer le développement des niches économiques, le rôle de celles-ci à l'intérieur de leurs frontières ethniques et l'expression des valeurs culturelles dans leurs pratiques économiques. En effet, certaines affaires qui se développent dans une communauté ethnique facilitent l'accès des membres du groupe ethnique aux ressources et au capital social et économique. D'autre part, ces affaires ont une influence sur les rapports de production du groupe. De plus, les origines et la multiplicité des associations et réseaux ethniques engendrent des rapports de collaboration entre les immigrants eux-mêmes et entre eux et leur pays d'origine. De même que les échanges financiers se font souvent entre le pays d'accueil et le pays d'origine. Mais toutefois à quoi peut servir l'argent que les immigrants portugais du Québec envoient au Portugal?

1.1.7.2) Objectifs de recherche

L'objectif général de notre recherche est de comprendre comment les immigrants portugais installés au Québec expriment leur ethnicité ou actualisent leurs valeurs culturelles dans leurs activités économiques. Autrement dit, comment l'économie immigrante est chargée d'une symbolique identitaire.

Les objectifs spécifiques sont les suivants:

- Examiner en profondeur la situation (caractéristiques socio-économiques) des gens d'affaires d'origine portugaise qui résident au Québec depuis trois ans et plus.
- Voir comment ces gens d'affaires empruntent certaines voies pour répondre aux besoins de l'économie, pour se faire une autonomie économique et pour valoriser les compétences acquises des membres de leur communauté.
- Comprendre pourquoi certains élites ou leaders s'appuient sur leur milieu ethnique pour développer des activités qui sont souvent orientées vers des compétences traditionnellement acquises avant leur immigration.
- Chercher à savoir comment un groupe d'immigrant passe du statut de nation au statut de groupe ethnique en terre d'immigration, et comment ils s'approprient de la désignation "ethnique" pour protéger leurs intérêts.
- Comprendre la finalité de l'organisation ethnique, le rôle des réseaux et institutions ethniques, les associations et les organismes communautaires, et l'influence des leaders portugais dans leur milieu ethnique ainsi que leurs responsabilités et devoirs aux limites des frontières de leur communauté.
- Chercher à connaître le rôle des investissements qu'ils font au Portugal.

1.2) Méthodologie de recherche

Nous avons présenté, dans cette première partie du mémoire, les dimensions théoriques permettant de comprendre la fonction et les aspects essentiels de l'ethnicité par rapport à l'immigration économique. En effet, il nous est apparu important d'aborder, à première vue, les aspects fondamentaux qui permettent de saisir de façon concrète et concise l'anthropologie de l'immigration, les théories de l'ethnicité et les frontières ethniques. Nous avons également cherché l'émergence de l'ethnicité dans le processus économique. Toute cette mise au point n'est qu'une introduction théorique à l'aspect fondamental de notre recherche, qui consiste à expliquer l'expression ou l'influence de l'appartenance ethnique dans les pratiques économiques des Portugais du Québec.

1.2.1) La nécessité d'une étude qualitative

Notre étude demeure essentiellement qualitative parce que la recherche qualitative est l'approche méthodologique privilégiée pour la réalisation de nos objectifs de recherche. En effet, cette méthodologie vise à étudier les expériences et le sens que les individus donnent à leur vécu et à leurs actions et pratiques dans leur milieu. De plus, elle est bien adaptée aux composantes à étudier chez la population concernée, car l'expression de l'ethnicité dans les pratiques économiques des Portugais du Québec ne peut être observable que dans certaines composantes telles que les activités économiques et sociales.

Dans la recherche qualitative, on considère que le monde social est significativement différent du monde naturel d'un point de vue méthodologique, car les humains qui composent le social ne sont pas des choses à manipuler. À cet effet, Lessard-Hérbert et al. (1996) montrent que les méthodes qualitatives - qu'ils qualifient aussi d'approches interprétatives ou exploratoires - amènent le chercheur à considérer les significations données par les acteurs aux phénomènes observés au niveau du contexte social immédiat dans sa forme spatiale et temporelle et au niveau des dimensions historiques. Cela permet d'analyser des données descriptives, telles que les paroles et les comportements observables (Taylor et al., 1984: 5). Selon Van Maanen (1983a: 9), la recherche qualitative est une méthode intéressée d'abord par l'observation du phénomène social en milieu naturel. De plus, elle se caractérise par sa méthode d'analyse qui n'est pas mathématique, comme "est la méthode quantitative" (Strauss et Corbin, 1990: 117-118). En effet, dans la recherche quantitative, le chercheur peut neutraliser les contraintes extérieures en isolant les sujets de leur milieu habituel et en assurant que leur comportement ne puisse avoir aucune influence sur leurs habits en dehors du laboratoire. Il isole, de ce fait, les variables les plus susceptibles d'être reproduites et celles plus susceptibles de causer les phénomènes sociaux. La nécessité de mesure des phénomènes sociaux est plus accentuée, de sorte qu'on donne l'impression chiffrée aux données et on les analyse grâce à des méthodes statistiques. Cette démarche ne pouvait donc pas être utile à notre recherche.

Pour étudier et comprendre comment l'ethnicité peut s'exprimer dans les pratiques économiques des Portugais du Québec et voir comment ces pratiques servent à l'amélioration de leur communauté, nous avons besoin d'identifier leurs activités, le rôle de celles-ci dans leur milieu ethnique. Ce faisant, on constate que les relations entre ces pratiques et le milieu ethnique ne peuvent pas être quantifiables et encore moins l'ethnicité ne l'est, mais elles sont cependant observables et interprétables à travers le discours et les pratiques des membres d'une communauté donnée. La recherche qualitative permet en fait de comprendre l'univers du sens dans un contexte donné, car nous n'appréhendons pas le monde social directement par nos sens, mais à travers une activité qui nous permet de l'interpréter. Nous ne pouvons donc comprendre le monde réel qu'à travers le sens donné à l'objet, et à travers l'univers de valeurs dans lequel nous nous situons lorsque nous abordons notre sujet de recherche. Cela dit, l'approche que nous avons privilégiée s'est inscrite dans un cadre holistique de questions reconnues comme des réalités humaines complexes. Elle nous permet d'avoir et de garder un contact direct avec le sujet humain qui fait l'objet d'étude et d'avoir accès à la réalité de son milieu de vie. Car le chercheur et son sujet d'étude (le sujet humain) sont en interrelation réciproque (Guba et Lincoln, 1994: 107; Lamoureux, 1992: 51).

Par conséquent, il faut reconnaître que ce choix méthodologique est ici une façon de porter le regard sur une société déterminée pour l'étudier empiriquement (Benson, 1983: 336). Il importe en fait, de dépasser le discours et de le confronter à la pratique, puisque toute société nécessite des explications qui rendent compte de la régularité de son fonctionnement et qui la rassurent dans l'opinion qu'elle a d'elle-même et de son évolution. Pour comprendre l'évolution de la société et saisir les manifestations entre l'ordre et le désordre, entre ce qui existe déjà et ce qui est nouveau, il faut étudier ce qui fait et défait le changement.

Finalement, notre étude a pris la forme d'une enquête exploratoire, car, même si beaucoup d'auteurs se sont déjà penchés sur la question de l'immigration et de l'ethnicité en général, aucune étude ne fait cependant l'objet d'un travail systématique, spécifique à la

communauté portugaise par rapport à son influence ethnique dans ses pratiques économiques.

Cette approche est une démarche à laquelle on a recours lorsque le problème à étudier est nouveau ou peu connu (Chevrier, 1992). Selon Lamoureux (1992: 206), cette démarche consiste à observer un phénomène nouveau sur une période déterminée afin d'en établir la réalité. En effet, la démarche exploratoire joue un rôle majeur dans la conduite des différentes approches en méthodes qualitatives, notamment en anthropologie. Cette approche est donc nécessaire, en ce sens qu'il n'existe pas d'études sur l'influence ethnique dans les pratiques économiques des immigrants portugais. De plus, le Portugal, comme ancienne nation colonisatrice, ne s'est jamais considéré comme "ethnique" mais plutôt comme une nation homogène, ce qui fait qu'il n'y a aucune étude qui puisse nous montrer comment ils sont passés du statut de nation à celui de groupe ethnique en terre d'immigration. Il s'agit là de découvrir l'inconnu et non d'établir des liens de cause à effet. Notre but est de combler un vide dans l'objet de recherche, il ne s'agit pas cependant de faire la continuité des autres chercheurs, mais plutôt, il s'agit d'avoir des références scientifiques qui nous permettent de justifier ou de vérifier l'intérêt de la recherche ou la méthodologie abordée par rapport à notre problème de recherche. Il s'agit concrètement de voir jusqu'où les pratiques économiques des Portugais du Québec leur sont non seulement spécifiques, mais aussi bénéfiques pour leur communauté.

1.2.2) Techniques de collecte de données

Les premiers chercheurs en sciences sociales et sciences humaines avaient pour principe que tout renseignement qui pouvait leur apprendre quelque chose avait de la valeur pour leurs recherches. Cependant, même si les instruments de cueillette de données se sont transformés ou standardisés avec le temps, cette attitude prévaut encore dans les recherches scientifiques.

Dans notre sujet de recherche, nous avons fait appel à plusieurs techniques de collecte de données, sous forme de triangulation (documentation, entrevues, observation, etc.). La collecte de données s'est faite en deux parties. La première fut consacrée à la

documentation, à l'aide des ouvrages et des revues scientifiques qui ont traité de la question de l'immigration internationale et de l'immigration portugaise, des théories de l'ethnicité, des frontières ethniques et des discours sur l'économie immigrante; ses impacts et ses controverses. Cette consultation documentaire s'est faite aussi tout au long de la recherche. Nous avons consulté les documents et la littérature existants qui recensent les Portugais du Québec, leurs activités et les bases sur lesquelles ils évoluent économiquement. Cela a permis d'avoir un aperçu général sur leur situation.

La deuxième partie de la recherche a été consacrée à des entrevues personnelles semi-dirigées et à des entrevues téléphoniques avec questions ouvertes qui ont permis de compléter la revue de littérature et de faire une analyse plus précise de la question de recherche. Les entrevues téléphoniques ont été nécessaires, car la majorité des répondants ont signifié que seule cette façon pouvait certifier que leur collaboration serait gardée confidentielle.

Nous sommes entrés d'abord en contact téléphonique avec les personnes retenues dans notre échantillon, ce qui a permis de leur expliquer l'objet de notre recherche, les modalités d'entrevues, etc. afin de déterminer s'ils sont intéressés à y participer. Le cas échéant, nous avons eu recours à d'autres personnes qui étaient plus intéressées. D'autres contacts ont été faits par l'intermédiaire des associations et des réseaux d'entraide portugais, dans le cas de la ville de Montréal.

Nous avons enregistré les entrevues directes d'une durée d'une heure à deux heures chacune, et les entrevues téléphoniques ont nécessité des prises de notes. Les questions ouvertes ont permis d'encourager les participants à argumenter plus sur certains événements marquants de leur vécu, leurs affaires et leurs expériences en tant qu'immigrant. Les sujets sur lesquels nous avons récolté plus d'informations sont ceux reliés aux éléments qui permettent de mieux comprendre l'immigration en général, le rôle de l'économie immigrante dans l'amélioration du milieu ethnique et les considérations culturelles dans celle-ci. Notre présence sur le terrain nous a donné également l'occasion

d'observer que l'environnement de travail des Portugais n'est pas aussi distinct de leur cadre familial, ce qui n'entre pas forcément dans l'objet de notre étude .

Voici un profil des personnes ayant participé à cette étude: 98 personnes, dont 81 à Montréal et 17 dans la région de Québec ont été interviewées. À Montréal, 64 des participants, soit 79 % sont des hommes et 17 (21 %) des femmes. Parmi ceux-là, 42, soit 51,9 %, dont 40 hommes (49,4 %) et 2 femmes (2,5%) sont des entrepreneurs, et 39, soit 48,1 %, dont 24 hommes (29,6%) et 15 femmes (18,5%) sont des travailleurs autonomes. Toutes ces personnes sont enregistrées dans la plus grande revue publicitaire portugaise au Québec *Portugal em Montreal* (tableau 1). À Québec, toutes les personnes rencontrées sont de sexe masculin et s'identifient comme entrepreneurs (voir tableau 2).

Tableau 1. Entreprises et établissements d'affaires portugaises de Montréal, selon certaines catégories, par sexe, 1999

Sexe	Entreprises et établissements d'affaires		Entrepreneurs		Travailleurs autonomes	
	N	%	N	%	N	%
Hommes	64	79,0	40	49,4	24	29,6
Femmes	17	21,0	2	2,5	15	18,5
Ensemble	81	100,0	42	51,9	39	48,1

Source: personnes ayant répondu aux deux entrevues.

Tableau 2: Entreprises portugaises de Québec, selon certaines catégories, 1999

Nombre d'entreprises		Entrepreneurs		Travailleurs autonomes	
N	%	N	%	N	%
13	100%	17	100%	0	0%

Source: personnes ayant répondu aux deux entrevues. Tous les répondants à Québec s'identifient comme entrepreneurs

1.2.3) Les lieux et les moments de l'enquête

Sans faire une étude comparative, les données ont été recueillies au Portugal et au Québec (Montréal et Québec) sur la base de documentation, d'entretiens en profondeur, d'entrevues en direct et téléphoniques. Après une abondante recherche bibliographique, nous nous sommes rendu au Portugal durant l'été 1998 où nous avons eu des entretiens fructueux avec des professeurs et des chercheurs qui ont déjà porté une attention

particulière sur les migrations portugaises à travers le monde, avec un conseiller de l'Ambassade du Canada à Lisbonne et avec certaines personnes, qui après un long séjour au Québec comme immigrants, ont décidé de rentrer au Portugal. La majorité de ces entretiens ont eu lieu à Universidade Aberta, Universidade Nova de Libonne, Cidade Universitaria et à l'Ambassade du Canada à Lisbonne. Cependant, outre l'entretien avec le conseiller de l'Ambassade du Canada à Lisbonne qui s'est tenu en français, tous les autres rencontres et entretiens se sont déroulés en portugais. Il faut toutefois mentionner que ce voyage n'était pas notre premier contact avec le territoire portugais, car j'y ai déjà vécu, notamment à Lisbonne et à Porto durant trois ans, entre 1992 et 1995.

En effet, nous avons effectué un terrain à Lisbonne, entre mai et juin 1998, où nous avons réalisé des recherches documentaires et certains entretiens avec des personnes œuvrant dans le domaine de l'immigration. Ces démarches ont permis d'élaborer et de produire notre sujet de recherche II. Toutefois, l'enquête finale s'est déroulée à Québec et à Montréal entre août 1998 et mars 1999. Il était important de réaliser l'enquête à Québec en premier lieu pour optimiser la disponibilité des participants (informateurs) car, à chaque hiver, la majorité des Portugais de Québec qui travaillent dans des emplois saisonniers, dont ceux que je devais rencontrer, retournent au Portugal afin d'y réaliser d'autres projets économiques ou familiaux et cela se passe souvent de décembre à avril. De plus, la région de Québec compte moins de Portugais que Montréal.

Les recherches documentaires ont été effectuées dans des bibliothèques universitaires et nationales du Québec et du Portugal et, dans certains cas, à travers des revues et journaux ou des tirés à part. Par ailleurs, les entrevues directes ont été réalisées dans les lieux les plus convenables pour les participants; étant donné la nature et la portée des données recherchées, il était important que les participants se sentent à l'aise.

Nous avons fait 9 entrevues directes, dont 6 à Montréal et 3 à Québec, et 89 entrevues téléphoniques, dont 75 à Montréal et 14 à Québec. Les entrevues directes étaient plus importantes dans la réalisation de nos objectifs, car elles ont été effectuées avec la collaboration des membres les plus influents de la communauté portugaise du Québec tel que nous l'avions souhaité, tandis que les entrevues téléphoniques ont permis de compléter certaines données que nous avons jugé nécessaires (tableau 3).

Tableaux 3. Nombre et moment des entrevues

Entrevues	Montréal	Québec	Total	Date	
				Montréal	Québec
Directes	6	3	9	Janvier	Octobre
Téléphoniques	75	14	89	Février	Décembre

Source: personnes ayant répondu aux deux entrevues

À Québec, les entrevues directes ont été effectuées au mois d'octobre, et au début de décembre pour les entrevues téléphoniques à Québec, Limoilou, Sainte-Foy et Neufchatel. À Montréal, celles-ci ont été effectuées en janvier, pour les entrevues directes, et février pour les entrevues téléphoniques, principalement dans le Quartier latin et sur le boulevard Saint-Laurent entre les rues Rachel et Ontario. Toutes ces entrevues se sont déroulées en français.

1.2.4) Analyse des données

L'analyse est faite à partir de la transcription complète des données recueillies: la documentation, les entrevues et les observations. Elle est thématique plutôt que structurale puisque la transcription finale des données recueillies s'est présentée sous forme de texte.

- La préparation des données pour l'analyse

Après avoir recueilli les données, nous les avons numérotées chacune selon l'ordre dans lequel elles ont été réalisées, suivi d'une relecture attentive et d'une vérification de chacune pour s'assurer qu'elles sont complètes et correctement notées. De plus, les données recueillies sont traitées séparément l'une après l'autre.

- La classification et la codification des données

Nous avons classifié les variables de l'échantillon en catégories afin de distinguer les éléments qui se comportent différemment en regard du problème à l'étude. Les catégories sont présentées sous des items, avec des titres, sous-titres (catégories et sous-catégories)

et en rubriques. Nous avons également établi un code avec des dimensions, des sous-catégories et des rubriques pour chaque participant en tenant compte de chaque réponse et en décidant dans quelle dimension, sous-catégorie ou rubrique il faudrait l'insérer.

Toutes les dimensions sous lesquelles les réponses aux questionnaires pouvaient être clarifiées ont été énumérées. Sous chaque dimension, nous avons établi une liste des catégories qui la spécifient, défini et illustré des cas particuliers à notre échantillon sous chaque catégorie. Les codes sont testés de façon provisoire et chaque réponse a été copiée sur une carte pertinente, relative à une dimension en sous-catégorie.

- La tabulation

Il a fallu d'abord déterminer le nombre de réponses qui entrent dans chaque catégorie pour ensuite en arriver à faire des tableaux qui ont permis de prendre chaque catégorie ou variable séparément avant de la croiser avec d'autres.

- Traitement des données

Les données recueillies sont traitées manuellement. Nous avons fait, d'abord de petits paquets de questionnaires selon les catégories, et ensuite analysé une pile de données à la fois tout en vérifiant auparavant si chaque pile est totale, et les totaux des cellules selon le nombre total de répondants dans chaque colonne des tableaux.

- L'interprétation des données

Comme le but est d'arriver à une généralisation à partir des informations reçues et compte tenu qu'il y aurait des régularités et une représentativité de l'échantillon, l'interprétation s'est faite en tenant compte des fréquences des variables et des croisements de données mettant en relation les réponses aux questions objectives avec celles des questions subjectives. Pour cela, il fut d'abord question de montrer la signification des variables, en considérant que chacune de celles-ci est un échantillon dans un univers conceptuel. Le concept, dans ce cas-ci, est l'attitude, la responsabilité, les devoirs, les pratiques et le comportement des participants par rapport à leur milieu ethnique. Nous considérons que chacun de ces facteurs est un concept qui n'est pas directement mesurable; c'est pourquoi

notre stratégie fut de trouver des variables qui représentent chacun de ces concepts de manière qu'ils puissent traduire la réalité. En effet, l'interprétation des données comme indicatrice d'un concept particulier est une question de jugement; la signification de ce jugement ne peut être alors séparée du contexte de l'analyse. L'interprétation que nous avons faite découle directement de l'analyse des facteurs représentatifs manifestés dans les réponses obtenues à partir de la population à l'étude. Qui plus est, notre lecture peut être également différente de celle d'un autre chercheur sur la même question.

1.2.5) Les conditions de l'enquête: difficultés rencontrées

Nous avons rencontré un certain nombre de difficultés au cours de notre recherche, celles-ci peuvent se résumer en deux parties:

a) Les données statistiques officielles que nous avons eues au Portugal et dans les institutions portugaises au Canada diffèrent de celles que nous avons obtenues à travers les données officielles (statistiques) du Canada ou du Québec. Car, dans certains cas, les chiffres obtenus au Portugal et dans les institutions portugaises du Canada et du Québec, en terme de nombre d'immigrants portugais dans ces territoires, doublent ceux que nous avons obtenus à travers les données officielles de Statistique Canada ou de Statistique Québec. Cela s'explique principalement par le fait que les méthodes de recensement entre le Portugal et le Canada, en matière d'immigration, sont très différentes. En effet, les recensements portugais incluent tous les ressortissants portugais à l'étranger, qu'ils soient immigrants nés au Portugal, fils d'immigrants nés en terre d'immigration ou ceux qui ont immigré au Canada en provenance d'autres pays que le Portugal, et même ceux qui ont choisi la citoyenneté canadienne. Mais, Immigration Canada considère des caractéristiques dans ses méthodes de recensement des immigrants. Dans celles-ci, il y a notamment la langue maternelle, le dernier lieu de résidence et surtout le lieu de naissance, car les personnes nées au Canada de parents immigrants n'ont pas le même statut que ces derniers, mais elles sont plutôt considérées comme des citoyens canadiens et non comme immigrants. De plus, les immigrants qui obtiennent la citoyenneté canadienne ne sont plus considérés dans les catégories d'immigrants. Toutefois, en

précisant cette différence, nous avons seulement pris en considération les chiffres qui nous ont paru nécessaires, tant portugais, canadiens ou québécois, et cela n'entrave pas l'analyse et l'interprétation des données recueillies.

b) Comme dans plusieurs recherches concernant l'immigration et les immigrants, nous nous sommes également confronté à des problèmes de réticence de la part de certains participants. Pour cela, il a fallu apporter des modifications sur les stratégies dont nous avons fait usage, notamment le respect de l'éthique et de la déontologie en matière de recherche. Dans certains cas, nous avons omis de poser des questions liées aux revenus annuels, au chiffre d'affaire de l'entreprise ou de l'établissement d'affaire, etc. lorsque la personne nous le demandait avant l'entrevue.

Outre ces quelques difficultés, nous avons vécu une expérience très enrichissante avec ceux et celles qui ont accepté de participer à notre recherche et de partager avec nous leur vécu en terre étrangère. Dans l'ensemble, notre enquête s'est déroulée dans une ambiance familiale. Il faut cependant souligner que le fait que nous parlons portugais nous a beaucoup aidé et a plus facilité nos contacts avec les participants, et cela même si les entrevues se sont déroulées en français.

1.2.6) Aspects déontologiques: éthique et confidentialité

Les personnes concernées ont accepté librement de participer à ce projet de recherche. Elles ont été informées de la nature de la recherche, des buts et des objectifs poursuivis, de la portée scientifique et de l'utilisation possible des résultats de la recherche à d'autres fins de recherches savantes. Tous les moyens nécessaires ont été pris pour rassurer la confidentialité des données recueillies et l'accent est mis sur l'anonymat des participants. De plus, le matériel a été traité de façon dépersonnalisée. Tous les renseignements personnels qui pourraient mener à l'identification des participants ont été éliminés; seul leur discours (texte) est considéré pour l'analyse et l'interprétation.

CHAPITRE II:

APERÇU HISTORIQUE DES MIGRATIONS PORTUGAISES DES DÉCOUVERTES À L'IMMIGRATION

Ce chapitre est essentiellement historique. Il consiste à faire la chronologie et à décrire les trajectoires des mouvements migratoires portugais afin de dégager le lien entre l'ambition expansionniste portugaise et leur immigration. La question des migrations portugaises est intimement liée à la recherche de nouveaux espaces et la conquêtes de nouvelles sociétés. Depuis qu'ils ont connu les voies maritimes et maîtrisé les rudiments de la navigation, les Portugais se sont lancés à la découverte de nouveaux mondes afin d'élargir leur espace mercantiles et d'agrandir la foie catholique. C'est grâce à cette grande ambition qu'on les trouve aujourd'hui dans presque tous les pays du monde. En effet, on ne peut pas connaître les facteurs qui ont motivé plus de 4 millions de Portugais à prendre le chemin de l'inconnu sans au préalable connaître l'origine de ces motivations. Cela va sans dire que ce chapitre nous permettra également d'avoir une vision claire du profil des Portugais du Québec, mais aussi de comprendre comment et pourquoi ils choisissent un pays plus qu'un autre.

2.1) Les découvertes et explorations portugaises

Sous le règne de Don Henrique, nommé gouverneur d'Algarve (province sud du Portugal) par son père Don Jean (Joao) I^{er}, les Portugais multiplièrent au nom du catholicisme leurs conquêtes de nouveaux espaces et leurs combats contre tous les peuples non chrétiens. Toutes leurs ambitions expansionnistes furent justifiées par cet objectif d'agrandir l'espace catholique. Ainsi, le Vatican leur servait d'alibi. Mais, même si l'Église catholique a joué un rôle significatif dans la réalisation des ambitions politiques de la puissance portugaise, cela n'était en fait basé que sur des relations d'échange de faveurs. Autrement dit, l'Église catholique et les papes appuyaient toute action qui servait à

convertir les soi-disant infidèles et en contre partie, la couronne portugaise, tout en servant sa cause, était tenue à ce que les peuples découverts soient christianisés.

Dans l'histoire de l'expansion maritime, le Portugal a eu également un rôle d'avant-garde et de pionnier absolu. Déjà à partir de 1317, des séries d'initiatives furent promulguées par l'autorité portugaise, desquelles résultent les grandes réalisations qui aboutirent à la découverte des îles de l'Atlantique, en l'occurrence, les Açores et Madère, et plus tard, à la découverte et conquête de l'Afrique. Mais au-delà des ambitions expansionnistes, la recherche de sources de commerce; la nécessité de se procurer des métaux précieux, des esclaves, des épices et d'amplifier leur territoire de pêche, ont été les plus grands objectifs du Portugal. C'est aussi grâce à cela que les Portugais ont abouti en Asie et aux Amériques. De plus, au rythme croissant des découvertes, qui ont modifié la carte du monde et ont rapproché des peuples, l'ambition portugaise a aussi provoqué une réalité absolument controversée; le monde des échanges symboliques et matériels venait de connaître un autre dénouement, ouvrant ainsi des frontières qui autrefois n'existaient que pour leurs peuples, pour initier une ère nouvelle de l'économie internationale.

Aujourd'hui, cette ambition semble s'effriter. Cependant, même si le grand esprit conquérant portugais s'est transformé en une simple aventure de personnes motivées par la recherche de libertés matérielle, symbolique, sociale et psychologique, les réalisations d'antan resteront à jamais gravées dans les annales de l'histoire. Les Portugais furent de grands conquérants. Ils ont déambulé mers et océans et scalpé des plaines et des montagnes à la découverte de nouveaux mondes, sont devenus un des peuples qui a le plus émigré à travers le monde. En effet, l'histoire des migrations portugaises à travers le monde est indissociable des grandes découvertes (Alpalhao et Da Rosa, 1983: 17; Marcial Alves, 1983). Au 15^{ème} siècle, le Portugal, un royaume de la péninsule ibérique, comptait à peu près 2 000 000 d'habitants. Après des années de lutte contre l'occupation des Maures, les Portugais se tournèrent vers la mer et au-delà des océans, à la découverte de nouveaux mondes et de pistes mercantiles. Ils optèrent pour le cycle méridional, en prospectant les côtes africaines pour atteindre le cap de Bonne-Espérance en Afrique du Sud dès 1487. Conduits par le navigateur Vasco de Gama, ils effectuèrent la traversée de

l'océan Indien à la découverte de la route maritime vers l'Extrême-Orient en 1497. Ils connaissaient l'existence de territoires au-delà de l'Atlantique puisqu'ils avaient fait plusieurs expéditions vers l'Occident avant que Christophe Colomb ne découvre les Antilles en 1492¹⁵. Mais ils avaient gardé secrète cette information dans le but de devancer les ambitions des royaumes d'Espagne, d'Angleterre et de France. Pour cette petite nation, cette attitude était le seul moyen de protéger les bénéfices d'explorations audacieuses et réussies contre le mouvement exploratoire des rivaux maritimes plus puissants.

Toutefois, le traité de Tordesillas, signé le 7 juin 1494¹⁶, fut un tournant majeur dans l'expansion de l'empire colonial portugais, car il trancha la question de la possession des nouvelles terres entre l'Espagne et le Portugal. Ce traité consistait à partager certains fruits des découvertes entre le Portugal et l'Espagne; il a conduit à la décision qui octroya les territoires se trouvant à l'est du méridien passant à 370 lieues à l'ouest des îles du Cap-Vert au Portugal, et les terres se trouvant à l'ouest à l'Espagne. Cette ligne imaginaire, allant d'un pôle à l'autre, traversait la partie orientale du continent sud-américain; elle a constitué la première frontière du Brésil, malgré le fait que la découverte formelle de ce pays n'ait été effectuée par Pedro Álvares Cabral que six ans plus tard, en 1500.

Depuis la conquête de Ceuta en 1415, les Portugais ne cessèrent de multiplier leurs déplacements outremer; ils se lancèrent à la découverte de nouveaux espaces de rentabilisation économique et à l'évangélisation du monde non chrétien. Le 15^{ème} siècle marque véritablement l'hégémonie de l'empire portugais dans les découvertes, les

¹⁵ Avant de partir à la découverte de l'Amérique, Christophe Colomb a vécu au Portugal de 1470 à 1487, où il a assimilé les dernières découvertes de la science nautique de l'époque. Selon les mémoires de Frei Bartolomeu de las Casas (1474-1566), les Portugais avaient déjà connu le continent Nord-Américain au milieu du 15^{ème} siècle (1452) grâce aux excursions de Diogo Teive (Alpalhao et Da Rosa, 1983:20-21).

¹⁶ En 1493, le Pape Alexandre VI a publié un décret qui attribue aux Espagnols tous les nouveaux territoires de l'ouest de la ligne imaginaire, d'un pôle à l'autre à 100 lieues à l'ouest des Îles du Cap-Vert, et aux Portugais, ceux de l'est. C'est à partir de ce décret que résulte le traité de Tordesilles du 07 juin 1494, qui démarque désormais les possessions hispanico-portugaises de 100 lieues à 370 lieues à la faveur des Portugais. Alpalhao et Da Rosa, 1983: 25).

explorations et dans la navigation. C'est ainsi qu'ils découvrirent terre par terre: les îles de Madeira d'abord en 1418 par Gonçaves Zarco et les archipels des Açores en 1432 par Gonçalo Velho (Alpalhao et Da Rosa, 1983: 18). Les découvertes se poursuivront jusqu'en Afrique avec la découverte de la Guinée Bissau en 1445, appelée jusqu'à la décolonisation la Guinée portugaise, et les côtes du Sénégal presque à la même période. Le célèbre navigateur Diogo Cao atteint à son tour les rives du fleuve Congo (ex-Zaïre) en 1447, tandis que Bartelomeu Dias découvre les eaux de l'océan Indien vers 1485 et Vasco de Gama débarque en Inde en 1498 (Alpalhao et Da Rosa, 1983: 18).

De l'autre côté de l'Atlantique, les Portugais ne se donnèrent nulle peine à se lancer à la découverte de l'hémisphère occidental. À cette occasion, l'explorateur Joao Vaz Corte Real explore les côtes du Groenland et de Terre-Neuve en 1472. Presque à la même époque, Joao Fernandes Lavrador et Pedro de Barcelos atteignent le golfe du Labrador et la Baie d'Hudson. Il faudra cependant attendre le début du 16^{ème} siècle pour que les Portugais arrivent en Amérique du Sud avec la découverte du Brésil en 1500 par Pedro Alvares Cabral et du littoral de l'Uruguay et de l'Argentine par Don Nuno Manuel et son équipage (Alpalhao et Da Rosa, 1983: 18). Du côté du Pacifique, Jorge de Meneses arrive en Nouvelle-Guinée et Antonio da Mota au Japon en 1541 (Alpalhao et Da Rosa, 1983: 19).

La présence des Portugais en Amérique du Nord remonte à la fin du 15^{ème}, début 16^{ème} siècle (Alpalhao et Da Rosa, 1983: 20). C'est en 1501 que Gaspar Corte Real arrive au Labrador et à Terre-Neuve, quatre ans après l'équipage de Giovanni Caboto (1497); un an plus tard, Miguel Corte Real a exploré l'est des côtes de la Nouvelle Angleterre.

2.2) La place de la colonisation dans les migrations portugaises

On ne peut pas parler de l'immigration portugaise sans y inclure la place de la colonisation, car, grâce aux enjeux économiques qu'elle comportait, cette dernière a marqué un tournant majeur dans les migrations portugaises. Et c'est au Brésil que les enjeux économiques de la colonisation furent fructifiés alors que les colonies portugaises

d'Afrique étaient source de main-d'œuvre gratuite grâce à l'esclavage. En effet, Pedro Alvares Cabral fut suivi au Brésil par d'autres expéditions portugaises. À cette époque, la richesse la plus exploitée au Brésil était le bois. Mais l'occupation organisée et la colonisation proprement dite du Brésil ont toutefois commencé en 1530, quand le Portugal envoya les premiers colons avec des animaux domestiques, des plantes et des graines pour établir des colonies permanentes dans les petites enclaves Nord-Est du Brésil. C'est ainsi que Sao Vicente, sur la côte de l'État moderne de Sao Paulo fut fondée en 1532, et la ville de Salvador sera choisie plus tard pour être le siège du gouverneur général de la nouvelle colonie, en 1549. Mais lorsque les colons s'installèrent au Brésil, un système d'administration efficace devint nécessaire.

Tout d'abord, la Couronne portugaise créa un certain nombre de fiefs, sous forme de capitaineries héréditaires. Quatorze de ces capitaineries, quelques-unes plus grandes que le Portugal lui-même, ont été établies à la moitié du 16^e siècle dans les territoires occupés, et les bénéficiaires, appelés donataires (donatarios), étaient responsables de leur développement. Le système des capitaineries a duré suffisamment longtemps pour influencer le modèle géographique et la politique de base du Brésil moderne et même celui des anciennes colonies d'Afrique que l'on appelle aujourd'hui les PALOP (Pays Africains de Langue Officielle Portugaise).

Au Brésil, le littoral humide et fertile de l'État de Pernambuco était très propice à la culture de la canne à sucre, mais aussi il était un endroit stratégique grâce à son port accessible aux bateaux à voile provenant du Portugal, de l'Afrique occidentale et de l'Orient. La canne à sucre et la technique de sa culture étaient importées de Madère. Un commerce triangulaire prospère s'est vite développé, fondé sur l'importation d'esclaves d'Afrique occidentale pour les plantations de canne à sucre du Brésil. Le sucre était exporté vers l'Europe, où la demande croissante commençait à excéder l'approvisionnement par les sources traditionnelles.

D'autre part, le développement et l'exploitation des colonies furent interrompus par des événements qui se déroulaient en Europe. Le roi Sébastien du Portugal meurt en 1578 et

Philippe II d'Espagne réclama la succession du trône vacant de Lisbonne. C'est ainsi que de 1580 à 1640, les deux royaumes de la péninsule ibérique furent réunis sous la couronne espagnole. Par l'union de ces deux pays, les territoires occupés et les intérêts portugais resteront pendant soixante ans sous la protection hispanique. Paradoxalement, l'union du Portugal avec l'Espagne conféra des avantages inespérés à sa colonie transatlantique, le Brésil. En l'absence de frontières, aussi bien les Portugais que les Brésiliens commencèrent à pénétrer plus profondément à l'intérieur des terres jusque là non exploitées.

Le principal point de départ de cette exploration fut la capitainerie de Sao Vicente, et c'est à partir de la base de Sao Paulo que les pionniers ont élargi la frontière du littoral vers l'intérieur. Ces expéditions connues sous le nom de "Bandeiras", à la recherche d'esclaves indiens ont traversé des forêts, gravi les escarpements et marché d'un bout à l'autre du plateau à l'intérieur des terres du Brésil. Leurs membres les "Bandeirantes" sont connus pour avoir ramené des Indiens capturés dans les missions jésuites éparpillées à l'intérieur du pays. Ainsi, sans que ce soit leur premier objectif, les "Bandeirantes" agrandirent les frontières du futur Brésil indépendant.

Mais, en 1640, lorsque les Portugais sous le règne de Joao IV retrouvèrent leur indépendance, ils refusèrent d'abandonner les terres qu'ils avaient occupées et colonisées à l'ouest de la ligne tracée par le traité de Tordesillas. En revendiquant ce qui a été depuis reconnu en droit international comme un droit dérivé non seulement du titre mais également de la possession d'usage, les Portugais réussirent à s'établir eux-mêmes comme propriétaires de droit dans les terres qu'ils ont découvertes et conquises. Entre temps, durant la seconde moitié du 17^e siècle, le Portugal libéré de l'autorité de l'Espagne, libère en même temps le Nord-Est du Brésil de vingt-quatre ans d'occupation par les forces hollandaises, mais l'économie de la canne à sucre s'affaiblit. De ce fait, le déclin de la production de sucre fut suivi d'un mouvement d'immigrants vers des territoires inexplorés en dehors des régions de culture.

La découverte de l'or et du diamant fut la plus importante conséquence des explorations et de la colonisation portugaises. Cette découverte et la course vers l'or ont drainé des milliers de personnes des plantations côtières, elles attireront également une nouvelle immigration portugaise au Brésil. D'autres conséquences furent l'élevage de bovins à l'intérieur du pays pour approvisionner les centres miniers en viande et en cuir, et l'émergence de nouvelles régions comme celle qui est devenue maintenant l'État de Minas Gerais. Au total, presque 1 000 tonnes d'or et 3 millions de carats d'or et de diamant ont été extraits de la région entre 1700 et 1800 (Brasio,1973).

Le développement de l'extraction de l'or et du diamant au Brésil a influencé le cours des événements non seulement dans la colonie mais également en Europe. Bien que l'or fut contrôlé par le Portugal et envoyé à Lisbonne, il n'est pas resté là. D'après le traité de Methuen de 1703, l'Angleterre fournissait des produits textiles au Portugal, mais ceux-ci étaient payés en contre partie avec l'or provenant du Brésil. L'or brésilien a ainsi, d'une manière, aidé à financer la révolution industrielle anglaise.

Mais le succès dans l'extraction de l'or et des diamants, comme celui du sucre, est suivi par une source de richesse encore plus importante, le café. Exactement comme l'extraction de l'or et du diamant avait provoqué une émigration massive des Portugais vers les colonies et les terres occupées, l'extension de la culture du café entraîna la colonisation de certaines terres vierges au Brésil et l'arrivée massive d'esclaves d'Afrique. En effet, le café est arrivé au Brésil par la Guyane française au 18^e siècle. Les premières plantations de ce produit au Brésil se trouvaient dans des zones à l'intérieur des terres abondantes en main-d'œuvre esclave, notamment dans la région de Rio de Janeiro. Mais l'abolition de l'esclavage et la diminution de l'immigration européenne vers l'État de Sao Paulo à la fin du 19^e siècle, ont provoqué le déplacement de la culture du café vers le sud, dans des régions où l'ensemble des conditions du sol, du climat et de l'altitude créaient un environnement propice à cette activité. Cela a fait aujourd'hui du Brésil le plus grand producteur de café du monde, mais aussi des Portugais l'une des nations où l'émigration est très développée. De plus, l'abolition de l'esclavage, mais surtout la découverte de la

pêche à la baleine et à la morue sur les côtes de l'Amérique du Nord, a grandement contribué au changement de destinations de l'émigration portugaise.

Paradoxalement, même si les Portugais furent une grande puissance coloniale, à l'opposé de certaines grandes puissances coloniales, notamment la France, l'Angleterre, l'Espagne, etc., ils sont devenus une grande nation émigrante. Cela est dû probablement au fait que le système colonial portugais était fortement différent de celui de ses confrères européens. Le Portugal avait un système colonial plus incorporé et entreprenant. Il consistait à rattacher directement les colonies au pouvoir central de Lisbonne avec une forte présence militaire au niveau local, plutôt que d'y créer des administrations civiles plus ou moins autonomes, comme tel fut le cas de la France ou de l'empire britannique. C'est probablement un des faits majeurs qui justifie sans doute le fait que la majorité des Portugais dans les ex-colonies ont décidé d'y rester après la colonisation.

Les découvertes et explorations et la colonisation portugaises ont marqué un tournant décisif non seulement dans l'histoire des migrations internationales, mais aussi dans la modernisation des outils maritimes de notre époque. Grâce à la voie maritime et aux navigations portugaises, on est arrivé à mieux connaître la géographie maritime, les notions les plus modernes de la navigation, les relations commerciales internationales et les formes élémentaires ou avancées d'échanges entre différentes sociétés du globe.

2.3) L'immigration portugaise

2.3.1) Les anciennes migrations

La conquête de Ceuta fut le début des aventures portugaises à travers le monde. Toutefois, la période qui s'étend entre 1420, 1425 et 1501, le début des fixations de premiers colons sur les terres découvertes, notamment à Madeira, aux Açores, dans les colonies d'Afrique et au Brésil, marquera le début d'une émigration longue et abondante des Portugais ayant quitté leurs territoires. À partir de cette période, la politique expansionniste portugaise se transféra de plus en plus du Pacifique vers l'Atlantique. Entre 1580 et 1640, il y eut environ 36 000 Portugais qui ont

quitté le Portugal (Arroteia, 1983). Durant les temps forts des explorations, notamment la période entre 1736 et 1766, s'intensifie le phénomène migratoire portugais, particulièrement vers le Brésil où on estimait le nombre d'émigrés portugais entre 8 000 et 10 000 personnes par an (Arroteia, 1983). Cette immigration a aussi connu des périodes où elle était très basse. Au début du 19^{ème} siècle, elle était estimée entre 4 000 et 5 000 (1855, 1859) personnes par an pour ensuite augmenter à un rythme vertigineux au milieu de ce même siècle. Entre 1871 et 1875, le nombre d'émigrants portugais vers le Brésil a augmenté jusqu'à 14 000 personnes par an, puis à 25 000 personnes aux dernières quatre décennies du 19^{ème} siècle (Arroteia, 1983). La diminution du nombre d'émigrés au début du 19^{ème} siècle est due probablement aux invasions françaises dans certaines colonies portugaises et principalement au processus de l'indépendance du Brésil. Selon Alpalhao et Da Rosa, (1983), dans une période de 385 ans, qui couvre de la conquête de Ceuta jusqu'au 18^{ème} siècle, environ 1000000 de Portugais ont quitté leur territoire (Alpalhao et Da Rosa, 1983: 19).

En Amérique du Nord, le phénomène migratoire portugais résulte probablement du fait que certains des pionniers de la mer et des océans ont décidé de rester dans les terres découvertes pour exploiter d'autres possibilités d'activités. Ce sont en effet les premiers contacts de ces pionniers, qui furent des commerçants, des agriculteurs, des pêcheurs, des religieux, etc., avec d'autres nations, qui ont contribué au phénomène des migrations portugaises.

Les premiers Portugais à s'établir en Amérique du Nord, précisément aux États-Unis d'Amérique proviennent des vagues d'émigrants Juifs portugais localisés à New York, qui fut à l'époque New Amsterdam (Alpalhao et Da Rosa, 1983: 21). La pêche à la baleine initiée par un Juif portugais, Aarao Lopes, fut l'activité principale qui attirera de nombreux Portugais sur ses traces, notamment ceux des archipels des Açores. Cela a permis d'établir des relations commerciales entre le Portugal (Açores) et les États-Unis à partir de 1830 (Idem, 1983: 21). C'est grâce à ces relations qu'ont augmenté les flux d'immigrants portugais, en majorité açoriens vers les États-Unis. De même, les auteurs soulignent qu'à la moitié du 19^{ème} siècle, il y avait déjà de grandes concentrations de

populations portugaises dans des villes américaines comme la Nouvelle Angleterre, New York, Fall River et certaines zones de la Californie (Ibidem: 21).

Sur la côte Pacifique américaine, il y avait aussi des Portugais des Açores établis en Californie depuis 1800, qui pratiquaient la pêche à la baleine (Alpalhao et Da Rosa, 1983). De plus, on comptait, entre 1820 et 1872, 379 130 immigrants portugais aux États-Unis. Outre la pêche à la baleine, nombre d'immigrants portugais aux États-Unis pratiquaient l'agriculture.

2.3.2) Les nouvelles migrations

Depuis la fin du 19^{ème} siècle, début 20^{ème} siècle, entre 1895 et 1907, le nombre d'immigrants portugais au Brésil était estimé, respectivement à 44 746 et 89 000 personnes par an. Toutefois, les première et deuxième grandes guerres ont ralenti le nombre d'émigrants portugais vers l'Amérique du Sud et du Nord. Également, la crise économique des années 1930, qui a accentué le sous emploi et paralysé les systèmes des transports maritimes, y est aussi pour quelque chose. Mais les années, qui suivirent les périodes d'après guerre, furent vertigineuses pour l'émigration portugaise. La misère, le délabrement de l'économie, la dictature du régime d'Antonio Salazar et la guerre de libération des colonies en Afrique affectèrent profondément la vie portugaise tant au niveau économique que dans toutes les autres structures. L'émigration atteignit alors des centaines de milliers de personnes par an qui quittaient le Portugal.

Bien que les vagues d'immigrants portugais augmentent vers le Brésil, la fin des hostilités crée en même temps de nouvelles destinations pour ceux-ci. Désormais, les Portugais immigreront de plus en plus au Canada, mais massivement dans les pays européens, en Afrique du Sud et au Moyen-Orient. Les nouveaux pays de destination sont aussi devenus la France depuis 1960, l'Allemagne depuis 1965, la Suisse, l'Espagne, la Belgique, le Luxembourg, etc.. En 1975, on comptait déjà 758 900 Portugais en France, qui est ainsi devenue la première destination des immigrants portugais avec 38,5% du nombre total d'émigrés entre 1955 et 1974; l'Allemagne la suivait avec 11,9% (Arroteia, 1983). Durant

la même période, en Amérique du Sud, le Brésil reste toujours la principale destination des Portugais, mais il ne reçoit plus que 15,4% du total d'immigrants portugais, comparativement à 80% entre 1900 et 1950, le Venezuela en reçoit 6,9%. En Amérique du Nord, les États-Unis reçoivent 10,9% d'immigrants portugais et le Canada 9,2% (Idem, 1983).

Il y a plus de cinq cents ans aujourd'hui que les Portugais ne cessent de parcourir le monde. Selon un rapport du Ministère des Affaires Étrangères du Portugal (1996), il y aurait présentement 4 638 570 Portugais qui ont émigré vers des destinations internationales. Ces chiffres ne sont pas étonnants, vu le nombre de Portugais qui ont immigré au Brésil, 1 200 000 de personnes. Après le Brésil et la France avec 798 837 Portugais, le Canada est le troisième pays où il y a plus de Portugais au monde, il y a en effet 515 000 Portugais au Canada (voir tableau 42, annexe A, p.190). En effet, les Portugais sont présents dans tous les continents et dans 117 pays au monde. En terme de compte général, le continent sud américain est là où il y a plus de Portugais immigrés (1 617 837), compte tenu de leur grande présence au Brésil et au Venezuela, avec respectivement 1 200 000 et 400 000 immigrés (voir tableau 41, annexe A, p.189). L'Europe vient en deuxième position avec 1 367 775 immigrants portugais, dont 1 199 973 dans les pays de l'Union Européenne. La France est la destination européenne privilégiée des Portugais (798 837 Portugais), puis l'Allemagne, la Suisse, l'Espagne, le Royaume Uni, le Luxembourg et la Belgique avec respectivement, 170 000, 157 349, 63 717, 60 000, 51 800 et 38 000 Portugais, tandis que les autres pays d'Europe comptent au total 167 782 immigrés portugais (voir tableaux 42, 43 et suite, annexe A, pp.190-194). L'Amérique du Nord est la troisième destination des immigrants portugais avec 1 015 300 Portugais; le Canada est cependant le pays où il y a plus de Portugais dans ce continent, puis les États-Unis, avec respectivement, 515 000 et 500 000 immigrés portugais. L'Afrique en compte, quant à elle, 540 625 dont 500 000 vivent en Afrique du Sud et 20 000 en Angola. Les anciennes colonies portugaises d'Afrique, outre l'Angola, comptent 33 314 Portugais, le Maghreb suit avec 1 036 Portugais (voir tableaux 42, 43 et suite, annexe A, p.190-194). L'Océanie et l'Asie sont les continents où il y a le moins de Portugais (55 459 et 35 071); toutefois l'Australie compte à elle seule

55 339 Portugais, les 120 autres vivent en Nouvelle Zélande. La majorité des Portugais d'Asie résident à Hong-Kong et en Inde, avec respectivement 26 500 et 6 000 Portugais.

2.4) L'immigration portugaise au Canada et au Québec

Même si la découverte de l'Amérique du Nord soulève de grandes polémiques d'un point de vue historique, notamment les découvertes de Terre-Neuve, du Labrador et de la Nouvelle Écosse, il faut toutefois considérer que les Portugais figurent au premier plan de l'historicité de la découverte du Canada. L'immigration portugaise au Canada et au Québec a aussi pour antécédent les grandes découvertes et les explorations. En effet, depuis la disparition de Gaspar Corte Real au large des côtes canadiennes, après son débarquement à Terre-Neuve en 1501, les Portugais ne cessèrent d'explorer cette partie du globe. La volonté de Miguel Corte Real de trouver son frère disparu, a beaucoup influencé les Portugais dans leurs déplacements vers le Canada (Alpalhao et Da Rosa, 1983: 23). La présence portugaise au Québec est aussi indissociable à cette époque, elle se justifie particulièrement par la pêche à la morue sur le littoral du Saint-Laurent (Alpalhao et Da Rosa, 1983: 31). Les pêcheurs portugais venaient pêcher la morue jusqu'aux côtes québécoises. C'est en effet cette activité qui a permis la fixation des premiers Portugais sur le territoire canadien.

Après les découvertes et les explorations, la pêche à la morue sur les côtes de Terre-Neuve, Halifax et sur le littoral du Saint-Laurent a marqué une époque importante dans la fixation des Portugais sur le territoire canadien. L'histoire nous rappelle que grâce à la pêche, les Portugais, les Bretons, les Normands et les Basques ont cohabité durant de longues périodes au Canada (Alpalhao et Da Rosa, 1983: 28). Cela nous permet d'affirmer que les premiers immigrants portugais au Canada et au Québec furent des pêcheurs, comme tel fut le cas de leurs confrères aux États-Unis avec la pêche à la baleine.

Toutefois, si la présence des Portugais au Canada et au Québec relève des processus historiques et de la pêche, ces territoires ne devinrent leur principale destination qu'après

les deux grandes guerres. Selon les données de Woodsworth, (1972: 23-25)¹⁷, entre 1904-1907, il y aurait seulement 11 Portugais établis au Canada. Et entre 1926-1928; 1955; 1965 et 1974, le Canada aurait reçu respectivement 14; 1 427; 5 734 et 16 333 Portugais¹⁸. Selon ces auteurs, les accords bilatéraux entre les gouvernements du Portugal et du Canada en 1953, pour la régularisation du commerce et de l'immigration, ont marqué une autre date importante dans l'immigration portugaise au Canada. À partir de cette date, le Canada a reçu officiellement 555 Portugais à la fois. Ainsi, vu leur performance et leur capacité d'adaptation rapide dans ce territoire, le nombre d'immigrants portugais au Canada ne cessa d'augmenter d'année en année, jusqu'à nos jours. On enregistrait déjà 126 535 Portugais au Canada en 1976 (Alpalhao et Da Rosa, 1983: 29-30).

L'immigration portugaise au Québec est considérée comme un phénomène récent. Elle est constituée dans sa plus grande partie par des immigrants provenant des zones où l'économie est très précaire; des zones rurales. Mais le régime dictatorial de l'époque et la révolution du 25 avril 1974 contre ce régime ont permis une immigration massive de personnes en provenance des zones urbaines, notamment celle des intellectuels, des professionnels et des hommes d'affaires. À partir de cette époque, on compte de plus en plus de personnes spécialisées qui quittent le Portugal vers d'autres destinations. Alpalhao et Da Rosa (1983), mentionnent aussi que Halifax et Québec furent les principaux ports d'entrée des immigrants portugais établis au Canada, jusqu'aux années 1950. Il est cependant nécessaire de signaler que la majorité des immigrants portugais établis au Québec proviennent des Açores. En 1974, 60% des immigrants portugais établis à Montréal venaient des Açores, 38%, du Portugal continental, 1%, de Madeira et 1% des autres territoires du Portugal (Alpalhao et Da Rosa, 1983: 35).

¹⁷ Sources de données Woodsworth, in Alpalhao et Da Rosa, 1983: 25.

¹⁸ Données de Citoyenneté et Immigration Canada, Département of Manpower and Immigration, 1965: 8 et 1974: 5. cf Gonçalves, 1971: 230-231. In Alpalhao et Da Rosa, 1983: 29.

Aujourd'hui, les Portugais (immigrants et fils d'immigrants) qui vivent au Canada sont estimés à 515 000 personnes (voir tableau 43 et suite, annexe A, p. 191-194)¹⁹. Parmi ceux-là, la grande majorité est établie en Ontario avec 72 %, dont 51% à Toronto où ils représentent 2% de la population totale alors que 15 % vivent au Québec; 6 % en Colombie-Britannique; 3 % en Alberta et au Manitoba et 1 % dans le reste du territoire²⁰ (Citoyenneté et Immigration Canada, 1991). Selon ces mêmes sources de données, 13 % des immigrants portugais au Canada vivent à Montréal, où ils forment un peu moins de 1 % de la population totale. Cela représente alors 88 % de l'ensemble des Portugais qui vivent au Québec. Bien qu'il est difficile de déterminer leur nombre exact, on estime aujourd'hui qu'il y a entre 60 000 et 80 000 Portugais au Québec dont plus de 28 000 à plus de 50 000 vivent à Montréal²¹. Ainsi les Portugais font partie des cinq groupes ethniques les plus importants au Québec en termes de nombre de personnes, avec les Italiens, les Grecs, les Juifs, etc.

Cependant, la majorité des immigrants portugais qui vivent aujourd'hui au Canada sont arrivés entre les années 1960 et 1970. En effet, 31 % des Portugais du Canada sont arrivés entre 1961 et 1970; entre 1971 et 1980, 38% des Portugais ont immigré au Canada et 22 %, entre 1981 et 1991 (Citoyenneté et Immigration Canada, 1991). Mais après cette date, ce nombre a considérablement diminué; quelque 2 000 Portugais seulement ont

¹⁹ Le tableau est compilé à partir des données du Ministère des Affaires Étrangères du Portugal, 1996 *Os Portugueses no estrangeiro*. Les recensements du Ministère des Affaires étrangères du Portugal tiennent compte de l'ensemble des Portugais immigrés: ceux qui sont nés au Portugal ou en terre d'immigration, ceux ont immigré temporairement, les membres du service extérieur ainsi que ceux qui sont d'origine portugaise ayant immigré par d'autres voies que par le Portugal.

²⁰ Citoyenneté et Immigration Canada fait référence, dans son rapport, à des personnes nées au Portugal qui ont le statut d'immigrant reçu, les personnes ayant obtenu la citoyenneté et les enfants nés au Canada d'immigrants portugais ne sont pas inclus dans la population immigrante portugaise mais sont plutôt inclus dans la population née au Canada. D'autre part, les critères de recensement de Statistique Canada considèrent souvent langue maternelle. Il faut aussi tenir compte du fait que le Canada de même que le Portugal ont leurs propres méthodes différentes de recensement; les caractéristiques que le Canada retient pour faire un recensement des immigrants ne sont les mêmes que celles qui peuvent être privilégiées par le Portugal.

²¹ Selon *Fond Documentaire et Iconographique de l'Immigration et des Communautés Portugaises* (1985). Les études du secrétariat des communautés portugaises (FDIECP) se basent sur les données statistiques de la direction des communautés culturelles (Ministère des Affaires étrangères du Portugal).

immigré au Canada en 1993 et 1994, ce nombre représentant moins de 0,5 % des immigrants reçus au Canada durant cette période.

Selon Citoyenneté et Immigration Canada (1991), 161 180 Portugais, qui vivent aujourd'hui au Canada, sont nés au Portugal et vivent comme des résidents permanents. Ce nombre constitue 4 % de sa population immigrante. Le mouvement d'immigrants portugais le plus important a atteint en moyenne près de 7 000 personnes entre 1987 et 1991, soit 4 % de la population immigrante durant cette période ont immigré chaque année au Canada. Toutefois, la majorité des immigrants portugais enregistrés par le Ministère des Affaires Étrangères du Portugal (515 000), ont la citoyenneté canadienne. Ils représentent environ 65%. En 1991, 76 % de l'ensemble des Portugais immigrés au Canada avant 1971 étaient citoyens canadiens. Selon l'Ambassade du Canada à Lisbonne, 98 992 visas d'immigrants vers le Canada ont été émis aux citoyens portugais et résidents au Portugal entre 1971 et 1995 (voir tableau 44, annexe A, p.195). 51 541 de ces immigrants proviennent du Portugal continental, 45 605 des Açores et 1 846 de Madère. Cela représente respectivement 52%, 46% et 2%. Nous pouvons donc en déduire que la majorité des Portugais qui vivent au Canada et au Québec sont ceux qui sont nés dans ces territoires, ceux qui viennent d'autres pays tels que le Brésil, l'Afrique du Sud, d'autres pays européens et des PALOP (Pays Africains de Langue Officielle Portugaise).

Dans l'ensemble, les flux migratoires portugais vers le Canada et le Québec sont généralement liés aux relations politiques et commerciales, aux investissements ou à la culture. Il s'agit d'une immigration à la recherche d'emploi et à la création d'emplois ou consécutive à l'obtention d'un contrat de travail. D'autres types de migrations viennent ensuite alimenter ce flux, comme le rassemblement familial. Cette tendance à la diversification des phénomènes migratoires reflète le fait que l'immigration est un processus social qui développe sa propre dynamique; celle-ci dépend non seulement du contexte général des relations entre sociétés, mais également des interactions particulières entre familles et communautés.

2.5) Le choix de destination

Le choix de destination des immigrants portugais à travers le monde ne se fait pas au hasard. Dans certains pays comme la France, l'Allemagne, la Suisse, l'Australie, le Royaume Uni, la Belgique, etc., la présence portugaise peut se justifier par la crise économique et politique du Portugal de l'époque de la dictature, par la proximité territoriale et par le fait que le Portugal est devenu membre de l'Union européenne (1984). Au Canada et aux États-Unis, bien que l'objectif est quelque part semblable à celui des pays mentionnés ci-dessus, l'immigration portugaise est basée sur des relations commerciales et économiques plus ou moins historiques, comme nous l'avions montré auparavant, la pêche à la baleine et celle à la morue furent les événements marquants de cette immigration.

Au Brésil, en Angola, comme dans les autres colonies portugaises, l'histoire fait ses preuves. Le choix des Portugais d'immigrer dans ces pays se justifie par la colonisation et ses enjeux culturels sociaux et économiques. L'attachement des Portugais en Asie peut se justifier par l'histoire; les Portugais ont occupé durant longtemps des territoires dans certains pays asiatiques, notamment au Japon, en Inde et en Chine. Cette occupation se fait encore sentir avec certains dérivés linguistiques qui sont fréquents dans les langues de cette partie du monde qui proviennent selon certaines sources linguistiques de la langue portugaise. De plus, il y a toujours un pays asiatique qui est sous l'autorité portugaise jusqu'à cette année (1999), en l'occurrence, Macao. La présence portugaise en Afrique du Sud mérite toutefois une attention particulière, car pour le rappeler, la majorité des Portugais qui sont établis dans ce pays viennent de l'Angola, de la Mozambique et de Sao Tomé et Príncipe. En effet, durant la décolonisation, beaucoup de Portugais qui ne sont pas rentrés au bercail, soit par attachement au continent africain, soit pour éviter les conditions critiques dont faisait l'objet le Portugal des années 1970, ont continué leurs aventures vers l'Afrique du Sud où ils avaient la certitude de trouver de biens meilleures conditions de vie. Le Canada aussi n'a pas échappé à cette ambition, comme le soulignent Marques et Madeiros (1978: 21)²², la décolonisation des PALOP a aussi grandement contribué à l'immigration massive de Portugais, qui ne voulant pas

²² Cité in Alpalhao et Da Rosa, 1983: 34.

rentrer au pays, ont décidé de partir pour d'autres destinations. À cet effet, plus de 3 000 Portugais qui vivaient dans les ex-colonies portugaises d'Afrique sont venus au Canada à cette époque de la décolonisation.

Les raisons de l'immigration portugaise en Espagne, sont non seulement d'ordre économique, mais elles résultent plus des liens historiques très étroits entre les deux peuples. Cela nous rappelle en effet qu'à la mort du roi Sébastien du Portugal en 1578, Philippe II d'Espagne avait réclamé la succession du trône vacant de Lisbonne qu'il obtiendra et gouvernera les deux royaumes réunis de 1580 à 1640.

Cependant, l'immigration portugaise à travers le monde a vécu des transformations radicales au cours du 20^{ème} siècle. La rapidité et l'ampleur de ces changements, qui ont affecté les domaines économique, démographique, politique, culturel et social, sont sans précédent dans l'histoire du monde actuel. L'accroissement considérable des mouvements migratoires portugais vers les pays plus développés en représente l'un des aspects essentiels. Les mouvements de populations portugaises, du Portugal vers les pays où "il fait bon vivre" semble-t-il, ont atteint une telle envergure qu'aujourd'hui il est possible de localiser des microsociétés portugaises dans toutes les sociétés et les nations du monde qui les accueillent. Ces mouvements, qui étaient très modestes durant les années qui ont précédé les deux grandes guerres et les indépendances après la colonisation européenne, sont devenus beaucoup plus importants et complexes à la fin des hostilités et avec la libération des anciennes colonies portugaises d'Afrique, mais également grâce au régime dictatorial de Antonio Salazar. C'est d'ailleurs à partir de cette époque que la présence portugaise se fera de plus en plus sentir au Canada et au Québec, bien qu'elle ne date pas non plus cette période. D'autre part, outre les nombreux facteurs qui peuvent expliquer l'immigration portugaise, l'autre cause principale est probablement liée, il faut le mentionner, à l'abolition de l'esclavage.

Toutefois, les raisons et les éléments qui ont permis et facilité l'immigration portugaise dans le monde sont nombreux et variés. Les premiers Portugais installés au Québec étaient venus pour honorer leurs contrats d'emplois, fuir les répressions politiques dans

leur pays ou attirés par ses ressources naturelles. D'autre part, ces premiers immigrants établis au Québec ont développé des entreprises familiales qui ont facilité l'arrivée de leurs compatriotes. En effet, c'est grâce aux amis, aux parents et aux proches déjà installés au Québec et à leur réussite, qu'ont été facilitées l'arrivée et l'intégration de nouveaux Portugais au Québec, car ceux-ci leur garantissaient de l'hébergement et des emplois.

CHAPITRE III:

PROFIL DES PORTUGAIS ET GENS D'AFFAIRES PORTUGAIS DU QUÉBEC

Ce chapitre concerne le profil démographique, la localisation et l'analyse détaillée des caractéristiques socio-économiques des gens d'affaires portugais du Québec. Il consiste également à connaître les raisons qui les ont amené au Québec. En fait, on trouve des Portugais dans presque toutes les régions du Québec, mais c'est à Montréal et à Hull qu'ils sont plus nombreux. La majorité de leurs entreprises et établissements d'affaires sont plus présentes dans des secteurs qui couvrent des activités pour lesquelles ils ont plus de compétence avant d'immigrer. Il s'agit notamment des activités liées à la construction, à la restauration, au terrassement, à l'aménagement paysagiste, au secteur manufacturier et au commerce en général. Ces entreprises permettent de créer des emplois, non seulement pour les membres de leur communauté, mais aussi pour ceux d'autres communauté en place.

3.1) Démographie et localisation des Portugais du Québec

Comme pour les autres groupes ethniques, il très difficile de connaître le nombre exact de Portugais qui vivent au Canada et au Québec, car on se heurte à une bataille rangée de chiffres entre le pays d'origine et le pays d'accueil. En effet, tandis que certaines données dénombrent à 50 000 les Portugais qui vivent dans la province du Québec, d'autres les estiment à 80 000. Cette divergence est due à la différence qui existe dans les méthodes de recensement entre le pays d'origine et le pays d'accueil. Toutefois, toutes ces données sont d'avis qu'après l'Ontario le Québec est la province où il y a plus de Portugais au Canada. Déjà en 1975, on estimait à 50 000 le nombre de Portugais dispersés un peu

partout au Québec (Alpalhao et Da Rosa, 1983: 46)²³. La quasi totalité de ce nombre vit et travaille dans les grands centres urbains de la province, comme Montréal, Hull, Sainte-Thérèse, Laval, Québec, etc. En fait, les immigrants portugais du Canada et du Québec habitent la plupart les grandes zones urbaines; 91 % des immigrants portugais habitaient une région métropolitaine de recensement (RMR) en 1991, comparativement à 84 % de l'ensemble des immigrants et à 56 % des Canadiens de naissance (Citoyenneté et Immigration Canada, 1991).

La région métropolitaine de Montréal est cependant celle qui les attire le plus. En effet, on estimait à 40 000 le nombre de Portugais vivant dans la métropole, dont 60 % sont originaires des Açores (Alpalhao et Da Rosa, 1983: 47). Cette présence, soulignent les auteurs, s'explique généralement par l'arrivée massive des vagues d'immigrants des années 1950 et 1970 qui ont permis d'y créer des concentrations spécifiquement ethniques. Mais selon nos informateurs, il y aurait entre 50 000 et 60 000 Portugais qui vivent aujourd'hui dans la métropole, dont les grandes concentrations se situent principalement dans les quartiers traversés par certaines des rues les plus ethniques de Montréal. Il s'agit notamment des rues Saint-Denis (est), Sherbrooke (sud), Saint-Joseph (nord), Parc (ouest), et principalement la rue Saint-Laurent, entre la rue Rachel et la rue Ontario, où se situe la grande partie de leurs affaires.

La région de Hull est celle où on trouve la seconde agglomération portugaise la plus importante au Québec. Les premiers Portugais installés dans cette région ont déménagé de la Tuque où ils travaillaient dans la transformation du bois (Alpalhao et Da Rosa, 1983: 49). Selon les mêmes auteurs, ils étaient environ 3 000 personnes en 1975 dont 70 % installés au centre ville (île de Hull), 25 % à Wrightville et le reste dans les zones périphériques de la région. Parmi ce nombre, 90 à 95 % provenaient des Açores. Toutefois, selon nos informateurs, il y aurait environ 10 000 Portugais qui vivent aujourd'hui à Hull. Cette hausse est due à un exode massif provoqué par les nouvelles politiques de régionalisation promues par les autorités de la province. Ces politiques ont

²³ tirées de l'estimation faite par le consulat du Portugal à Montréal, 1975, in Alpalhao et Da Rosa, 1983: 46.

permis aux immigrants qui ont décidé de quitter les grandes agglomérations de bénéficier de certains avantages fiscaux dans leurs affaires. Mais reste que les Portugais qui vivent dans la région de Hull travaillent principalement, dans le cas des hommes, dans le secteur de la construction, les femmes occupent le secteur manufacturier et de l'alimentation. Le secteur du commerce en général est peu exploité par ceux-ci; les petites entreprises qui s'y adonnent sont spécialement reliées à l'importation des produits portugais.

Sainte-Thérèse est la troisième région où il y a le plus de Portugais au Québec. Les premiers Portugais installés dans cette région sont arrivés dans les années 1950 pour y travailler dans l'agriculture. Progressivement, ils commencèrent à délaisser cette activité pour s'établir dans les zones urbaines où ils pouvaient trouver des emplois à des salaires élevés. Selon Alpalhao et Da Rosa (1983: 50), la communauté portugaise de Sainte Thérèse était estimée à 2 500 personnes incluant les première et deuxième générations. Aujourd'hui, ce nombre a presque doublé; selon nos informateurs, il y aurait entre 4 000 et 5 000 Portugais établis dans cette région, dont les grandes concentrations se trouvent à Blainville et Boisbriand. Parmi ceux-ci, 90 % proviennent des Açores. Cette augmentation est due, en partie, aux avantages économiques et aux meilleures conditions de travail que leur offrent les compagnies et entreprises de la zone.

Selon Alpalhao et Da Rosa (1983), la communauté portugaise de Sainte-Thérèse est essentiellement opératrice. Les hommes s'orientent plus dans les secteurs de la construction, de l'industrie automobile, de l'aluminium et dans la menuiserie. Les femmes, quant à elles, occupent le secteur manufacturier. D'autre part, en plus d'être le groupe ethnique de la région qui présente le taux de mariages mixtes le plus élevé (10 %), la communauté portugaise de Sainte-Thérèse est le groupe ethnique le plus représenté au niveau socioculturel. (Alpalhao et Da Rosa, 1983: 51).

La quatrième communauté portugaise en importance démographique au Québec est celle de Laval, notamment à Chomedey. Cependant, on les trouve aussi à Fabreville, Vimont et Laval-des-Rapides. Les premiers immigrants portugais installés à Laval sont arrivés également durant les années 1950. Entre 1975 et 1980, ils étaient estimés à 2 000

personnes (Alpalhao et Da Rosa, 1983: 51), mais selon nos informateurs, ils sont aujourd'hui plus de 3 000 Portugais à vivre dans cette région, dont la quasi totalité provient également des Açores. D'autre part, la majorité de ceux-ci avaient déjà immigré au Brésil où ils ont acquis leur droit d'établissement au Canada. Mais en matière de pratiques économiques, les hommes sont plus présents dans les secteurs de la construction, du paysage et du terrassement, et les femmes occupent celui du manufacturier et du nettoyage ménager. En outre, la communauté portugaise de Laval demeure très religieuse. Depuis 1974, elle a créé une association appelée *Associação dos Paroquianos de Nossa Senhora de Fatima*; cette association paroissiale s'occupe de l'éducation et de la réalisation de différentes activités communautaires.

Bien que les premiers immigrants portugais y soient arrivés durant les années 1950, la région de Québec est celle où il y a le moins de Portugais. Au début des années 1980, ils étaient estimés à 750 personnes établies dans cette région. Aujourd'hui encore, ce nombre n'a augmenté que relativement peu pour atteindre 800 à 900 personnes, dont la majorité provient également des Açores. Les principales zones de résidence sont: Beauport, Cap-Rouge, Charlesbourg, Sainte-Foy et Lévis, où ils sont plus ou moins dispersés. Au niveau socioculturel, cette communauté est moins représentée; les associations qui existaient durant les années 1970 ayant pour objectif de promouvoir la culture portugaise à travers la région de la capitale n'existent plus. En effet, à cause de la dispersion des Portugais de Québec, il est également très difficile qu'ils puissent avoir des institutions ethniques plus structurées et organisées comme c'est le cas chez leurs compatriotes des autres régions. Aujourd'hui, les facteurs socioculturels qui témoignent de la présence des Portugais à Québec sont plus ou moins reliés aux travaux d'expositions sporadiques ou plus dans leurs activités économiques.

3.2) Caractéristiques socio-économiques des gens d'affaires portugais du Québec

Les Portugais sont presque tous de religion catholique: 95 % en 1991, contre 3 % des protestants et 1 % qui étaient d'une autre religion, 2 % n'ont aucune appartenance religieuse (Citoyenneté et Immigration Canada, 1991). Selon les mêmes sources de

données, parmi l'ensemble des immigrants et les Canadiens de naissance âgés de 15 à 64 ans, les immigrants portugais sont plus nombreux à vivre avec des membres de leur famille immédiate. Ceux-là représentent 92 % en 1991, comparativement à 86 % de l'ensemble des immigrants et à 84 % de la population née au Canada. De plus, les immigrants portugais âgés de moins de 65 ans sont plus nombreux à vivre avec leur époux ou épouse (Citoyenneté et Immigration Canada, 1991). Le respect des valeurs culturelles et religieuses fait en sorte que les couples de conjoints de fait et les familles monoparentales sont moins fréquents chez les immigrants portugais. Selon Citoyenneté et Immigration Canada, (1991), seulement 2 % des immigrants portugais âgés de 15 à 44 ans vivaient avec un conjoint de fait, et 5 % étaient chefs de familles monoparentales.

Chez les immigrants portugais du Canada et du Québec, les aînés (personnes âgées) vivent avec des membres de leur famille immédiate. En 1991, Citoyenneté et Immigration Canada estime que 62 % des immigrants portugais âgés de 65 ans et plus vivaient avec des membres de leur famille. Par contre, les immigrants portugais âgés qui vivent avec leur famille élargie sont aussi nombreux. Leur proportion a atteint 77 % en 1991.

D'autre part, les immigrantes portugaises du Canada ont plus d'enfants que les Canadiennes de naissance. En effet, les immigrantes portugaises âgées de 15 à 44 ans ont en moyenne 1,9 enfant, comparativement à 1,6 enfant pour les Canadiennes de naissance (Citoyenneté et Immigration Canada, 1991).

La majorité des gens d'affaires portugais établis au Québec sont arrivés durant les années 1970. En effet, 44 personnes, soit 44,9 % des répondants sont arrivés au Québec durant cette période. Parmi ceux-là, 41 sont établis à Montréal et 4 à Québec où ils représentent, respectivement 41,8 % et 3,1 % de l'ensemble des personnes rencontrées. Et dans la région de Montréal, ils représentent 50,6 % contrairement à Québec où ils ne représentent que 17,6 %. On constate également que 28 des gens d'affaires portugais du Québec, soit 28,6 %, dont 21 (21,4 %) sont établis à Montréal et 7 (7,2 %) à Québec, sont arrivés

durant les années 1960. Cela représente 26 % des gens d'affaires portugais de Montréal et 41,2 % des gens d'affaires portugais de la région de Québec (tableau 4).

Les autres gens d'affaires portugais sont arrivés, soit avant 1960, soit après 1980. Ils sont 12 immigrants d'affaires, soit 12,2 %, dont 8 (8,2 %) à Montréal et 4 (4 %) à Québec qui sont arrivés entre 1940 et 1959. Ce qui représente, respectivement, 10,2 % des gens d'affaires portugais de Montréal et 23,5 % des gens d'affaires portugais de la région de Québec. Ceux qui sont arrivés après les années 1980 ne représentent que 14,3 % de l'ensemble des gens d'affaires rencontrés, soit 14 personnes, dont 11 (11,2 %) à Montréal et 3 (3,1 %) à Québec. Ces chiffres représentent, respectivement 13,6 % des gens d'affaires portugais de Montréal et 17,6 % des gens d'affaires portugais de la région de Québec. Cela dit, la majorité des gens d'affaires portugais immigrés au Québec, toutes les années confondues, choisissent de faire des affaires à Montréal. En effet, comme toute grande métropole, la région de Montréal est celle qui attire le plus les immigrants économiques qui choisissent de s'établir au Québec (tableau 4).

Tableau 4. Gens d'affaires portugais du Québec, selon la date d'arrivée (Montréal et Québec), 1999

Années	Montréal		Québec		Ensemble	
	N	%	N	%	N	%
1940 - 1949	1	1,2	1	5,9	2	2,0
1950 - 1959	7	8,6	3	17,6	10	10,2
1960 - 1969	21	26,0	7	41,2	28	28,6
1970 - 1979	41	50,6	3	17,6	44	44,9
1980 - 1989	6	7,4	3	17,6	9	9,2
1990 et après	5	6,2	-	-	5	5,1
Total	81	100,0	17	100,0	98	100,0

Source: personnes ayant répondu aux deux entrevues

Les immigrants portugais de la première génération sont venus au Canada et au Québec pour travailler comme manœuvres ou ouvriers dans les secteurs de la construction, dans les services d'entretien et personnels, dans les usines, les fermes et dans le secteur forestier ou de la pêche. Leurs épouses étaient confinées, soit au foyer, soit à des travaux domestiques. Dans certains cas, elles travaillaient dans des entreprises manufacturières, dans l'industrie de la conserverie ou comme cuisinières dans des établissements

hospitaliers. À l'époque, seul un petit nombre de ces immigrants avaient leurs propres entreprises ou des établissements d'affaires. Ceux qui avaient le pouvoir de s'offrir un établissement d'affaires ou une entreprise, détenaient des restaurants, des agences de voyage ou encore de petites entreprises de construction, qui employaient un nombre très limité de personnes.

En effet, les Portugais qui sont arrivés au Canada et au Québec entre 1950 et 1974, notamment durant la période de la crise politique, mais aussi économique et sociale au Portugal, formaient une classe d'immigrants à forte tendance ouvrière. Il faut cependant mentionner que la grande majorité de ceux-ci était moins instruite et dans certains cas analphabète. Toutefois, ils avaient, dans la plupart des cas, décidé de tout laisser derrière: femmes, enfants, parents, amis, etc., pour l'étranger où ils pouvaient vendre leur force juvénile comme main-d'œuvre à bon marché.

Ce n'est qu'après la révolution du 25 avril 1974, qui a bouleversé toutes les structures sociales portugaises, que les Portugais les mieux instruits ou les intellectuels ont plus immigré. En effet, au sortir de la dictature, il fallait réorganiser toutes les structures sociales de la société portugaise, et pour cela, il fallait un temps long, alors ceux qui ne pouvaient pas attendre ont décidé de partir, comme en témoigne ce passage:

"... donc, après la révolution de 1974, qui d'ailleurs était supposée nous sortir de la crise, on s'est enfoncé dans une profonde crise politique, sociale et économique. De plus, les intellectuels ont abusé de la liberté qu'ils venaient d'acquérir; il y avait toujours des grèves dans les universités, alors je n'ai pas été capable d'attendre que tout ça change c'est pourquoi je suis parti de là." (Pm4; personne de l'entrevue 4, Montréal).

L'arrivée de ces derniers va aussi entraîner un grand bouleversement dans les communautés immigrantes portugaises. L'arrivée de ces immigrants au Québec a provoqué une course effrénée vers l'entrepreneurship portugais. En effet, ces jeunes étaient non seulement instruits, mais ils étaient également qualifiés ou spécialisés dans plusieurs secteurs et métiers, comme la menuiserie, la soudure, l'électricité, la mécanique, etc. Les femmes étaient, soit des coiffeuses, des secrétaires, des infirmières, des

enseignantes, etc. Parmi ceux-là, certains ont décidé de poursuivre des études avancées ou encore de la formation professionnelle au Québec. Cela a permis aujourd'hui à la communauté portugaise du Québec d'avoir de bons gestionnaires en affaires. Et c'est grâce à cet esprit de persévérance que les établissements d'affaires portugais ont presque quadruplé au Québec.

On constate en effet que de 1973 à 1999, les établissements d'affaires portugais de Montréal sont passés de 104 à 372, soit en moyenne une augmentation de 10 %²⁴ (voir tableau 5). Dans la région de Québec, il y a 13 entreprises portugaises enregistrées par l'IGIF en 1994. Ces entreprises existent encore et 6 parmi elles, soit 46,1 % se trouvent dans la ville de Québec, 3 (23,1 %) à Sainte-Foy et 1 dans chacune des municipalités suivantes: Charlesbourg (7,7%), Neufchâtel (7,7 %), Vanier (7,7 %) et Beauport (7,7 %) (tableau 6).

²⁴ De la revue annuelle "Portugal em Montréal". Cette revue est créée et gérée par Dona Maria Furtado depuis 1973. Fille d'un industriel, de son île natale Sao Miguel (Açores), Madame Maria Furtado a commencé à immigrer dès l'âge de douze ans: à Porto, Marinha-Grande, à Nazaré et à Lisbonne. Cette aventure l'amena en Angola (Afrique) où travaillait son premier époux dans une compagnie pétrolière. Dès son retour d'Afrique, après son divorce, elle a eu à se battre corps et âme pour que son père l'accepte comme employée dans ses usines, car ce dernier était convaincu que les femmes ne devaient pas travailler surtout ne devaient pas porter des pantalons. Mais finalement sa tenacité portera fruit, car son père finira par l'embaucher, d'abord comme technicienne, puis comme comptable. C'est en 1966 qu'elle est arrivée au Québec (Montréal) pour rejoindre son second mari qui avait immigré quelques années auparavant. Après des années de combats, elle a réussi à monter une affaire qui fait aujourd'hui non seulement sa fierté, mais aussi la grandeur de la diaspora portugaise. À 70 ans, cela fait 33 ans que Madame Furtado est au service de la communauté portugaise. Elle a quatre enfants et sept petits enfants, et à part une de ses filles qui réside en Suisse, trois de ses enfants vivent à Montréal. Elle vit aujourd'hui seule et voyage partout dans le monde après un travail bien fait.

Tableau 5. Entreprises et établissements d'affaires¹ portugaises de Montréal, 1973 à 1999 (exclut 1975)

Années	Entreprises et établissements d'affaires		Années	Entreprises et établissements d'affaires	
	N	% ²		N	%
1973	104		1987	320	- 2,4
1974	94	- 9,6	1988	330	+ 3,1
1976	102	+ 8,5	1989	347	+5,1
1977	152	+ 49,0	1990	348	+0,3
1978	160	+ 5,3	1991	346	- 0,6
1979	153	- 4,4	1992	360	+4,0
1980	198	+ 29,4	1993	372	+3,3
1981	235	+18,7	1994	361	- 3,0
1982	246	+4,7	1995	361	0,0
1983	249	+1,2	1996	361	0,0
1984	289	+16,0	1997	356	-1,4
1985	321	+11,1	1998	372	+4,5
1986	328	+2,2	1999	372	0,0
- L'augmentation des entreprises et établissements d'affaires entre 1973 et 1999 est de 257,7 %					
- Moyenne / an				10,0 %	

Notes: 1 établissements ou entreprises; toutes activités confondues. Seuls les établissements dont le propriétaire ou le représentant est enregistré dans *Portugal em Montreal*.

2: les répartitions (%) de l'augmentation ou la diminution du nombre d'entreprises ou établissements sont calculées à partir de chaque année qui précède.

Source: IPP (Information et Publicité Portugaises) *Portugal em Montreal*, collection de 1973 à 1999.

Tableau 6. Entreprises portugaises à Québec, par localité municipale, 1994-1999

Localités municipales	Nombre d'entreprises (1)	Pourcentage %
Québec	6	46,1%
Sainte-Foy	3	23,1%
Charlesbourg	1	7,7%
Neufchalet	1	7,7%
Vanier	1	7,7%
Beauport	1	7,7%
Total	13	100%

Notes: (1) Seules les entreprises identifiées par l'IGIF en 1994, existantes encore en 1999.

Source : Données compilées et calculées à partir des données du Ministère des Affaires Internationales, de l'Immigration et des Communautés Culturelles, *Des gens des Communautés Culturelles en Affaires, Région de Québec*. Données Statistiques de l'IGIF, 1994

3.2.1) L'âge et l'occupation

La moyenne d'âge pour l'ensemble des gens affaires portugais de Montréal, répondant à notre enquête est de 39,5 ans. Elle se situe à 42 ans pour les hommes et à 37,5 ans pour

les femmes. Par contre, chez les entrepreneurs, elle est de 40,6 ans, soit 43,7 ans pour les hommes et 37,5 ans pour les femmes, et chez les travailleurs autonomes, la moyenne d'âge est de 38,5 ans, soit 40 ans pour les hommes et 37,5 ans pour les femmes. En effet, 2 personnes, soit 2,5 % de nos répondants, tous des hommes, dont 1 entrepreneur et 1 travailleur autonome ont 20 - 29 ans; 21 (25,9 %), dont 13 hommes et 8 femmes ont 30 - 39 ans; 25 (30,9 %), dont 21 hommes et 4 femmes ont 40 - 49 ans; 14 (17,3 %), dont 12 hommes et 2 femmes ont 50 - 59 ans; 6 entrepreneurs (7,4 %), tous des hommes, ont 60 - 69 ans; une travailleuse autonome (1,2 %) a 70 ans; un entrepreneur (1,2 %) a 80 ans. Par contre, 11 des répondants, soit 13,6 %, dont 10 hommes et 2 femmes n'ont pas divulgué leur âge. Chez les 30 ans et plus, 9 hommes et 1 femme sont des entrepreneurs et 4 hommes et 7 femmes sont des travailleurs autonomes. Parmi les 40 ans et plus, 12 hommes et une femme sont des entrepreneurs et 9 hommes et 3 femmes sont des travailleurs autonomes; chez les 50 ans et plus 9 hommes sont des entrepreneurs et 3 hommes et 2 femmes sont des travailleurs autonomes (tableau 7).

Tableau 7. Gens d'affaires portugais de Montréal, selon l'âge et le sexe, 1999

Âge et Sexe	Entrepreneurs	Travailleurs autonomes	Total
Hommes	40	24	64
20 - 29 ans	1	1	2
30 - 39 ans	9	4	13
40 - 49 ans	12	9	21
50 - 59 ans	9	3	12
60 - 69 ans	6	-	6
70 - 79 ans	-	-	-
80 ans et plus	1	-	1
non défini	3	6	9
Femmes	2	15	17
20 - 29 ans	-	-	-
30 - 39 ans	1	7	8
40 - 49 ans	1	3	4
50 - 59 ans	-	2	2
60 - 69 ans	-	-	-
70 - 79 ans	-	1	1
80 ans et plus	-	-	-
non défini	-	2	2
Ensemble	42	39	81
Moyenne d'âge	40,6 ans	38,5 ans	39,5 ans
Hommes	43,7 ans	40,0 ans	42,0 ans
Femmes	37,5 ans	37,5 ans	37,5 ans

Source: personnes ayant répondu aux deux entrevues

À Québec, la moyenne d'âge des gens d'affaires portugais est de 49,6 ans, soit environ 10 ans de plus que l'ensemble des gens d'affaires portugais de Montréal et de 7,6 ans de plus que l'ensemble des hommes. En effet, sur 17 entrepreneurs que nous avons rencontrés dans la région de Québec, une personne (5,9 %) à 30 - 39 ans, 7 (41,2 %) ont 40 - 49 ans, 4 (23,5 %) ont 50 - 59 ans, 3 (17,6 %) ont 60 - 69 ans et 2 (11,6 %) ont 70 ans et plus. Cependant, tous les répondants de la région de Québec sont non seulement de sexe masculin, mais aussi ils s'identifient tous comme des entrepreneurs (tableau 8).

Tableau 8: Entrepreneurs portugais de Québec, selon l'âge et le sexe, 1999

Âge et Sexe	Entrepreneurs
Hommes	17
20 - 29 ans	-
30 - 39 ans	1
40 - 49 ans	7
50 - 59 ans	4
60 - 69 ans	3
70 - 79 ans	2
80 ans et plus	-
Femmes	-
20 - 29 ans	-
30 - 39 ans	-
40 - 49 ans	-
50 - 59 ans	-
60 - 69 ans	-
70 - 79 ans	-
80 ans et plus	-
Ensemble	17
Moyenne	49,6 ans

Source: personnes ayant répondu aux deux entrevues

On constate aussi qu'au-delà de 59 ans, les hommes ne travaillent plus pour leur propre compte, et seuls ceux qui furent des entrepreneurs continuent à exercer dans leur domaine. En général, les hommes sont plus jeunes à se lancer en affaires; cependant, jusqu'à l'âge de 50 ans, les femmes préfèrent plus travailler pour leur propre compte. Cela s'explique par le fait que les hommes choisissent dès leur retraite, entre 50 et 60 ans, de céder les affaires à leurs enfants, c'est également à partir de cet âge qu'ils sont plus impliqués dans les activités communautaires. D'autre part, ceux qui ont des investissements au Portugal restent moins de temps au Québec où ils viennent de temps à

autre pour encourager leurs enfants et apporter des nouvelles du pays à la communauté. Ils ont une grande influence dans les affaires de leurs enfants comme l'atteste un des répondant:

"Je me fie beaucoup à l'expérience de mon père, c'est lui qui a créé cette entreprise et si elle fonctionne jusqu'à présent c'est parce qu'il s'y connaît. Mes parents m'ont appris aussi que si tu veux réussir, il faut que tu connaisses tes valeurs culturelles. On a été élevé dans des valeurs où la parole et l'intégrité jouent un rôle très important. C'est ce qu'il faut aujourd'hui en affaires, quand on donne une parole, on tient à la respecter et être très honnête avec nos clients et nos fournisseurs." (Pm35, personne de l'entrevue 35, Montréal).

Cette influence culturelle prévaut également dans les pratiques économiques. Toutefois, les femmes qui n'ont pas fait de hautes études restent au foyer, et particulièrement celles qui ont immigré adultes pour rejoindre leurs conjoints déjà établis au Québec et qui n'avaient pas eu le temps ou les moyens de faire des études plus avancées. De ce fait, lorsqu'elles décident de partir en affaire, elles aménagent souvent un espace aux alentours du domicile conjugal où elles pourront pratiquer des activités dans leurs compétences. Dans l'ensemble, 70,4 % des hommes d'affaires portugais rencontrés sont des entrepreneurs et 88,2 % des femmes sont des travailleuses autonomes. Mais cela ne veut pas dire que toutes les travailleuses autonomes sont des femmes au foyer, car on constatera dans le niveau de scolarité que la majorité des femmes qui travaillent pour leur propre compte sont très instruites.

Il est nécessaire de rappeler que la grande majorité des immigrants portugais sont arrivés au Québec jeunes, surtout ceux qui sont arrivés entre les années 1950 et 1970. Ils ont eu le courage, l'esprit d'initiative et l'assurance de soi qui leur ont permis d'abandonner leurs familles et leur pays pour affronter l'inconnu. Mais à cela s'ajoute la sélection masquée à laquelle s'adonnent les pays d'accueil, comme le remarque ce passage: "... que ce soit en Amérique, au Canada ou dans les autres pays d'Europe, à l'époque, pour immigrer, il fallait s'entraîner comme si on allait s'engager dans l'armée, car lorsqu'on avait l'air plus jeune, on avait plus de chance d'avoir un visa pour quitter le pays". (Pq3, personne de l'entrevue 3, région de Québec).

Cela signifie que les pays d'accueil exigeaient une certaine capacité physique des personnes qui désiraient immigrer, car le fait d'être jeune et fort est non seulement un signe de résistance aux soubresauts qu'on devra surmonter en terre d'immigration, mais aussi, cela représente une bonne main-d'œuvre puisqu'étant jeune on est plus actif et en pleine capacité productive.

3.2.2) Niveau de scolarité

Citoyenneté et Immigration Canada (1991) estime à 2 % les immigrants portugais ayant obtenu un diplôme universitaire. Par ailleurs, 37 % des immigrants portugais âgés de 15 à 24 ans poursuivaient des études à temps plein ou à temps partiel, comparativement à 61 % des Canadiens de naissance du même groupe d'âge, et 59% des hommes ont complété des études post secondaires, contre 43 % des hommes nés au Canada qui détiennent un diplôme dans une étude technique ou un métier relié au génie et aux sciences appliquées. Pour leur part, les immigrantes portugaises ayant complété des études post secondaires sont plus orientées dans les beaux-arts ou dans les arts appliqués.

Ce sont les jeunes qui ont immigré avec leurs parents, ceux et celles qui sont nés au Québec et les femmes qui ont immigré jeunes pour rejoindre leurs conjoints, qui comptent parmi les Portugais d'affaires les plus instruits. Cela s'explique, d'une part par le fait qu'au Québec, contrairement au Portugal, on exige des citoyens un certain niveau de scolarité (niveau secondaire au minimum), alors les enfants des immigrants qui arrivent à ce niveau sont plus motivés pour parfaire de hautes études. D'autre part, lorsque les hommes immigrent seuls, leurs conjointes ont plus de temps pour d'autres occupations. Du fait même de l'absence de son mari et l'homme envoie souvent de l'argent à sa famille et à femme, la conjointe qui est encore jeune et qui n'a pas d'enfants à charge, a non seulement plus de temps, mais aussi plus de conditions pour poursuivre de hautes études. Car, il faut le signaler, la majorité des femmes d'affaires portugaises de Montréal ont fait leurs études secondaires ou universitaires au Portugal.

En effet, 23 personnes, soit 28,3 % de l'ensemble des Portugais d'affaires rencontrés à Montréal, tous des hommes, n'ont pu compléter des études primaires. Ils sont 29, soit

35,8 %, dont 21 hommes (26 %) et 8 femmes (9,8 %) qui ont fait des études secondaires; 9, soit 11,2 %, dont 5 hommes (6,2 %) et 4 femmes (5 %) ont complété des études collégiales et 20, soit 24,7 %, dont 5 femmes (6,2 %) et 15 hommes (18,5 %) ont fait ou ont complété des études universitaires (premier cycle ou premier et deuxième cycle) (tableau 9).

D'autre part, parmi les 39 travailleurs autonomes rencontrés à Montréal, 11 personnes, soit 28,2 %, dont 4 femmes (10,2 %) et 7 hommes (18 %) ont fait ou ont complété des études universitaires au Portugal ou au Québec, contrairement à 9 entrepreneurs (21,4 %) sur 42, dont une femme (2,4 %) et 8 hommes (19 %) qui ont atteint ce niveau. De même, 5 travailleurs autonomes, soit 10,7 %, dont 4 femmes (10,2 %) ont complété des études collégiales contre 4 entrepreneurs (9,5 %) tous des hommes; 14 travailleurs autonomes, soit 36 %, dont 7 hommes (18 %) et 7 hommes contre 15 entrepreneurs (35,8 %), dont 14 hommes (33,3 %) ont fait des études secondaires et 9 travailleurs autonomes, soit 23 % contre 14 entrepreneurs (33,3 %), tous des hommes, n'ont pu compléter des études primaires (tableau 9).

Tableau 9. Gens d'affaires portugais de Montréal, selon le niveau de scolarité, par sexe par catégorie, 1999

Niveau de scolarité	Entrepreneurs		Travailleurs autonomes		Total	
	N	%	N	%	N	%
Hommes	40	95,2	24	61,5	64	79,0
Primaire	14	33,3	9	23,0	23	28,3
Secondaire	14	33,3	7	18,0	21	26,0
Collégial	4	9,5	1	2,5	5	6,2
Universitaire	8	19,0	7	18,0	15	18,5
Femmes	2	4,8	15	38,5	17	21,0
Primaire	-	-	-	-	-	-
Secondaire	1	2,4	7	18,0	8	9,8
Collégial	-	-	4	10,2	4	5,0
Universitaire	1	2,4	4	10,2	5	6,2
Ensemble	42	100,0	39	100,0	81	100,0

Source: personnes ayant répondu aux deux entrevues

Dans la région de Québec, 9 des 17 Portugais rencontrés, soit 52,9 % n'ont pu compléter des études primaires; 7 (41,2 %) ont fait des études secondaires et 1 (5,9 %) a complété des études universitaires de premier cycle (voir tableau 10).

Tableau 10. Entrepreneurs portugais de Québec, selon le niveau de scolarité, 1999

Niveau de scolarité	Entrepreneurs	
	N	%
Primaire	9	52,9
Secondaire	7	41,2
Collégial	-	-
Universitaire	1	5,9
Total	17	100,0

Source: personnes ayant répondu aux deux entrevues

En général, les Portugais qui ont immigré adultes, surtout ceux de la première génération, et n'ont pu poursuivre des études au Québec ou dans leur terre d'accueil comptent parmi les moins instruits. Ceux-là font partie d'une génération qui fut sacrifiée par une loi promulguée en 1899 au Portugal et qui est restée en vigueur jusqu'en 1960. Selon celle-ci : "Les Portugais n'étaient pas obligés de poursuivre leurs études après la troisième année (primaire)" (Alpalhao et Da Rosa, 1983: 83). Elle a été revue deux fois, soit en 1960, elle était passée de la troisième à la quatrième année pour ensuite atteindre la sixième en 1967. Cette loi fut même un des facteurs constatés dans la faiblesse de l'économie portugaise. En outre, "la situation était pire dans la mesure où cette même loi était en application spécialement dans les zones rurales et dans le cas des femmes" (idem: 83). De plus, l'éducation au Portugal était spécifiquement réservée aux plus nantis de la société, ce qui fait que le nombre d'analphabètes y est encore très élevé puisque cette classe sociale (des nantis) ne représente que le 10 % de la population portugaise. Certaines données évaluent le nombre d'analphabètes au Portugal à 35 % de la population totale en 1983²⁵. C'est pour cela qu'on constate que la majorité des Portugais établis au Québec et que nous avons rencontrés n'ont pas fait de hautes études. Dans certains cas, ceux qui ont fait leur secondaire, le niveau collégial ou universitaire, se trouvent dans la vague des Portugais qui sont arrivés après les années 1970, notamment après la révolution du 25 avril 1974; par ailleurs d'autres ont pu poursuivre leurs études au Québec.

²⁵ Voir Alpalhao et Da Rosa, 1983: 81. Toutefois, ces chiffres sont à prendre avec réserve, car certains chercheurs situent le taux d'analphabétisme au Portugal entre 35 et 40 % de sa population totale.

3.2.3) Les revenus

Le revenu moyen des immigrants portugais du Canada est, selon Citoyenneté et Immigration Canada, inférieur à celui des Canadiens de naissance. En 1990, le revenu moyen de toutes sources des immigrants portugais était de 22 600 \$, comparativement à 23 700 \$ pour les personnes nées au Canada. Par ailleurs, le revenu moyen des immigrantes portugaises était de 15 700 \$. Toutefois, le revenu des immigrants portugais varie selon le groupe d'âge; en 1990, le revenu moyen de toutes sources des immigrants portugais âgés de 15 à 64 ans était de 23 600 \$, alors qu'il n'était que de 12 500 \$ pour les 65 ans et plus. Dans ces deux groupes d'âge, le revenu moyen des immigrants portugais est inférieur à celui de l'ensemble des immigrants et de la population née au Canada. Chez les aînés, le revenu moyen des immigrants portugais était de 12 500 \$, comparativement à 18 600 \$ pour l'ensemble des immigrants âgés et à 19 500 \$ pour les personnes âgées nées au Canada.

La part des revenus des immigrants portugais qui provient des paiements de transfert était de 11 % en 1990. Mais les paiements de transfert sont beaucoup plus importants dans le revenu des immigrants portugais âgés que dans le revenu des plus jeunes. En 1990, 68 % du revenu des immigrants portugais âgés de 65 ans et plus provenait des paiements de transfert, comparativement à 8 % du revenu des 15 à 64 ans. La proportion pour les immigrants portugais âgés (68 %) était aussi supérieure aux pourcentages correspondants pour l'ensemble des immigrants âgés (45 %) et les personnes âgées natives du Canada (46).

Les gens d'affaires portugais rencontrés ont généré un chiffre d'affaire de 94 279 999 dollars en 1998, dont 81 329 999 dollars par ceux de Montréal et 12 950 000 par ceux de la région de Québec (voir tableaux 22 et 23, p. 118). Toutefois, les montants les plus importants ont été réalisés par les secteurs des banques, du commerce en général, de la restauration et de la construction. À Montréal, ces secteurs ont généré, respectivement, 50 millions de dollars, 12 250 000 dollars, 7 710 000 dollars et 7 430 000. Ces chiffres représentent 62,1 %; 15,1%; 9,5 % et 9,1 % de l'ensemble du chiffre d'affaire généré par les personnes rencontrées à Montréal, tous secteurs confondus. À Québec, ce sont les

activités liées à la construction qui génèrent plus de revenus aux entrepreneurs portugais de cette région. En effet, les Portugais rencontrés à Québec et qui exercent des activités reliées à la construction (travaux sur chantier, manufacturier d'ameublement résidentiel et commercial, aménagement paysager résidentiel et industriel et entretien de routes ponts et chaussées) ont généré un chiffre d'affaire de 12 200 000 dollars, soit 94 % de l'ensemble du chiffre réalisé dans toutes les activités dans lesquelles ils exercent.

Cependant, les entrepreneurs font plus d'argent que les travailleurs autonomes parce que non seulement ils font de grosses affaires, mais aussi, certains ont souvent plusieurs établissements qu'ils gèrent en même temps, contrairement aux travailleurs autonomes, qui souvent ont de petits établissements, doivent se contenter d'en gérer qu'un seul. À Montréal, 23 Portugais rencontrés, soit 28,4%, dont 12 entrepreneurs (14,8 %) et 11 travailleurs autonomes (13,6 %) génèrent chacun des revenus annuels de 1 million de dollars et plus (entre 1 million et 9 millions et plus). 55, soit 68 %, dont 30 entrepreneurs (37,1 %) et 25 travailleurs autonomes (30,9 %) génèrent chacun entre 100 000 et 600 000 dollars de revenus par année et les 3 autres travailleurs autonomes, soit 3,7 %, n'atteignent pas un revenu annuel de 100 000 dollars.

Tableau 11. Gens d'affaires¹ portugais de Montréal, selon le Chiffre d'affaire annuel, par catégorie, 1999 (en \$)

Montant (\$)	Entrepreneurs		Travailleurs autonomes		Total	
	N	%	N	%	N	%
50 000 - 99 999	-	-	3	3,7	3	3,7
100 000 - 199 999	4	5,0	15	18,5	19	23,5
200 000 - 299 999	14	17,3	6	7,4	20	24,7
300 000 - 399 999	7	8,7	1	1,2	8	9,9
400 000 - 499 999	3	3,7	-	-	3	3,7
500 000 - 600 000	2	2,5	3	3,7	5	6,2
1 000 000 - 2 000 000	3	3,7	-	-	3	3,7
3 000 000 - 4 000 000	1	1,2	-	-	1	1,2
5 000 000 - 6 000 000	1	1,2	-	-	1	1,2
7 000 000 - 8 000 000	1	1,2	-	-	1	1,2
9 000 000 et plus	6	7,4	11	13,6	17	21,0
Total	42	51,9	39	48,1	81	100,0

Source : personnes ayant répondu aux deux entrevues

Dans la région de Québec, 6 des entrepreneurs portugais rencontrés génèrent chacun des revenus annuels de 1 million de dollars et plus (entre 1 million et 6 millions); 10 autres, soit 58,8 % en génèrent chacun entre 100 000 et 600 000 dollars par année et 1 (5,9 %) génère un revenu annuel inférieur à 100 000 dollars.

Tableau 12. Entrepreneurs¹ portugais de Québec, selon le Chiffre d'affaire annuel, 1999 (\$)

Montant (\$)	Entrepreneurs	
	N	%
50 000 - 99 999	1	5,9
100 000 - 199 999	4	23,5
200 000 - 299 999	2	11,8
300 000 - 399 999	1	5,9
400 000 - 499 999	1	5,9
500 000 - 600 000	2	11,8
1 000 000 - 2 000 000	3	17,6
3 000 000 - 4 000 000	2	11,8
5 000 000 - 6 000 000	1	5,9
7 000 000 - 8 000 000	-	-
9 000 000 et plus	-	-
Total	17	100,0

Source : personnes ayant répondu aux deux entrevues

3.2.4) Les secteurs d'activités économiques

Selon Citoyenneté et Immigration Canada, (1991), les Portugais sont nombreux à faire partie de la population active occupée. En 1991, 79 % des immigrants portugais âgés de 15 à 64 ans sont actifs. Par contre, le pourcentage des immigrantes portugaises actives ne représentait que 61% et cela, même si les travailleurs autonomes portugais sont moins nombreux les Canadiens de naissance ayant un emploi. En 1991, 8 % des hommes immigrants portugais étaient des travailleurs autonomes, comparativement à 12 % des travailleurs nés au Canada. De même, 3 % des immigrantes portugaises ont leur propre entreprise en 1991, contre 6 % des femmes nées au Canada (Citoyenneté et Immigration Canada, 1991).

Dans les activités professionnelles, les immigrants portugais qui travaillent dans le secteur de la construction représentaient 28 % en 1991. Ce nombre représente environ trois fois la proportion des hommes nés au Canada (11 %). Cependant, les hommes immigrants portugais étaient plus nombreux que les autres groupes à travailler dans le

secteur manufacturier, mais moins nombreux à travailler comme commis ou dans le secteur des services ou de la vente et moins nombreux à exercer une profession libérale ou à occuper un poste de gestion. Dans ce dernier cas, 11 % des immigrants portugais exerçaient une profession libérale ou occupaient un poste de gestion en 1991, comparativement à 27 % des hommes nés au Canada. La proportion des immigrantes portugaises qui exercent une profession libérale ou qui occupent un poste de gestion est aussi inférieure aux proportions des Canadiennes de naissance. En fait, 13 % des immigrantes portugaises occupent une profession libérale ou un poste de gestion, contre 33 % des femmes nées au Canada. En revanche, 22% des immigrantes portugaises travaillaient dans le secteur manufacturier; dans cette activité, elles sont supérieures à la proportion des femmes nées au Canada (4 %). De plus, en 1991, la majorité des immigrantes portugaises, soit 55 %, tout comme la majorité des femmes des autres groupes, travaillaient comme commis ou dans le secteur de la vente ou des services (Citoyenneté et Immigration Canada, 1991).

Les gens d'affaires portugais du Québec sont présents dans plusieurs secteurs d'activités économiques. Et c'est également dans le commerce, la construction et la restauration qu'ils sont plus nombreux. La grande majorité des Portugais rencontrés ont déjà exercé dans ces secteurs avant d'immigrer au Québec. D'autre part, ces secteurs sont très développés et très importants au Québec grâce aux revenus qu'ils génèrent pour les personnes qui y sont associées, comme nous allons le démontrer dans la partie réservée aux facteurs d'attrait. De plus, malgré la concurrence qui est très grande, les immigrants pensent qu'il y a moins de barrières, notamment la discrimination, la langue, etc. On constate également que même si les femmes sont plus instruites que les hommes de même âge, il demeure toutefois, sans négliger le fait qu'elles sont très présentes dans les services d'avocats et de notariat, que leurs activités économiques sont plus axées sur les services personnels.

À Montréal, 47 des 81 gens d'affaires rencontrés, soit 58 %, dont 45 hommes (55,5 %) et 2 femmes (2,5 %) exercent dans les secteurs du commerce, de la construction et de la restauration. Le secteur de la restauration compte 13 personnes, soit 16 %, dont 12

hommes (14,8 %) et une femme (1,2 %). Dans ce secteur, 11 personnes, dont 10 hommes et 1 femme sont des entrepreneurs, et 2 travailleurs autonomes, tous des hommes. Ils représentent 26,2 % de l'ensemble des entrepreneurs dont 23,8 % sont des hommes et 2,4 % des femmes, et 5,1 % de l'ensemble des travailleurs autonomes. Le secteur du commerce compte 21 personnes, soit 25,9 %, dont 20 hommes (24,7 %) et 1 femme (1,2 %). 14 des personnes qui exercent dans ce secteur, tous des hommes, sont des entrepreneurs et 7 autres, dont 6 hommes et 1 femme sont des travailleurs autonomes. Ils représentent 33,3% de l'ensemble des entrepreneurs rencontrés et 18 % des travailleurs autonomes, dont 15,4 % sont des hommes et 2,6 % des femmes. Le secteur de la construction est exclusivement réservé aux hommes, il n'intéresse pas les femmes, probablement parce qu'il est un secteur qui nécessite un dur travail physique. Mais l'explication la plus plausible est que la construction est non seulement un secteur traditionnellement maîtrisé par les Portugais, mais aussi elle a toujours été chez eux un secteur exclusivement masculin. De plus, ce secteur est un des piliers du Portugal en matière de création d'emplois; selon les dernières données statistiques du Ministère de l'Emploi portugais, il y aurait 358 000 travailleurs (uniquement les syndiqués) dans le secteur de la construction au Portugal. Cependant, parmi les gens d'affaires portugais de Montréal rencontrés, 13, soit 16 %, tous des hommes travaillent dans ce secteur, notamment, dans la rénovation. Ils sont 7 entrepreneurs et 6 travailleurs autonomes. Cela représente 16,7 % de l'ensemble des entrepreneurs rencontrés et 15,4 % des travailleurs autonomes (tableau 13).

Outre ces secteurs, on les trouve plus dans des domaines tels que les services d'avocats, de notaires et les services personnels. En effet, 12 personnes, soit 14,8 %, dont 2 hommes (2,5 %) et 10 femmes (12,3 %) sont des coiffeurs, des barbiers, ils possèdent également des salons de beauté ou des boîtes de nuit. 9, soit 11,1 %, dont 5 hommes (6,2 %) et 4 femmes (4,9 %) sont des avocats ou des notaires. Dans les secteurs des services personnels, 1 homme est entrepreneur, soit 2,4 % de l'ensemble des entrepreneurs rencontrés, et 11 personnes, dont 1 homme et 10 femmes sont des travailleurs autonomes, soit 28,2 % de l'ensemble des travailleurs autonomes rencontrés, dont 25,6 % de femmes et 2,6 % d'hommes. Par ailleurs, 3 avocats et notaires (hommes) sont des entrepreneurs et

6 autres, dont 2 hommes et 4 femmes travaillent pour leur propre compte). Ils représentent 7,1 % de l'ensemble des entrepreneurs rencontrés et 15,3 % de l'ensemble des travailleurs autonomes, dont 5,1 % sont des hommes et 10,2 % des femmes. Les autres secteurs d'activités économiques ne représentent que 16 % de l'ensemble des gens d'affaire portugais rencontrés à Montréal (tableau 13).

Tableau 13: Gens d'affaires portugais de Montréal, selon le secteur d'activité économique par sexe et par catégorie, 1999

Secteur d'activité économique	Entrepreneur		Travailleurs autonomes		Total	
	N	%	N	%	N	%
Hommes	40	95,2	24	61,5	64	79,0
Industries manufacturières	2	4,8	-	-	2	2,5
Construction	7	16,7	6	15,5	13	16,0
Transport et entreposage	1	2,4	1	2,6	2	2,5
Communications et autres services publics	1	2,4	-	-	1	1,2
Commerce de détail	14	33,3	6	15,4	20	24,7
Comptabilité et gestion	-	-	3	7,7	3	3,7
Banques Finance et assurances	1	2,4	3	7,7	4	4,9
Services d'avocats et notaires	3	7,1	2	5,1	5	6,2
Services personnels	1	2,4	1	2,6	2	2,5
Restaurant et hôtellerie	10	23,8	2	5,1	12	14,8
Femmes	2	4,8	15	38,5	17	21,0
Industries manufacturières	-	-	-	-	-	-
Construction	-	-	-	-	-	-
Transport et entreposage	-	-	-	-	-	-
Communications et autres services publics	1	2,4	-	-	1	1,2
Commerce de détail	-	-	1	2,6	1	1,2
Comptabilité et gestion	-	-	-	-	-	-
Banques Finance et assurances	-	-	-	-	-	-
Services d'avocats et notaires	-	-	4	10,2	4	4,9
Services personnels	-	-	10	25,6	10	12,3
Restaurant et hôtellerie	1	2,4	-	-	1	1,2
Ensemble	42	100,0	39	100,0	81	100,0

source: personnes ayant répondu aux deux entrevues

À Québec, 11 entrepreneurs, soit 64 des Portugais rencontrés dans cette région occupent des activités liées à la construction: travaux sur chantier 5 personnes (29,4 %), manufacturier d'ameublement résidentiel et commercial 1 personne (5,9 %), aménagement paysager résidentiel et industriel 4 personnes (23,5 %) et entretien de routes ponts et chaussées (pavage) 1 personne (5,9 %). 4 autres, soit 23,5 % travaillent

dans le commerce en général et le service personnel; 1 personne (5,9 %) est dans la restauration et 1 dans une activité connexe à l'agriculture (ensemencement hydraulique).

Tableau 14: Entrepreneurs portugais de Québec, selon l'activité économique, 1999

Activités économique (1)	Nombre d'entrepreneurs (2)	Pourcentage %
Travaux sur chantier	5	29,4
Sérigraphie sur textile	1	5,9
Manufacturier d'ameublement résidentiel et commercial	1	5,9
Aménagement paysager résidentiel et industriel	4	23,5
Ensemencement hydraulique	1	5,9
Location d'aéronefs	1	5,9
Commerce de détail de vêtement	1	5,9
Entretien de routes ponts et chaussées	1	5,9
Restauration avec permis d'alcool	1	5,9
Grossiste en vêtements	1	5,9
Totale	17	100,0

(1) seuls les types d'activités enregistrées par l'IGIF en 1994, existantes encore en 1999.

(2) Le nombre d'entrepreneurs enregistrées par l'IGIF en 1994 plus deux autres non enregistrés. Le nombre d'entrepreneurs ne correspond pas nécessairement au nombre total d'entreprises; dans certains cas deux ou trois entrepreneurs sont identifiés pour une même entreprise.

source: personnes ayant répondu aux deux entrevues

Autres source: Données compilées et calculées à partir des données du Ministère des Affaires Internationales, de l'Immigration et des Communautés Culturelles, *Des gens des Communautés Culturelles en Affaires, Région de Québec*. Données Statistiques de l'IGIF, 1994.

3.2.5) La clientèle des gens d'affaires

La clientèle des gens d'affaires portugais est aussi variée, mais lorsqu'ils font des affaires dans un quartier fortement peuplé par les membres de leur communauté, comme à Montréal, ils visent plus cette clientèle. On constate en effet que la clientèle des gens d'affaires portugais de Montréal est plus portugaise. Celle-ci représente 59,7 %, contre 40,3 % qui est, soit québécois ou d'autres communautés. Dans certains cas, il y a des secteurs qui ne servent que la communauté portugaise, tels que les organes de communications et les services bancaires, qui ont respectivement 99,5 % et 90 % de leur clientèle dans la communauté portugaise (tableau 15).

Dans le cas de la communication, la presse portugaise de Montréal est utilisée comme un lieu de maintien et sauvegarde des valeurs communes à la communauté. Les émissions sont essentiellement réservées aux nouvelles visant à informer des événements qui se sont produits au Portugal. Elle sont également pour mission de véhiculer, à travers les ondes et l'écrit, la culture portugaise et d'intéresser les nouvelles générations à la langue portugaise. Les banques portugaises présentes à Montréal, sont de petites succursales qui y représentent des banques portugaises. Elles sont plus spécialisées dans les transactions internationales et gèrent, dans la plupart des cas, des investissements ou des mandats envoyés au Portugal. Même à la Caisse Économique Portugaise de Montréal, qui est affiliée au Mouvement Desjardins, 90 % de ses membres sont des Portugais.

D'autre part, 65,5 % de la clientèle des avocats et des notaires est portugaise contre 34,5 % de clientèle québécoise ou d'autres communautés. Cette tendance est due à la confiance et à la complexité entre des personnes de même origine. En effet, le fait d'avoir un avocat ou un notaire de même origine que soi, donne plus de confiance au client qui sait qu'il traite avec un compatriote, et cela sans compter l'aspect linguistique qui entre en ligne de compte.

Par ailleurs, la majorité de ceux qui font affaire avec les gens d'affaires portugais qui exercent dans les secteurs du commerce et de la construction ne sont pas des Portugais, et ceux dans les autres secteurs sont relativement partagés. À Montréal, seulement 37 % des Portugais magasinent dans des commerces détenus par des gens d'affaire portugais et 39 % avec ceux de la construction. Il faut noter cependant que la clientèle portugaise n'est pas rentable pour les entrepreneurs et les travailleurs autonomes en construction, car, comme mentionné auparavant, du fait des liens de parenté entre clients et ces derniers, la plupart des travaux effectués ne sont pas rémunérés.

Tableau 15. Gens d'affaires portugais de Montréal, selon la répartition estimée de la clientèle par secteur d'activité économique, 1999 (%)

Secteur d'activité économique	Clientèle portugaise %	Clientèle autre %
Industries manufacturières	55,0	45,0
Construction	39,0	61,0
Transport et entreposage	55,0	45,0
Communications	99,5	0,5
Commerce de détail	37,0	63,0
Comptabilité et gestion	56,7	43,3
Banques Finance et assurances	90,0	10,0
Services d'avocats et notaires	65,5	34,5
Services personnels	58,0	42,0
Restaurant et hôtellerie	41,7	58,3
Moyenne	59,7	40,3

Source: personnes ayant répondu aux deux entrevues

Dans la région de Québec, les entrepreneurs portugais n'ont le choix que de faire affaire avec des clients québécois ou d'autres communautés, sinon ils feront faillite. Car, du fait même que la communauté portugaise de la région de Québec est non seulement très petite, mais aussi très dispersée dans l'espace géographique, celle-ci ne représente que 2,3% de la clientèle des entrepreneurs portugais de cette région contre 97,7 % de la clientèle québécoise et des autres communautés.

Tableau 16. Entrepreneurs portugais de Québec, selon la répartition estimée de la clientèle, par activité économique, 1999 (%)

Activité économique	Clientèle portugaise	Clientèle autre
Travaux sur chantier	2,4	97,6
Sérigraphie sur textile	4,0	96,0
Manufacturier d'ameublement résidentiel et commercial	1,0	99,0
Aménagement paysager résidentiel et industriel	1,8	98,2
Ensemencement hydraulique	-	100,0
Location d'aéronefs	5,0	95,0
Commerce de détail de vêtement	2,0	98,0
Entretien de routes ponts et chaussées	-	100,0
Restauration avec permis d'alcool	5,0	95,0
Grossiste en vêtements	2,0	98,0
Moyenne	2,3	97,7

Source: personnes ayant répondu aux deux entrevues

3.2.6) Les emplois créés

Le taux de chômage des immigrants portugais au Canada est aussi élevé que celui des autres groupes ethniques. En 1991, 10,3 % des immigrants portugais actifs étaient en chômage, comparativement à 10,2 % de la population immigrante active et à 10,1 % de la population active née au Canada. De plus, ce sont les adultes qui, parmi les immigrants portugais actifs, sont plus touchés par le chômage. En 1991, le taux de chômage parmi les hommes immigrants portugais âgés de 15 à 24 ans était de 15,7 %, cela représente un taux inférieur aux taux correspondant à l'ensemble des hommes nés au Canada (16,3 %), alors que chez les hommes âgés de 25 à 64 ans, le taux de chômage des immigrants portugais est deux fois supérieur aux taux correspondant à l'ensemble des Canadiens de naissance de la population active de même âge (Citoyenneté et Immigration Canada, 1991).

Toutefois, les entrepreneurs et travailleurs autonomes portugais du Québec sont de potentiels créateurs d'emplois (voir tableaux 17 et 18). Ils ont créé 774 emplois au total dont 630 à Montréal et 144 à Québec. Des 630 emplois créés à Montréal, soit 7,8 emplois en moyenne, 588, soit 6,7 emplois en moyenne sont à temps plein et 72, soit 1,2 emploi en moyenne sont à temps partiel. 480 emplois ont été créés par les entrepreneurs, soit 6 emplois en moyenne, dont 431 (10,2) à temps plein et 49 (1,7) à temps partiel, et 150 emplois, soit 2 emplois en moyenne, dont 127 (3,2) à temps plein et 23 (0,6) à temps partiel ont été créés par les travailleurs autonomes. En effet, les entrepreneurs portugais de Montréal ont créé 76,2 % de l'ensemble des emplois créés par les gens d'affaires portugais de cette région, dont 68,4 % sont à temps plein et 7,8 % à temps partiel. Cela représente 89,8 % des emplois à temps plein et 10,2 % des emplois à temps partiel créés par les entrepreneurs. Les travailleurs autonomes ont créé 23,8 % de l'ensemble des emplois créés par les gens d'affaires portugais de Montréal, dont 20,2 % sont à temps plein et 3,6 % à temps partiel. Cela représente 84,7 d'emplois à temps plein et 15,3% des emplois à temps partiel créés par ces derniers.

Des 144 emplois créés par les entrepreneurs portugais de la région de Québec, soit 8,4 emplois en moyenne, 113 sont à temps plein et 31 à temps partiel. Les entrepreneurs

portugais de la région de Québec ont créé, en moyenne, 6,6 emplois à temps plein et 1,8 emploi à temps partiel, soit 78,5 % des emplois à temps plein et 21,5 % des emplois à temps partiel.

Dans l'ensemble, les entrepreneurs ont créé plus d'emplois que les travailleurs autonomes. En effet, les entrepreneurs portugais de Montréal et de Québec ont créé 624 emplois, soit 80,6 % de l'ensemble des emplois créés par les personnes, dont 544 (70,3 %) sont à temps plein et 80 (10,3%) à temps partiel. Cela représente en moyenne 6,4 emplois, dont 5,6 à temps plein et 0,8 à temps partiel.

Toutefois, ce sont les gens d'affaires portugais qui exercent dans le commerce, la restauration et la construction qui ont créé plus d'emplois. À Montréal, ceux-ci ont créé 226 emplois dans le secteur du commerce de détail, soit 29,2 % de l'ensemble des emplois créés et 35,9 % des emplois créés par les gens d'affaires portugais de Montréal. 204 de ces emplois, soit 26,3 % de l'ensemble des emplois créés et 32,4 % des emplois créés par les gens d'affaires portugais de Montréal, dont 199 (25,7 % et 31,6 %) à temps plein et 5 (0,6 % et 0,8 %) à temps partiel, ont été créés par des entrepreneurs. Les travailleurs autonomes ont créé 22 emplois dans ce secteur, 2,8 % de l'ensemble des emplois créés et 3,5 % des emplois créés par les gens d'affaire portugais de Montréal, dont 17 (2,2 % et 2,7 %) à temps plein et 5 (0,6 et 0,8 %) à temps partiel.

Dans le secteur de la restauration, 144 emplois ont été créés, soit 18,6 % de l'ensemble des emplois créés et 22,8 % des emplois créés par les gens d'affaires portugais de Montréal. 135 emplois, soit 17,4 % de l'ensemble des emplois créés et 21,4 % des emplois créés par les gens d'affaire portugais de Montréal, dont 120 (15,5 % et 19 %) à temps plein et 15 (1,9 % et 2,4 %) à temps partiel, ont été créés par des entrepreneurs. Les travailleurs autonomes ont créé 9 emplois à temps plein dans ce secteur, soit 1,2 % de l'ensemble des emplois créés et 1,4 % des emplois créés par les gens d'affaires portugais de Montréal. Et dans le secteur de la construction, 109 emplois ont été créés, soit 14,1 % de l'ensemble des emplois créés et 17,3 % des emplois créés par les gens d'affaires portugais de Montréal. C'est également les entrepreneurs qui y ont créé plus d'emplois. Ils

ont créé 79 emplois dans ce secteur, soit 10,2 % de l'ensemble des emplois créés et 12,5 % des emplois créés par les gens d'affaires portugais de Montréal, dont 55 (7,1 % et 8,7 %) à temps plein et 24 (3,1 % et 3,8 %) à temps partiel. Les travailleurs autonomes y ont créé 30 emplois, soit 3,9 % de l'ensemble des emplois créés et 4,8 % des emplois créés par les gens d'affaires portugais de Montréal, dont 21 (2,7 % et 3,3 %) à temps plein et 9 (1,2 % et 1,4 %) à temps partiel. Les autres secteurs ont généré 151 emplois, soit 19,5 % de l'ensemble des emplois créés et 23,9 % des emplois créés par les gens d'affaires portugais de Montréal, dont 106 (13,7 % et 16,8 %) à temps plein et 45 (5,8 % et 7,1 %) à temps partiel.

Dans la région de Québec, ce sont les entrepreneurs portugais qui travaillent dans des activités liées à la construction et au commerce et/ou aux services personnels qui ont créé plus d'emplois. En effet, les quatre activités liées au secteur de la construction (travaux sur chantier, manufacturier d'ameublement résidentiel et commercial, aménagement paysager résidentiel et industriel et entretien de routes, ponts et chaussées) ont permis de créer 100 emplois, soit 12,9 % de l'ensemble des emplois créés et 69,4 % des emplois créés par les gens d'affaires portugais de la région. Parmi ces emplois, 77 (9,9 % et 53,4 %) sont à temps plein et 23 (3 % et 16) à temps partiel. Les activités liées au commerce et/ou aux services personnels (sérigraphie sur textile, location d'aéronefs, commerce de détail de vêtements et grossiste en vêtements) ont permis de créer 34 emplois, soit 4,4 % de l'ensemble des emplois créés et 23,6 % des emplois créés par les gens d'affaires portugais de la région. 26 de ces emplois (3,4 % et 18,1 %) sont à temps plein et 8 (1 % et 5,5 %) à temps partiel. Les autres activités (ensemencement hydraulique, restauration) ont généré 10 emplois, soit 1,3 de l'ensemble des emplois créés et 6,9 % des emplois créés par les gens d'affaires portugais de la région.

Tableau 17. Gens d'affaires portugais de Montréal, selon le niveau d'emplois créés par secteur d'activité économique et par catégorie, 1999

Secteur d'activité économique	Entrepreneurs Temps plein		Entrepreneurs Temps partiel		Travailleurs autonomes T. plein		Travailleurs autonomes T. partiel		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Industries manufacturières	12	2,5	-	-	-	-	-	-	12	1,9
Construction	55	11,4	24	5,0	21	14,0	9	6,0	109	17,3
Transport et entreposage	4	0,8	-	-	1	0,7	-	-	5	0,8
Communications	8	1,7	-	-	-	-	-	-	8	1,3
Commerce de détail	199	41,6	5	1,0	17	11,3	5	3,3	226	35,9
Comptabilité et gestion	-	-	-	-	18	12,0	-	-	18	2,8
Banques Finance et assurances	16	3,3	3	0,6	8	5,3	5	3,3	32	5,1
Services d'avocats et notaires	12	2,5	-	-	22	14,7	-	-	34	5,4
Services personnels	5	1,0	2	0,4	31	20,7	4	2,7	42	6,7
Restaurant et hôtellerie	120	25,0	15	3,1	9	6,0	-	-	144	22,8
Total	431	89,8	49	10,2	127	84,7	23	15,3	630	100,0
Moyenne	10,2		1,7		3,2		0,6		7,8	

Source: personnes ayant répondu aux deux entrevues

Tableau 18. Entrepreneurs portugais de Québec, selon le niveau d'emplois créés par activité économique, 1999

Activité économique	Temps plein		Temps partiel		Total	
	N	%	N	%	N	%
Travaux sur chantier	27	18,7	4	2,8	31	21,5
Sérigraphie sur textile	5	3,5	3	2,0	8	5,5
Manufacturier d'ameublement résidentiel et commercial	6	4,2	-	-	6	4,2
Aménagement paysager résidentiel et industriel	37	25,7	16	11,1	53	36,8
Ensemencement hydraulique	3	2,0	-	-	3	2,0
Location d'aéronefs	1	0,7	-	-	1	0,7
Commerce de détail de vêtement	5	3,5	-	-	5	3,5
Entretien de routes ponts et chaussées	7	4,9	3	2,0	10	6,9
Restauration avec permis d'alcool	7	4,9	-	-	7	4,9
Grossiste en vêtements	15	10,4	5	3,5	20	13,9
Total	113	78,5	31	21,5	144	100,0
Moyenne	6,6		1,8		8,4	

Source: personnes ayant répondu aux deux entrevues

Cependant, 411 de l'ensemble des emplois créés par les gens d'affaires portugais rencontrés, soit 53,1 % sont occupés par des employés portugais. 355 ont été créés à Montréal, soit 45,9 % de l'ensemble des emplois créés et 56,3 % des emplois créés par les gens d'affaires portugais de Montréal, et 56 à Québec, soit 7,2 %) de l'ensemble des

emplois créés et 38,9 % des emplois créés par les gens d'affaires portugais de la région (voir tableaux 19 et 20). Dans l'ensemble, 289 emplois occupés par des Portugais, soit 37,3 % sont créés par les entrepreneurs et 122 (15,8 %) par les travailleurs autonomes. En moyenne, 3,8 emplois créés par les gens d'affaires rencontrés, c'est-à-dire 4,4 emplois à Montréal et 3,3 % dans la région de Québec, sont occupés par des Portugais. De plus, sur les 558 emplois créés à temps plein par les gens d'affaires portugais de Montréal, 299 sont occupés par des Portugais. À Québec, 46 emplois à temps plein sont occupés par ces derniers. Il semble en effet que les employeurs portugais embauchent plus les membres de leur communauté pour des emplois à temps plein.

Le fait que la majorité des emplois créés par les gens d'affaires portugais soient occupés par des employés portugais montre encore une fois que les gens d'affaires d'un groupe ethnique donné servent de pilier aux membres de leur communauté. Cela n'est pas étonnant dans le cas de Montréal, lorsqu'on sait que la clientèle des gens d'affaires portugais de cette région est en majorité composée des membres de la communauté portugaise, car, outre l'aspect culturel dans les pratiques économiques, il y a aussi l'aspect linguistique qui ne doit pas être négligé, comme en témoigne un répondant:

" À part les compétences nécessaires, nous exigeons de nos employés la connaissance fonctionnelle du français et une bonne maîtrise du portugais, car 90 % de nos membres sont des Portugais. C'est d'ailleurs pourquoi tous nos employés sont des Portugais. Il faut également savoir que nous représentons, dans certains cas, des institutions financières portugaises..." (Pm4, personne de l'entrevue 4, Montréal).

Si la question linguistique entre en ligne de compte, c'est parce qu'il est plus évident pour un commerçant portugais de transiger en portugais qu'en français ou en anglais. Il faudrait ajouter à cela que la façon la plus facile pour un immigrant de partir en affaire est d'investir dans sa communauté au départ et d'embaucher les membres de sa communauté. Cela lui permet de traiter avec des personnes avec qui il a des liens plus proches et les mêmes besoins en consommation. Par exemple, il est plus facile pour un épiciers portugais de connaître les goûts portugais, savoir ce dont les Portugais ont besoin, que ceux des autres communautés en place.

Tableau 19. Gens d'affaires portugais de Montréal, selon le niveau d'emplois créés pour la communauté portugaise (Nombre d'employés Portugais), par secteur d'activité économique et par catégorie, 1999

Secteur d'activité économique	Entrepreneurs Temps plein		Entrepreneurs Temps partiel		Travailleurs autonomes T. plein		Travailleurs autonomes T. partiel		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Industries manufacturières	12	5,0	-	-	-	-	-	-	12	3,4
Construction	33	13,6	20	8,2	20	17,8	6	5,3	79	22,2
Transport et entreposage	3	1,2	-	-	1	0,9	-	-	4	1,1
Communications	8	3,3	-	-	-	-	-	-	8	2,2
Commerce de détail	47	19,4	5	2,1	13	11,6	5	4,5	70	19,7
Comptabilité et gestion	-	-	-	-	11	9,8	-	-	11	3,1
Banques Finance et assurances	16	6,6	3	1,2	3	2,7	-	-	22	6,2
Services d'avocats et notaires	4	1,6	-	-	18	16,1	2	1,8	24	6,8
Services personnels	4	1,6	2	0,8	21	18,7	3	2,7	30	8,4
Restaurant et hôtellerie	76	31,3	10	4,1	9	8,1	-	-	95	26,8
Total	203	83,6	40	16,4	96	85,7	16	14,3	355	100,0
Moyenne	4,8		1,0		2,5		0,5		4.4	

Source: personnes ayant répondu aux deux entrevues

Tableau 20: Entrepreneurs portugais de Québec, selon le niveau d'emplois créés pour la communauté portugaise (Nombre d'employés Portugais), par activité économique, 1999

Activité économique	Temps plein		Temps partiel		Total	
	N	%	N	%	N	%
Travaux sur chantier	16	28,6	2	3,6	18	32,2
Sérigraphie sur textile	1	1,8	1	1,8	2	3,6
Manufacturier d'ameublement résidentiel et commercial	4	7,1	-	-	4	7,1
<i>Aménagement paysager résidentiel et industriel</i>	14	25,0	6	10,7	20	35,7
Ensemencement hydraulique	3	5,3	-	-	3	5,3
Location d'aéronefs	1	1,8	-	-	1	1,8
Commerce de détail de vêtement	1	1,8	-	-	1	1,8
Entretien de routes ponts et chaussées	1	1,8	-	-	1	1,8
Restauration avec permis d'alcool	2	3,6	-	-	2	3,6
Grossiste en vêtements	3	5,3	1	1,8	4	7,1
Total	46	82,1	10	17,9	56	100,0
Moyenne	2,7		0,6		3,3	

Source: personnes ayant répondu aux deux entrevues

3.3) Les motifs d'immigration

Outre la découverte de nouveaux espaces et la pêche à la morue sur le littoral du Saint-Laurent qui ont ouvert le chemin du Québec aux immigrants portugais, les principales

raisons qui ont poussé plus de 4 millions de Portugais à immigrer à travers le monde dont environ 80 000 au Québec sont assez complexes. Cependant, nous pouvons soutenir qu'elles sont autant socio-économiques que politiques. Mais au-delà de ces considérations, certains Portugais ont décidé d'immigrer pour des raisons personnelles, pour rejoindre des membres de leurs familles, des amis ou encore pour le goût de l'aventure.

3.3.1) Les raisons économiques

D'un point de vue économique, le Portugal fut l'un des pays les plus sous développés d'Europe, et il n'avait que sa main-d'œuvre comme principale ressource exportable. En outre, en plus d'être destinés à des secteurs peu rentables, les investissements au Portugal étaient très faibles; ils ne représentaient que 13 à 14 % du P.N.B. (Vasco Manuel Martins, 1984: 4). L'évolution économique fut très lente et très faible. Durant les années 1950, le salaire moyen journalier se situait entre 30 et 25 Escudos pour ceux qui travaillaient dans l'industrie et de 19 Escudos pour les travailleurs agricoles. À cela s'ajoute un autre facteur qui ébranla toute les structures socio-économiques du pays; il s'agit de la guerre de libération dans les ex-colonies portugaises, en Angola (1961), en Guinée-Bissau (1963) et au Mozambique (1964), une guerre qui coûtera très cher au Portugal, car à chaque année la moitié du budget était consacrée aux dépenses militaires. Jusqu'aux années 1980, l'économie portugaise souffrira toujours de ces antécédents politiques. En 1983, l'inflation a atteint plus de 25 % ce qui a provoqué de grandes conséquence sur les revenus des salariés; environ un peu plus de 1,8 millions de Portugais touchaient un salaire mensuel de moins de 20 000 Escudos et environ 100 000 cadres atteignaient un salaire mensuel de 50 000 Escudos²⁶.

Parmi les gens d'affaires portugais que nous avons rencontrés, 45 ont immigré pour ces raisons, soit 45,9 %, dont 40 (40,8 %) sont des hommes et 4 (4,1 %) des femmes. À

²⁶ Selon les Statistiques de l'Institut Portugaise d'Analyse, Conjoncture et Études du Plan, in Vasco M. Martins, 1984: 17.

Montréal, 35 personnes, soit 43 % sont concernées, parmi elles 31 personnes (38,3 %) sont des hommes et 4 personnes (5 %) sont des femmes. À Québec, 10 personnes, soit 58,8 % des entrepreneurs portugais rencontrés ont immigré pour des raisons économiques. En effet, ces chiffres montrent encore une fois que l'immigration économique touche principalement les hommes (tableau 21).

Les raisons économiques qui ont le plus contribué à l'émigration portugaise résultent, en grande partie, au fait que la majorité de la population portugaise vit de l'agriculture. En effet, le Portugal fut et est encore un pays de longue tradition agricole. De plus, avant son intégration dans l'Union européenne, en 1986, il présentait des caractéristiques socio-économiques très précaires par rapport aux autres pays d'Europe. Dire que le Portugal des grandes migrations et d'avant son intégration dans l'union européenne présentait des caractéristiques socio-économiques semblables aux pays en développement n'est pas une exagération.

D'autre part, l'agriculture qui faisait vivre plus de la majorité des Portugais n'avait pas connu un essor moderne ; les agriculteurs portugais s'adonnaient à une véritable épreuve de force pour arriver à produire le nécessaire pour vivre. La plupart des travaux étaient effectués manuellement (Anido et Freire, 1978: 70). Dans le Portugal maritimes, notamment aux Açores et moins à Madère, où la quasi totalité de la population vivait de cette activité, il y avait également un manque considérable de technologies agricoles; c'est d'ailleurs pour cette raison que la grande partie des immigrants portugais proviennent de cette zone.

Selon Alpalhao et Da Rosa (1983), environ 30 % de la population portugaise vit encore de l'agriculture et ces gens n'ont que de petites terres familiales à exploiter. En effet, en 1975, 187 640 propriétés agricoles au Portugal n'atteignaient pas 1 ha et seulement 488 atteignaient 1 000 ha et plus (Collin, 1975: 383-384)²⁷. Outre ces facteurs, le rendement agricole était très faible. En 1972, les agriculteurs portugais ne produisaient que 6 590 kg

²⁷ in Alpalhao et Da Rosa, 1983: 80.

de céréales. Le rendement agricole moyen de chaque Portugais était inférieur à 1/3, relativement aux autres secteurs économiques du pays (Alpalhao et Da Rosa, 1983: 382); cela en est encore un des facteurs qui expliquent pourquoi la majorité des immigrants portugais ont quitté leur pays durant les années 1970. À cela s'ajoute le dépeuplement des zones rurales et l'absence de main-d'œuvre juvénile. Cette agriculture est aussi exposée aux conditions climatiques défavorables; le sol est souvent rocheux et montagnard, ce qui augmente les difficultés de l'exercice de cette activité et réduit sa productivité. En effet, en 1978, les terres cultivables au Portugal étaient estimées à 54,5 % contre 45,5 % de terres non cultivables (Anido et Freire, 1978: 71). On estimait d'autre part qu'en l'an 2000 les terres cultivables ne représenteront que 28,1 % contre 71,9 % de terres non cultivables. Cette tendance est due, particulièrement à la hausse considérable de l'exode rural, mais aussi à l'augmentation des travaux d'urbanisation dans l'étendue du pays.

Outre l'agriculture, la pêche qui occupait une grande place dans l'économie portugaise constitue aujourd'hui une activité délaissée par la majorité de sa population, puisque les ressources maritimes seraient épuisées. En 1976, la population active portugaise s'était divisée ainsi: 787 100 personnes dans le secteur primaire, 768 700 dans le secteur secondaire et 1 262 700 dans le secteur tertiaire. Cela représentait respectivement 28 %, 27,2 % et 44,7 % (Le Monde, déc. 1976, 12-13 : 9)²⁸. De plus, après la décolonisation, le tourisme et l'émigration ont constitué un des secteurs les plus performants de l'économie portugaise, surtout dans l'acquisition de devises étrangères. Toutefois, cette industrie, bien qu'elle se présente encore comme un secteur prometteur pour le développement du Portugal, devra faire face aux multiples problèmes complexes accentués par la conjoncture de l'économie mondiale actuelle.

Il existe en effet une relation étroite entre les facteurs économiques et l'émigration portugaise. Le faible rendement économique du Portugal de l'époque par rapport aux autres pays d'Europe est non seulement un indice qui explique le bas niveau de vie et la pauvreté au Portugal, mais aussi elle est une des causes réelles de leur émigration.

²⁸ in Alpalhao et Da Rosa, 1983: 81.

3.3.2) Les raisons politiques

Antonio Salazar a profité de la chute de la monarchie provoquée par un mouvement militaire et un soulèvement de la masse populaire le 5 octobre 1910 pour faire valoir ses ambitions pour le Portugal. Ce changement brusque d'un système millénaire a provoqué d'énormes problèmes sociaux dans l'étendue du pays. C'est ainsi que Salazar fut sollicité pour gérer l'État le plus pauvre de l'Europe, mais paradoxalement une des plus grandes puissances colonisatrices encore en présence en Afrique. De 1926 à 1974, Salazar régna sans conteste sur l'un des plus grands empires coloniaux, et durant les années 1960, notamment en 1961, il décida d'envoyer une armée de plus de 150 000 hommes dans les colonies d'Afrique. Cet acharnement face à la conquête et face à une grandeur perdue vaudra, non seulement, au Portugal une piètre performance diplomatique au niveau international, mais aussi un extraordinaire dépeuplement. Durant cette période, plus de 3 millions de travailleurs portugais, en général les plus jeunes et plus actifs, quitteront le Portugal vers les pays importateurs de main-d'œuvre étrangère à bon marché. La population est passée alors de 12 millions à moins de 9 millions d'habitants.

Notre enquête nous a permis de comprendre que les raisons politiques ont été au cœur de l'immigration portugaise, elles en sont une des causes apparentes, et cela même si nombre d'auteurs les attribuent aux causes accidentelles. Parmi les gens d'affaires portugais que nous avons rencontrés, 14, soit 14,3 %, tous des hommes, ont immigré au Québec pour des raisons politiques. Ils sont 13 (16 %) à Montréal et 1 (6 %) à Québec. Par ailleurs, ces chiffres nous indiquent que la majorité des Portugais qui ont immigré au Québec pour des raisons politiques se dirigent le plus souvent vers la région métropolitaine. D'autre part, on constate que la répression politique au Portugal n'a touché que les hommes (tableau 21).

En effet, la plupart des ressortissants portugais qui ont répondu aux questions de notre recherche imputent leur départ au refus du service militaire obligatoire ou à la crainte des représailles de la police secrète PIDE (Police Internationale pour la Défense de l'État) portugaise de l'époque de la dictature salazariste, comme l'attestent certains passages recueillis lors de nos entrevues.

"Il était pénible de s'engager dans les forces militaires portugaises, et cela devenait très dangereux quand on connaît la réalité de ce qui se passait dans les ex-colonies. Le Portugal était en guerre avec ses colonies. Cette guerre a duré dans certains cas, comme en Guinée-Bissau environ 20 ans. Dans mon cas, j'ai fui vers la France pour ne pas y aller et ensuite je me suis retrouvé au Québec." (Pm6, personne de l'entrevue 6, Montréal).

Le fait de se soustraire aux exigences militaires obligatoires a été une cause particulière, mais aussi importante pour nombre de Portugais qui ont immigré au Québec. En effet, se soustraire du service militaire au Portugal de l'époque était considéré comme une trahison à la patrie et passible d'une peine très sévère. Le PIDE ne lâchait plus tous ceux qui osaient le faire ou tous ceux qui étaient soupçonnés de faire partie des mouvements contestataires comme les syndicalistes, comme l'atteste cet autre passage:

"Sous son régime, Salazar a mis beaucoup de personnes qui étaient contre sa politique en prison. Dans le temps...., en 1960 je faisais partie d'un mouvement syndical la JOC (Jeunesse Ouvrière Catholique), c'est pourquoi les choses ont mal tourné. Finalement, j'ai eu de la chance, car quelqu'un m'a aidé à quitter le pays juste au bon moment avant que le PID ne mette la main sur moi. Donc, je suis parti exactement parce que le vent tournait contre moi." (Pm2, personne de l'entrevue 2, Montréal).

Ces tracasseries ont longtemps fait des Portugais des immigrants clandestins, notamment dans certains pays d'Europe. Mais les grandes vagues d'immigrants qualifiés se sont intensifiées après la révolution du 25 avril 1974 qui a constitué la date du changement politique pour un régime démocratique. Ce changement a aussi soulevé plusieurs questions dont celles de la réconciliation, de la reconstruction, etc. Mais il n'était pas aussi facile pour certains d'attendre que ces promesses soient résolues. C'est ainsi qu'une majorité d'intellectuels ont suivi les traces de leurs prédécesseurs vers une immigration longue et pénible.

3.3.3) Autres raisons sociales

Tandis que certains Portugais ont quitté leur pays à la recherche du bien-être, fuir la pauvreté, le délabrement économique et les représailles politiques, d'autres n'ont eu le

choix que de suivre leurs traces. En effet, une grande partie des Portugais qui ont immigré au Québec sont venus rejoindre leurs familles; leurs parents, leurs conjoints, d'autres ont immigré avec leurs parents, ou ils ont été invités par des amis déjà immigrés au Québec. Dans bien des cas, certains sont venus poursuivre leurs études après quoi ils ont trouvé un emploi et ont décidé de rester. 36 personnes parmi les 98 rencontrées, soit 39,8 %, dont 33 (33,7 %) à Montréal et 6 (6,1 %) à Québec, sont concernées par ce genre d'immigration. Parmi ceux-là, 26 (26,5 %) sont des hommes et 13 (13,7 %) des femmes. Dans la région de Montréal, 33 personnes (40,7 %) des 81 répondants, dont 20 (24,7 %) des hommes et 13 (16 %) des femmes sont concernés, et à Québec ils sont 6 hommes, soit 35,2 % des 17 répondants. Ce type d'immigration a cependant touché plus les enfants et les femmes (tableau 21).

Tableau 21. Les raisons de départ, Montréal et Québec, par sexe

Raisons/sexe	Portugais de Montréal		Portugais de Québec	
	Nombre	%	Nombre	%
Hommes	64	79,0	17	100,0
Économiques	31	38,3	10	58,8
Politiques	13	16,0	1	6,0
Autres ¹	20	24,7	6	35,2
Femmes	17	21,0	-	-
Économiques	4	5,0	-	-
Politiques	-	-	-	-
Autres ¹	13	16,0	-	-
Ensemble	81	100,0	17	100,0

Note: 1: Rejoindre leurs familles; parents, conjoints, immigrés avec leurs parents, pour poursuivre leurs études ou invités par des amis.

Source: personnes ayant répondu aux deux entrevues

3.4) Facteurs d'attrait et choix d'établissement

3.4.1) Les secteurs d'attrait

Le Canada est un des grands pays industrialisés. Le Québec aussi est l'une des provinces riches de ce pays. Il est riche en ressources naturelles: minerais, hydroélectricité, forêt, etc. Mais les secteurs économiques qui attirent le plus les Portugais du Québec sont: la construction, le commerce, la restauration et le secteur manufacturier, car la majorité des Portugais qui exercent dans le commerce de détail dépendent directement de ce secteur. Ces secteurs sont aussi très importants pour les exportations internationales au Québec.

En 1994, le secteur manufacturier québécois présentait à lui seul 11,7 % de l'ensemble des augmentations constatées dans les exportations internationales (20,8 %) durant cette période²⁹. Ce secteur connaît une excellente performance due notamment aux exportations considérables vers les États-Unis et à la compétitivité accrue qui y existe. Mais parmi les gens d'affaires portugais rencontrés, seuls deux entrepreneurs de Montréal exercent directement dans ce domaine, leur chiffre d'affaire annuel (200 000 \$) n'est pas aussi élevé.

Le secteur de la construction est un des secteurs les plus instables au Québec; il connaît autant de bonds que de difficultés. En effet, le maintien des taux hypothécaires à des niveaux relativement élevés et l'endettement important des ménages, etc., entraînent une diminution non négligeable dans les mises en chantier de nouveaux logements³⁰. Selon le Ministère de l'Industrie du Commerce et des Sciences et Technologies, l'augmentation des mises en chantier de nouveaux logements au Québec a représenté seulement 0,4 % en 1994, soit environ 34,2 milliards de dollars³¹.

Les Portugais qui exercent dans ce secteur sont plus présents dans la rénovation. Cette dernière augmente considérablement au Québec, soit 5 % à 10 % par année. Ainsi, selon les experts, à ce rythme elle représentera 60% de toute l'activité du secteur de la construction. En 1994, on a enregistré plus de 67 400 logements rénovés dans la province³². Cette tendance à la hausse est due au vieillissement des constructions déjà existantes, mais aussi et surtout à la prudence des consommateurs face au marché de l'emploi et de l'immobilier.

²⁹ Conférence Board du Canada, Bureau de la Statistique du Québec, Société d'hypothèques et de Logement. Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle. MICST (1994 : 3).

³⁰ voir les taux hypothécaires résidentiels en vigueur depuis le 15 mars 1999 (voir tableau 45 annexe A, p.196).

³¹ Conférence Board du Canada, Bureau de la Statistique du Québec, Société d'hypothèques et de Logement. Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle. MICST, 1994 : 7.

³² Conférence Board du Canada, Bureau de la Statistique du Québec, Société d'hypothèques et de Logement. Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle. MICST, 1994 : 5.

Ce secteur (la construction) représente 9,1 %, soit 7 430 000 \$ des revenus annuels générés dans l'ensemble des secteurs d'activités économiques, pour les 13 entrepreneurs et travailleurs autonomes portugais en construction à Montréal (tableau 22). À Québec, si l'on considère les activités suivantes: travaux sur chantier (1 200 000 \$), manufacturier d'ameublement résidentiel et commercial (500 000 \$), aménagement paysager résidentiel et industriel (10 300 000 \$), entretien de routes, ponts et chaussées (200 000 \$), comme étant inclus dans le secteur de la construction, cela va sans dire que ce secteur génère des revenus annuels de 12 200 000 \$, soit 94 % de l'ensemble des activités économiques, pour les 11 entrepreneurs qui exercent dans la région (tableau 23). Le succès des Portugais de la région de la capitale résulte du fait qu'ils exploitent un marché ouvert avec de gros contrats, sans omettre que leur clientèle est essentiellement québécoise, contrairement aux Portugais de Montréal, qui doivent non seulement faire face à un marché où la concurrence est très grande, mais aussi à la petitesse de leurs contrats qui, quelquefois ne sont pas rémunérés parce qu'ils ont aidé un parent ou un ami très proche à rénover son logement.

Les Portugais du Québec sont aussi très présents dans le secteur du commerce, notamment le commerce de détail. Il s'agit plus des ventes liées aux vêtements, à l'automobile, etc. Ce secteur connaît au Québec, malgré la polarisation de commerces, un succès considérable. En effet, en 1994, on a enregistré une progression annuelle de 6,5 % dans les ventes de détail qui ont atteint 50,4 milliards de dollars³³. Un des facteurs qui contribuent à ce succès réside en la demande croissante de véhicules automobiles.

À Montréal, 21 Portugais exerçant dans ce secteur génèrent des ventes annuelles de 12 250 000 \$, soit 15,1 % de l'ensemble des revenus générés par les Portugais rencontrés dans cette région alors qu'à Québec ce secteur génère 200 000 \$ pour le commerce de détail et 3 000 000 pour le commerce de gros. Cela représente, respectivement, 1,5 % et 2,3 % de l'ensemble généré par les entrepreneurs rencontrés dans cette région (tableau 22).

³³ Conférence Board du Canada, Bureau de la Statistique du Québec, Société d'hypothèques et de Logement. Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle. MICST, 1994 : 5.

La restauration et l'hôtellerie ne sont pas des secteurs fermés aux immigrants. À cause de certaines craintes et de barrières telles que le bas niveau de scolarité, les lacunes linguistiques, les immigrants qui arrivent au Québec préfèrent ouvrir un restaurant ou un petit hôtel où ils n'auront pas à traiter directement avec les clients. Cela leur permet également de divulguer certains aspects de leurs valeurs culturelles à travers leur mode de consommation et leur cuisine. Ce secteur a permis à 13 entrepreneurs et travailleurs autonomes portugais de Montréal, dont 12 hommes et 1 femme de générer des revenus annuels de 7 710 000 \$, et 200 000 \$ pour un restaurateur de Québec (tableau 22).

Les secteurs qui attirent le plus les institutions financières portugaises au Québec, notamment à Montréal sont ceux de l'épargne, de la comptabilité et gestion; les services bancaires en général. En effet, les institutions financières portugaises de Montréal ont généré un chiffre d'affaires de 50 500 000 \$ durant l'année d'exercice 1997 - 1998 et 700 000 \$ en comptabilité et gestion, soit, respectivement, 62,1 % et 0,9 % de l'ensemble des revenus générés par le gens d'affaires portugais rencontrés à Montréal (81 329 999). Après ces secteurs, suivent ceux des services personnels, services d'avocats et notaires, la communication et le transport et entreposage où les Portugais de Montréal sont aussi présents. Ceux-ci leur ont permis de générer des revenus, respectivement, de 989 999 \$, 650 000 \$, 700 000 et 200 000 \$ durant la même période, soit 1,2 %, 0,8 %, 0,9 % et 0,2 % (tableau 22). À Québec, les autres secteurs qui attirent les Portugais sont: l'ensemencement hydraulique, la location d'aéronefs et la sérigraphie sur textile. Les 3 Portugais qui exercent dans ces secteurs ont généré, respectivement, des chiffres d'affaires de 50 000 \$ (0,4 %) et 100 000 \$ (0,8 %), le troisième n'est pas défini (tableau 23).

Tableau 22. Gens d'affaires portugais de Montréal, selon le Chiffre d'affaire annuel, par secteur d'activité économique, 1999 (en \$)

Secteur d'activité économique	Montants	%
Industries manufacturières	200 000	0,2
Construction	7 430 000	9,1
Transport et entreposage	200 000	0,2
Communications	700 000	0,9
Commerce de détail	12 250 000	15,1
Comptabilité et gestion	700 000	0,9
Banques Finance et assurances	50 500 000	62,1
Services d'avocats et notaires	650 000	0,8
Services personnels	989 999	1,2
Restaurant et hôtellerie	7 710 000	9,5
Total	81 329 999	100,0

Source: personnes ayant répondu aux deux entrevues

Tableau 23. Entrepreneurs portugais de Québec, selon le Chiffre d'affaire annuel, par activité économique 1999 (\$)

Activité économique	Montants	%
Travaux sur chantier	1 200 000	9,3
Sérigraphie sur textile	non défini	-
Manufacturier d'ameublement résidentiel et commercial	500 000	3,9
Aménagement paysager résidentiel et industriel	10 300 000	79,5
Ensemencement hydraulique	50 000	0,4
Location d'aéronefs	100 000	0,8
Commerce de détail de vêtement	200 000	1,5
Entretien de routes ponts et chaussées	200 000	1,5
Restauration avec permis d'alcool	100 000	0,8
Grossiste en vêtements	3 000 000	2,3
Total	12 950 000	100,0

Source: personnes ayant répondu aux deux entrevues

3.4.2) Le choix du lieu d'établissement

Le choix d'une province, d'une région ou d'une ville par un immigrant combine plusieurs facteurs. Les premiers immigrants portugais arrivés au Canada ou au Québec ont tracé le chemin aux nouveaux arrivants. Ces derniers ont eu moins de difficultés que leurs prédécesseurs qui ont souffert de l'isolement et subi les épreuves dures des temps de crise. En effet, les Portugais qui sont arrivés après la période intense des grandes migrations portugaises (1950-1970) au Canada ou au Québec, n'ont pas eu à déployer les

mêmes efforts dans leur choix d'établissement que ceux qui sont arrivés durant cette période. Car ils venaient s'établir dans des communautés déjà établies et organisées.

Cependant, il y a deux tendances sur le choix d'établissement des Portugais au Québec. Malgré que cette tendance tende à s'uniformiser, on constate en effet que les Portugais provenant des îles (Açores et Madère) s'installent plus dans les grands centres urbains, alors que ceux du Portugal continental s'installent souvent dans les banlieues ou dans les régions isolées des centres urbains. Cette tendance est due, en partie, au fait que lorsque l'on compare les deux, on constate que les Portugais des îles proviennent des milieux socio-économiques moins riches que ceux qui proviennent du continent. De ce fait, ceux des Maritimes choisissent de s'établir dans des régions où ils auront plus de possibilités d'obtenir des rémunérations plus élevées et des capitaux nécessaires pour la mise sur pied d'une affaire.

Mais bien que l'acquisition d'une autonomie économique soit au centre de cette tendance, en général, le choix de résidence ou de domicile des immigrants portugais du Québec est influencé par de multiples raisons. Les raisons pour lesquelles les Portugais ont préféré certaines régions du Québec à d'autres émanent, d'une part, de la décision du Ministère de l'Immigration Canada, de la perspective d'une vie meilleure et du hasard. D'autre part, nombre de nouveaux arrivants portugais ont choisi de s'installer dans les régions où il s'était déjà développée une forte communauté portugaise. En effet, les fortes concentrations de communautés portugaises dans les grands centres urbains et banlieues canadiennes ou québécoises sont apparues au début des années 1970. Mais le fait de choisir comme lieu d'établissement une région où ils ont déjà de la parenté permet aux nouveaux arrivants de trouver plus facilement des logements, un emploi et de bonnes conditions d'intégration. À ces diverses raisons, Anderson et Huggs, (1976: 71-73) ont déterminé neuf facteurs importants qui ont pu influencer le processus d'établissement des immigrants au Canada et au Québec, dont les Portugais. Parmi ceux-là, six méritent une attention particulière, car ils coïncident avec ceux évoqués par les personnes que nous avons rencontrées.

1) *Les affectations initiales par le gouvernement ou par les compagnies et entreprises privées.* D'abord, les Portugais qui sont arrivés au Canada et au Québec dans les années 1950 ont été accueillis dans différentes fermes à travers le pays ou dans les chantiers de chemin de fer au Nord (Anderson et Higgs, 1976: 71).

"on n'avait pas le choix d'accepter l'affectation qu'on nous donnait, la situation économique aux Açores était dégradante, alors tout le monde voulait partir. Il y avait le Canada qui offrait des visas ou des contrats d'emploi, c'est comme ça que je suis arrivé ici sans savoir dans quelle province on allait m'établir. Et voilà! C'était le Québec..." (Pq3, personne de l'entrevue 3, Québec).

En effet, les ouvriers portugais agricoles ou non-spécialisés ou encore moins instruits, qui sont arrivés durant cette période (1950), n'avaient pas le choix d'accepter l'affectation que le Ministère de l'Immigration leur donnait. Et ceux qui avaient obtenu leur droit d'établissement en vertu d'un contrat de travail les liant aux compagnies ou entreprises privées, étaient tenus de travailler dans la province ou la région où ils étaient affectés jusqu'au terme de leur contrat et à la fin de leur remboursement de dettes contractées auprès de ces compagnies pour leur transport.

Parmi les gens d'affaires portugais que nous avons rencontrés, 28 personnes, soit 28,6 %, dont 27 hommes (27,5 %) et 1 femme (1,1 %) ont été affectés au Québec, soit par Immigration Canada, soit par leurs contractuels. Parmi ceux-là, 18 personnes (22,2 %), dont 17 hommes (21,0 %) et 1 femme (1,2 %) ont choisi de s'établir à Montréal. Par ailleurs, à Québec, 10 personnes (58,8 %), tous des hommes, parmi les 17 entrepreneurs portugais établis dans la région de la capitale sont concernés par ces formes d'affectation (tableau 24).

2) *L'amélioration de la situation économique dans le pays d'adoption.* La perspective d'amélioration des conditions de vie a beaucoup influencé le choix de destination ou d'établissement des immigrants portugais. À l'expiration des contrats initiaux qui leur ont donné le droit d'établissement dans le pays, les immigrants commencent à réfléchir sur les provinces ou les régions où ils doivent déménager. De ce fait, les immigrants, surtout non-spécialisés et ceux qui décident de se lancer en affaire, choisissent de déménager non

seulement dans une région où ils ont plus d'opportunités d'emploi, mais aussi là où il y a une grande communauté de leur pays d'origine. Car les membres de leur communauté peuvent les aider à trouver un nouvel emploi, mais aussi à avoir une grande clientèle qui partage les mêmes valeurs que la personne qui décide de se lancer en affaire.

En effet, 14 personnes (14,2 %) parmi les gens d'affaires portugais que nous avons rencontrés, dont 11 (11,2 %) sont des hommes et 3 (3,0) des femmes ont choisi de s'établir dans la province pour améliorer leur situation économique. Parmi ceux-ci, 14 se sont établis à Montréal, soit 17,3 % de l'ensemble des gens d'affaires que nous avons rencontrés. 11 (13,5 %) sont des hommes et 3 (3,7 %) sont des femmes. À Québec, aucun des répondants ne se sent concerné par ce choix (tableau 24). Ces chiffres montrent que les personnes qui immigreront pour améliorer leur situation économique choisissent les grands centres urbains où ils ont plus d'opportunités d'emplois et la chance de réussir le plus dans les affaires.

3) L'attrait de la ville avoisinante. L'histoire du phénomène migratoire a toujours démontré que les villes limitrophes à celles des grandes migrations peuvent aussi être la convoitise des immigrants. En effet, lorsque les villes limitrophes présentent des caractéristiques socio-économiques plus avantageuses que celles d'établissement des premiers immigrants, telles les possibilités d'emploi, les équipements, les infrastructures et établissements bancaires, etc., elles finissent par absorber un grand nombre d'immigrants en provenance d'autres villes. Car ces avantages leur permettent de produire dans le pays d'accueil et en même temps d'investir dans leur pays d'origine.

Bien que moins nombreux, il y a des gens d'affaires portugais du Québec qui ont, un jour, quitté une province pour une autre à cause de ces attraits économiques et sociaux. Nous avons enregistré 5 Portugais, dont 3 hommes et 2 femmes qui ont quitté leur province d'arrivée pour s'installer au Québec, notamment à Montréal où ils représentent 6,2 %, soit 3,7 % des hommes et 2,5 % des femmes. Cela représente 5,1 %, soit 3,1 % des hommes et 2 % de l'ensemble de nos répondants (tableau 24).

4) *Les rencontres fortuites ou l'importance des "intermédiaires"*. Selon Anderson et Higgs, (1976: 73), les rencontres fortuites entre les membres du même pays d'origine, notamment durant leurs voyages, contribuent à l'orientation de nouveaux arrivants vers des provinces ou des régions où il y a beaucoup d'opportunités. En effet, les immigrants qui se rencontrent durant leurs voyages se parlent de leurs réussites tout en faisant la promotion de leur région d'établissement, et surtout des meilleures conditions et possibilités d'affaires. D'autre part, ceux qui retournent de temps en temps au pays d'origine attirent de nouveaux immigrants dans les régions où ils sont déjà établis. C'est aussi le cas des immigrants qui sont arrivés au Québec suite à l'invitation d'un ami, d'un proche ou d'une connaissance déjà établie au pays d'accueil. Ces nouveaux arrivants choisissent également de s'établir dans une province ou une région où il y a déjà des membres de leur pays d'origine. De plus, du fait qu'ils sont déjà plus intégrés dans la société d'accueil et avec leurs relations dans cette société, les premiers immigrants servent d'intermédiaires aux nouveaux arrivants en ce sens qu'ils les guident dans l'obtention d'un emploi, d'un logement, etc. Cela provoque aussi une concentration de personnes de même groupe ethnique dans un secteur d'emploi et de résidence particulier³⁴.

Notre enquête démontre que 10 personnes parmi les répondants, soit 10,2 %, dont 8 hommes (8,2 %) et 2 femmes (2 %) ont choisi de s'établir au Québec suite à une invitation ou encore suite à un entretien qu'ils ont eu avec un Portugais qui venait du Québec pour passer quelques jours dans son pays d'origine. Parmi ceux-ci, 9 sont établis à Montréal, soit 11,1 %, dont 7 (8,6 %) sont des hommes et 2 (2,5 %) sont des femmes. À Québec, une seule personne, soit 5,9 % de l'ensemble des hommes d'affaires établis dans cette région se dit concernée (tableau 24).

5) *La similitude entre l'emploi actuel et l'occupation antérieure*. Certains immigrants choisissent souvent de s'installer dans les régions où ils peuvent continuer à pratiquer des activités qu'ils occupaient avant d'immigrer. Ainsi, les Portugais qui étaient des

³⁴ Anderson, *The channel facilitators models of migrations*, in G. M. Anderson et D. Higgs, 1976: 71.

agriculteurs avant d'immigrer ont choisi de s'établir dans les régions du Québec où l'exercice de cette activité est rentable.

De même, ceux qui pratiquaient dans le secteur de la construction, s'établissent en banlieues, dans les grands centres urbains ou dans les régions où ce secteur connaît une grande croissance, c'est le cas des maçons, des peintres, etc. à Montréal. Mais le cas échéant, lorsqu'ils ne peuvent plus continuer dans leur secteur d'activité antérieur, ils tentent de rester toutefois dans un secteur plus ou moins connexe. Ainsi, nombre de Portugais sont devenus des employés de magasins, de commerces, de restaurants ou de simples salariés ou encore, ils choisissent des emplois nécessitant moins d'efforts physiques. D'autre part, certains Portugais hautement qualifiés qui ont obtenu un contrat de travail dans une entreprise québécoise ou dans une institution portugaise au Québec, sont souvent appelés pour apporter de l'expertise dans leurs domaines ou renforcer certaines connaissances. De ce fait, ils sont sujets à s'établir dans la région où ils sont affectés. 8 des gens d'affaires rencontrés, soit 8,1 %, tous des hommes, ont confirmé avoir immigré au Québec parce qu'ils y auraient trouvé un emploi similaire à celui qu'ils occupaient chez eux. Parmi ceux-là, 7 sont établis à Montréal et 1 à Québec, soit 7,1 % et 1 % de l'ensemble des répondants. Cela représente 8,6 % des répondants de Montréal et 5,9 % de ceux de la région de Québec (tableau 24).

6) *Les pressions sociales.* "Les hommes sont parfois l'objet de pressions sociales les poussant à quitter les avant-postes isolés du Nord pour se rendre dans des régions où ils peuvent faire venir leurs familles et aller régulièrement à l'église..." (Anderson et Higgs, 1976: 73). Aujourd'hui encore, les hommes qui immigrent seuls aspirent un jour faire venir leurs familles. Ce faisant, ils s'attendent à les accueillir dans un cadre plus ou moins similaire à celui de leur société de départ. Cette attitude n'est pas un simple hasard, car elle permet non seulement que les membres de leurs familles ne soient pas dépaysés, mais aussi, c'est une façon de conserver les valeurs et pratiques culturelles d'origine.

La plupart des gens d'affaires portugais que nous avons rencontrés ont immigré au Québec pour rejoindre leurs familles ou de la parenté proche. Dans certains cas nous y

avons inclus ceux qui sont arrivés jeunes avec leurs parents. Ils sont 33 personnes, soit 33,7 %, dont 24 hommes (24,5 %) et 9 femmes (9,2 %) concernées. À Montréal, ils sont 28 personnes, soit 34,6 % des 81 gens d'affaires portugais rencontrés, dont 19 hommes (23,4 %) et 9 femmes (11,1 %), contrairement à Québec où seulement 5 personnes, soit 29,4 % des 17 entrepreneurs ont choisi de s'établir dans cette région. Par ailleurs, même si cela n'apparaît pas évident dans cette enquête, on constate toutefois que la majorité des personnes qui immigrent pour rejoindre les membres de leur famille sont des femmes, elles sont 9 femmes d'affaires sur 17 établies à Montréal parce que leur mari et leurs parents biologiques y avaient déjà élu domicile (tableau 24)..

Toutefois, l'immigration portugaise, en général, est d'abord et avant tout une affaire d'hommes. Par contre, les Portugais comme tant d'autres immigrants qui ont choisi de s'installer au Québec, bénéficient de certains facteurs facilitant leur intégration dans les affaires: la main-d'œuvre qualifiée à des coûts compétitifs incluant notamment des salaires appréciables, des charges sociales et d'autres avantages comme les réseaux scientifiques et les hautes technologies; la fiscalité et les infrastructures modernes et efficaces et surtout une économie performante et compétitive.

Les Portugais qui ont immigré au Québec jusqu'à la fin des années 1950 n'avaient pas le choix de la province. C'est Immigration Canada qui décidait de leur lieu d'établissement selon les besoins des provinces en matière d'immigration. Par contre, tous ceux qui sont arrivés après ces années ont choisi le Québec pour de multiples raisons, notamment les avantages économiques, les similitudes linguistiques entre le portugais et le français, pour des raisons sociales, etc. D'autre part, les principales industries du Québec se trouvent dans des secteurs d'activités les plus convoités par les Portugais; ceux où ils ont plus d'expériences. Il s'agit de la construction, la restauration, le commerce, etc. Le Québec est aussi une région agricole très importante, ce secteur constitue un tremplin dans l'industrie agro-alimentaire, notamment l'élevage, la culture de fourrage et autres activités connexes. La pêche y est aussi un complément non négligeable; les nombreux cours d'eaux et lacs qui arrosent la province et les différentes politiques d'appui aux agriculteurs permettent

une autosuffisance des produits dans ce secteur. Voilà certains des facteurs qui poussent les immigrants portugais à choisir la province du Québec.

Tableau 24: Le choix d'établissement par le sexe (Montréal et Québec)

Raisons du choix	Montréal		Québec	
	N	%	N	%
Hommes	64	79,0	17	100,0
Pressions sociales ¹	19	23,4	5	29,4
Améliorer la situation économique ²	11	13,5	-	-
Les affectations initiales ³	17	21,0	10	58,8
Les rencontres fortuites ⁴	7	8,6	1	5,9
L'attrait de la ville voisine ⁵	3	3,7	-	-
Similitudes entre l'emploi actuel et l'occupation antérieure ⁶	7	8,6	1	5,9
Femmes	17	21,0	-	-
Pressions sociales ¹	9	11,1	-	-
Améliorer la situation économique ²	3	3,7	-	-
Les affectations initiales ³	1	1,2	-	-
Les rencontres fortuites ⁴	2	2,5	-	-
L'attrait de la ville voisine ⁵	2	2,5	-	-
Similitudes entre l'emploi actuel et l'occupation antérieure ⁶	-	-	-	-
Ensemble	81	100,0	17	100,0
Pressions sociales ¹	28	34,6	5	29,4
Améliorer la situation économique ²	14	17,3	-	-
Les affectations initiales ³	18	22,2	10	58,8
Les rencontres fortuites ⁴	9	11,1	1	5,9
L'attrait de la ville voisine ⁵	5	6,2	-	-
Similitudes entre l'emploi actuel et l'occupation antérieure ⁶	7	8,6	1	5,9

Notes: 1 Ils y sont établis pour: rejoindre leurs familles ou de la parenté proche (père, mère, conjoints, cousins) et enfants immigrés avec leurs parents.

2: Ils y sont établis dans le but de faire des affaires, courtiser la clientèle portugaise ou québécoise.

3: Ils y sont affectés par Immigration Canada ou par leurs contractuels.

4: Ils y sont établis suite à une invitation ou suite à une causerie.

5: Ont quitté une autre ville pour celle où ils établis actuellement pour de multiples raisons .

6: Ils y sont établis pour occuper un emploi semblable celui d'avant leur immigration.

Source: personnes ayant répondu aux deux entrevues

Les gens d'affaires Portugais créent des emplois pour les membres de leur communauté et pour les autres. Toutefois, l'emploi des Québécois dans leurs entreprises permet non seulement d'adapter leur produit aux besoins locaux immédiats et à moyen et long terme,

mais également d'augmenter l'expertise au sein de la communauté ethnique et la confiance auprès de la clientèle non portugaise.

Si beaucoup de Portugais ont immigré avec un métier ou une profession, certains ont acquis leurs expériences au Québec; c'est en terre d'immigration qu'ils ont acquis leur profession et ce sont des entrepreneurs qui avaient immigré très jeune avec leurs parents ou ceux qui sont nés au Québec. Car les premières générations d'immigrants portugais gardent le plus souvent la profession qu'ils occupaient avant d'immigrer, à défaut, ils s'orientent dans un domaine connexe. Mais d'une part comme de l'autre, ce sont des personnes qui ont souvent fait un long cheminement avant de partir en affaire. Et ils sont arrivés au Québec pour diverses raisons. Celles-ci sont autant socio-économiques que politiques. Par ailleurs, certains Portugais ont décidé d'immigrer pour des raisons personnelles, pour rejoindre des membres de leurs familles, des amis ou pour le goût de l'aventure.

CHAPITRE IV:

LES CONSIDÉRATIONS ETHNIQUES DANS L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DES PORTUGAIS DU QUÉBEC ET LES TRANSFERTS DE FONDS MIGRATOIRES.

Avant d'aborder cette partie, il est nécessaire, dans un premier temps, de montrer ce qui fait qu'un groupe d'immigrants passe du statut de nation au statut d'ethnie ou de groupe ethnique et comment ce groupe d'individus s'approprie l'appellation "groupe ethnique", qui semble évoquer une connotation péjorative, pour défendre ses propres intérêts. Autrement dit, comment les Portugais, qui se disent chez eux une nation homogène, deviennent ou acceptent l'appellation de groupe ethnique chez autrui? Cette partie nous permettra également de mieux comprendre l'expression de l'ethnicité ou l'aspect symbolique dans les pratiques économiques et le rôle de l'organisation ethnique chez un groupe d'individus de même appartenance.

4.1) À la recherche du processus d'ethnisation des Portugais immigrés

Répondre à ce questionnement nous amène d'abord à montrer brièvement le point commun entre nation et ethnie, le lien entre ces deux notions et l'évolution sémantique qui s'est faite à partir de la colonisation. Il sera aussi question de montrer comment cette évolution n'est que l'objet d'une désignation et de l'acte d'attribution d'une identité "péjorée" à autrui qui, pour des intérêts spécifiques, se l'approprie.

4.1.1) Ethnie versus Nation

Étymologiquement, ces deux notions signifiaient pratiquement la même chose. Comme le mot tribu du grec "*tribus*" peut signifier la nation (*natio*), c'est ainsi que le mot ethnie "*ethnos*" peut également signifier la nation. En effet, de sa signification étymologique, "ethnos" désignait d'abord un peuple, puis viendra la transformation latine, que les chrétiens associèrent aux païens. Mais dans le langage scientifique, une ethnie renvoie à

un ensemble de caractéristiques typiques et similaires à un peuple donné, telles que la langue, la culture, le territoire, etc., alors que la tribu est généralement associée à un groupe d'individus très restreint. En effet, *ethnie* veut dire, dans le langage scientifique, un groupe d'individus appartenant à une aire géographique variable, dont l'unité repose sur une structure familiale, économique et sociale commune, et sur une culture commune.

D'autre part, la notion de nation, du mot grec "*natio*" signifiait d'abord une race, et donc un peuple puisqu'il s'agit des humains. Mais les latins l'associèrent à une classification naturelle de l'espèce humaine, dont on disait que celle-ci est la volonté de Dieu. Cette définition fut ensuite dérivée et reliée à celle de la famille, de la patrie, en somme à une communauté restreinte dont la langue, la culture et le territoire identiques sont des conditions ineffables, c'est-à-dire une communauté humaine qui partage un même territoire et qui possède une unité historique, linguistique, religieuse et économique au même titre qu'une *ethnie*. Mais, c'est sous la poussée du mouvement révolutionnaire français au 18^e siècle, que la notion de nation deviendra le miroir de l'État-patrie ou État-nation. Ce mouvement qui avait presque touché toute l'Europe de cette époque, avait pour objectif la réinvention d'un citoyen modèle, souverain et manifestant une volonté politique inaliénable (Sieyès, 1789). Dès lors, la nation est attribuée désormais à des entités juridiques formées par des individus régis par une constitution et titulaires d'une souveraineté. Mais cela semble être une coïncidence créée entre les notions de nation et d'État car, dans un État, il peut y avoir plusieurs nations comme il peut également y avoir plusieurs *ethnies*. L'exemple des Balkans nous montre bel et bien qu'il y a une différence entre la nation et l'État-nation, d'autant plus que dans les dix États qui les composent il y a vingt nations ou *ethnies* différentes.

En effet, de ces définitions qui furent d'abord déformées par la religion, sont nées plusieurs significations dont la teneur résulte de plusieurs explications sémantiques. Cette évolution des idées qui s'est faite à partir des événements historiques qui ont consacré à l'Europe ou à l'Occident le rôle conquérant de certains peuples, et qui, aux yeux de beaucoup de penseurs, sont devenus des nations, des peuples à part entière, a fait que l'on se retrouve avec des significations totalement différentes de ces mots qui, initialement

désignaient la même chose. En décrivant l'évolution sociale à partir de la génétique ou la biologie humaine, Vacher De Lapouge (1896)³⁵ est celui qui a le plus contribué, sinon plus que tout autre penseur, à distinguer ces notions. Dans ses analyses, ce dernier attribue, d'une façon ou d'une autre, la notion de nation à tous les peuples qui ont conquis et soumis d'autres peuples, et donc qui ont exercé leur libre arbitre impérialiste sur d'autres peuples. Ainsi, la nation est désormais et exclusivement réservée aux États Occidentaux dits "civilisés". De cet état de fait, on en déduit que tous les autres peuples dominés qui ont été vaincus, dont l'histoire n'a certainement pas été écrite, d'après leurs structures, leurs cultures, leur géographie, sont des tribus ou des ethnies. En effet, l'évolution sémantique qui s'est faite à partir de l'apparition du modèle conquérant, qu'on peut appeler sans outrecuidance l'impérialisme, a permis de voir comment certaines cultures ont été envisagées et modelées par d'autres. Elle a soulevé également toute la problématique de l'altérité dans les rapports politiques qui ont opposé, du point de vue de la conquête coloniale, certains peuples à d'autres, alors que ce déplacement n'était fait que pour répondre aux fins d'un encadrement administratif, mais aussi intellectuel de la colonisation qui a permis d'y ancrer les peuples colonisés dans des territoires et des cultures définis et limités (Amselle et M'Bokolo, 1985).

Cette réflexion, africaniste, n'est qu'une prise de conscience que la transformation des nations africaines en ethnies à partir de stéréotypes répandus dans les populations, fut une création de la colonisation afin de dissiper tout mouvement révolutionnaire vis-à-vis le colonialisme. Alors, cela n'a rien à voir avec les caractéristiques traditionnelles qu'on a longtemps supposé être les vecteurs de cette forme de typologie. Donc, la distinction qui est faite entre peuple et nation, ensuite entre nation et ethnie, va s'aligner sur un modèle complètement hiérarchique. Ce faisant, on tombe sur une forme d'hiérarchisation des sociétés et des cultures, qui débouche nécessairement sur d'autres formes de classification des individus où certains peuples sont considérés comme sous-développés et d'autres comme développés parce qu'ils sont économiquement forts.

³⁵ in Jacques Ruffié, *Traité du vivant*, Paris: Fayard, tome 2, 795 p.

Les notions de nation et d'ethnie s'opposent d'un point de vue théorique selon un vice de formation qui n'a jamais été suffisamment décodé et extirpé de son principe d'aliénation. Ce principe d'aliénation étant que tout peuple qui en domine un autre ne peut être libre. En fait, les peuples qui ont bâti leur fierté, leur envergure, leur puissance sur la conquête, ont créé des États-nations qui se sont succédés dans l'histoire et qui en sont venus à légitimer et à justifier une mainmise sur d'autres peuples pour s'approprier du nécessaire dont ils ont besoin. Toutefois, il semble que cette quête de fierté, d'envergure, de puissance et de conquête se tourne contre leurs propres ambitions; celle de dominer et de légitimer le pensée. Car, ce sont les peuples qui, autrefois, ont été sous la domination de ces grandes puissances qui créent aujourd'hui un compte à rebours. À travers l'immigration, ils arrivent à imposer implicitement leurs vision et leur façon de faire et penser.

Mais si on est d'accord qu'étymologiquement, depuis les temps anciens et avant que ne fut ce déplacement sémantique qui a été le résultat de toutes les péripéties historiques qu'ont connues les États-nations, et si on est aussi d'avis, au-delà de cette considération, que le même sens doit être conservé pour tout groupe social ayant une structure ethnique, politique, culturelle, une psychologie spécifique et une rationalité particulière (autre) qui est fondatrice de sa communauté, il n'y a donc aucune raison, aucun indicateur valables qui permettent de distinguer un peuple d'un autre, une ethnie d'une autre, ou encore une nation d'une autre. Si toutefois, admettant justement que toutes ces notions renvoient au même sens, c'est-à-dire que lorsqu'on parle de nation cela veut dire que c'est une ethnie et vice versa; autrement dit, si on est d'accord sur le sens commun et unique de ces notions, on peut donc dire de tous les peuples et de toutes les minorités, mêmes celles des communautés immigrantes qu'ils sont des nations ou tout simplement des ethnies. Car la finalité des deux ne renvoie qu'à des processus de domination (politique, économique ou idéologique, etc.) d'un groupe par un autre. Alors, ces notions consisteraient à désigner une certaine forme d'organisation sociale qu'une explication épistémologique ne peut observer qu'à sa juste valeur. En réalité, lorsqu'on parle d'ethnie on fait référence à plusieurs critères; dont le sentiment d'appartenance à une collectivité, la communauté

linguistique, la culture en général, le territoire, mais surtout à la politique, l'économie et les idéologies, c'est ainsi qu'on se réfère aux mêmes critères pour désigner une nation.

4.1.2) L'attribution d'une identité péjorée

Le fait que les immigrants portugais autant que d'autres nations étrangères qui vivent au Québec soient considérés comme des groupes ethniques semble ne rien avoir en commun avec les principes dégagés auparavant, car le Québec n'a jamais été une société colonisatrice. La colonisation, dans son vrai sens, fut l'apanage des grandes puissances qui ont navigué à travers océans et mers pour la conquête, à la domination et à la soumission d'autres peuples. Au contraire, nous abordons ici un cas où ce sont les membres d'une nation colonisatrice (les Portugais) qui se font appeler, aujourd'hui, un groupe ethnique dans une société, qui fut déjà la mainmise d'autres nations.

En fait, considérer les Portugais comme un groupe ethnique au Québec, n'est qu'une désignation assortie du phénomène de l'acte d'attribution d'une identité étrangère par une tierce personne, un tiers état ou une tierce entité. Il s'agit d'un réductionnisme sémantique mais avec une finalité idéologique bien précise. Ce phénomène d'attribution se fie aux marquages sociaux, culturels, parce que la différence est tellement manifeste qu'elle ne peut être gérée autrement par les membres de la société d'accueil que par cette forme de désignation. C'est une fin qui les rassure dans leur rôle et leur "soi" de membre fondateur du pays d'accueil. Cela les rassure donc sur leur position de supervision et d'encadrement; une sorte de paternalisme qui se manifeste dans le jeu d'encadrement des systèmes caractéristiques de l'identité étrangère. Cet encadrement est quelque part semblable au type d'engagement que le colonialisme a conçu, sinon qu'elle s'effectue sous une forme moderne plus raffinée, plus intellectualisée et légalement encadrée. Parce que sa finalité ne permet que de maintenir deux parallèles qui ne se touchent presque jamais et des différences qui n'existent que pour juste se conforter dans l'esprit qu'on accepte la différence. Le paradoxe de ce rapport d'altérité est qu'il amène les gens à se donner une bonne conscience que oui, nous sommes une société plurielle et qu'au-delà des différences, la cohabitation est possible. Mais en fait, la cohabitation rendue ou vécue de

façon plurielle et dynamique, dans un schéma de méfiance, dépasse les limites imposées justement à cela. Dans une telle société, les nouveaux arrivants ont toujours peur de s'intégrer.

D'autre part, dès l'instant qu'un peuple ou une certaine entité dans un pays donné attribue une identité à d'autres entités extérieures ou étrangères installées dans son pays, il y a bien une raison politique ou idéologique qui répond à un besoin impératif d'altérité de désigner les autres par la différence, et donc de leur trouver des marqueurs sociaux et culturels qui n'ont pas d'autres résultats que l'exclusion. Ce qui peut, quelquefois, ressembler à une exclusion sociale organisée, planifiée, "managée" de façon à maintenir la distance critique qui fasse survivre selon ceux qui attribuent l'identité aux autres, leur propre identité, c'est-à-dire leur pouvoir de dominer. Il y a toutefois une vision de soi, de sa propre identité collective qui est le moteur de ce phénomène d'attribution d'une identité "importée". Cette perception de soi ou la représentation qu'un peuple a de sa propre identité collective joue énormément dans la détermination des caractéristiques identitaires des autres. Et l'espace qui subsiste ou que laisse subsister cette désignation est un espace idéologique qui pose d'énormes enjeux qui, à leur tour, peuvent également poser des problèmes d'intégration et d'adaptation. Par exemple, tant qu'on est marqué comme membre d'origine ethnique portugaise, cela veut dire qu'aux yeux des membres du pays d'accueil, il dépendra de plusieurs paliers des processus imposés pour qu'on l'accepte finalement comme faisant partie intégrante de la société d'accueil. Il arrive cependant que les immigrants eux-mêmes acceptent l'appellation groupe ethnique pour se distinguer dans plusieurs aspects, et c'est à cela que se rapporte le notion d'auto-péjoration.

4.1.3) L'auto-péjoration

Le processus d'ethnisation d'un peuple peut être la limite même de son autonomie politique face à sa production. Le mot "ethnique" réfère souvent aux groupes culturellement, politiquement ou économiquement minoritaires dans une société donnée. Mais comment et pourquoi les immigrants acceptent-ils de se résigner à une telle appellation?

L'auto-péjoration constitue, pour les immigrants, une forme d'auto-défense ou une réaction active face à ce qu'ils considèrent menaçant par rapport à leur image. L'étude de Camilleri (1989) sur la communication interculturelle peut nous aider à mieux comprendre comment une communauté appelée groupe ethnique, qui reçoit cette identité péjorative de la part des membres de son pays d'accueil, peut tomber dans l'aliénation qui fait qu'elle accepte et la logique de cette désignation. Selon l'auteur, l'attribution d'une identité par inadvertance à l'étranger provient souvent de la méconnaissance des représentations et des valeurs culturelles de ce dernier. L'ignorance des aspects qui constituent la culture de "l'autre" étranger parmi nous et la non-prise en considération de son environnement symbolique et social, font qu'on "aboutit au réductionnisme et aux interprétations dysfonctionnelles qui s'ensuivent" (C. Camilleri, 1989: 367)

D'autre part, la prise en compte défectueuse de tous ces facteurs peut aussi aboutir à leur mauvaise interprétation. Cette "prise en compte défectueuse de la différence" se résume alors, soit par l'exclusion, soit par l'inclusion. La première assigne dès lors le sujet à une affiliation unique et réduite, marquée et désignée au groupe auquel il appartient, et la seconde lui sort complètement de celui-ci (le groupe) (C. Camilleri, 1989: 369-370). La péjoration de "l'autre" étranger provient non seulement de cette prise en compte défectueuse, mais aussi de l'interprétation abusive et déplacée à son égard. En effet, l'attribution d'une identité péjorée résulte du discours qu'on émet à travers l'interprétation du contenu symbolique et social de ce dernier, c'est-à-dire de ce qui fait qu'il est différent. De ce fait, l'individu étranger ou l'immigrant dans la société d'accueil sera perçu par autrui comme un produit uniquement légitime ou identique à son propre environnement culturel, dans lequel il est supposé devoir se conduire comme tel. C'est ainsi, face à toute cette incompréhension de la différence que l'étranger ou les immigrants créent des mécanismes d'auto-défense contre cette attitude qu'ils considèrent menaçante pour leur image, comme l'appelle C. Camilleri avec raison "la réaction aux menaces contre l'image de soi" (C. Camilleri, 1989: 373).

Dans son analyse, l'auteur a dégagé quatre catégories qui peuvent constituer cette réaction que nous avons appelé l'auto-péjoration.

- "La déréalisation": Les immigrants vont déployer des efforts pour ignorer l'existence de ces mauvaises interprétations envers eux.
- "La négation": à ce stade, les immigrants intériorisent tout "le discours du dominant", c'est-à-dire l'ensemble des processus d'attributions péjorées faites par ceux qui les ont accueillis. Cela constitue un déplacement, par les immigrants, de ce discours négatif, soit par l'acceptation d'une assimilation, ou encore ces derniers vont le rejeter sur les autres membres du groupe, lesquels sont considérés comme des conservateurs.
- "Le dépassement" qui n'est pas une attitude fâcheuse ou agressive, mais qui s'observe mieux auprès des jeunes issus des communautés immigrantes qui doivent souvent transcender les différences culturelles entre leurs communautés et la société d'accueil. Cela les amène souvent à se créer une identité intermédiaire.
- "La sur-affirmation": consiste, quant à elle, à créer des mécanismes réactionnels ou le "retournement du stigmaté" qui permettent aux immigrants de revendiquer la dépréciation construite à leur égard afin de la rendre appréciable. C'est en effet une stratégie qui leur permet de se rendre indifférents vis-à-vis le dominant et de tout son discours dépréciant. Cette stratégie est aussi susceptible de produire une "identité polémique chargée d'agressivité" en ce sens qu'elle donne également à l'étranger ou aux immigrants des possibilités de passer à l'attaque contre les dépréciateurs.

En effet, la récupération de l'attribution identitaire se produit, soit par effet dialectique, soit parce que les individus concernés ne pouvaient exprimer autrement leurs revendications économiques, sociales, politiques ou idéologiques. Mais dans bien des cas, cette réappropriation donne aux groupes ethniques en place un pouvoir de développer des stratégies identitaires qui leur permettent d'élaborer des espaces en vue de concurrencer les membres du pays d'accueil ou de s'inscrire dans un esprit de performance et de compétition qui fasse valoir les raisons pour lesquelles leur collectivité existe. Et pour voir comment cela se reproduit dans le cas des Portugais du Québec, nous avons tenté de comprendre les considérations ethniques dans leurs activités et pratiques économiques.

4.2) Les charges culturelles ou identitaires dans les pratiques économiques des immigrants portugais

Il ne s'agit pas, dans ce point, de discuter de la culture ou de l'identité portugaise, mais plutôt de montrer comment leurs pratiques économiques sont chargées de symbolique et de colorations culturelles. Aujourd'hui, il ne fait aucun doute que les Portugais sont maîtres dans certains secteurs d'activités économiques. Par exemple, au Québec, on a l'habitude de dire que les Portugais font un bon travail dans le terrassement ou dans tout ce qui a trait à l'aménagement paysager; la construction en général, ou encore le pain et la charcuterie portugaise ont une bonne réputation à Montréal. Les Portugais du Québec ont une bonne image dans certains aspects. Ils sont reconnus comme des gens qui sont sérieux, honnêtes et qui font de bonnes choses à bon marché, etc. Donc, ils ont pu fonder autour d'eux des rapports de confiance appréciables. Cette affirmation s'est faite surtout à travers leurs pratiques économiques.

En effet, d'après leur expérience migratoire, les Portugais se sont fait une grande renommée dans la construction, le commerce et la restauration. Cette renommée leur a valu également une forme de spécialisation. Une spécialisation qui, au regard de l'espace économique dans lequel ils vivent et exercent, porte une certaine coloration culturelle et un style différent de celui du pays d'accueil. Et c'est cette coloration culturelle ou identitaire dans leurs pratiques économiques qui fait ressortir tout ce qu'ils ont d'exotique et tout ce que cela reflète comme culture étrangère et comme une appartenance particulière et différente rendue appréciable. En effet, le lien symbolique d'un peuple apparaît toujours dans ses pratiques, qu'elles soient économiques ou autres, parce qu'un groupe ethnique ou étranger, quelle que soit son identité culturelle ou nationale, a une spécificité. Par ce fait même, les Portugais vont accepter sinon s'approprier la désignation de groupe ethnique, car celle-ci leur permet de conserver leur style différent et la coloration culturelle dans leur façon de faire des affaires afin de s'affirmer en terre d'immigration.

Dans certains cas, il est important de s'identifier à la péjoration ou aux stigmates faits par les membres de la société d'accueil tant que ceux-ci permettent de sauvegarder et de protéger certaines valeurs et intérêts du groupe. Ainsi, le système et le mode de production du groupe vont réagir avec force dans un environnement migratoire, comme si l'auto-péjoration lui permettait de sublimer toutes les habiletés fondatrices de son mode de production. Par delà, le groupe imprime à la pratique économique des marques et des spécificités d'appartenance qui sont tout à fait symboliques et à la fois révélatrices de toute son historicité d'appartenance et des modes de production qui l'ont structuré, du point de vue de son évolution, de sa diversification et de son expansion.

Les Portugais vont davantage se distinguer au Québec par des métiers séculaires ou multiséculaires protégés et colorés culturellement par leurs marques identitaires, leurs particularités. Par exemple, les Français du Québec vont faire des affaires à la manière française, les Grecs à la manière grecque, les Juifs à la manière juive, etc., c'est ainsi que les Portugais les feront à la manière portugaise, comme le souligne ce participant: "Je produis au Québec normalement pour des Québécois, mais j'essaie toujours de faire mon travail différemment. J'essaie d'y mettre un peu de portugais quoi!..." (Pq10, personne de l'entrevue 10, Québec)

Chaque manière de faire des affaires va donc apparaître différemment d'une autre, car chaque peuple d'immigrants apporte avec lui un patrimoine culturel qu'il va divulguer chez autrui tout en le protégeant. Et l'auto-péjoration ou l'acceptation de la désignation de groupe ethnique peut lui permettre de protéger, à son tour, cet héritage culturel. De même, cet héritage culturel va se manifester de façon très révélatrice dans le système économique du groupe en pays d'accueil, et il sera réactualisé avec une force de distinction telle qu'il ne peut qu'attirer finalement les "autres". C'est la culture qui est manipulée à des fins utilitaires de l'économie, comme si on "déformait un pied pour l'adapter à la chaussure".

L'origine culturelle des immigrants joue énormément dans leurs systèmes économiques. Dans le produit qu'il livre, l'entrepreneur portugais s'identifie consciemment ou

inconsciemment comme un homme d'affaire ayant une culture portugaise qui se reflète dans son savoir-faire. Il s'identifie aussi à cela pour une raison économique ou sociale, mais surtout et avant tout parce qu'il est Portugais et il veut que la société le reconnaisse comme tel à travers ces pratiques. La nécessité de faire des affaires à la manière portugaise et de s'identifier comme Portugais dans son entreprise, comme lorsque celle-ci porte un nom d'origine portugaise, ou encore lorsque les restaurants font des plats typiques du Portugal, permet non seulement de montrer leur savoir-faire, mais elle produit également une certaine fierté qui fait l'orgueil des membres de la communauté. Lorsqu'on lit par exemple, dans certains quartiers montréalais, des écriteaux portugais, on est attiré par un cliché étranger. Cette forme de considération ou d'identité particulière permet aussi d'attirer une certaine clientèle curieuse ou désireuse de connaître une autre façon différente de faire, de consommer et de vivre. Mais il faut mentionner que dans d'autres cas, c'est la nostalgie qui crée inconsciemment cette coloration culturelle dans les affaires, comme on peut le constater dans ce témoignage:

"Normalement si vous vendez de bons produits, vous avez des clients, c'est-à-dire on n'a pas besoin de dire aux clients qu'on est portugais pour se vendre, mais il y a quelque chose dont je me suis rendu compte tardivement. Lorsque j'ai baptisé mon agence par un nom portugais ce n'était que pour me rappeler quelque chose de moi-même, qui m'a marqué au Portugal, mais avec le temps j'ai compris que cela était bon finalement pour mes affaires, car lorsqu'il y a des gens qui voyagent au Portugal on les réfère toujours à moi. Et même lorsque les médias d'ici veulent faire des reportages sur un événement portugais, ils viennent toujours me consulter...". (Pm2, personne de l'entrevue 2, Montréal).

4.3) Les réseaux et institutions ethniques: associations et organismes communautaires comme cadre d'organisation et d'encadrement du milieu ethnique.

Il est impossible de comprendre l'économie sociale et communautaire, autrement dit, les rapports de production et le pouvoir d'organisation d'un groupe d'immigrants donné sans connaître le rôle de leurs réseaux et institutions. Car les réseaux et institutions ethniques souvent mis en place par les immigrants sont non seulement des formes potentielles de pouvoir latent face à leur situation de minorité, aux sens politique, culturel, social et économique, mais aussi, ils leur permettent d'entretenir et de maintenir des espaces

spécifiques à leurs pratiques symboliques; protéger leurs frontières ethniques. D'autre part, du fait même que ce sont souvent les membres les plus influents de la communauté, comme les gens d'affaires, qui les dirigent, c'est dans ceux-ci que l'organisation de la communauté se fait. Ces réseaux et institutions sont les lieux de décisions majeurs quant à l'avenir d'une communauté d'immigrants, qu'ils soient économiques, politiques, idéologiques ou sociaux. Mais les raisons pour lesquelles les immigrants sont plus motivés à créer et à maintenir ces institutions sont aussi diverses. Celles-ci varient de leur besoin de réussir, de l'exclusion à la discrimination.

Selon certains auteurs, les réseaux et institutions ethniques, les organisations communautaires, les associations d'entraide, etc., formés à partir des similitudes de cultures représentent une complémentarité institutionnelle qui permet de contrôler des institutions par des groupes sociaux ethniques particuliers. Mais selon M. Rosenberg et J. Jedwab, (1992), c'est grâce à la non-prise en considération de leurs besoins par les services publics et leur exclusion de la gestion de certains services que des groupes comme les Juifs, les Grecs les Italiens, etc. ont créé leurs propres institutions. D'autres auteurs comme Lalonde et Cameron, (1993), mettent l'accent sur le lien entre la perception négative du statut social du groupe et le soutien à l'organisation d'institutions communautaires. Par exemple, les immigrants antillais et chinois qui se considèrent fortement discriminés à cause de leurs caractéristiques phénotypiques, favorisent l'action communautaire, contrairement à d'autres comme les Grecs, les Italiens, etc., qui se considèrent moins stigmatisés. Mais ces derniers n'admettent pas pour autant qu'ils sont plus privilégiés. Cela étant pour le dire, que si la perception du statut social demeure un facteur prépondérant de l'identification sociale des immigrants, les aspects phénotypiques le sont encore plus.

L'étude de M. Labelle, M. Therrien et J. Lévy (1994) sur la perception de la vie associative de quatre communautés ethniques les plus institutionnalisées au Québec: italienne, haïtienne, juive et libanaise, démontre que ces institutions jouent le rôle d'instances d'aide et de socialisation des nouveaux arrivants, notamment dans l'apprentissage des mœurs, des lois et des modes de consommation. En effet, la

composition sociale et la fonction des associations, leurs orientations politiques, le genre de services qu'elles offrent, sont autant de voies d'accès des minorités ethniques au capital culturel, symbolique et surtout économique. Selon ces auteurs, les responsables de ces communautés sont d'abord les premiers à considérer ces institutions comme des instances de préservation de leurs différences culturelles, d'où leur implication nécessaire dans les activités qu'elles privilégient, particulièrement l'enseignement des langues maternelles des immigrés et la création d'emplois. De plus, les institutions ethniques jouent souvent le rôle de porte-parole et de défense des intérêts du groupe auprès des gouvernements et des groupes de pression, en plus d'avoir une autre fonction qui est la solidarité avec le pays d'origine. Cette solidarité se construit dans des buts précis, comme celui d'assurer le développement ou l'amélioration des conditions particulières des régions ou, dans certains cas, de porter secours aux compatriotes qui pourraient avoir des problèmes financiers, commerciaux, et d'investissements en terre d'immigration.

Micheline Labelle et al. (1994), soutiennent toutefois que si l'on accorde un rôle important à ces institutions ethniques, on ne doit pas oublier les risques de ghettoïsation qui peuvent en découler et la nécessité d'une plus grande participation des membres des communautés ethniques à la société québécoise. Cependant, si on est d'accord que nous allons nous limiter au rôle des gens d'affaires portugais, dans l'amélioration des conditions de vie de leurs membres, nous n'aurons pas à défendre ou à débattre cette argumentation, nous le mentionnons toutefois pour montrer que la question peut soulever aussi d'autres débats.

D'autre part, le rôle des réseaux et institutions ethniques a permis à plusieurs communautés (portugaise, italienne, juive, haïtienne, grecque, etc.) de se fortifier, au point que dans certains cas, des dirigeants visent à la formation d'alliances et d'associations multiethniques plus coriaces, en vue de défendre des intérêts propres aux immigrants et préparer à leurs nouvelles et futures générations des conditions promptes d'intégration. Certains auteurs voient même dans cet état de fait "un troisième pôle" entre les Québécois anglophones et les Québécois francophones. Mais une telle aventure ne peut pas se produire là où même les politiques d'intégration et de rapprochement

interculturel du gouvernement québécois sont souvent remises en cause par les immigrants et les tenants de débats. De plus, chaque groupe ethnique établi au Québec a des besoins et des intérêts différents. Cela dit, la structuration des groupes ethniques et la vie communautaires peuvent résulter d'une question d'intérêts particuliers à chaque groupe. Ce sont alors ces intérêts qui poussent certaines populations immigrées à se constituer en communautés ethniques composées d'associations et d'organisations communautaires, intégrant un ensemble d'institutions qui recouvrent diverses sphères de la vie sociale ainsi qu'un ensemble de réseaux informels d'emploi, de circulation de capital, d'entraide ou de relations matrimoniales.

Par ailleurs, Helly et al., (1995), montrent que les individus les plus favorables à l'intervention sociale de ces institutions ne sont pas toujours les plus intéressés à leur fonction de préservateurs des valeurs propres au pays d'origine. Ces auteurs évoquent notamment le rôle limité des associations et de certains organismes dans la préservation des valeurs familiales ainsi que leur mutisme face aux valeurs libérales, telles que l'égalité des sexes, le partage de l'autorité parentale et le monopole de la gestion financière par les chefs de familles immigrées; le droit d'intervention d'agents de l'État en cas de brutalité familiale, l'acceptation de l'éducation sexuelle à l'école, etc. En effet, certains individus dits traditionnalistes ou conservateurs refusent de voir leur culture de socialisation se transformer, et défendent la fonction de leurs institutions ethniques comme un cloisonnement de leur culture. Ces immigrants taxés de traditionnalistes craignent en fait de perdre les valeurs acquises dans leur société d'origine, des valeurs qu'ils perçoivent comme pouvant leur assurer une identité digne de leurs origines. Ils considèrent que les associations et organismes communautaires ethniques n'assurent plus la pérennité des valeurs d'origine, et cela, dû au fait même que certains membres de ces institutions ethniques tentent de définir un espace de participation et de cohabitation harmonieuse avec la société locale et le fait que les politiques locales encouragent de plus en plus cette dynamique d'insertion. Ainsi, ils pensent que ces attitudes les excluent de leur réalité culturelle.

Les immigrants perçoivent aussi leurs institutions ethniques comme des lieux où ils peuvent obtenir un statut social collectif plus égalitaire et un acquis personnel (D. Taylor, Moghaddam, 1994). Ils utilisent également ces institutions pour défendre le maintien des valeurs de leur société et de leur milieu d'origine. Dans ce cas précis, la différence culturelle apparaît comme une idéologie au service de l'action et de la mobilisation institutionnelles. De même, l'étude de M. Simard, (1995), sur les agriculteurs européens (propriétaires belges, suisses-romands, suisses-allemands et français) apporte un autre exemple cette fois-ci différent du précédent. Cette étude réalisée sur ces communautés établies dans quatre régions du Québec, démontre qu'une fois arrivés au Québec, certains d'entre eux profitent de l'aide de leurs réseaux ou associations ethniques qui facilitent leur établissement et leur intégration. Toutefois, cette collaboration ethnique disparaît avec le temps, car après quelques années certains de ces immigrants intégreront des instances administratives locales, tel que des conseils municipaux, des associations professionnelles, des postes de présidence de groupe de pression, etc. Ainsi, les institutions ethniques n'ont servi que de pont de jonction entre l'intérêt et l'ambition.

En effet, les associations et organismes communautaires ethniques ont pour fonction principale d'aider les nouveaux arrivants dans l'organisation de leurs activités et événements culturels: l'apprentissage des langues du pays, l'assistance et la résolution de conflits familiaux et sociaux et surtout la défense d'intérêts économiques particuliers. Ils sont aussi les lieux où les immigrants véhiculent les valeurs d'origine en déperdition et le point de ralliement entre eux et leurs pays d'origine. Toutefois, dans chaque société, certains groupes immigrants ont une plus grande capacité de regroupement et d'organisation que d'autres, en raison de leurs ressources financières, de leur ancienneté en terre d'immigration et de leur cohésion sociale et politique plus grande. Dans de telles communautés, les membres disposent de nombreuses associations ethniques et organismes d'entraide communautaires, comme tel est le cas des Portugais du Québec.

4.3.1) - Les réseaux et institutions communautaires des Portugais du Québec

La communauté portugaise à l'étranger constitue le reflet même des valeurs et traditions du pays d'origine. De plus, qu'il soit social, culturel ou familial, le mode de vie des

Portugais du Québec est indissociable à leur modèle d'organisation communautaire. La nécessité de relations étroites et d'entraide, entre les membres de la même communauté en terre d'immigration, leur impose un système d'organisation, qui y est une condition sine qua non de leur survie ou de leur réussite.

4.3.1.1) Les associations portugaises du Québec

Depuis leur présence au Québec, les Portugais ont créé plus d'une centaine d'organismes ou d'associations dont la plupart se trouvent à Montréal. Nous avons répertorié environ 51 organisations communautaires portugaises dans la seule région de Montréal, certaines existent depuis les années 1950. Selon nos informateurs, le premier de ces organismes fut *l'Association Portugaise du Canada* créée en 1956. Cette association avait pour objectif d'aider les nouveaux arrivants et d'organiser des activités socioculturelles qui puissent témoigner de la présence des Portugais dans ce continent. Elle avait également comme objectif d'encadrer et de promouvoir certains aspects récréatifs, tels que le théâtre, le sport et des activités folkloriques. Outre ces activités, la vie politique était aussi au centre de celle-ci. Une autre structure portugaise verra le jour en 1964, dénommée le *Mouvement Démocratique Portugais de Montréal*, cette organisation socio-politique, fondée par les premiers intellectuels portugais arrivés au Québec, avait pour mission d'informer leurs ressortissants sur la situation politique au Portugal, mais aussi de les initier aux rudiments du fonctionnement politique du Québec.

Toutefois, avec la grande vague de nouveaux arrivants des années 1970, les besoins en matière d'adaptation, d'intégration et d'emplois augmentaient. Cela a suscité la création de nouvelles organisations telles que le *Centre Portugais de Référence et de Promotion Sociale* (1972). En 1974 les Portugais ont décidé de regrouper la plupart de leurs associations au Québec en une seule, ils ont ainsi créé la *Fédération des Organismes Portugais du Québec*. Malheureusement, cette tentative sera un échec, même s'il y a encore certains qui y croient, comme ce participant:

"Nos associations auraient un rôle important, sauf qu'elles ne sont pas en train de le remplir. À mon avis, il y a trop d'associations portugaises à Montréal. Aucune d'elles n'est forte, aucune d'elles n'est bien structurée. Il serait très important qu'on ait des associations, quoi que ce soit, des organismes portugais assez forts qui puissent divulguer la culture portugaise et garder nos racines portugaises pour nos enfants. C'est ainsi que nos enfants seraient fiers de dire plus tard: Mon père et ma mère étaient des Portugais »." (Pm4, personne de l'entrevue 4, Montréal).

Cependant, même s'il existe des lacunes quelque part dans leur système d'organisation, les associations portugaises du Québec ont été à l'origine du fondement, de l'existence et de la réussite de cette communauté. En effet, outre le fait qu'elles constituent les lieux où les Portugais peuvent reconstituer le tissu social de leur communauté en terre étrangère, celles-ci deviennent une sorte de foyer où tous les membres et sympathisants tiennent à valoir, à affirmer et à légitimer leur différence en tant que collectivité fort unie, ayant des rapports solides et de partage commun. Et c'est ce qui amène la communauté d'affaires portugaise, en plus d'aider les nouveaux arrivants à partir en affaire en leur accordant des crédits, à faire des dons et à organiser des levées de fonds pour financer des centres d'hébergement pour femmes battues, jeunes drogués afin d'enrayer la prostitution et la toxicomanie dans la communauté, mais aussi de contribuer à des événements majeurs au pays d'origine, tels que les catastrophes naturelles. Il y a aussi les églises portugaises qui y participent.

4.3.1.2) Les églises portugaises au Québec

Les Portugais sont en général de religion catholique, il est importe de comprendre le fait que l'Église catholique a été au centre des découvertes et exploration portugaises, de même dans leur immigration. Celle-ci fait partie intégrante de vie quotidienne et communautaire des Portugais, et cela est plus fort lorsqu'il s'agit de ceux qui ont immigré. En effet, l'Église catholique fut l'emblème des navires portugais qui ont parcouru des milliers de kilomètres à la découvertes de nouveaux mondes et d'espaces mercantiles, mais aussi le noyau social dans l'établissement des premiers immigrants portugais.

Mais à défaut d'avoir un prêtre qui parlait portugais et les moyens de créer leur propre paroisse, les Portugais de Montréal étaient obligés de fréquenter l'Église Notre-Dame, la chapelle Hôtel-Dieu ou celle du Bon Pasteur. De plus, malgré la création de *l'Union Catholique Portugaise du Canada à Montréal* en 1956, ce n'est que durant les années 1960 que les premières églises portugaises au Québec commencèrent à voir le jour. Et ce fut en 1964 qu'a été officiellement inaugurée la *Mission Portugaise de Santa Cruz* (Montréal). Celle-ci aura non seulement pour mission, comme son nom l'indique, de s'occuper des services religieux, mais aussi d'organiser des activités socioculturelles ainsi que la création d'écoles d'enseignement portugais. Un an plus tard, un petit groupe de pentecôtistes portugais inaugurera à son tour son Église à Montréal, puis ce sera au tour des évangélistes en 1976. Il y a aujourd'hui cinq établissements portugais au Québec qui dispensent des services religieux à la communauté portugaise de Montréal. Nous mentionnons également le fait qu'il y a des églises catholiques portugaises à Hull et à Chomedey et aucune dans la région de Québec.

4.3.1.3) La presse portugaise au Québec

Le premier journal portugais établi au Québec a vu le jour à Montréal: le *Luso-Canadien*. Ce dernier est fondé en 1959, puis un autre journal portugais dénommé *Voz de Portugal* (la voix du Portugal) verra le jour en 1961. Ces deux pionniers de la presse portugaise au Québec seront suivis de plusieurs autres toujours au service de la communauté portugaise. Ainsi, verra le jour *A Voz do Imigrante* (la voix de l'immigrant) et *O Emigrante* (l'immigrant). Un an plus tard, en 1962 est née la première émission radiophonique portugaise sur les ondes de la station CFMB, et ce sera au tour de la *Radio Centre Ville* et de la *Radio Portugaise de Montréal* de servir la communauté portugaise du Québec durant 40 heures par semaine. *O Voz da Saudade* (la voix de la nostalgie), diffusée sur les ondes de la station CIMF-FM de Hull est une autre émission dédiée essentiellement à la promotion culturelle de la communauté portugaise. À ces journaux et émissions radiodiffusées s'ajoutent plusieurs émissions télédiffusées par la communauté portugaise du Québec avec la collaboration de télévisions communautaires.

La presse portugaise sert de trait d'union entre la société d'origine et la société d'accueil; elle répond aussi aux préoccupations sociales, culturelles, du groupe, et cela en transmettant et en diffusant de l'information sur la société d'origine, sur la communauté elle-même et sur la société québécoise. De plus, outre le fait qu'elle contribue à perpétuer la mémoire des immigrants et à susciter la fierté de leur appartenance, de génération en génération, la presse portugaise du Québec comme les autres presses ethniques, permet également aux membres de sa communauté de s'accoutumer aux règles, aux fonctionnements, au mode de vie, à la vie politique et aux éléments de base du droit québécois.

4.4) La finalité de l'organisation ethnique portugaise

L'organisation ethnique portugaise est importante dans sa fonction sociale. Outre cette fonction de maintien de la cohésion sociale et des valeurs culturelles et d'entraide entre les membres du même groupe ethnique, elle est également une source capitale dans l'économie du groupe. Elle permet aux immigrants de gérer et de générer certains types d'entreprises et d'activités qui peuvent renforcer les secteurs de l'économie dans lesquels ils exercent.

Pour réussir dans les affaires et faire fortune, les communautés d'immigrants les plus imposantes et mieux organisées se développent souvent grâce à la mobilisation de liens d'associations et de réseaux ethniques qui leur permettent de recruter la main-d'œuvre au sein du même groupe ethnique. Ce fait peut aider les membres du groupe à faire face aux nouvelles situations, étant donné que certaines faveurs telles que l'obtention d'un emploi reposent en grande partie sur les relations entre proches. Les immigrants et les membres d'une communauté ethniques dénichent souvent des emplois grâce aux réseaux ethniques établis dans leurs frontières et grâce à l'information véhiculée durant les rencontres associatives ou communautaires.

Selon Waldinger, (1996), l'action répétée du recrutement par les réseaux ethniques mène à des concentrations d'emplois ethniques ou des « niches économiques ethniques » .

Cette création de niches résulte souvent de la transformation d'un désavantage ethnique en atout, permettant ainsi de contrebalancer les lacunes socio-économiques du groupe et la discrimination auxquelles il fait face. En effet, les réseaux et institutions que créent les communautés ethniques du Québec sont une source de « capital social », et servent de structures sociales qui les favorisent, en ce sens que ce sont ses intérêts qui y sont protégés. Ce genre d'organisation a d'abord pour but de favoriser la recherche d'emploi et l'acquisition de compétences des membres de la communauté et d'autres ressources nécessaires pour monter plus haut dans l'échelle économique (Portes et Sensenbrenner, 1993).

Chez les Portugais, les réseaux qui se constituent entre les employeurs et les chercheurs d'emploi de la même communauté ethnique permettent la transmission rapide de l'information sur les débouchés, depuis les lieux de travail jusqu'à la communauté. Ils permettent également de fournir une meilleure information sur les lieux et l'environnement du travail, ce qui réduit certains risques liés aux effets de surprise. Leurs réseaux ethniques permettent aussi au groupe de produire pour lui-même; de ce fait, le capital, l'expertise et les contacts ne proviennent pas forcément hors du groupe; les possibilités de fournisseurs et de clients ethniques se multiplient de façon interne. De même, chaque nouvel employé en recrute un autre qui provient de son propre groupe ethnique, de son aire géographique ou de son pays d'origine.

Dans de nombreux cas, l'économie liée à ce contexte devient une économie sociale, en ce sens qu'elle permet à une certaine classe sociale de rattraper une partie de l'écart qui la sépare des autres. Dans certains contextes, les salaires ne sont pas forcément basés sur la loi de l'offre et de la demande; la possibilité d'acquérir des compétences et de l'expérience par des périodes d'emploi dans des entreprises d'immigrants incite à apprendre plusieurs fonctions. D'autre part, les employeurs qui embauchent des membres de leur groupe ethnique acquièrent ainsi une main-d'œuvre fiable, intéressée à se perfectionner. Ce sont là des avantages qui réduisent le coût de la main-d'œuvre et assurent une flexibilité plus grande d'une économie sociale. Ainsi, une économie ethnique ou "économie culturelle ou sociale" florissante, favorise la création d'un cercle

"vertueux", d'autant plus que la réussite des affaires résulte d'une structure de motivation unie, ce qui amène l'élite économique de ces groupes à créer plus d'entreprises, plus d'emplois et encourager l'acquisition de compétences et de l'expertise dans leur communauté.

Grâce à cette forme d'économie, les communautés d'immigrants qui comptent plus de populations et mieux structurées ou mieux organisées comme les Portugais, les Italiens, les Grecs ou encore les Juifs, pour ne citer que les communautés ethniques les plus importantes au Québec en terme de population, ont enregistré des succès économiques remarquables. Mais aussi, cela grâce à leur expérience dans les affaires. Même d'autres communautés comme les Coréens aux États-Unis, se sont servi de leur caractère ethnique distinct et de leurs stratégies d'organisation pour affermir la situation de leur communauté.

Toutefois, certains chercheurs voient dans cette économie une « économie fermée », où les clients et les consommateurs sont exclusivement des membres de la même communauté ethnique, marqués et limités par la pauvreté de leur clientèle et le délabrement des zones urbaines dans lesquelles ils sont exploités. Ces entreprises ethniques, dit-on, sont forcées soit d'exploiter la main-d'œuvre familiale pour maintenir une rentabilité marginale dans le marché du commerce de détail, soit d'exploiter les membres de leur communauté dans des « ateliers de misère » qui souvent au mépris des normes de sécurité élémentaires, introduisent des salaires précaires et des conditions de travail dans les endroits les plus délabrés des grandes villes. On dit même que les immigrants illégaux peuvent tout aussi bien être exploités au sein de leur collectivité ethnique qu'ailleurs. Cette description n'est pas tout à fait fausse, mais elle est aussi une affirmation qui n'est pas entièrement justifiée, car si d'aucuns le pensent, d'autres démontrent toutefois que les pratiques économiques dans les milieux ethniques peuvent aller bien au-delà de l'économie fermée et que les possibilités d'accumulation de capitaux sont réelles. De plus, certaines entreprises ethniques emploient une main-d'œuvre hors du groupe ethnique, la majorité de leur production est également destinée à d'autres communautés externes au groupe. Ce sont là des hypothèses qui sont aussi valables.

D'ailleurs, un ancien professeur d'économie préfère prendre ses réserves face à cette affirmation:

" Ces études scientifiques qui disent que les gens d'affaire des groupes ethniques exploitent souvent les membres de leur communauté se sont foncièrement trompés. Je ne peux pas parler pour les autres, mais je parle pour moi. L'une des choses dont je suis orgueilleux c'est que jamais mes employés ne m'ont demandé une augmentation de salaire. Car, patron comme employés, on se considère tous comme une famille et j'en connais des entrepreneurs des communautés culturelles qui sont exactement comme moi. Peut-être que ces chercheurs n'ont pas fait une étude approfondie. C'est superficiel évidemment. Vous savez en science on a le droit de penser et d'agir suivant notre consentement, et je vous le dis en connaissance de cause, car je fus d'abord un professeur universitaire, en économie, avant d'être un homme d'affaire. Donc, de là faire certaines conclusions, je préfère prendre des réserves." (Pm9, personne de l'entrevue 9, Montréal).

Il est donc clair qu'on ne peut pas généraliser les différentes formes de pratiques économiques des immigrants puisqu'un entrepreneur peut aussi faire des affaires en toute honnêteté sans exploiter les membres de sa communauté.

Dans le contexte de l'immigration, la communauté ethnique est une autre patrie. En effet, puisque les immigrants sont loin de chez eux, ils vont essayer de créer dans la terre d'accueil une patrie qui reflète celle d'origine. Et cela se matérialise par une mise en place de systèmes d'organisation communautaire efficaces. En effet, l'organisation ethnique portugaise a aussi pour but le respect de la communauté, elle permet de diminuer le chômage, de résoudre certains problèmes sociaux, etc. Car, il faut le reconnaître, les problèmes sociaux dans n'importe quelle communauté sont la plupart du temps reliés au manque d'emplois qui n'est pas sans conséquence. Par exemple, les jeunes Portugais qui se promènent dans les rues de Montréal sans travail sont souvent tentés par la drogue et la criminalité. Ces jeunes sont les plus vulnérables aux problèmes sociaux de leur communauté. De plus, on sait que dans cette société les jeunes passent plus de temps à l'école qui est un monde différent de celui qu'ils vivent à la maison. L'école est la place où ils ont des camarades, des amis qui ont reçu une autre forme d'éducation; elle est aussi le lieu où ils pensent développer leur pensée autrement que ce que les parents leur ont appris. Ainsi, lorsqu'ils commencent à découvrir d'autres types de liberté, la maison qui devait être pour eux un oasis, devient un enfer. Ils considèrent alors que la façon de

penser et la façon d'agir de leurs parents est complètement désuète ou différente de celle qu'ils voient tous les jours en dehors du foyer. Ils sont plus que jamais divisés entre deux cultures. Ils doivent non seulement affronter une génération qui s'adapte plus ou moins à la culture de la société d'accueil; leurs parents, et les règles et normes sociales de leur pays de naissance, le Canada. Et parfois, ce conflit de génération dégénère en véritable conflit familial. Car lorsque les parents n'arrivent plus à éduquer leurs enfants, en conformité aux valeurs d'origines, ils risquent tout simplement, sans les bannir de la communauté, de les en écarter. C'est pour éviter ce fait que dans l'organisation de la communauté portugaise, les gens d'affaire portugais, se battent pour que leurs enfants n'aient pas à se dissocier des valeurs qui les ont nourris.

Les institutions financières portugaises du Québec sont aussi un bon exemple de l'importance des relations communautaires. Comparativement à d'autres institutions financières en place, les institutions financières portugaises sont plus tolérantes lorsqu'il s'agit d'octroyer du crédit à un Portugais. Elles acceptent plus facilement certains contrats, comme dans le cas de beaucoup de femmes qui travaillent comme femmes de ménage, dans certains cas, l'octroi d'un crédit est accordé sur des bases de connaissances personnelles. Cette forme d'économie est basée sur la confiance mutuelle, l'honneur et les valeurs familiales. Mais elle est aussi basée sur un modèle de prévision. Il ne fait pas de doute que la majorité des gens d'affaire, qu'ils soient Portugais, Québécois ou autres, travaillent assez souvent en "dessous de la table"; des propriétaires de bar ou de restaurants, par exemple, qui ne déclarent pas tous les revenus générés. Alors, à partir de ces considérations, les institutions financières portugaises peuvent prévoir à peu près les vrais revenus de l'individu qui sollicite un crédit.

L'organisation ethnique des immigrants les unit plus en terre d'immigration. Ces derniers essaient, par ce moyen, de se regrouper pour avoir le pouvoir de protéger leur langue, leurs traditions, leur culture et se sentir plus à l'aise comme s'ils étaient chez eux. Mais est-ce que cela leur permet de s'intégrer dans la société d'accueil? telle est une autre question et une Portugaise a essayé d'y répondre:

"...depuis plus de trente ans que je vis à Montréal et à chaque fois que j'ouvre la bouche, on voit tout de suite que je ne suis ni Canadienne ni Québécoise. Aujourd'hui je peux dire que je suis trois: Canadienne, Québécoise et Portugaise, mais mon accent fait toujours de moi une Portugaise, car lorsque je m'exprime, on sait immédiatement que je suis lusophone. C'est pourquoi je me demande si je suis intégrée à quelque chose. Je suis toujours en liberté vous savez !" (Pm20, personne de l'entrevue 20, Montréal).

En effet, si le fait de les désigner ou de les marquer pose des problèmes d'intégration aux immigrants, la question linguistique résume en grande partie le retrait de ces derniers face à la culture de la société d'accueil. En définitive, il ne leur reste qu'à chercher une certaine liberté qu'ils pensent trouver au sein même de leurs organismes et de leurs frontières ethniques. Un autre Portugais de 72 ans qui a passé 45 ans à Québec disait cependant:

"Écoutez, que l'on parle de la communauté portugaise ou italienne ou québécoise, etc., le problème c'est toujours humain. C'est-à-dire, les êtres humains se ressemblent tous quelles que soient leurs couleurs, leurs origines et leurs valeurs. Mais aussi, en tant qu'humains, nous avons tous un point commun quelque part dans nos actions, notre façon de faire, même si on est différent. La seule chose qu'il faut c'est un peu de compréhension et de tolérance. De plus, même si nos affaires nous permettent de s'organiser autant que possible, d'avoir de bonnes conditions de vie et de se faire respecter par les autres communautés, il faudrait toutefois savoir que ce n'est pas les gens d'ici qui vont s'habituer aux immigrants, c'est les immigrants qui doivent s'habituer à eux..." (Pq3, personne de l'entrevue 3, Québec).

Alors si la compréhension et la tolérance permettent une cohabitation interculturelle harmonieuse, faudrait-il encore qu'elles soient appréhendées à leur juste valeur, c'est-à-dire que les uns puissent comprendre les autres sans préjugés? D'autre part, est-ce que le fait de s'habituer aux membres de la société d'accueil peut épargner aux immigrants ces préjugés? Ou encore, cela est-il possible dans une société où les termes de qualification des "autres" sont très abondants, comme le dit un autre participant:

"Il y a tellement de termes sur les immigrants au Canada qu'on ne sait plus lequel est le meilleur... Si vous voulez mon avis, lorsqu'on dit d'une personne qu'elle est membre d'un groupe ethnique, c'est quelqu'un qui s'intègre aux méthodes du pays où il a immigré, mais qui n'est pas de là. Alors dans ce cas, j'appartiens à un groupe ethnique. De plus au Québec, on ne sait non plus si on est québécois parce qu'on

parle français ou si on est québécois parce qu'on est intégré fonctionnellement ?"
(Pq1, personne de l'entrevue 1, Québec)

Intégrer les "méthodes" du pays d'immigration, selon ce dernier, c'est agir et observer les lois et règles de ce pays tout en prenant comme référence sa culture d'origine, comme il ajoute: "il faut connaître tout ce qui est nécessaire pour vivre dans un pays étranger et savoir "dealer" avec les membres de ce pays, car veut ou veut pas, on vit ensemble mais différemment" (Pq1, personne de l'entrevue 1, Québec).

Ces témoignages résument une bonne partie de la question. Car, les personnes qui décident de changer de pays gardent toujours l'espoir d'un monde meilleur à l'étranger. elles doivent aussi beaucoup compter sur des compatriotes qui ont immigré avant, et traverser de multiples épreuves. Cependant, qu'ils soient discriminés ou acceptés dans l'indifférence ou dans la différence, les immigrants auront toujours à composer avec une dichotomie dans laquelle ils apprendront que même si l'effort et la bonne intention sont de réussir dans leur aventure tout en conservant les valeurs et cultures d'origine, ils devront également intégrer, à cela, celles des sociétés d'accueil. Et, si les fondements politiques, économiques ou sociaux d'une société donnée n'arrivent plus à adapter leurs structures pour y intégrer les immigrants, ces derniers devraient alors compter sur eux-mêmes.

D'autre part, même si les premières générations et leurs descendants nés au Québec se disent encore étrangers, ils se sentent toutefois divisés entre la culture d'origine et la culture québécoise. Ils ont comme référence civile le Québec par adoption, c'est-à-dire tout ce qui a trait au politico-juridique, mais le Portugal restera toujours pour eux la mère patrie, la référence identitaire ou culturelle, comme le dit un des répondants: "J'ai fait toute ma vie professionnelle ici, une partie de mes études aussi. J'ai passé finalement plus de temps au Québec qu'au Portugal. Malgré tout, je suis venu ici adulte. Donc, j'ai un attachement très profond et très réel au Québec, mais le Portugal restera toujours ma référence culturelle." (Pm6, personne de l'entrevue 6, Montréal).

Le fait de se dire Québécois, d'un point de vue culturel, peut entraîner le sentiment de se renier; de renier toute son histoire, ses origines, sa langue et voire même sa famille qui a choisi de ne pas immigrer. C'est toute une culture qui va être remise en cause. Les immigrants ne s'intégreront seulement que lorsqu'ils ne se sentiront plus étrangers en eux-mêmes; d'un point de vue culturel, politique et économique; de même, les appartenances ethniques ne disparaîtront jamais même si on arrive à les assimiler, car les mémoires sont immortelles d'autant plus que l'histoire s'accumule avec les générations.

Rajoutons, par ailleurs, que l'immigration peut être une forme d'impérialisme ou de colonisation à rebours, car par leurs stratégies d'organisation et la propagation ou la divulgation de leurs spécificités, les immigrants imposent indirectement aux autres leurs formes de consommation, leurs valeurs ou leur folklore. L'immigrant qui distribue ses valeurs culturelles à travers ses pratiques économiques, sociales folkloriques, n'est-ce pas là une autre forme de colonialisme paisible. En effet, si la finalité de l'organisation des immigrants est de se forger des bases solides et de dissiper leurs solitudes, elle constitue aussi un colonialisme paisible.

4.5) La circulation des capitaux migratoires

"L'aspect financier des migrations de travail est l'un de ceux auxquels les États d'émigration et d'immigration accordent le plus d'intérêt en raison des incidences sur la balance des paiements et réserves de change". Gildas Simon, 1995:204.

Le travail des immigrants, leur économie constituent une source majeure de capitaux tant pour les pays d'accueil que pour les pays d'origine, mais en terme de transactions et de transferts ce sont les pays d'origine qui reçoivent plus d'émissions monétaires faites par leurs ressortissants. Selon les estimations de certaines institutions monétaires nationales et internationales, telles que la Banque mondiale ou l'OCDE, les envois d'argent par les immigrants au niveau mondial équivalent à cinq fois le montant de l'aide publique des pays développés aux pays en développement durant les années 1990. En effet, ces envois

de fonds qui furent de 3 milliards de dollars en 1970, seraient passés à 35 milliards en 1981 et à 70 milliards de dollars au début des années 1990. Les principaux pays de provenance ou d'émission des fonds migratoires sont les États-Unis, l'Arabie saoudite, l'Allemagne, la France, la Suisse, l'Irak, le Koweït et les Émirats arabes unis. Les immigrants résidant dans ces pays ont envoyé chez eux des montants estimés respectivement (en milliards de dollars US) à 20 milliards, 5 milliards, 4,5 milliards, 2,5 milliards, 2 milliards, 2 milliards, 1,5 milliard, 1,1 milliard et 1 milliard, en 1988. Et les principaux pays de destination sont: le Portugal, le Mexique, le Pakistan, l'Égypte, l'ex-Yougoslavie (3 milliards de dollars et plus), la Chine, l'Inde, la Pologne, l'Italie, la Turquie (2 à 3 milliards de dollars), la Grèce, les Philippines, l'Espagne, le Maroc, le Liban et la Corée du Sud (1 à 2 milliards de dollars)³⁶.

4.5.1) Le partage des capitaux entre l'immigrant portugais et son pays d'origine

Le Portugal est un exemple de pays d'origine qui reçoit beaucoup des transferts migratoires. De 1990 à 1995, les envois de fonds par les immigrants vers le Portugal sont considérables. Cela n'est pas étonnant lorsqu'on sait que plus de 4 millions des Portugais vivent ou travaillent à l'étranger. Ces derniers ont envoyé au Portugal: 603,733 milliards en 1990, 655,077 milliards en 1991, 622,787 milliards en 1992, 672,145 milliards en 1993, 606,548 milliards en 1994 et 571,843 milliards en 1995 (monnaie portugaise, Escudos), soit respectivement 4 539 345 865 \$, 4 925 390 977 \$, 4 682 609 023 \$, 5 053 721 805 \$, 4 560 511 278 \$, 4 299 571 429\$ (dollars canadien)³⁷.

³⁶ in Gildas Simon, 1995: 204.

³⁷ Taux de change de la Banque du Canada, 13 juillet 1999: 0,00752 (1 \$ CAN = 133 Escudos).

Tableau 25: Les montants d'argent envoyés au Portugal par les immigrants portugais, de 1990 à 1996, en milliards de Escudos (monnaie portugaise)

Pays	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 (jan. à juil.)
Total OCDE (1)	573 326	626 047	592 743	622 843	578 616	552 947	337 733
Pays européens de l'OCDE	467 764	494 497	486 765	442 865	471 941	472 798	282 566
Union européenne	347 058	373 997	369 373	336 423	362 723	348 167	218 725
Allemagne	46 547	49 342	51 851	62 681	68 606	55 851	33 831
Belgique	12 273	14 528	12 404	11 186	12 642	13 230	8 870
Danemark	648	495	458	726	958	433	245
Espagne	9 695	10 905	9 991	8 320	11 464	6 673	5 040
France	229 270	248 669	248 156	208 030	231 380	233 059	146 022
Grèce	39	44	88	298	94	90	111
Hollande	5 512	5 340	4 921	6 115	7 797	5 603	3 413
Irlande	348	226	98	115	268	96	26
Italie	2 369	2 404	2 403	1 646	2 262	1 179	1 323
Luxembourg	13 144	15 133	19 238	13 826	15 376	13 684	9 142
Royaume Uni	23 382	23 145	18 351	22 311	28 155	17 148	10 102
Autriche	326	294	163	300	424	223	136
Finlande	346	489	112	64	126	102	59
Suède	3 159	1 983	1 139	805	1 171	796	405
Autres pays européen de l'OCDE	120 706	120 500	117 392	106 442	109 218	124 631	63 841
Islande	12	93	65	27	92	10	9
Norvège	1 083	514	500	523	686	564	259
Suisse	119 611	119 893	116 827	105 892	105 892	124 050	63 573
Turquie	0	0	0	0	0	7	0
Pays américains de l'OCDE	102 513	127 528	103 678	177 106	104 537	78 686	53 836
Canada	20 378	28 969	20 259	48 268	16 379	12 464	9 084
É. U. A.	82 135	98 559	83 419	128 838	88 158	66 222	44 752
Autres Pays de l'OCDE	3 049	4 022	2 300	2 872	2 138	1 463	1 331
Australie	2 769	3 762	2 014	2 233	1 989	1 214	1 212
Japon	279	256	286	638	149	248	119
Nouvelle Zélande	1	4	0	1	0	1	0
Autres pays (2)	30 407	29 030	30 044	49 302	27 932	18 896	9 664
Afrique du sud	11 517	9 346	9 022	10 904	4 344	2 260	943
Angola	1 331	1 156	995	1 704	1 699	3 121	540
Brésil	4 915	3 623	3 158	4 286	2 724	2 885	2 165
Venezuela	8 245	8 599	11 685	10 053	4 384	3 048	724
Pays non spécifiés	4 399	6 306	5 184	22 355	14 781	7 582	5 292
Total	603 733	655 077	622 787	672 145	606 548	571 843	347 397

(1) L'ensemble des pays européens de l'OCDE; Pays américains de l'OCDE et autres pays de l'OCDE

(2) Les pays qui ne font pas partie de l'OCDE.

Source: Données compilées à partir des données du Ministère des Affaires Étrangères du Portugal. Direction Générale des Affaires Consulaires et des Communautés Portugaises, *Os Portugueses no estrangeiro*, Lisbonne, 1995/1996. Banque du Portugal.

Les plus grosses sommes d'argent des immigrants transférées au Portugal proviennent des pays de l'OCDE. Au total, les Portugais résidents de ces pays ont envoyé au Portugal (en

Escudos): 573,362 milliards (1990), 626,047 milliards (1991), 592,743 milliards (1992), 662,843 milliards (1993), 578,616 milliards (1994) et 552,947 milliards en 1995. Les pays européens de l'OCDE dont notamment la France et la Suisse, demeurent toutefois la principale ressource financière des travailleurs portugais à l'étranger. En effet, entre 1990 et 1995 les travailleurs portugais établis dans ces pays ont envoyé chez eux, respectivement par année pour la France, 229,270 milliards, 248,669, 248,156 milliards, 208,030 milliards, 231,380 milliards et 233,059 milliards. Et pour la Suisse: les envois de fonds sont estimés à: 119,611 milliards en 1990, 119,893 en 1991, 116,827 milliards en 1992, 105,892 milliards en 1993 et 1994 et 124,050 milliards en 1995. Les autres principaux pays d'émission sont les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume Uni, le Canada, le Luxembourg, la Belgique et l'Afrique du Sud³⁸. Des sources de données québécoises estiment à plus de 10 millions de dollars canadiens les envois de fonds vers les Portugal par année. Durant la première moitié de l'année 1999, les Portugais membres de la Caisse Économique Portugaise de Montréal ont envoyé au Portugal une somme de 4,750 millions de dollars canadiens³⁹.

4.5.2) Le rôle de ces transferts dans le pays d'origine

Les sommes considérables des travailleurs immigrants constituent une source importante de revenus pour les pays d'émigration. La finalité de ces transferts migratoires sert à assurer la subsistance des familles qui ont décidé de rester au pays et à réaliser des projets durables tels que l'immobilier, le commerce ou les placements.

Parmi les 98 gens d'affaires portugais du Québec que nous avons rencontrés, 69, dont 56 à Montréal et 13 dans la région de Québec envoient régulièrement de l'argent au Portugal, soit pour aider les membres de leurs familles restés au pays, soit pour réaliser des projets immobiliers ou faire des placements. Cependant, ce sont souvent les immigrants âgés entre 30 et 60 ans qui envoient le plus d'argent dans leur pays d'origine. Ceux-ci ont plus

³⁸ voir les montants souscrits dans le Tableau précédent.

³⁹ Sources: Caisse Économique Portugaise de Montréal.

d'attachement à leur société de départ et ils font plus de va et vient entre le Québec et le Portugal, contrairement à ceux qui ont moins de 30, qui sont, pour la plupart nés au Québec. Ces derniers ont moins de relations familiales et moins d'attachement au pays d'origine de leurs parents, qu'ils ne connaissent certainement pas. D'autre part, au-delà de 60 ans, notamment à partir de 70 ans, ceux qui n'ont plus le courage de rentrer définitivement chez eux, parce qu'ils sont restés trop longtemps à l'étranger sans retourner au pays, ou parce que leurs familles et ne veulent plus rentrer ou encore parce qu'ils ne veulent pas abandonner derrière eux leurs petits enfants, préfèrent investir au pays d'accueil où ils ont décidé de terminer leur trajet d'aventurier. Il faut noter aussi que ce n'est pas tout immigrant qui réussit dans son aventure, la plupart de ceux qui sont restés trop longtemps à l'étranger et n'ont pas pu atteindre leurs objectifs, décident également de rester définitivement en terre d'immigration, car ils n'ont plus d'espoir au pays d'origine, mais surtout, ils craignent d'y être un fardeau social et d'être sous-estimés des leurs qui sont restés au pays.

Tableau 26. Le partage des capitaux entre l'immigrant et le pays d'origine, selon les raisons, par âge (Montréal et Québec)

Villes et âge	Raisons			
	Investir	Aider de la parenté ¹	Investir et aider de la parenté	N'envoient pas ²
Montréal	36	15	5	25
20-29	-	-	-	2
30-39	2	2	1	16
40-49	10	9	1	5
50-59	13	-	1	-
60-69	4	-	1	1
70-et plus	2	-	-	-
non défini	5	4	1	1
Québec	12	-	1	4
20-29	-	-	-	-
30-39	1	-	-	-
40-49	4	-	1	2
50-59	4	-	-	-
60-69	3	-	-	-
70-et plus	-	-	-	2
non défini	-	-	-	-
Ensemble	48	15	6	29

Notes: Seules les personnes répondant aux entrevues

1= des parents proches ou lointains

2= sans importance; sans intérêt ou n'y ont plus de famille.

La construction ou l'achat d'un logement demeurent les principaux objectifs des investissements réalisés par les immigrants portugais dans leur pays d'origine. Ce genre d'investissement constitue une valeur symbolique pour ces derniers, car avoir un logement dans son village d'origine, puisque la grande majorité des immigrants portugais du Québec viennent des zones rurales, rassure la famille restée au pays de l'attachement et de l'enracinement de l'immigrant à son milieu natal. Il y a également une sorte de concurrence qui s'établit entre les immigrants, car leur réussite est souvent jugée à travers leur possibilité d'investir au pays d'origine. Cela est apparent lorsqu'on se rend dans les villages portugais qui ont plus d'immigrants, on y voit des logements qui offrent des styles architecturaux importés du pays d'immigration. Ces habitats à cachets différents et grandioses témoignent de la réussite des immigrants.

Mais investir au pays d'origine constitue aussi "une réponse à l'incertitude du mode de vie migratoire" (Gildas Simon, 1995: 210). En effet, les immigrants vivent perpétuellement dans l'incertitude des cours du marché de travail, puisque leurs emplois ne tiennent souvent qu'à la position économique du pays d'accueil, ils peuvent alors perdre leurs emplois lors des crises dans ce pays. Dans ce cas, les investissements faits au pays d'origine peuvent constituer une avant-garde face à cette incertitude.

Les Portugais ont une longue expérience en immigration, et grâce à celle-ci, ils se sont fait une grande réputation dans beaucoup de secteurs d'activités économiques. Par ce fait même, la désignation de groupe ethnique leur permet de conserver ses secteurs et d'y imprégner leurs valeurs culturelles, afin qu'on leurs y reconnaît un style différent. En effet, l'origine culturelle des immigrants joue énormément dans leurs systèmes économiques. Cependant, leurs rapports de production et leur pouvoir d'organisation communautaires sont autant de potentiels moyens d'affermir leur situation de minorité et de mieux entretenir des espaces spécifiques à leurs pratiques symboliques.

L'église à toujours été au cœur de vie quotidienne et communautaire des Portugais. La presse leur sert de cordon ombilical entre leur pays et la société d'accueil, elle répond aussi aux préoccupations sociales et culturelles du groupe.

Conclusion

La diversité que présentent les groupes ethniques résulte d'un processus né de plusieurs facteurs. Ces facteurs se caractérisent, en général, par des critères culturels et socio-économiques, par la concurrence entre les groupes dominants/dominés pour la lutte des privilèges sociaux et économiques dans une société donnée. Cependant, dans cette étude, nous avons accordé une importance particulière aux théories qui, dans une perspective dynamique, analysent l'ethnicité et les frontières ethniques comme un enjeu d'interaction socio-économique.

Nous avons constaté, grâce à cette étude, que lorsque la majorité des membres d'une communauté ethnique sont plus concentrés dans un espace donné, les élites de cette communauté profitent de la place, de la représentativité et de la position sociale de ses membres, par rapport à la société d'accueil, pour relancer leur économie; les motiver à travers des bases d'une organisation solide afin de les sortir de la précarité ou d'améliorer sensiblement leur position économique. En effet, les différences en matière de croissance et de développement économique, qu'elles soient sociales ou communautaires, ont une influence déterminante dans le système de localisation des groupes ethniques au Québec. Alors que, dans certaines zones, l'écart entre l'offre et la demande d'emploi peut se creuser, en conséquence, les groupes ethniques les plus nombreux et mieux organisés créent des marchés du travail qui favorisent désormais leurs communautés. Les groupes ethniques qui sont devenus prospères créent des entreprises et des affaires qui leur permettent d'engager la main-d'œuvre de leur communauté. Mais cela est dû aussi aux tendances discriminatoires auxquelles les immigrants se sentent exposés.

Notre étude nous a permis aussi de voir comment l'économie agit sur le symbolique et vice versa. Et cela, contrairement à plusieurs savants qui pensent que le rapport entre le fait économique vu dans le sens utilitaire du terme et le fait symbolique qui, aujourd'hui, au regard de plusieurs économistes, n'a rien d'important, ne réagit pas sur la finalité

fondatrice de l'humain. L'humain moderne a longtemps cru que tout devrait être aliéné à l'économie, que même la véritable réalité de la structure biologique de l'humain réside dans l'économie. Voilà l'aliénation majeure de l'époque moderne. Depuis déjà des siècles, les Occidentaux n'ont fonctionné qu'avec ce paradigme. En effet, on a toujours pensé que le "primat" c'est l'économie et que le reste c'est le symbolique. Mais aujourd'hui, on voit dans quelle mesure l'économique est remplie de symbolique, car elle sert beaucoup plus à l'identité et à la culture en général. N'oublions pas, pour un bref survol de cet aspect, que le capitalisme a toujours tenté de défaire les identités et les liens d'appartenance, de déconstruire les consciences collectives, ce qu'on appelle en bref la culture, au nom du profit et d'intérêts particuliers. De plus, la mondialisation de plus en plus grandissante cherche à pousser les cultures spécifiques des différents peuples à s'adapter à l'heure des grandes transactions internationales. Alors, on peut franchement se demander quelle est la place des repères identitaires dans cette capacité de faire de la propriété spécifique des peuples, la propriété universelle de l'argent? Autrement dit, quelle serait la place du fait culturel dans cette mondialisation économique? Car, même si la mondialisation demeurerait exclusivement et strictement économique, elle n'épargnera pas non plus les particularités et les différences culturelles. D'autre part, l'homogénéisation de ces particularités et différences qui, elles, font la spécificité de plusieurs cultures locales, serait un atout considérable pour une économie globalisante. En fait, la globalisation des cultures, des identités et même des particularités historiques; autrement dit la globalisation des réalités locales ouvrirait une voie libre et écrasante vers la mondialisation sur toute forme de vie sociale.

Par conséquent, ces réalités locales ou encore ces spécificités, qui permettent à certains groupes de se réclamer de certaines sensibilités historiques et de les réactualiser afin de produire et reproduire, soit par le biais de la différence par rapport à d'autres, s'avèrent têtus. Et c'est grâce même à cette économie qui se veut le monopole des libertés et consciences humaines que le monde est en train de se fragmenter en de petits morceaux. On a vu l'exemple de la fédération de l'ex-Yougoslavie, fondée au détriment de plusieurs spécificités et traditions, qui s'est désintégrée au nom de multiples nations et appartenances qui ne pouvaient plus cohabiter et construire ensemble. Cet exemple vaut

aussi dans certains pays du monde où le phénomène sécessionniste ou souverainiste est en train de déchirer cette sorte de mise en commun (union ou fédération) qui s'est faite dans l'abstraction totale de ce que les peuples ont appelé leurs propres spécificités, alors que ces dernières, pour eux, constituent une façon de comprendre le monde, de lui donner un sens et de se donner un sens eux-même. Cela va créer également en l'individu une dimension personnelle; idiosyncrasie qui n'en est pas cependant un prolongement outre mesure des causes pures et simples, mais qui amènerait une autre forme de diversité. En effet, c'est l'ensemble des membres fondateurs d'une nation qui font sa culture du point de vue de ce qu'elle représente en tant que spécificité locale et qui contribue à la mise en commun d'un patrimoine collectif. De plus, ce sont les mêmes membres d'une société, en tant qu'humains qui font la grandeur de l'économie. Certains modèles économiques ont montré, contrairement aux nombreuses croyances, qu'il n'existe pas de principe universel, tant en économie qu'en organisation d'entreprises. Car à l'intérieur de l'entrepreneurship, les différences culturelles demeurent un enjeu majeur. Cela prouve également que l'économie restera toujours un processus construit par le symbolique des nations qui font sa grandeur. De plus, l'histoire nous a toujours prouvé que le pouvoir appartient aux nations ou aux groupes spécifiques, qu'ils soient ethniques ou sociaux, et non à la mondialisation de ces derniers.

Par ailleurs, en tant que modèle de fonctionnement et de production de ce qui prévaut, l'économie restera aussi une plate-forme où les valeurs culturelles et les espaces d'intégrations se bousculeront, se concurrenceront et s'éclateront. Cela laisse croire que les unions d'identités collectives émergeront comme des groupes de pression dans l'espace économique en tentant de s'approprier les moyens qui leur permettent de se réaffirmer, de s'affirmer et de pouvoir user des leviers que leur fournit cette plate-forme pour redéfinir des espaces nouveaux d'adaptation, d'intégration et de pouvoir.

Pour rejoindre l'exemple particulier des immigrants portugais, il est clair que le Portugal a eu une culture officielle émanant d'un mode de politique d'État, qui a eu nécessairement à s'enraciner dans plusieurs élites sociales, dont plusieurs structures sociales. De plus, l'immigration portugaise a été un fait notoire depuis bien avant la formation de cet État-

nation. Le Portugal, ne l'oublions pas, fut une des grandes puissances qui a conquis beaucoup de peuples et qui s'était dotée d'un appareil de conquête militaire très puissant. L'impact de toute cette histoire sur l'immigration portugaise est manifeste, et le fait que dans le pays d'accueil, on leur attribue la notion "d'ethnique", va nécessairement renforcer leur appartenance ethnique à partir des moyens économiques qu'ils peuvent se réapproprier dans l'espace d'adaptation culturel québécois, puisque, quels que soient les motifs de leur immigration, l'objectif final de celle-ci restera toujours économique. De ce fait, l'ethnicité va également jouer un rôle dans l'appropriation des moyens économiques ; de même que l'économie va aussi se différencier et se renouveler en fonction de ces dynamiques nouvelles d'entrepreneuriat "importées".

La solidarité traditionnelle et la manière de faire des affaires telles qu'elles se faisaient au Portugal vont être reproduites ici au Québec par le biais ou par le truchement des liens symboliques de l'appartenance ethnique et des liens de consanguinité aidant de sorte que leur solidarité économique et leur mode d'organisation vont être plus faciles et justifiés. Par exemple, un Portugais qui arrive au Québec va penser à son cousin, son ami ou simplement ses proches auprès de qui il va bénéficier d'un prêt ou d'un moyen de départ dans ses activités. Au bout d'un certain temps, il va être capable de rembourser, après sa réussite économique, tout ce qui lui était permis afin que la communauté puisse en aider un autre nouveau arrivant. C'est ainsi qu'un Portugais qui crée une entreprise va, en premier, chercher à engager des membres de sa communauté. Ce cercle vicieux va s'agrandir en même temps que les liens qui permettent de renforcer l'appartenance ethnique, ainsi de suite afin d'accélérer le processus d'intégration économique des membres de la même appartenance. Les Portugais vont se retrouver finalement en terre d'immigration, sous forme de diaspora très dynamique, ce qui leur permet en même temps de créer un microcosme portugais fort et organisé. Ce microcosme portugais va constituer également un lieu d'accueil d'autres Portugais, mais surtout une forteresse économique.

Si l'économie impose des rigueurs aux immigrants, il faut en retour reconnaître que les immigrants ont cherché à se réapproprier les règles du mécanisme économique pour

renforcer leur espace d'appartenance, à travers des solidarités qui leur permettent d'atteindre ou d'accroître leur mainmise et l'ensemble des possibilités qu'ils peuvent avoir dans un espace économique donné. De même, si l'économie est perçue comme un concept qui n'a pas de couleur ni de race ni d'ethnie, alors chaque groupe, d'après sa culture, d'après ses solidarités traditionnelles, va faire de ce concept ce qui convient d'en faire pour réaffirmer son identité dans un espace donné. C'est ainsi que se développeront, dans toutes les grandes sociétés d'immigration, des niches économiques chez les groupes d'immigrants de même origines les plus nombreux et mieux organisés.

Alors, outre le besoin de redéfinir des espaces nouveaux d'adaptation, d'intégration et de pouvoir, ce développement de niche économique permet aussi au groupe ethnique un accès privilégié à l'emploi et à d'autres ressources. Nous pouvons donc dire que grâce à l'immigration et sa finalité économique, les entreprises ethniques apparaissent comme une conséquence du renforcement de leurs frontières, à la formation des membres de leurs communautés ethniques et à la défense et la sauvegarde des valeurs d'origine. Cela peut être aussi un moyen d'expansion qui mène au développement d'affaires plus dynamiques et plus rentables afin de rendre le groupe plus concurrentiel par rapport à d'autres, mais elle constitue également une porte de sortie ou de libération du groupe face à la domination.

Malgré certaines lacunes qui existent aussi bien dans d'autres groupes ethniques, l'organisation de la communauté portugaise du Québec est un exemple qui témoigne de sa validité, de sa capacité d'organisation et de sa performance en terre étrangère. Cependant, cette particularité et cette facilité de leur système d'organisation viennent probablement du fait qu'ils sont tous d'une même origine ethnique et qu'ils parlent tous la même langue d'origine portugaise. De plus, le Portugal d'aujourd'hui est devenu une société stable, d'un point de vue politique et économique. Les tendances religieuses des Portugais immigrés sont presque toutes semblables; les Portugais en immigration présentent les mêmes caractéristiques socio-économiques. La majorité d'entre eux proviennent des zones économiquement précaires du Portugal, notamment des zones rurales. D'autre part, ils sont historiquement et traditionnellement de religion catholique, et bien qu'au Portugal la

société est très stratifiée, il n'en est pas de même pour ceux qui immigreront. Car, dans la plupart des cas, les Portugais immigrés ont presque tous les mêmes motivations: la recherche du bien être et l'amélioration de leurs conditions de vie, etc. Bref, les immigrants portugais partagent en commun, des similitudes sociales, religieuses et économiques. Tous ces facteurs font d'eux des immigrants conscients de leurs conditions de départ, un esprit d'équipe bien conçu pour gagner, c'est comme le disait feu mon père: "On est mieux uni chez autrui qu'on peut l'être chez soi, car c'est l'attitude qui permet de vaincre...". Voilà bien une attitude que démontrent les immigrants portugais du Québec. De plus, la présence des gens d'affaires, leurs responsabilités, leurs devoirs et pratiques dans leurs organismes communautaires ou institutions ethniques, donnent une grande confiance aux membres de la communauté. Le fait qu'ils participent au développement économique et culturel de leur communauté tout en contribuant à celui de la société québécoise et le fait qu'ils croient en ces institutions, tout cela rassure leurs compatriotes de leur engagement dans la communauté.

Cependant, dans la région de Québec, l'esprit d'une communauté portugaise unie est réduite à la famille, c'est-à-dire les Portugais de Québec croient plus à la famille restreinte qu'aux institutions ethniques. Ils n'ont pas le choix, car cela est dû, particulièrement, au fait que la communauté portugaise de la région de Québec est non seulement très petite, mais aussi elle est très dispersée comparativement à celle de Montréal ou à celle d'autres régions de la province. Mais, même si les Portugais de la région de Québec ne semblent plus s'intéresser ou croire au rassemblement de la communauté comme telle est plus significatif à Montréal ou dans d'autres régions, la communauté portugaise de la province de Québec diffère de loin d'autres communautés moins nombreuses et plus ou moins organisées, qui apparaissent fragmentées en de multiples sous-communautés dues certainement aux orientations d'intérêts différents et divergents, en raison probablement de la situation politique dans leurs pays d'origine. Car, les divergences politiques, la pluralité religieuse, les intérêts différents, etc., des personnes provenant d'une même aire culturelle peuvent constituer un aspect de la fragmentation des populations immigrées.

L'impression des valeurs culturelles d'origine dans les pratiques économiques des immigrants ou le développement de niches économiques ethniques permettent, non seulement, aux groupes d'immigrants de maintenir un cliché particulier dans leurs affaires, mais aussi un accès privilégié à l'emploi et à une certaine autonomie économique. Les entreprises ethniques renforcent l'image de marque des immigrants, leurs frontières ethniques et la formation des membres de leurs communautés.

L'immigration et l'ethnicité jouent un rôle crucial dans les pratiques économiques et dans le renforcement des stratégies d'intégration économique des immigrants. Car la conscience d'appartenance à un groupe ethnique et le sentiment d'exclusion pousse plus les immigrants à redoubler d'efforts et à créer leurs propres entreprises et des emplois dans leurs communautés. De plus, les immigrants travaillent généralement dans des secteurs très compétitifs et très convoités par les membres de la société d'accueil et, en ce sens, leur entrepreneurship doit être considéré en partie comme une stratégie pour se protéger contre la discrimination. Raisons pour lesquelles leurs réseaux peuvent prendre plusieurs formes; en plus des liens familiaux, ils se constituent par le biais des associations communautaires, religieuses ou encore des associations de gens d'affaires. Les liens tissés au sein de ces réseaux et institutions constituent donc une ressource communautaire importante. Ceux-ci jouent également un rôle important sur le plan du financement des entreprises et, ce faisant, réduisent leur dépendance par rapport aux institutions traditionnelles.

Pour améliorer la qualité de la vie quotidienne et restaurer la cohésion sociale dans la communauté, les gens d'affaires immigrants créent des entreprises qui permettent l'insertion de leurs membres. Cela favorise aussi l'amélioration d'activités commerciales et économiques, le développement de services ou de projets rentables.

Par ailleurs, ces pratiques économiques ne constituent pas toujours une économie fermée, comme le soutiennent certains chercheurs, d'autant plus que les immigrants ne peuvent pas faire des affaires seulement entre eux sinon ils seraient, pour la plupart, en faillite. L'ouverture aux autres communautés est donc nécessaire afin d'appréhender et de

dépasser les réflexes réducteurs et de prospérer. Qui plus est, les immigrants ont compris qu'il ne s'agit pas d'accorder seulement aux autres communautés une place à part ou de se distancer plus d'eux, mais plutôt de consolider et de créer des mécanismes d'échanges et les possibilités qui renforceraient leur économie en conformité aux valeurs d'origine et en privilégiant une cohabitation harmonieuse avec les autres.

Les gens d'affaires portugais du Québec représentent un grand support économique et pour leur communauté et pour d'autres en place. Leurs efforts en affaires sont autant des facteurs latents dans un système économique québécois très exigeant. De plus, ils sont un des groupes ethniques les plus importants au Québec en terme de population, cette incidence est non négligeable pour leur économie dont le mot d'ordre est la lutte contre les fléaux sociaux qui touchent aujourd'hui toutes les structures existantes. Cette économie constitue aussi une affirmation au sein du capitalisme et de la mondialisation. Elle joue également un rôle fondamental de régulation des crises, de l'incertitude, et de point de jonction entre le pays d'origine et le pays d'accueil. En plus de contribuer au développement du pays d'accueil, les bénéfices des travailleurs portugais à l'étranger sont partagés entre eux et leurs familles restées au pays d'origine. Les transferts de fonds vers le Portugal ont ainsi une signification particulièrement symbolique et modifient les rapports sociaux au pays d'origine.

Un Portugais disait déjà:

"Notre réussite dans les affaires et en immigration en général, est un back lash, car nous avons besoin de nous réaffirmer comme la grande puissance que nous étions dans le temps... quoique la discrimination fait ses effets et quoique les immigrants sont hédonistes ou prompts, l'heure n'est plus aux chicanes obscures, sans issue. Pas besoin de commentaire, la clameur de notre avenir, le salut de notre existence passent par une cohabitation harmonieuse; sois moi je serai toi et nous bâtirons ensemble." (Pq3 personne de l'entrevue 3, Québec).

Outre le besoin de se réaffirmer et de retrouver leur grandeur d'antan, les immigrants portugais du Québec préfèrent bâtir ensemble avec les personnes de la société d'accueil et souhaite que cette cohabitation se vit dans des relations harmonieuses et dans le respect mutuel.

Par ailleurs, ils ont su profiter de leur expérience en immigration pour se forger une image qui permet à "autrui" de les attribuer certaines qualités. Enfin, lorsqu'on côtoie la communauté immigrante portugaise, on constate également, d'une part, que les langues et les valeurs culturelles des immigrants n'ont pas tous perdu leur importance avec les barrières érigées par les pays d'accueil, d'autre part, elles ne sont plus perçues comme les formes ultimes de l'ingéniosité individuelle et collective.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABÉLÈS, M. et S. C. ROGERS, (1992), « Introduction », *L'Homme* 121, XXXII (1), 7-13.
- ALPALHAO, J. A., DA ROSA, V. M. P. (1983), *Da emigração a aculturação: Portugal insular e continental no Quebeque*, Lisbon: Composto e impresso para a Imprensa Nacional-Casa da Moeda na Grafica Maiodouro, 346p.
- ALVES, M., (1983), *Os Portugueses no mundo*, Ed. De O Dia, avec l'appui du Secrétariat d'Etat à l'Immigration et aux Communauté Portugaises, 503p.
- AMSELLE, J. L et E. M'bokolo, (1985), *Au cœur de l'ethnie: ethnies, tribalisme et État en Afrique*, Paris: Découverte, 225p.
- ANDERSON, G. M. et David H., (1976), *L'héritage du futur. Les communautés portugaises au Canada*, Le Cercle du Livre de France et Ministère des Approvisionnements et Services Canada (associé), 255p.
- ANIDO, N. et Rubens Freire, (1978), *L'immigration portugaise. Présent et avenir*, PUF, 197p.
- ARROTEIA, J. C., (1983), *A imigração Portuguesa - Sua Origens e Distribuição*, Lisbonne: M.E.N. Instituto de Cultura e Língua Portuguesa, 172 p.
- BARTH, F., (1969), *Ethnic Groups and Boundaries: The Social Organization of Culture Difference*, Boston: Little Brown, 153 p.
- BENSON, J. K., (1983), « A Dialectical Method for the Study of Organisations », in G. Morgan (éd), *Beyon Method: Strategies for Social Research*, Beverly Hills, California: Sage publication, 331- 346.
- BLOS, M., P.A. Fischer et T. Straubhaar, (1997), « The impact of migration policy on the labour market performance of migrants: a comparative case study », *New Community* Vol. 23, No. 4, oct, 511-535.
- BORJAS, G., (1994), « The economics of immigration », *Journal of Economic Literature* Vol. 32: 1667-1717.
- BOURDIEU, P., (1982), *Ce que parler veut dire: l'économie des échanges linguistiques*, Paris: Fayard, 243p.
- BRÀSIO, Antonio, (1973), *História e Missiologia. Inéditos e Esparsos*, Luanda: Instituto de Investigaçao científica de Angola, 929p.
- CAMILLERI, C., (1989), « La communication dans la perspective interculturelle », in Carmel Camilleri et Margalit Cohen-Emerique (dir), *Chocs de cultures: concepts et enjeux pratiques de l'interculturel*, Paris : Ed. L'Harmattan, 363-398.
- CHEVRIER, J., (1992), « La spécification de la problématique », in Benoît Gauthier (dir), *Recherche sociale: de la problématique à la collecte de données*, Sainte-Foy: Presses de l'Université Laval, 49-78.

- CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA, (1991), *Profil des immigrants du Portugal au Canada*, Direction Générale des Communications, Ottawa : CICN Publication, 15p.
- DE SILVA, A., (1992), *Earnings of immigrants. A Comparative Analysis*, Ottawa: Canada Communication Group Publishing, 49p.
- ELBAZ, M., (1997), *Minorités ethniques et mouvements nationalitaires*, Vocabulaire, Recueil de textes du cours ANT-13522 Sainte-Foy: Université Laval, Département d'anthropologie, 57p.
- ELBAZ, M., (1985), *L'économie politique des clivages ethniques*, Laboratoire de recherches anthropologiques, document de recherches, Département d'anthropologie, Université Laval, No. 3, (Avril), 23p.
- EMMANUEL, A., (1972), «Le colonialisme des «Poor-Whites» et le mythe de l'impérialisme d'investissement» *L'Homme et la Société*, 22 : 67-96.
- ESPENSHADE, T. et V.E. King, (1994), « State and local fiscal impacts of U.S. Immigrants: Evidence from New Jersey », *Population Research and Policy Review*, Vol. 13, 225-56.
- FERGUSON, L. B., (1991), « L'immigration des gens d'affaires: l'impact sur le Canada », in *Les personnes immigrantes: partenaires du développement régional*, Acte du Colloque National sur la Régionalisation de l'immigration au Québec, Hull: Université du Québec à Hull, 463-488.
- FERRIÉ, Jean-Noël et BOËTSCH, G., (1993), « L'immigration comme domaine de l'anthropologie », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 17, N^{os} 1-2 : 239-252.
- FIX, M. & J.S. Passel, (1994), *Immigration and Immigrants: Setting the Record Straight*, Washington, D.C.: The Urban Institute, p. 57.
- FRANCIS, E. K., (1947), « The Nature of the ethnic groups », *American Journal of Sociology*, March 1947, vol. 52, n^o 5, 395-400.
- FRENETTE, Y., (1985), *Perception et vécu du racisme par des immigrantes et des immigrants haïtiens au Québec*, rapport no 15, Montréal: Université de Montréal, Centre de recherches caraïbes, 39 p.
- GALLISSOT, R., (1987), « Sous l'identité, le processus d'identification », *L'Homme et la Société*, Université de Paris, n^o 83, 12-27.
- GEERTZ, C. (1973), « The integrative revolution: Primordial Sentiments and civil Politics » in New Statea, in Geertz, *The interpretation of cultures*, New York: Basic Books, 255-309.
- GEORGES, P., (1976), *Les migrations internationales*, Paris: PUF, 230p.
- GERMAIN, A., coord. (1995), *Cohabitation interethnique et vie de quartier*. Montréal : MAIICC, 1995, 325 p. (Études et recherches; 12).
- GERMAIN, A., R., Damaris. (1993), *Vie de quartier et immigration*, étude réalisée pour la Direction des études et de la recherche, Montréal : MCCI, 1993, 54 p. (Notes et documents; 2).
- GLAZER, N. et al., (1975), *Ethnicity: Theory and experience*, In Nathan Glazer and P. Moynihan (ed), Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 531p.

- GUBA, E.G., LINCOLN, Y.S. (1994), « Competing Paradigms in Qualitative Research », in N.K. Denzin et Y.S. Lincoln (eds.), *Handbook of Qualitative Research*, Sage Publication, 105-117.
- HASTRUP, K. (1995), « The Ethnographic Present, On Starting », *Time*, 9-25.
- HECHTER, M., (1975), *Internal colonialism : the Celtic Fringe in British National Development 1536-1966*. Berkeley, University of California Press, 361 p.
- HELLY, D.; D. Tessier et N. Van Schendel, (1995), *Valeurs familiales et information gouvernementale. Perceptions d'immigrés*, Québec: Institut québécois de recherche sur la culture, 227 p.
- JOURNAL DE QUÉBEC, (Mercredi 29 octobre 1997), « Québec va accueillir plus d'immigrants », p.37.
- JUTEAU, D. L., (1979), « Sociologie des frontières ethniques en devenir », in *Frontières ethniques en devenir*, avec la collaboration de Lorne Laforge. Ottawa: Édition de l'Université d'Ottawa, p.197 (3-18).
- JUTEAU, D. L., (1984), « La production de l'ethnicité ou la réelle de l'idée », in *Enjeux ethniques. Production de nouveaux rapports sociaux*, *Sociologie et Société*, vol. XV, No 2, octobre 1984, 39-54.
- KENNEDY, D., (1996), « Can we still afford to be a nation of immigrants? » *Atlantic Monthly*, No. 278, 52-68.
- LABELLE, M., (1987), *Histoires d'immigrées: itinéraires d'ouvrières colombiennes, grecques, haïtiennes et portugaises de Montréal*. Montréal: Boréal, 275p.
- LABELLE, M., M. Therrien et J. LÉVY, (1994), « Le discours des leaders d'associations ethniques de la région de Montréal », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 10, no 2, p. 119-145.
- LALONDE, R.N. et J.E. Cameron, (1993), « An Intergroup Perspective on Immigrant Acculturation with a Focus on Collective Strategies », *International Journal of Psychology*, vol. 28, p. 57-74.
- LAPIEERE, Jean-William, (1973), *L'analyse des systèmes politiques*, Paris: PUF 276 p.
- LESSARD-HÉBERT, M.; G. Goyette; G. Boutin, (1996), *La recherche qualitative: fondements et pratiques*, Montréal: Éditions Nouvelles, 124 p.
- MARTINIELLO, M., (1995), *L'ethnicité dans les Sciences Sociales Contemporaines*, Paris : PUF, 128p.
- MARTINS, V. M., (1984), *Le Portugal et l'immigration portugaise en France*, Paris: éd. Agence de Développement des Relations Interculturelles, 1 -25.
- MINISTÉRIO Dos Negocios Estrangeros, Direcção Geral Dos Assuntos Consulares e Comunidades Portuguesas, (1996), *Dados Estatísticas*, Lisboa: IC/CP-DGACCP/DAX - 29-10-1996 et IC/PC - DAX / 14-10-1996.
- MUELLER, E.J. et D.R. Howell, (1996), *Immigrants as Workers in New York City, a Review of Current Debates and Evidence*. The International Center for Migration, Ethnicity and Citizenship, New School of Social Research, Working Paper, 96, N°3.

- PAPADEMETRIOU, D. (1994) « The economic and labor market effects of immigration on the United States », *National Forum*, Vol. 74 No. 3, 17-21,40.
- PESTIAU, C., (1991), « Le nouveau visage du Canada. Indice économique et social de l'immigration », in *Les personnes immigrantes: partenaires du développement régional*. Acte du Colloque National sur la Régionalisation de l'immigration au Québec, Hull: Université du Québec à Hull, 50-68.
- PORTES, A., (1995), *The Economic Sociology of Immigration: essays on Networks, Ethnicity and Entrepreneurship*, New York: Russell Sage Fondation, 310p.
- PORTES, A. et J. Sensenbrenner, (1993), « Embeddedness and immigration: notes on the determinants of economic action », *American Journal of Sociology*, Vol. 98 (Mai), 13, 20-50.
- POUTIGNAT, P et J. SREIFF-FENART, (1995), Théorie de l'ethnicité, suivi de *Les groupes ethniques et leurs frontières* de Fredrik Barth, Paris, PUF, 270p.
- ROSENBERG, M. Michael et J. JEDWAB, (1992), « Institutional Completeness, Ethnic Organizational Style and the Role of the State: the Jewish, Italian and Greek Communities of Montreal », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 29, no 3, 266-287.
- ROSOLI, G., (1993), « Migraciones internacionales, nuevas identidades étnicas y sociedades multiculturales », *Estudios Migratorios Latinoamericanos*, vol.8, No. 25, 337 -350.
- Rumbaut, R.G., (1996b), « The crucible within: ethnic identity, self-esteem and segmented assimilation among children of immigrants » in A. Portes (Ed.), *The New Second Generation*, New York: The Russell Sage Foundation, 119-70.
- SECRETARIADO De Estado das Comunidades Portuguesas Centro de Estudos, (1985), « Homenagem aos Pioneiros da Emigração Portuguesa Para o Canada, Residentes no Quebec », Porto: F.D.I.E.C.P., 13-64.
- SHILS, C., (1975), *Center and Periphery: essays in Macrosociology*, Chicago: University of Chicago Press, p.20.
- SIEYÈSE, E. J. (Comte), (1789), *Qu'est-ce que le tiers État?*, c.1988, Paris: Flammarion, 188p.
- SIMARD, M., (1995), *Les entrepreneurs agricoles immigrants européens: insertion dans la société rurale québécoise*, Montréal: Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, (Coll. Études et Documents no 11), 154 p.
- SIMON, G., (1995), *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*, Paris : PUF, 429p.
- SIMON, G., (1990), *Les effets des migrations internationales sur les pays d'origines: le cas du Maghreb* / HASSANA Boubakri et al; sous la direction de Gildas Simon, Paris : SEDES, 222p.
- STRAUSS, A. et CORBIN, J., (1990), *Basic of Qualitative Research, grounded theory procedures and techniques*, Newbury Park: Sage, 270 p.

- TAYLOR, D.M. et F.M. Moghaddam, (1994), *Theories of Intergroup Relations: International Social Psychological Perspectives*, Westport, Praeger, 2e édition, 245p.
- TAYLOR, S. J. et R. Bogdan, (1984), *Introduction to Qualitative Research Methods: The Search for Meanings*, 2^e édition, New York: Wiley, 302 p.
- US Department of Labor, (1989), *The Effects of Immigration on the U.S. Economy and Labor Market Immigration Policy and Research*, Report 1, Washington, D.C., U.S. Department of Labor, p. 193 (1 p.).
- US Federal Glass Ceiling Commission, (1995), *Good for Business: Making full use of the Nation's Human Capital, Fact Finding Report*, Washington, D.C.: The Commission.
- VAN DEN BERGHE, P. L., (1970), *Race and ethnicity: essays in comparative sociology*, New York: Basic Books, 312p.
- VAN MAANEN, J., (1983a), « Reclaiming Qualitative Methods for Organisation Research », A Preface, J. Van Maanen (éd.), in *Qualitative Methodology*, Beverly Hills, California: Sage, 9-19.
- WALDINGER, R. D. et B., Mahdi, (1996), *Ethnic Los Angeles*, New York: Russell Sage Fondation, 497 p.
- WALLERSTEIN, I. M., (1980), *Capitalisme et économie-monde (1450-1640)*, Paris: Ed. Flammarion, 331 p.

OUVRAGES ET DOCUMENTS CONSULTÉS

- ALPHALHAO, J. Antonio et Victor DA ROSA, (1978), *Les Portugais du Québec. Éléments d'analyse socioculturelle*, Ottawa: Presses de l'Université d'Ottawa, 317p.
- ANCTIL, Pierre, (1982), « L'actualité émigrante au petit écran. La série Planète à Radio-Québec », *Question de culture*, no 2, 55-80.
- AUDET, Benoît, (1987), *Les caractéristiques socio-économiques de la population immigrée au Québec au recensement de 1981*, Montréal: Ministère des Communautés Culturelles et de l'Immigration, (Cahier no 4), 121 p.
- BEAULIEU, Agnès et Maria Elena Concha, (1988), *Les Latino-Américains au Québec. Portrait des familles de Côte-des-Neiges*, Montréal: CLSC Côte-des-Neiges et Association des immigrants latino-américains de Côte-des-Neiges, 188 p.
- BERNIER, Bernard; Mikhaël Elbaz et Gilles Lavigne, (1978), « Ethnicité et lutte de classes », *Anthropologie et Sociétés*, vol.2, no 1, 15-60.
- BERRY, John W.; Rudolf Kalin, et Donald M. Taylor, (1977), *Attitudes à l'égard du multiculturalisme et des groupes ethniques au Canada*, Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services du Canada, 375 p.
- BLANC, Bernadette (1985), *La formation de nouvelles zones d'accueil pour l'immigrant à Montréal: le cas de Côte-des-Neiges (nord)*, Colloque La Métropole au Canada (Association française d'études canadiennes, Universités Paris XII, Rouen et Havre), Université de Montréal, 26 p.
- BOISJOLY, Johanne; Denise Helly et Serge Desrosiers, (1992) *Segmentation du marché du travail selon le lieu de naissance*, rapport remis à Emploi et Immigration Canada, Montréal : Institut québécois de recherche sur la culture.
- CHICHA-PONTBRIAND, Marie-Thérèse, (1988), *Les programmes d'accès à l'égalité en emploi: leur raison d'être. Impact et effets cumulatifs de la discrimination systémique*, Communication présentée le 4 novembre au colloque du culturelles et de l'immigration sur "Les programmes d'accès à l'égalité en emploi à l'intention des communautés culturelles", Montréal: Commission des droits de la personne du Québec, 7 p.
- COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE DU QUÉBEC, (1984a), Enquête sur les allégations de discrimination raciale dans l'industrie du taxi à Montréal. Volume I, *Les allégations de discrimination raciale visant les associations de service et des points de service*, rédigé par M. Rochon, B. Perras et R. Lescop, Montréal, la Commission, 429 p.
- COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE DU QUÉBEC, (1984b), Enquête sur les allégations de discrimination raciale dans l'industrie du taxi à Montréal. Volume II, *Le cadre législatif, réglementaire et administratif de l'industrie du taxi*, rédigé par M. Rochon, B. Perras et R. Lescop, Montréal : la Commission, 179 p.
- CROSS, M., (1989), « Migrants and new minorities in Europe » *International Review of Comparative Public Policy*, Vol. 1, 153-78.
- CROSS, M., (1992a), « Race and ethnicity », in A. Thornley Ed. *The Crisis of London*, London: Routledge, 103-18.

- CROSS, M., (1993), « Migration, employment and social change in the new Europe », in R. King Ed. *The New Geography of European Migrations*, London: Belhaven Press, 116-34.
- CROSS, M., et R. Waldinger, (1992), « Migrants, minorities and the ethnic division of labour », in S. Fainstein, I. Gordon et M. Harloe Eds. *Divided Cities, New York and London in the Contemporary World*, Oxford: Blackwell, 151-74.
- DA ROSA, Victor et Richard Poulin, (1986), « Espaces ethniques et question linguistique au Québec à propos des communautés italienne et portugaise », *Etudes ethniques au Canada*, vol. XVIII, no 2, 143-150.
- DORAIS, Louis-Jacques, (1989), « Intégration et adaptation dans une ville de taille moyenne: les réfugiés d'Asie du Sud-Est à Québec », *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 21/61, 177-184.
- ELBAZ, Mikhaël, (1983), « La question ethnique dans la sociologie québécoise: Critiques et questions », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 7, no 2, 77-84.
- ELBAZ, Mikhaël, (1990), « Minorités d'intermédiaires, sous-économies et judéités », dans C. Benayoun et al. (éd.), *Les Juifs et l'économie*, Toulouse: Presses de l'Université de Toulouse, 343-354.
- ELBAZ, Mikhaël et Denise Helly, (1995), « Modernité et post-modernité des identités nationales », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 19, no 3, 15-35.
- ELBAZ, Mikhaël et Ruth Murbach (1991), « Les droits d'autrui : minorités, éthique et politique », *Cahiers de recherche éthique*, vol. 16, 187-208.
- FALL, Khadiyatoulah; Ratiba Hadj-Moussa et Daniel Simeoni, (dir.), (1996), *Les convergences culturelles dans les sociétés pluriethniques*, Ste-Foy: Presses de l'Université du Québec, 374 p.
- FERNÁNDEZ-KELLY, P., (1994), « Divided fates: immigrant children in a restructured U.S. economy », *International Migration Review*, Vol. 28, 662-88.
- FONTAINE, L. et Y. Shiose, (1991) « Ni citoyens, ni autres: la catégorie politique 'Communautés culturelles' », in Dominique Colas; Claude Emeri et Jacques Zylberberg (dir.), Paris: Presses universitaires de France, 435-443.
- FRIEDRICHS, J. & H. Alpheis, (1991), « Housing segregation of immigrants in West Germany », in E. Huttman, W. Blauw & J. Saltman (Eds.), *Urban Housing Segregation of Minorities in Western Europe and the United States*, London: Duke University Press. 116-44.
- GAGNÉ, Madeleine, (1989), « L'insertion de la population immigrée sur le marché du travail au Québec. Éléments d'analyse des données du recensement », *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 21/61, 153-164.
- GAY, Daniel, (1985), « Réflexions critiques sur les politiques ethniques du gouvernement fédéral canadien 1971-1985 et du Gouvernement du Québec », *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 14, no 54, 79-96.
- GILLBORN, D. et C. Gipps, (1996), *Recent Research on the Achievement of Ethnic Minority Pupils*, London: HMSO.

- GIRARD, Sylvie et Jean-François Manègre, (1988), *L'immigration et l'opinion publique. Présentation des résultats des sondages d'opinion sur l'immigration au Québec et au Canada 1952-1988*, Montréal: Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, 41 p.
- HAMNETT, C., (1994), «Social polarisation in global cities: theory and evidence», *Urban Studies*, Vol. 31 No. 3, 401-24.
- HELLY, Denise et Alberte Ledoyen, (1994), *Immigrés et création d'entreprises, Montréal, 1990*, Québec: Institut québécois de recherche sur la culture, 291 p.
- HUY, Nguyen et Dean Louder, (1987), « Les Vietnamiens à Québec et leurs problèmes d'intégration », in Kwok B. Chan et Louis-Jacques Dorais (dir.), *Adaptation linguistique et culturelle: l'expérience des réfugiés d'Asie du Sud-Est au Québec*, Québec: Centre international de recherche sur le bilinguisme, 119-147.
- KENNEDY, D., (1996), « Can we still afford to be a nation of immigrants? » *Atlantic Monthly* No. 278, 52-68.
- KHOURI, Nadia, (1994), « Nous sommes tous distincts : heurs et malheurs d'une formule définitionnelle », in Khadiyatoulah Fall; Daniel Simeoni et Georges Vignaux (dir.), *Mots. Représentations. Enjeux dans les contacts interethniques et interculturels*, Ottawa: Les Presses de l'Université d'Ottawa, 251-281.
- LACROIX, Jean-Michel, (1988), *Anatomie de la presse ethnique au Canada*, Talence, Presses universitaires de Bordeaux, 493 p.
- LAMOTTE, Aleyda et Roger Prud'Homme, (1978), *Services sociaux et besoins des Néo-Québécois*, Québec: Ministère de l'Immigration, 100 p.
- LAMOUREUX, Josée, (1988), *Profil des entrepreneurs-immigrants établis au Québec en 1983 et 1984*, synthèse d'une étude réalisée par la firme Cojpel Ltée, Montréal : Conseil des communautés culturelles et de l'immigration, 35 p.
- LARIVÉE, Yves, (1989), *Immigration et langue de travail*, rapport synthèse, Québec: Office de la langue française, 31 p.
- LIGHT, I. et C. ROSENSTEIN, (1995), « Expanding the interaction theory of entrepreneurship » in A. Portes (Ed.), *The Economic Sociology of Immigration: Essays on Networks, Ethnicity and Entrepreneurship*, New York: Russell Sage Foundation, 166-212.
- MANÈGRE, J. François, (1993), *L'immigration et le marché du travail. Un état de la question*, Montréal: Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration, 173p.
- MASSEY, D.S., (1988), « Economic development and international migration in comparative perspective », *Population and Development Review*, Vol. 14 No. 3, 383-413.
- PAO-MERCIER, Laura, (1981), *Immigration, Ethnicity and the Labour Market: The Chinese in Montreal*, Maîtrise (sociologie), Montréal, Université McGill, 173 p.
- SCHWARTZ, Georges, (1980), « La presse ethnique entre l'intégration et la troisième solitude », *Antennes*, no 17, 47-58.

- TARDIF, F. G. Beaudet et M. Labelle, (1993a), *Question nationale et ethnicité. Le discours de leaders d'origine italienne de la région de Montréal*, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, Montréal: Université du Québec à Montréal, cahier no 11, 104 p.
- TAYLOR, Charles, (1990), *The Sources of Self. The Making of the Modern Identity*, Cambridge: Cambridge University Press (Traduit : Les Sources du Moi, Paris, Le Seuil).
- WALLERSTEIN, I., (1979), « La construction des peuples : racisme, nationalisme, ethnicité », in Étienne Balibar et Immanuel Wallerstein, *Race, Nation, Classe. Les identités ambiguës*. Paris: Ed. La Découverte.
- WALLERSTEIN, I., (1979), *The Modern World Mercantilism and the Consolidation of European World Economy 1600-1750*, New York: Academic Press, 71- 72.

ANNEXE A**Tableaux cités**

La situation de l'immigration économique au Canada et au Québec

Tableau 27: Montants souscrits et nombre d'emplois créés par les investisseurs immigrants dans chaque province du Canada, de janvier 1986 à décembre 1993 ('000 \$)

Province	Montants souscrits		Emplois créés	
	Montant ('000 \$)	%	Nombre	%
Terre-Neuve	44 700	2.0	308	2.2
Ile-du-Prince-Edouard	122 500	5.4	464	3.2
Nouvelle-Écosse	169 400	7.5	929	6.5
Nouveau-Brunswick	84 000	3.7	477	3.3
Québec	698 000	30.8	n. d.	n. d.
Ontario	108 750	4.8	898	6.3
Manitoba	220 200	9.7	2 111	14.8
Saskatchewan	464 800	20.5	3 619	25.3
Alberta	83 950	3.7	932	6.5
Territoires du Nord-Ouest	3 300	0.2	11	0.1
Colombie-Britannique	268 450	11.8	4 553	31.8
Total	2 268 050	100.0	14 302	100.0

Source: Données compilées à partir des données du Ministère des Affaires étrangères, de l'Immigration et des communautés Culturelles. Conseil des Communautés Culturelles et de l'Immigration. *L'entrepreneurship ethnique et les gens d'affaires immigrants* (tableau 1) février 1995. Données originales de Citoyenneté et Immigration Canada, *Immigration des gens d'affaires*, 1^{er} avril 1994 (tableau V).

Tableau 28: Investissements et emplois créés par des entrepreneurs¹ immigrants dans chaque province du Canada, 1991 à 1993 ('000 \$)

Province	Investissements (^{'000} \$)	Emplois t. plein N	Emplois t. partiel N	Emploi total N
Terre-Neuve	100,5	14	4	18
Ile-du-prince-Eduard	690,0	4	3	7
Nouvelle-Écosse	450,0	8	1	9
Nouveau-Brunswick	1430,0	63	3	66
Québec	62214,2	1462	349	1811
Ontario	211121,8	5052	1214	6266
Manitoba	4862,5	245	34	279
Saskatchewan	3597,7	49	36	85
Alberta	33319,7	848	319	1167
Colombie-Britannique	200174,5	5985	1303	7288
Ensemble du Canada	517960,9	13730	3266	16996
Moyenne (\$ et N)	143758	3.8	0.9	

Notes: 1 Entrepreneurs ayant rempli leurs conditions d'établissement et ayant établi une entreprise.

Source: Données compilées à partir des données du Ministère des Affaires étrangères, de l'Immigration et des communautés Culturelles. Conseil des Communautés Culturelles et de l'Immigration. *L'entrepreneurship ethnique et les gens d'affaires immigrants* (tableau 4), février 1995. Données originales de Citoyenneté et Immigration Canada, *Immigration des gens d'affaires*, 1^{er} avril 1994 (tableau IX).

Tableau 29: Entrepreneurs¹ immigrants au Canada, selon le secteur d'activité économique, 1990 à 1993.

Secteur d'activité économique	1990		1991		1992		1993		1990 à 1993	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Commerce de détail	235	28,5	387	29,8	443	23,7	273	31,3	1338	27,5
Commerce de gros	135	16,4	240	18,5	299	16,0	152	17,4	826	17,0
Manufacturier	173	21,0	191	14,7	257	13,8	150	17,2	771	15,9
Hébergement et restauration	142	17,2	217	16,7	195	10,4	113	13,0	667	13,7
Autres services	59	7,2	109	8,4	106	5,7	83	9,5	357	7,3
Sous-total	744	90,2	1144	88,1	1300	69,6	771	88,4	3959	81,4
Autres	67	8,1	136	10,5	162	8,7	90	10,3	455	9,4
Non spécifié	14	1,7	19	1,5	406	21,7	11	1,3	450	9,3
Total	825	100,0	1299	100,0	1868	100,0	872	100,0	4864	100,0

Notes: 1 Entrepreneurs ayant rempli leurs conditions d'admission.

Source: Données compilées à partir des données du Ministère des Affaires étrangères, de l'Immigration et des communautés Culturelles. Conseil des Communautés Culturelles et de l'Immigration. *L'entrepreneurship ethnique et les gens d'affaires immigrants* (tableau 3), février 1995. Données originales de Citoyenneté et Immigration Canada, *Immigration des gens d'affaires*, 1^{er} avril 1994 (tableau VIII).

Tableau 30: Immigrants admis au Québec de 1980 à 1996 selon la catégorie

Année	Indépendant	Retraité	Gens d'affaires	Autres indépendants	Parents Aidés	Famille	Réfugiées	Total
1980	7031	195	1 116	4 448	1 272	7 423	8 084	29 569
1981	10 645	284	1 246	7 140	1 975	7 185	3 233	31 708
1982	10 331	291	1 560	6 947	1 533	7 814	3 186	31 662
1983	6 321	273	1 321	3 678	1 049	7 875	2 178	22 695
1984	6 083	229	1 252	3 006	1 596	6 353	2 205	20 724
1985	6 903	236	1 756	3 327	1 584	6 085	1 896	21 787
1986	10 002	290	2 279	6 450	983	6 973	2 484	29 461
1987	16 034	311	4 207	10 279	1 237	7 631	3 157	42 856
1988	14 413	328	5 924	6 971	1 190	7 750	3 626	40 202
1989	19 734	402	7 461	9 806	2 065	9 333	5 104	53 905
1990	24 673	482	6 353	14 446	3 385	9 203	6 966	65 508
1991	23 240	440	5 082	14 669	3 049	12 875	15 592	74 947
1992	24 591	349	8 256	14 663	1 323	12 885	10 901	72 968
1993	21 380	394	7 362	12 439	1 183	16 842	6 705	66 305
1994	11 458	58	3 211	7 478	711	12 107	4 460	39 483
1995*	11 046	6	2 169	8 347	524	9 670	6 083	37 845
1996*	10 706	6	2 555	7 730	415	8 865	8 799	39 076
N	234 591	4 574	63 110	141 824	25 074	156 869	94 659	720 701
80-96 %	32.5	0.6	8.8	19.7	3.5	21.8	13.1	100.0

Notes: * données préliminaire pour 1995 et 1996.

Source: Données compilées et calculées à partir des données du Ministère des Affaires étrangères, de l'Immigration et des communautés Culturelles. Conseil des Communautés Culturelles et de l'Immigration. *L'entrepreneurship ethnique et les gens d'affaires immigrants* (tableau 6), février 1995. Et du Bureau de la Statistique du Québec, *Direction des Statistiques Socio-démographiques*, mars 1997.

Tableau 31: Les immigrants d'affaires du Québec, selon le pays d'origine, 1988 à 1993

Pays d'origine	Entrepreneurs	Travailleurs autonomes	Investisseurs	Total
Hong Kong	2 558	155	769	3 482
Taiwan	615	22	410	1 047
Corée du Sud	649	15	67	731
Émirats Arabes Unis	402	148	9	559
Liban	445	78	6	529
Koweït	394	94	8	496
Arabie Saoudite	332	106	13	451
France	280	86	4	370
Syrie	260	46	8	314
Égypte	244	51	14	309
Total partiel	6 179	801	1 308	8 288
Autres pays	1 222	392	137	1 751
Total	7 401	1 193	1 445	10 039

Source: données compilées à partir des données du Ministère des Affaires étrangères, de l'Immigration et des communautés Culturelles. Conseil des Communautés Culturelles et de l'Immigration, *Des emplois venus d'ailleurs* (tableau 7), 07 février 1996. Données originales de la Direction des études et de la recherche, Compilations, 6 juin 1994

Tableau 32: Placements d'immigrants investisseurs au Québec, selon la région administrative, 1986 à 1994 ('000 \$).

Régions ad.	1986 à 1990 ('000 \$)	1991 ('000 \$)	1992 ('000 \$)	1993 ('000 \$)	1994 ('000 \$)	1986 à 1994 ('000 \$)
Bas-St-Laurent	0	7 250	3 750	750	6 750	18 500
Saguenay/Lac-St-Jean	0	2 250	0	1 500	4 000	7 750
Québec	20 500	21 750	14 000	38 270	21 551	116 071
Mauricie/Bois-Francs	3 000	1 000	5 000	9 440	23 000	41 440
Estrie	0	1 000	2 500	6 000	0	9 500
Montréal	76 605	42 110	43 250	30 305	39 245	231 515
Outaouais	2 700	0	14 750	5 750	5 400	28 600
Côte-Nord et Nord du Québec	0	0	1 500	2 250	9 700	13 450
Abitibi-Témiscamingue	0	0	0	2 485	1 500	3 985
Chaudière/Appalachs	0	500	750	9 000	20 800	31 050
Laval	3 500	3 235	1 000	1 750	4 694	14 179
Lanaudière	0	0	0	5 000	2 200	7 200
Laurentides	6 225	2 250	250	3 500	13 750	25 975
Montréal	14 250	6 750	12 750	9 455	10 260	53 465
Total	126 780	88 095	99 500	125 455	162 850	602 680

Source: Données compilées à partir des données du Ministère des Affaires étrangères, de l'Immigration et des communautés Culturelles. Conseil des Communautés Culturelles et de l'Immigration, *Des emplois venus d'ailleurs* (tableau 2), 07 février 1996. Données originales de la Direction de l'aide à l'immigration d'affaires, Compilation spéciale, 12 janvier 1995.

Tableau 33: Placements d'immigrants investisseurs au Québec, selon la région administrative, 1986 à 1994 (en %).

Régions ad.	1986 à 1990 %	1991 %	1992 %	1993 %	1994 %	1986 à 1994 %
Bas-St-Laurent	0,0	8,2	3,8	0,6	4,1	3,1
Saguenay/Lac-St-Jean	0,0	2,6	0,0	1,2	2,5	1,3
Québec	16,2	24,7	14,1	30,5	13,2	19,2
Mauricie/Bois-Francs	2,4	1,1	5,0	7,5	14,1	6,9
Estrie	0,0	1,1	2,5	4,8	0,0	1,6
Montréal	60,4	47,8	43,5	24,1	24,1	38,4
Outaouais	2,1	0,0	14,8	4,6	3,3	4,7
Côte-Nord et Nord du Québec	0,0	0,0	1,5	1,8	6,0	2,2
Abitibi-Témiscamingue	0,0	0,0	0,0	2,0	0,9	0,7
Chaudière/Appalaches	0,0	0,6	0,7	7,2	12,8	5,1
Laval	2,8	3,7	1,0	1,4	2,9	2,3
Lanaudière	0,0	0,0	0,0	4,0	1,3	1,2
Laurentides	4,9	2,6	0,3	2,8	8,4	4,3
Montréal	11,2	7,6	12,8	7,5	6,3	8,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Données calculées à partir du tableau 5.

Tableau 34: Placements d'immigrants investisseurs au Québec, selon le secteur d'activité économique, 1986 à 1994 ('000 \$).

Secteur d'activité économique	1986 à 1990 ('000 \$)	1991 ('000 \$)	1992 ('000 \$)	1993 ('000 \$)	1994 ('000 \$)	1986 à 1994 ('000 \$)
Manufacturier	24 700	36 235	23 500	58 400	90 110	232 945
Construction	30 725	24 110	22 750	6 500	15 050	99 235
Commerce de gros	27 205	3 500	10 500	10 250	8 350	59 805
Commerce de détail	17 450	12 250	5 750	6 450	3 300	45 200
Autres industries	22 700	10 500	37 000	42 260	44 190	156 650
Portefeuilles	4 000	1 500	0	1 595	1 850	8 945
Total	126 780	88 095	99 500	125 455	162 850	602 680

Source: Données compilées à partir des données du Ministère des Affaires étrangères, de l'Immigration et des communautés Culturelles. Conseil des Communautés Culturelles et de l'Immigration, *Des emplois venus d'ailleurs* (tableau 1), 07 février 1996. Données originales de la Direction de l'aide à l'immigration d'affaires, Compilation spéciale, 12 janvier 1995.

Tableau 35: Entrepreneurs¹ immigrants résidants au Québec, selon le niveau d'investissements, 1992 à 1994

Montants investis (en \$)	Entrepreneurs	
	Nombre	%
0	7	1.0
1 à 49 999	223	30.6
50 000 à 99 999	311	42.7
100 000 à 199 999	141	19.4
200 000 ou plus	41	5.6
non précis	5	0.7
total	728	100.0
Montant total investi	59 768 611	
Moyenne (\$)	82 100	

Notes: 1 Entrepreneurs ayant rempli leurs conditions d'admission.

Source: Données compilées à partir des données du Ministère des Affaires étrangères, de l'Immigration et des communautés Culturelles. Conseil des Communautés Culturelles et de l'Immigration, *Des emplois venus d'ailleurs* (tableau 4), 07 février 1996. Données originales de Citoyenneté et Immigration Canada, Compilation spéciale, 12 janvier 1996.

Tableau 36: Entrepreneurs¹ immigrants résidants au Québec, selon le niveau d'emplois créés, 1992 à 1994

Nombre d'emplois	Entrepreneurs t. plein		Entrepreneurs t. partiel	
	Nombre	%	Nombre	%
0	59	8,1	586	80,5
1	491	67,4	80	11,0
2	88	12,1	23	3,2
3	32	4,4	7	1,0
4	12	1,6	12	1,6
5 ou plus	41	5,6	15	2,1
Non précis	5	0,7	5	0,7
Total	728	100,0	728	100,0
Nombre total d'emplois créés	1 326		371	

Notes: 1 Entrepreneurs ayant rempli leurs conditions d'admission.

Source: Données compilées à partir des données du Ministère des Affaires étrangères, de l'Immigration et des communautés Culturelles. Conseil des Communautés Culturelles et de l'Immigration, *Des emplois venus d'ailleurs* (tableau 5), 07 février 1996. Données originales de Citoyenneté et Immigration Canada, Compilation spéciale, 12 janvier 1996.

Tableau 37: Entrepreneurs¹ immigrants résidants au Québec, selon le secteur d'activité économique, 1992 à 1994

Secteur d'activité économique	Entrepreneurs	
	Nombre	%
Agriculture et services connexes	1	0,1
Industries manufacturières	62	8,5
Construction	14	1,9
Transport et entreposage	7	1,0
Communications et autres services publics	1	0,1
Commerce de gros	180	24,7
Commerce de détail	288	39,6
Finance et assurances	1	0,1
Courtiers immobiliers et d'assurances	3	0,4
Services aux entreprises	18	2,5
Éducation	4	0,5
Santé et services sociaux	1	0,1
Restaurant et hôtellerie	98	13,5
Autres services	45	6,2
Non précis	5	0,7
Total	728	100,0

Notes: 1 Entrepreneurs ayant rempli leurs conditions d'admission.

Source: Données compilées à partir des données du Ministère des Affaires étrangères, de l'Immigration et des communautés Culturelles. Conseil des Communautés Culturelles et de l'Immigration, *Des emplois venus d'ailleurs* (tableau 6), 07 février 1996. Données originales de Citoyenneté et Immigration Canada, Compilation spéciale, 12 janvier 1996.

Tableau 38: Travailleurs autonomes immigrants au Québec, selon l'origine ethnique et le lieu de naissance, 1991.

Origine ethnique	Ensemble des travailleurs ¹	Travailleurs autonomes		Nés au Canada		Nés hors du Canada	
		N	%	N	%	N	%
Française	2 571 540	220 860	8,6	216 700	98,1	4 160	1,9
Britannique et autre	398 755	33 000	8,3	29 700	90,0	3 300	10,0
Allophones²							
Italienne	98 185	10 150	10,3	3 555	35,0	6 595	65,0
Juive	36 795	7 825	21,3	4 845	61,9	2 980	38,1
Grecque	27 420	3 715	13,5	730	19,7	2 985	80,3
Libanaise	14 900	2 310	15,5	1 870	81,0	440	19,0
Allemande	18 415	2 155	11,7	1 095	50,8	1 060	49,2
Chinoise	18 090	2 050	11,3	80	3,9	1 970	96,1
Amérindienne	20 315	1 295	6,4	1 295	100,0	0	0,0
Arménienne	6 590	1 230	18,7	60	4,9	1 170	95,1
Portugaise	20 370	1 205	5,9	130	10,8	1 075	89,2
Polonaise	11 295	990	8,8	430	43,4	560	56,6
Suisse	3 260	920	28,2	175	19,0	745	81,0
Vietnamienne	9 545	765	8,0	10	1,3	755	98,7
Espagnole	10 745	740	6,9	150	20,3	590	79,7
Hongroise	4 795	735	15,3	180	24,5	555	75,5
Indienne	9 435	720	7,6	45	6,3	675	93,8
Hollandaise	4 495	720	16,0	290	40,3	430	59,7
Belge	5 780	720	12,5	265	36,8	455	63,2
Iranienne	2 695	615	22,8	60	9,8	555	90,2
Égyptienne	4 995	595	11,9	15	2,5	580	97,5
Noire	16 575	565	3,4	80	14,2	485	85,8
Ukrainienne	5 325	535	10,0	420	78,5	115	21,5
Autres groupes ethniques	120 495	10 585	8,8	1 765	16,7	8 820	83,3
Total	3 440 810	305 000	8,9	263 945	86,5	41 055	13,5

Notes: 1 incluant les travailleurs familiaux non rémunérés.

2 Ni Française ni Britannique

Source: Données compilées à partir des données du Ministère des Affaires étrangères, de l'Immigration et des communautés Culturelles. Conseil des Communautés Culturelles et de l'Immigration, *Des emplois venus d'ailleurs* (tableau 11), 07 février 1996. Données originales de Banque Fédérale de Développement, *The Ethnocultural Entrepreneur: A Collective Profile* (1994).

Tableau 39: Entrepreneurs immigrants de la RMR de Québec, selon le pays d'origine, 1994

Pays	Nombre d'entrepreneurs (1)	Pourcentage %
France	51	22,4%
Italie	36	15,8%
Portugal	15	6,6%
Vietnam	11	4,9%
Liban	10	4,4%
Chine	8	3,5%
Belgique	7	3,0%
Grèce	7	3,0%
Suisse	7	3,0%
Espagne	6	2,6%
Maroc	6	2,6%
Égypte	5	2,1%
Pérou	4	1,8%
Algérie	4	1,8%
Chili	4	1,8%
Tunisie	4	1,8%
Cambodge	3	1,3%
Japon	3	1,3%
Mexique	3	1,3%
Bénin	3	1,3%
Paraguay	3	1,3%
Pologne	3	1,3%
Argentine	2	0,9%
Autriche	2	0,9%
ÉUA	2	0,9%
Laos	2	0,9%
Pakistan	2	0,9%
Russie	2	0,9%
Autres pays ¹	13	5,7%
Total	228²	100%

Notes 1 Les pays qui comptent un entrepreneur: Arménie, Bangladesh, Colombie, Finlande, Grande-Bretagne, Haïti, Hollande, Inde, Syrie, Togo, Turquie, Ukraine

2: Le nombre d'entrepreneurs ne correspond pas nécessairement au nombre total d'entreprises: dans certains cas, deux entrepreneurs sont identifiés par une même entreprise.

(1) seul le nombre d'entrepreneurs identifiés par l'IGIF (Inspection Générale des Institutions Financières) en 1994.

Source : Données compilées à partir des données du Ministère des Affaires Internationales, de l'Immigration et des Communautés Culturelles, *Des gens des Communautés Culturelles en Affaires, Région de Québec*. Données Statistiques de l'IGIF, 1994.

Tableau 40: Entreprises d'immigrants de la région de Québec, selon la localité municipale, 1994

Municipalités	Nombre d'entreprise ¹	Pourcentage %
Québec	93	4,1 %
Sainte-Foy	43	19,9%
Charlesbourg	21	9,7%
Beauport	12	5,5%
Sillery	7	3,2%
Ancienne-Lorette	4	1,9%
Saint-Nicolas	4	1,9%
Saint-Rédempteur	3	1,4%
Lévis	3	1,4%
Vanier	3	1,4%
Cap-Rouge	2	0,9%
Charny	2	0,9%
Château-Richer	2	0,9%
Autres ²	17	7,9%
Total	216	100%

Notes: 1 seules les entreprises identifiées par l'IGIF (Inspection Générale des Institutions Financières) en 1994, le nombre d'entrepreneurs ne correspond pas nécessairement au nombre total d'entreprises; dans certains cas deux entrepreneurs sont identifiés par une même entreprise

2: Municipalités avec une entreprise

Source : Données compilées et calculées à partir des données du Ministère des Affaires Internationales, de l'Immigration et des Communautés Culturelles, *Des gens des Communautés Culturelles en Affaires, Région de Québec*. Données Statistiques l'IGIF, 1994.

L'immigration portugaise à travers le Monde, au Canada et au Québec

Tableau 41. Estimation de la population immigrante portugaise par continents, 1996

Continent et certains pays	Nombre	Pourcentage %
AFRIQUE	540 625	11,65%
Maghreb	1 036	0,02%
PALOP	33 314	0,07%
Autres Pays d'Afrique	506 275	10,91%
AMÉRIQUE	2 639 660	56,91%
Amérique du Nord	1 015 300	21,89%
Amérique centre	6 523	0,14%
Amérique du sud	1 617 837	34,88%
ASIE	35 071	0,76%
Proche et Moyen Orient	913	0,02%
Autres Pays d'Asie	34 158	0,74%
EUROPE	1 367 775	29,49%
Union Européenne	1 199 973	25,87%
Autres Pays d'Europe	167 782	3,62%
OCÉANE	55 459	1,20%
TOTAL	4 638 570	100%

Sources: Données compilées à partir des données du Ministère des Affaires Étrangères du Portugal. Direction Générale des Affaires Consulaires et des Communautés Portugaises, Lisbonne. *Os Portugueses no estrangeiro* 1995/1996

Tableau 42. Estimation de la population immigrante portugaise selon les 13 principaux Pays, 1996

Pays	Nombre	Pourcentage %	Position
Afrique du sud	500 000	10,78%	4ex
Allemagne	170 000	3,66%	7
Australie	55 339	1,19%	11
Belgique	38 000	0,82%	13
Bésil	1 200 000	25,87%	1
Canada	515 000	11,10%	3
Espagne	63 717	1,37%	9
ÉUA	500 000	10,78%	4ex
France	798 837	17,22%	2
Luxembourg	51 000	1,12%	12
Royaume Uni	60 000	1,29%	10
Suisse	157 000	3,39%	8
Venezuela	400 00	8,62%	6
Total	4 508 893	100%	13

Sources: Données compilées à partir des données du Ministère des Affaires Étrangères du Portugal.

Direction Générale des Affaires Consulaires et des Communautés Portugaises, *Os*

Portugueses no estrangeiro, Lisbonne, 1995/1996

Tableau 43: Estimation de la population immigrante portugaise par pays, 1996

Pays d'accueil	Nombre de Portugais	Position	%dans la population totale du pays d'accueil	Population totale du pays d'accueil
Afrique du sud	500 000	4 ^{ex}	1,23%	40 700 000
Allemagne	170 000	7	0,21%	81 100 000
Andorre	9 000	18	15,00%	60 000
Angola	20 000	15	0,20%	10 200 000
Antigua et Barbade	25	81 ^{ex}	0,04%	70 000
Antilles hollandaises	2 540	23	1,49%	170 000
Arabie saoudite	149	54	0,00%	16 300 000
Algérie	20	84 ^{ex}	0,00%	27 000 000
Argentine	16 000	16	0,05%	33 500 000
Aruba	500	35 ^{ex}	0,70%	71 233
Australie	55 339	11	0,31%	17 780 000
Autriche	441	41	0,01%	7 940 000
Bahrayn	100	57	0,02%	540 000
Bangladesh	1	112 ^{ex}	0,00%	122 600 000
Barbades	90	60	0,03%	260 000
Belgique	38 000	13	0,38%	10 030 000
Bénin	3	107	0,00%	5 200 000
Bermudes	2 500	24	4,17%	60 000
Bolivie	40	75 ^{ex}	0,00%	8 040 000
Botswana	240	49	0,02%	1 410 000
Bésil	1 200 000	1	0,75%	159 200 000
Bulgarie	35	78	0,00%	8 950 000
Burkina Faso	4	105 ^{ex}	0,00%	9 730 000
Cape-Vert	500	35 ^{ex}	0,13%	390 000
Canad	515 000	3	1,85%	27 800 000
Cheque (république)	30	79	0,00%	10 400 000
Chili	112	56	0,00%	13 800 000
Chine	41	73 ^{ex}	0,00%	1 205 000 000
Chipre	41	73 ^{ex}	0,01%	730 000
Colombie	70	66	0,00%	34 200 000
Corée du sud	8	99	0,00%	44 100 000

Tableau 43 (suite): Estimation de la population immigrante portugaise par pays, 1996

Pays d'accueil	Nombre de Portugais	Position	% dans la population totale du pays d'accueil	Population totale du pays d'accueil
Côte-d'Ivoire	68	67	0,00%	13 340 000
Cuba	14	92	0,00%	10 900 000
Danemark	450	40	0,01%	5 180 000
Dominique	15	89ex	0,02%	85 000
Dominique (République)	40	75ex	0,00%	7 620 000
Égypte	71	65	0,00%	56 380 000
Émirats Arabes Unis	325	43	0,02%	1 710 000
Équateur	300	44ex	0,00%	10 980 000
Slovaquie (république)	5	102ex	0,00%	5 312 608
Espagne	63 717	9	0,16%	39 150 000
É.U.A.	500 000	4ex	0,19%	257 500 000
Philippines	9	98	0,00%	65 600 000
Finlande	86	61	0,00%	5 060 000
France	798 837	2	1,38%	57 700 000
Gabon	17	87	0,00%	1 082 000
Gambie	2	108ex	0,00%	1 000 000
Ghana	4	105ex	0,00%	16 470 000
Grèce	300	44ex	0,00%	10 360 000
Grenade	15	89ex	0,02%	80 000
Guyane	20	84ex	0,00%	810 000
Guinée-Bissau	800	29	0,08%	1 030 000
Guinée (République)	2	108ex	0,00%	6 360 000
Guinée Équatorial	1	112ex	0,00%	360 000
Hollande	8 040	19	0,05%	15 280 000
Hong-Kong	26 500	14	0,45%	5 860 000
Hongrie	11	95	0,00%	10 290 000
Inde	6 000	20	0,00%	887 700 000
Iran	27	80	0,00%	63 740 000
Irlande	94	59	0,00%	3 550 000
Islande	13	93	0,01%	260 000
Israël	250	48	0,00%	5 350 000
Italie	5 655	21	0,01%	56 670 00

Tableau 43 (suite): Estimation de la population immigrante portugaise par pays, 1996

Pays d'accueil	Nombre de Portugais	Position	% dans la population totale du pays d'accueil	Population totale du pays d'accueil
Jamaïque	75	64	0,00%	2 490 000
Japon	350	42	0,00%	124 800 000
Jordanie	5	102ex	0,00%	4 420 000
Lesotho	200	50ex	0,01%	1 880 000
Luxembourg	51 800	12	13,28%	390 000
Malaisie	10	96ex	0,00%	18 800 000
Malawi	200	50ex	0,00%	10 500 000
Mali	2	108ex	0,00%	10 240 000
Maroc	1 000	27	0,00%	26 940 000
Martinique	25	81ex	0,01%	370 000
Mauritanie	1	112ex	0,00%	2 200 000
Mexique	300	44ex	0,00%	91 200 000
Mozambique	11 563	17	0,07%	17 000 000
Montserrat	10	96ex	0,07%	14 000
Namibie	794	30	0,05%	1 530 000
Nicaragua	16	88	0,00%	4 260 000
Nigeria	151	53	0,00%	118 500 000
Norvège	652	33	0,02%	4 310 000
Nouvelle-Zélande	120	55	0,00%	3 440 000
Oman	47	71	0,00%	2 017 591
Panama	500	35ex	0,02%	2 560 000
Pakistan	860	28	0,00%	122 500 000
Pérou	95	58	0,00%	22 900 000
Pologne	45	72	0,00%	38 700 000
Porto Rico	51	69	0,00%	3 610 000
Qatar	7	100ex	0,00%	370 000
Kenya	700	32	0,00%	26 250 000
Royaume Uni	60 000	10	0,10%	58 030 000
Rép. Centre Africaine	200	50ex	0,01%	3 250 000
Roumanie	1	112ex	0,00%	22 700 000
Russie	600	34	0,00%	148 600 000

Tableau 43 (suite): Estimation de la population immigrante portugaise, par pays, 1996

Pays d'accueil	Nombre de Portugais	Position	% dans la population totale du pays d'accueil	Population totale du pays d'accueil
Saint-Kitts	25	81ex	0,06%	40 000
Sainte-Lucie	20	84ex	0,01%	150 000
Sao Tomé et Príncipe	451	39	0,36%	125 000
Sao Vicente	12	94	0,01%	120 000
Sénégal	83	62	0,00%	7 900 000
Singapour	76	63	0,00%	2 870 000
Syrie	2	108ex	0,00%	13 360 000
Sri Lanka	5	102ex	0,00%	17 600 000
Swaziland	772	31	0,09%	830 000
Soudan	7	100ex	0,00%	27 400 000
Suède	2 553	22	0,03%	8 740 000
Suisse	157 349	8	2,26%	6 970 000
Thaïlande	260	47	0,00%	57 800 000
Tanzanie	1	112ex	0,00%	28 800 000
Trinité - Tobago	50	70	0,00%	1 270 000
Tunisie	15	89ex	0,00%	8 560 000
Turquie	38	77	0,00%	60 000 000
Uruguay	1 200	26	0,04%	3 100 000
Venezuela	400 000	6	1,93%	20 700 000
Yémen	1	112ex	0,00%	13 000 000
Zaïre (R.D.C)	500	35ex	0,00%	41 400 000
Zambie	53	68	0,00%	8 900 000
Zimbabwe	2 2000	25	0,02%	10 960 000
Total	4 638 570	117	0,10%	4 755 567 432

Sources: Données compilées à partir des données du Ministère des Affaires Étrangères du Portugal.

Direction Générale des Affaires Consulaires et des Communautés Portugaises, *Os*

Portugueses no estrangeiro, Lisbonne, 1995/1996

Tableau 44: Nombre de visa d'immigrants portugais¹ et résidents au Portugal émis à Lisbonne de 1971 à 1995

années	Continent		Açores		Madère		Total
	N	%	N	%	N	%	
1971	2418	34	4289	61	308	4	7015
1972	2242	30	5036	67	281	4	7559
1973	2953	35	5353	63	195	2	8501
1974	4027	32	8189	65	301	2	12517
1975	1862	33	3648	65	91	2	5601
1976	2084	58	1422	40	88	2	3594
1977	1752	62	1034	37	46	2	2832
1978	1407	64	749	34	35	2	2191
1979	1704	55	1350	44	23	1	3077
1980	1611	43	2123	57	18	0	3752
1981	1570	59	1051	40	30	1	2651
1982	1123	64	596	34	33	2	1752
1983	607	63	336	35	21	2	964
1984	561	63	317	36	13	1	891
1985	660	66	316	32	18	2	994
1986	1103	81	245	18	6	0	1354
1987	2972	81	651	18	36	1	3659
1988	4632	72	1794	28	6	0	6432
1989	5018	65	2662	34	84	1	7764
1990	5537	73	1979	26	76	1	7592
1991	3505	68	1581	31	63	1	5149
1992	1152	70	467	28	28	2	1647
1993	401	68	178	30	16	3	594
1994	257	61	142	34	20	5	419
1995	383	78	97	20	11	2	491
TOTAL	51541	52	45605	46	1846	2	98992

Source: Ambassade du Canada - IMMIGTOT. WB2 - Lisbonne -07 février 1996.

Tableau 45. Taux Hypothécaires Résidentiels, Québec, 1999

Taux avec la remise en argent												
5ans ¹	2ans ²	6mois (F)	6mois (O)	1an (F)	1an (O)	2ans (F)	3ans (F)	4ans (F)	5ans (F)	66ms (F)	7ans (F)	10ans (F)
6.45	7.05	6.90	7.15	6.60	7.20	6.90	7.00	7.10	7.15	7.15	7.35	7.75
Taux réduits sans la remise en argent: certaines conditions s'appliquent												
6mois (F)	6mois (O)	1an (F)	1an (O)	2ans (F)	3ans (F)	4ans (F)	5ans (F)	66ms (F)	7ans (F)	10ans (F)		
6.40	6.65	6.10	6.70	6.40	6.50	6.60	6.65	6.65	Taux disponibles sur demande			

Notes: 1= Réduit variable; 2= Variable

F= terme fermé; O= terme ouvert

Source: Fédération des Caisses Populaires Desjardins de Québec, en vigueur du 15 mars au 15 juillet 1999.

ANNEXE B**Autres tableaux**

Les activités économiques

Tableau 46. Les activités économiques des immigrants portugais dans les principales villes d'Europe⁽¹⁾, 1995/96

Pays	N. de Portugais	Principales villes	Types d'activités
Allemagne	170 000	Dusseldorf; Stuttgart; Frankfur; Hamburg; Osnabruck; Berlin	Agriculture, commerce, construction, sylviculture, pêche, industries de transformations et extractives, transports, communications, institutions financières, assurances, autres activités et services.
Andorre	9 000	Andorra; Encamp; Les Escalades	Construction, hôtellerie, tourisme, autres activités et services
Belgique	38 000	Bruxelles; Liège; Anvers; Bruges; Gent; Namur; Mons; Charleroi; Ostende	Agriculture, construction, hôtellerie, tourisme, autres activités et services
Espagne	63 717	Alava; Badajoz; Barcelone; Burgos; La Curuna; Guipuzcoa; Huelva Leon; Lugo; Madrid; Orense; Pontevedra, Salamanca; Oviedo; Pampalona; Seville; Valencia; Vvizcaya	Agriculture, pêche, énergie, industrie métallurgique, Extraction minières, hôtellerie, tourisme, commerce, autres services et activités
France	798 837	Paris; St.-Denis; Val-de-Marne; Yvelines; hautes de Seine; Essonne; Seine-et-Marne; Val D'Oise.	Agriculture, construction, commerce, hôtellerie, restauration, transports, autres activités et services.
Hollande	8 040	Amsterdam; Rotterdam; Haye; Zaanstad.	Industrie navale, hôtellerie, autres activités et services
Italie	5 655	Rome; Milan; Naples; Livorno; Turin; Sicile.	Construction, autres activités et services
Luxembourg	51 800	Luxembourg; Esch/Alzette; Differdange; Dudelange; Petange	Construction, hôtellerie, restauration, agriculture, industrie diverses, autres activités et services.
Royaume uni	60 000	Angleterre; Îles du Canal; Écosse; Pays de Gales	Hôtellerie, services de santé et éducation, agriculture, autres activités et services
Suède	2 553	Stockholm; Gotemburg; Malmö	Industries, hôtellerie, autres activités et services.
Suisse	157 349	Vaud; Genève; Valais; Zurich; Neuchâtel; Berne; Fribourg	Agriculture, sylviculture, hôtellerie, construction, commerce, services de banques et institutions financières, assurances, industrie métallurgique, fabrication de machineries et appareils, administration publique, transports et communication.

Notes: (1): plus de 2000 Portugais

Source: Données compilées à partir des données du Ministère des Affaires Étrangère du Portugal. Direction Générale des Affaires Consulaires et des Communautés Portugaises, *Os Portugueses no estrangeiro*, Lisbonne, 1995/1996.

Tableau 47. Les activités économiques des immigrants portugais dans les principales villes d'Afrique⁽¹⁾, 1995/96

Pays	N. de Portugais	Principales villes	Types d'activités
Afrique du sud	500 000	Pretoria; Durban; Cape Town; Johannesburg	Agriculture, commerce, construction, hôtellerie, industries extractives et de transformation, pêche, autres activités et services
Angola	20 000	Luanda; Cabinda; Luanda Nord; Zaire; Lubango; Namibe	Agriculture, commerce, pêche, industrie, autres activités et services
Cap-Vert	500	Praia; Mindelo	Construction, commerce, autres activités et services
Guinée-Bissau	800	Bissau, Mensoa, Bafata, Gabu	Construction, travaux publics, pêche, commerce, tourisme, hôtellerie, autres activités et services
Maroc	1 000	Rabat	Construction, commerce, autres activités et services
Mozambique	11 563	Inhambane; Gaza, Nampula; Manica; Maputo; Sofala; Tete; Zambèze	Commerce, administration publiques, industrie, autres activités et services.
Namibie	794	Windhoek; Walvis Bay	Commerce, restauration, autres activités et services
Kenya	700	Nairobi; Mombassa	Commerce, autres activités et services
Swaziland	772	Mbabane	Construction, commerce, autres activité et services
Zaire (Rép. Dém. Congo)	500	Kinshasa	Agriculture, commerce, automobile, autres activités et services
Zimbabwe	2 200	Harare; Bulawayo	Construction, restauration, mécanique, commerce, autres activités et services

Notes: (1): 500 Portugais et plus

Source: Données compilées à partir des données du Ministère des Affaires Étrangère du Portugal. Direction Générale des Affaires Consulaires et des Communautés Portugaises, *Os Portugueses no estrangeiro*, Lisbonne, 1995/1996.

Tableau 48: Les activités économiques des immigrants portugais dans les principales villes d'Amérique⁽¹⁾ (nord, sud) et atlantique, 1995/96

Pays	N. de Portugais	Principales villes	Types d'activités
Antilles Hollandaises	2 540	Curaçao; Bonaire; San Martin	Commerce, autres activités et services
Argentine	16 000	Buenos Aires; Monte Grand; Villa Eliza; Isidoro Casanova; Comodoro Rivadavia	Commerce, transports, agriculture, autres activités et services
Bésil	1 200 000	Rio de Janeiro; Sao Paulo; Espirito Santo; Bahia; Belo Horizonte; Curitiba, Porto Alegre	Agriculture, commerce, industrie, transports, construction, tourisme, secteur portuaire, sidérurgie et pétrochimie, autres activités et services
Canada	515 000	Toronto; Montréal; Vancouver; Ottawa; Québec	Agriculture, pêche, industries, construction, travaux publics, commerce, restauration, services publics et privés, immobilier, administration, imprésario, finance, banque, éducation, électroniques, autres activités et services
E. U. A.	500 000	Californie; Connecticut; Floride; Hawaii; Massachusetts; New Hampshire, New Jersey; New York, Oregon; Pennsylvanie; Rhode Island, Texas	Agriculture, pêche, construction naval, hôtellerie, industrie automobile, commerce, industries, électronique, armement, finances, banques, autres activités et services
Panama	500	Panama	Pêche, commerce, autres activités et services
Uruguay	1 200	Montevideo; San José, Canelones	Agriculture, commerce, autres activités et services
Venezuela	400 000	Caracas; Valência; Maracay Barquisimeto; Maracaibo; Puerto Ordaz; Barcelona, Cumana, Ile de Margarita	Commerce, restauration, transports, industries, construction, travaux publics, agro-alimentaire, autres activités et services

Notes: (1) : 500 Portugais et plus

Source: Données compilées à partir des données du Ministère des Affaires Étrangère du Portugal. Direction Générale des Affaires Consulaires et des Communautés Portugaises, *Os Portugueses no estrangeiro*, Lisbonne, 1995/1996.

Tableau 49: Les activités économiques des immigrants portugais dans les principales villes⁽¹⁾ d'Asie et de l'Océanie, 1995/96

Pays	N. de Portugais	Principales villes	Types d'activités
Arabie Saoudite	149	Ryade; Djeda; Damam	Construction, exploration pétrolière
Australie	55 339	Melbourne; Perth	Construction, pêche, industries, restauration, autres activités et services
Émirats Arabes Unis	325	Dubai; Abu Dhabi	Industrie pétrolière, construction naval
Hong-Kong	26 500	Hong-Kong; Kowloon	Commerce, autres activités et services
Inde	6 000	Goa; Dui	Divers services et activités
Israël	250	Tel-Aviv	Divers services et activités
Japon	350	Tokyo; Kanagawa	Éducation, divers services et activités
Nouvelle Zélande	120	Auckland	Horticulture, commerce, autres activités et services
Pakistan	860	Karachi; Lahore; Islamabad	Non défini
Thaïlande	260	Bangkok	commerce

Notes: (1) : 100 Portugais et plus

Source: Données compilées à partir des données du Ministère des Affaires Étrangères du Portugal. Direction Générale des Affaires Consulaires et des Communautés Portugaises, *Os Portugueses no estrangeiro*, Lisbonne, 1995/1996.

Institutions et réseaux communautaires

**Tableau 50. Institutions et réseaux communautaires¹, Portugais de Montréal:
Associations, services sociaux et religieux, 1973 à 1999 (exclut 1975)**

Année	Associations ²	Services socioculture ³	Services religieux	Année	Associations	Services socioculture.	Services religieux
1973	5	5	1	1987	20	20	5
1974	4	10	2	1988	20	20	5
1976	11	-	-	1989	22	20	5
1977	7	6	2	1990	19	18	5
1978	5	6	2	1991	19	18	4
1979	8	14	2	1992	20	16	5
1980	11	12	3	1993	20	16	5
1981	11	9	3	1994	-	14	5
1982	11	14	3	1995	21	18	5
1983	11	15	5	1996	21	19	5
1984	14	15	5	1997	23	19	5
1985	23	18	5	1998	25	17	5
1986	20	20	5	1999	27	19	5

Notes: 1 seulement enregistrées dans *Portugal em Montreal*.

2: associations, clubs, groupes et mouvements politiques

3: services socioculturels et éducatifs; radio, télévision, écoles.

Source: IPP (Information et Publicité Portugaises) *Portugal em Montreal*, collection de 1973 à 1999

ANNEXE C

Schéma d'entrevues

Le but des entrevues était de recueillir des données sur ce que nous voulons apprendre et comprendre; des choses qu'on ne peut pas observer directement, comme les sentiments des Portugais d'affaires et leurs projets d'améliorer les conditions économiques et sociales de leur communauté ethnique. Notre objectif est de nous fournir un encadrement à l'intérieur duquel les réponses des personnes rencontrés expriment leur compréhension des choses dans leurs propres termes, et nous permettre d'en tirer des conclusions valides. Les données recueillies sont les suivantes:

1) Facteurs historiques et activités et pratiques économiques

Niveau dimensionnel

Histoire de l'immigration et de l'arrivée des Portugais au Canada et au Québec

Leur propre cheminement en affaires, le type d'emploi qu'ils occupent, l'employeur, le investissements, etc.

Le statut professionnel: travailleur salarié ou autonome

- Les indicateurs

Les activités: entreprises ou commerces et services

Les crédits et prêts

Entraide et solidarité

2) La participation dans la communauté ethnique

- Participation économique et politique

Aide, création d'emploi et relations entre les pratiques et la communauté

Le leadership dans la communauté

L'influence des gens d'affaires (leurs responsabilités, actions et rôle rituel) dans les associations et organismes de la communauté, dans les cérémonies religieuses, les journaux, etc.

Questionnaires

Les questions contenues dans cette liste ont été établies en fonction des catégories suivantes:

Les informations factuelles objectives, les informations factuelles subjectives, les opinions et perceptions actuelles, les opinion et perceptions hypothétiques et les questions délicates.

Les entrevues personnelles

1- Sexe (visible)

2- Êtes-vous marié ou célibataire?

3- Avez-vous des enfants?

4- Quel est votre lieu de résidence?

5- Appartenez-vous à une religion quelconque?

6- Quel votre niveau de scolarité?

- 7- Quelle est votre occupation professionnelle?
- 8- Quelle est la vocation de votre entreprise ou de vos activités ?
- 9- Pourquoi avez-vous choisi ces lieux pour faire des affaires?
- 10- Quelle est votre position dans l'entreprise ou l'activité économique?
- 11- Combien d'employés avez-vous?
- 12- Combien de Portugais vous employez?
- 13- Avez-vous des liens de parenté avec ces employés?
- 14- Quels sont vos principaux clients?
- 15- Quelles ont été les causes de votre départ du Portugal?
- 16- Quelle est votre région d'origine au Portugal?
- 17- Avez-vous fait d'autres destinations avant le Québec?
- 18- Pourquoi avez-vous choisi d'immigrer au Québec (Montréal ou Québec)?
- 19- Quel est votre cheminement professionnel?
- 20- Avez-vous déjà pratiqué dans ce domaine avant d'immigrer au Québec?
- 21- Si oui, qu'est-ce qui vous motive à continuer dans le même domaine?
- 22- Comment décririez-vous la nature de vos relations avec vos employés?
- 23- Et comment décririez-vous ces avec les membres de la communauté portugaise?
- 24- Vous arrive-t-il de faire des crédits à vos compatriotes ou à vos employés lorsqu'ils sont mal pris?
- 25- En tant que entrepreneur ou travailleur autonome, croyez-vous avoir une influence politique, économique ou sociale dans la communauté portugaise?
- 26- Est-ce qu'il vous arrive d'aider un nouvel arrivant portugais à partir en affaire?
- 27- Appartenez-vous à une association portugaise?
- 28- Si oui, quelle est votre position dans cette association?
- 29- Vous arrive-t-il d'envoyer de l'argent au Portugal?
- 30- Si oui, en quoi est-il important d'envoyer de l'argent au Portugal?

Opinions et perceptions factuelles

- 31- Que pensez-vous être nécessaire pour améliorer les conditions économiques, politiques ou sociales dans votre communauté?
- 32- Êtes-vous pour ou contre le fait que les immigrants investissent dans leurs milieux ethniques?
- 33- Êtes-vous favorable ou défavorable à la régionalisation de l'immigration ?
- 34- Pensez-vous qu'il est nécessaire de s'identifier Portugais pour faire de bonnes affaires?
- 35- Pensez-vous contribuer au développement du Québec et de votre communauté ?
- 36- Quelle est votre vision des associations, organismes communautaires, institutions portugaise au Québec?
- 37- Après autant d'années au Québec, est-ce que vous identifiez comme québécois, comme canadien ou tout simplement comme immigrant portugais?

Opinions et perceptions hypothétiques

- 38- Qui pensez-vous pouvoir vous aider si un jour vous vous trouvez en difficulté financière, ou en faillite?
- 39- Comment envisagez-vous vos affaires dans l'avenir?
- 40- Espérez-vous un jour rentrer définitivement au Portugal?

Questions délicates

41- Vous êtes né en quelle année?

42- À combien situerez-vous vos investissements annuels, sinon quel est votre chiffre d'affaire annuel?

Les entrevues téléphoniques

Sexe

Quelle est votre date de naissance?

Êtes-vous marié ou célibataire?

Avez-vous des enfants?

Quel est votre lieu de résidence?

Appartenez-vous à une religion quelconque?

Quel est votre niveau de scolarité?

Quelle est votre Profession?

Nature (secteur d'activité)

Nombre total d'employés

Nombre d'employés portugais

Clientèle portugaise

Clientèle non portugaise

Investissement ou chiffre d'affaire / année

Date d'arrivée au Québec

Raison de l'immigration

Pourquoi Québec?

Envoyez-vous de l'argent au Portugal?

Pourquoi?

Qu'est-ce qu'il faut selon vous pour améliorer les conditions économiques et sociales dans la communauté portugaise?

Les variables retenues comme thèmes sont les suivantes:

- 1- Les considérations ethniques dans les pratiques et activités économiques des Portugais du Québec**
- 2- L'apport des gens d'affaires Portugais dans leurs réseaux et institutions communautaires**
- 3- La finalité économique et sociale de l'organisation portugaise**
- 4- Le partage des capitaux entre l'immigrant et son pays d'origine**

NB.

Dans certains cas, des questions ont été ajoutées ou omises suite au déroulement de l'entrevue. En effet, il y a des entrevues où nous avons ajouté des questions suite au débat qui s'en est suivi, et dans d'autres cas, nous avons omis des questions parce que: soit la réponse précédente correspond à la question suivante, soit la question est sans importance (le répondant ne veut pas répondre).